

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 762

[2001/09048]

28 NOVEMBRE 2000

Loi relative à la protection pénale des mineurs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 2. Au chapitre X du livre premier du Code pénal, l'intitulé précédant l'article 100 est remplacé par l'intitulé suivant :

« Dispositions générales ».

Art. 3. Un article 100^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le livre I^{er} du même Code :

« Art. 100^{ter}. — Lorsqu'il est fait usage du terme « mineur » dans les dispositions du livre II, cette notion désigne la personne n'ayant pas encore atteint l'âge de dix-huit ans. ».

Art. 4. L'article 347^{bis} du même Code, inséré par la loi du 2 juillet 1975 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 347^{bis}. — § 1^{er}. Constituent une prise d'otages, l'arrestation, la détention ou l'enlèvement de personnes pour répondre de l'exécution d'un ordre ou d'une condition, tel que préparer ou faciliter l'exécution d'un crime ou d'un délit, favoriser la fuite, l'évasion, obtenir la libération ou assurer l'impunité des auteurs ou des complices d'un crime ou d'un délit.

§ 2. La prise d'otages sera punie de la réclusion de vingt ans à trente ans.

La peine sera la réclusion à perpétuité si la personne prise comme otage est un mineur.

§ 3. Sauf dans les cas visés au § 4, la peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans si dans les cinq jours de l'arrestation, de la détention ou de l'enlèvement, la personne prise comme otage a été libérée volontairement sans que l'ordre ou la condition ait été exécuté.

§ 4. La peine sera la réclusion à perpétuité dans les cas suivants :

1° si l'arrestation, la détention ou l'enlèvement de la personne prise comme otage a causé soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave, soit la mort;

2° si la personne prise comme otage a été soumise à des tortures corporelles. ».

Art. 5. L'article 363 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 363. — Sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans celui qui substitue un enfant à un autre ou qui attribue à une femme un enfant dont elle n'a pas accouché.

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans celui qui détruit la preuve de l'état civil d'un enfant ou en empêche l'établissement.

La même peine sera appliquée à ceux qui auront donné la mission de commettre les faits mentionnés aux alinéas précédents, si cette mission a reçu son exécution. ».

Art. 6. A l'article 372 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa premier est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 762

[2001/09048]

28 NOVEMBER 2000. — Wet betreffende

de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 2. In hoofdstuk X van boek I van het Strafwetboek wordt het opschrift boven artikel 100 vervangen als volgt :

« Algemene bepalingen ».

Art. 3. In boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 100^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 100^{ter}. — Wanneer in de bepalingen van boek II de term « minderjarige » wordt aangewend, wordt daaronder elke persoon verstaan die de leeftijd van achttien jaar nog niet heeft bereikt. ».

Art. 4. Artikel 347^{bis}, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 347^{bis}. — § 1. Gijzeling is de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering van personen om deze borg te doen staan voor de voldoening aan een bevel of een voorwaarde, onder meer een misdaad of een wanbedrijf voor te bereiden of te vergemakkelijken, de vlucht, de ontvluchting van de daders van een misdaad of wanbedrijf of hun medeplichtigen in de hand te werken, hun vrijlating te verkrijgen of ze hun straf te doen ontgaan.

§ 2. Gijzeling wordt gestraft met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

De straf is levenslange opsluiting indien de gijzelaar een minderjarige is.

§ 3. Behalve in de in § 4 bedoelde gevallen is de straf opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar tot twintig jaar indien binnen vijf dagen na de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering, de gijzelaar vrijwillig wordt vrijgelaten zonder dat aan het bevel of aan de voorwaarde is voldaan.

§ 4. De straf is levenslange opsluiting in de volgende gevallen :

1° indien de aanhouding, de gevangenhouding of de ontvoering van de gijzelaar, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij zware verminking, hetzij de dood ten gevolge heeft;

2° indien de gijzelaar lichamelijk is gefolterd. ».

Art. 5. Artikel 363 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 363. — Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een kind met een ander kind verwisselt of aan een vrouw een kind toeschrijft waarvan zij niet is bevallen.

Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar wordt gestraft hij die het bewijs van de burgerlijke staat van een kind vernietigt of het opmaken ervan verhindert.

Dezelfde straf wordt toegepast op hen die opdracht geven om de in de vorige leden vermelde feiten te plegen, indien die opdracht is uitgevoerd. ».

Art. 6. In artikel 372 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° A l'alinéa 2, les mots « ou adoptant » sont insérés entre les mots « ascendants » et les mots « sur la personne »;

3° Au même alinéa, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

4° Le même alinéa est complété comme suit :

« La même peine sera appliquée si le coupable est soit le frère ou la sœur de la victime mineure ou toute personne qui occupe une position similaire au sein de la famille, soit toute personne cohabitant habituellement ou occasionnellement avec elle et qui a autorité sur elle. »

Art. 7. A l'article 373 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

2° A l'alinéa 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 8. A l'article 375 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, et modifié par les lois du 14 mai 1937 et du 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 3 est complété par les mots « de cinq ans à dix ans »;

2° Aux alinéas 4, 5 et 6, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

3° A l'alinéa 7, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans. ».

Art. 9. A l'article 376 du même Code, remplacé par la loi du 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans »

2° Aux alinéas 2 et 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion. ».

Art. 10. A l'article 377 du même Code, modifié par les lois du 15 mai 1912, 14 mai 1937, 18 juin 1985 et 4 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « ou l'adoptant » sont insérés entre les mots « ascendant » et les mots « de la victime »;

2° Au même alinéa, les mots « ; si le coupable est soit le frère ou la sœur de la victime mineure ou toute personne qui occupe une position similaire au sein de la famille, soit toute personne cohabitant habituellement ou occasionnellement avec elle et qui a autorité sur elle, » sont insérés entre les mots « par une ou plusieurs personnes, » et les mots « les peines »;

3° Aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion. ».

Art. 11. L'article 378 du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 378. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31. ».

Art. 12. L'article 378bis du même Code, inséré par la loi du 4 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 378bis. — La publication et la diffusion par le livre, la presse, la cinématographie, la radiophonie, la télévision ou par quelque autre manière, de textes, de dessins, de photographies, d'images quelconques ou de messages sonores de nature à révéler l'identité de la victime d'une infraction visée au présent chapitre sont interdites, sauf si cette dernière a donné son accord écrit ou si le procureur du Roi ou le magistrat chargé de l'instruction a donné son accord pour les besoins de l'information ou de l'instruction.

Les infractions au présent article sont punies d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de trois cents francs à trois mille francs ou d'une de ces peines seulement. ».

Art. 13. A l'article 379 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots « de cinq ans à dix ans » sont insérés entre les mots « réclusion » et les mots « et d'une amende »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

2° In het tweede lid worden de woorden « of adoptant » ingevoegd tussen de woorden « in de opgaande lijn » en het woord « gepleegd »;

3° In hetzelfde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

4° Hetzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

« Dezelfde straf wordt toegepast indien de schuldige hetzij de broer of de zus van het minderjarige slachtoffer is of ieder ander persoon die een soortgelijke positie heeft in het gezin, hetzij onverschillig welke persoon die gewoonlijk of occasioneel met het slachtoffer samenwoont en die over dat slachtoffer gezag heeft. »

Art. 7. In artikel 373 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° In het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 8. In artikel 375 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912 en gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1937 en 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid wordt aangevuld met de woorden « van vijf jaar tot tien jaar »;

2° In het vierde, het vijfde en het zesde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° In het zevende lid worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar. ».

Art. 9. In artikel 376 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar »

2° In het tweede en het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting. ».

Art. 10. In artikel 377 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912, 14 mei 1937, 18 juni 1985 en 4 juli 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « of adoptant » ingevoegd na de woorden « bloedverwant in de opgaande lijn »;

2° In hetzelfde lid worden de woorden « ; of is hij hetzij de broer of de zus van het minderjarige slachtoffer of ieder ander persoon die een gelijkaardige positie heeft in het gezin, hetzij onverschillig welke persoon die gewoonlijk of occasioneel met het slachtoffer samenwoont en die over dat slachtoffer gezag heeft, » ingevoegd tussen de woorden « of van het wanbedrijf » en de woorden « , dan worden de straffen »;

3° In het tweede, het vierde en het zesde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting. ».

Art. 11. Artikel 378 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Art. 378. — In de gevallen omschreven in dit hoofdstuk worden de schuldigen veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31. ».

Art. 12. Artikel 378bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989, wordt vervangen als volgt :

« Art. 378bis. — Publicatie en verspreiding door middel van boeken, pers, film, radio, televisie of op enige andere wijze, van teksten, tekeningen, foto's, enigerlei beelden of geluidsfragmenten waaruit de identiteit kan blijken van het slachtoffer van een in dit hoofdstuk genoemd misdrijf zijn verboden, tenzij met schriftelijke toestemming van het slachtoffer of met toestemming, ten behoeve van het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek, van de procureur des Konings of van de met het onderzoek belaste magistraat.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar en met geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank of met een van die straffen alleen. ».

Art. 13. In artikel 379 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « van vijf jaar tot tien jaar » ingevoegd tussen het woord « opsluiting » en de woorden « en met geldboete »;

2° In het tweede lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion », et les mots « dix ans » sont remplacés par les mots « quatorze ans ».

Art. 14. A l'article 380*bis* du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, qui devint l'article 380, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 3, 4 et 5, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

2° au § 4, 1° et 4°, les mots « âgé de moins de seize ans » sont supprimés;

3° le § 4 est complété par un 5°, libellé comme suit :

« 5° quiconque aura obtenu par la remise, l'offre ou la promesse d'un avantage matériel ou financier, la débauche ou la prostitution d'un mineur. »;

4° au § 5, les mots « de moins de dix ans » sont remplacés par les mots « de moins de seize ans »;

5° il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Quiconque aura assisté à la débauche ou à la prostitution d'un mineur sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à deux mille francs. ».

Art. 15. L'article 380*quater* du même Code, inséré par la loi du 21 août 1948 et modifié par la loi du 27 mars 1995, devient l'article 380*bis*.

Art. 16. A l'article 380*quinquies* du même Code, inséré par la loi du 27 mars 1995, qui devient l'article 380*ter*, dans les §§ 1^{er} et 2, les mots « ayant un but lucratif direct ou indirect » sont supprimés.

Art. 17. L'article 381*bis* du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, qui devient l'article 381, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 381. — Les infractions visées aux articles 379 et 380, §§ 3 et 4, seront punies de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs et les infractions visées à l'article 380, § 5, seront punies de la réclusion de dix-sept ans à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs, si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant. ».

Art. 18. L'article 382 du même Code, modifié par les lois du 26 mai 1914, 21 août 1948, 28 juillet 1962, 8 avril 1965 et 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 382. — § 1^{er}. Dans les cas visés aux articles 379 et 380, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31.

§ 2. Les tribunaux pourront interdire aux personnes condamnées pour une infraction prévue à l'article 380, §§ 1^{er} à 3, pour un terme de un an à trois ans, d'exploiter, soit par eux-mêmes, soit par personne interposée, un débit de boissons, un bureau de placement, une entreprise de spectacles, une agence de location ou de vente de supports visuels, un hôtel, une agence de location de meublés, une agence de voyage, une entreprise de courtage matrimonial, une institution d'adoption, un établissement à qui l'on confie la garde des mineurs, une entreprise qui assure le transport d'élèves et de groupements de jeunesse, un établissement de loisirs ou de vacances, ou tout établissement proposant des soins corporels ou psychologiques, ou d'y être employés à quelque titre que ce soit.

En cas de seconde condamnation pour une infraction prévue à l'article 380, §§ 1^{er} à 3, l'interdiction pourra être prononcée pour un terme de un an à vingt ans.

En cas de condamnation pour une infraction prévue aux articles 379 et 380, §§ 4 et 5, l'interdiction pourra être prononcée pour un terme de un à vingt ans.

§ 3. Sans avoir égard à la qualité de la personne physique ou morale de l'exploitant, propriétaire, locataire ou gérant, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement dans lequel les infractions ont été commises, pour une durée d'un mois à trois ans.

Lorsque le condamné n'est ni propriétaire, ni exploitant, ni locataire, ni gérant de l'établissement, la fermeture ne peut être ordonnée que si la gravité des circonstances concrètes l'exige, et ce, pour une durée de deux ans au plus, après citation sur requête du ministère public, du propriétaire, de l'exploitant, du locataire ou du gérant de l'établissement.

3° In het derde lid wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting » en worden de woorden « tien jaar » vervangen door de woorden « veertien jaar ».

Art. 14. In artikel 380*bis* van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, dat artikel 380 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 3, 4 en 5, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

2° in § 4, 1 en 4, worden de woorden « onder de zestien jaar » geschrapt;

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met een 5, luidende :

« 5° hij die door de overhandiging, het aanbod of de belofte van een materieel of financieel voordeel ontucht of prostitutie van een minderjarige heeft verkregen. »;

4° in § 5 worden de woorden « onder de tien jaar » vervangen door de woorden « onder de zestien jaar »;

5° er wordt een § 6 ingevoegd, luidende :

« § 6. Hij die ontucht of prostitutie van een minderjarige bijwoont, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank. ».

Art. 15. Artikel 380*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 augustus 1948 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 1995, wordt artikel 380*bis*.

Art. 16. In artikel 380*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1995, dat artikel 380*ter* wordt, worden in de §§ 1 en 2 de woorden « met een direct of indirect winsttoegmerk » geschrapt.

Art. 17. Artikel 381*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, dat artikel 381 wordt, wordt vervangen als volgt :

« Art. 381. — De misdrijven bedoeld in de artikelen 379 en 380, §§ 3 en 4, worden gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank en de misdrijven bedoeld in artikel 380, § 5, worden gestraft met opsluiting van zeventien jaar tot twintig jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank, indien ze daden betreffen van deelneming aan de hoofdbedrijvigheid of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging, ongeacht of de schuldlige de hoedanigheid van leidend persoon heeft of niet. ».

Art. 18. Artikel 382 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 26 mei 1914, 21 augustus 1948, 28 juli 1962, 8 april 1965 en 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 382. — § 1. In de gevallen bedoeld in de artikelen 379 en 380 worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31.

§ 2. De rechtbanken kunnen tegen de personen die wegens een misdrijf bepaald bij artikel 380, §§ 1 tot 3, veroordeeld worden, het verbod uitspreken om gedurende een jaar tot drie jaar een drankgelegenheid, een bureau voor arbeidsbemiddeling, een onderneming van vertoningen, een zaak voor verhuur of verkoop van visuele dragers, een hotel, een bureau voor verhuur van gemeubileerde kamers of appartementen, een reisbureau, een huwelijksbureau, een adoptieinstelling, een instelling waaraan de bewaring van minderjarigen wordt toevertrouwd, een bedrijf dat leerlingen en jeugdgroepen vervoert, een gelegenheid voor ontspanning of vakantie, of een inrichting die lichaamsverzorging of psychologische begeleiding aanbiedt, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een tussenpersoon, uit te baten of er, in welke hoedanigheid ook, werkzaam te zijn.

In geval van een tweede veroordeling wegens een misdrijf bepaald in artikel 380, §§ 1 tot 3, kan het verbod voor een termijn van een jaar tot twintig jaar worden uitgesproken.

In geval van een veroordeling wegens een misdrijf bepaald bij de artikelen 379 en 380, §§ 4 en 5, kan het verbod voor een termijn van een jaar tot twintig jaar worden uitgesproken.

§ 3. Zonder rekening te houden met de hoedanigheid van natuurlijke persoon of rechtspersoon van de uitbater, eigenaar, huurder of zaakvoerder, kan de rechtbank de sluiting bevelen van de inrichting waar de misdrijven zijn gepleegd, voor een termijn van een maand tot drie jaar.

Wanneer de veroordeelde eigenaar, uitbater, huurder noch zaakvoerder is van de inrichting, kan de sluiting enkel worden bevolen indien de ernst van de concrete omstandigheden dit vereist, en dit voor een termijn van maximaal twee jaar, na dagvaarding van de eigenaar, de uitbater, de huurder of de zaakvoerder op vordering van het openbaar ministerie.

La citation devant le tribunal est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens à la diligence de l'huissier auteur de l'exploit.

La citation doit contenir la désignation cadastrale de l'immeuble concerné et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913 portant des modifications à la loi hypothécaire et à la loi sur l'expropriation forcée et réglant à nouveau l'organisation de la conservation des hypothèques.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi hypothécaire. Le greffier fait parvenir au conservateur des hypothèques les extraits et la déclaration selon laquelle aucun recours n'est introduit.

§ 4. L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

Art. 19. L'article 382bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine, devient l'article 382ter.

Art. 20. L'article 382bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 382bis — Sans préjudice de l'application de l'article 382, toute condamnation pour des faits visés aux articles 372 à 377, 379 à 380ter, 381 et 383 à 387, accomplis sur un mineur ou impliquant sa participation, peut comporter, pour une durée d'un an à vingt ans, l'interdiction du droit :

1° de participer, à quelque titre que ce soit, à un enseignement donné dans un établissement public ou privé qui accueille des mineurs;

2° de faire partie, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel, ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait dont l'activité concerne à titre principal les mineurs;

3° d'être affecté à une activité qui place le condamné en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de mineurs, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait.

L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

Art. 21. A l'article 383bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 379 et 380, quiconque aura exposé, vendu, loué, distribué, diffusé ou remis des emblèmes, objets, films, photos, diapositives ou autres supports visuels qui représentent des positions ou des actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou présentant des mineurs ou les aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, remis à un agent de transport ou de distribution, sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. »;

2° au § 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »;

3° au § 5, les mots « L'article 382 est applicable » sont remplacés par les mots « Les articles 382 et 389 sont applicables ».

Art. 22. Dans l'article 384 du même Code, modifié par la loi du 14 juin 1926, les mots « Dans le cas prévu par l'article précédent » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés à l'article 383 ».

Art. 23. Dans l'article 385 du même Code, modifié par la loi du 15 mai 1912, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « enfant » est remplacé par le mot « mineur »;

2° dans le texte néerlandais, le mot « tegenwoordigheid » est remplacé par le mot « aanwezigheid ».

Art. 24. A l'article 386bis du même Code, remplacé par la loi du 28 juillet 1962, qui devient l'article 387, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de moins de dix-huit ans accomplis » sont supprimés;

De dagvaarding voor de rechtbank wordt in het hypotheekkantoor van het gebied waar de goederen gelegen zijn, overgeschreven ten verzoeken van de deurwaarder die het exploit heeft opgemaakt.

De dagvaarding vermeldt de kadastrale omschrijving van het betrokken onroerende goed en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en volgens de sanctie bepaald in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913 houdende wijzigingen in de hypotheekwet en in de wet op de gedwongen onteigeningen en regelende de herinrichting van de bewaring der hypotheeken.

Iedere in de zaak gewezen beslissing wordt in de kant van de overgeschreven dagvaarding vermeld op de wijze bepaald in artikel 84 van de hypotheekwet. De griffier doet de uittreksels en de verklaring dat er geen rechtsmiddelen aangewend zijn aan de hypotheekbewaarder toekomen.

§ 4. Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

Art. 19. Artikel 382bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 houdende bepalingen tot bestrijding van de mensenhandel en van de kinderpornografie, wordt artikel 382ter van dat Wetboek.

Art. 20. Artikel 382bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 382bis.— Onverminderd de toepassing van artikel 382 kan elke veroordeling wegens feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377, 379 tot 380ter, 381 en 383 tot 387, gepleegd op de persoon van een minderjarige of met zijn deelneming, de ontzetting meebrengen van het recht om, voor een termijn van een jaar tot twintig jaar :

1° in welke hoedanigheid ook deel te nemen aan onderwijs in een openbare of particuliere instelling die minderjarigen opvangt;

2° deel uit te maken, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de activiteit in hoofdzaak op minderjarigen gericht is;

3° een activiteit toegewezen te krijgen die de veroordeelde in een vertrouwens- of een gezagsrelatie tegenover minderjarigen plaatst, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging.

Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

Art. 21. In artikel 383bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 379 en 380 wordt hij die zinnebeelden, voorwerpen, films, foto's, dia's of andere beeld dragers die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter voorstellen waarbij minderjarigen betrokken zijn of worden voorgesteld, tentoonstelt, verkoopt, verhuurt, verspreidt, uitzendt of overhandigt, ze met het oog op de handel of de verspreiding vervaardigt of in voorraad heeft, invoert of doet invoeren, aan een vervoer- of een distributieagent overhandigt, gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot tienduizend frank. »;

2° in § 3 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

3° in § 5 worden de woorden « Artikel 382 is van toepassing » vervangen door de woorden « De artikelen 382 en 389 zijn van toepassing ».

Art. 22. In artikel 384 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juni 1926, worden de woorden « In het geval van het vorige artikel » vervangen door de woorden « In de gevallen bedoeld in artikel 383 ».

Art. 23. In artikel 385 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1912, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « kind » wordt vervangen door het woord « minderjarige »;

2° het woord « tegenwoordigheid » wordt vervangen door het woord « aanwezigheid ».

Art. 24. In artikel 386bis van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 juli 1962, dat artikel 387 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « beneden achttien jaar » geschrapt;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 25. L'article 386ter du même Code, inséré par la loi du 28 juillet 1962, qui devient l'article 388, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 388. — Dans les cas prévus au présent chapitre, les coupables pourront de plus être condamnés à l'interdiction des droits énoncés à l'article 31.

En cas de condamnation par application des articles 386, alinéa 1^{er}, ou 387 et si l'infraction a été commise dans l'exploitation d'un commerce de librairie, de bouquinerie ou de produits photographiques ou de matériel nécessaire à la réalisation de tout type de support visuel, ou d'une entreprise de spectacles, la fermeture de l'établissement pourra être ordonnée pour une durée d'un mois à trois mois.

En cas de deuxième condamnation du chef de l'un des faits visés à l'alinéa 2, commis dans le délai de trois ans à compter de la première condamnation, la fermeture pourra être ordonnée pour une durée de trois mois à six mois.

En cas de troisième condamnation du chef des mêmes faits, commis dans le délai de cinq ans à dater de la deuxième condamnation, la fermeture définitive pourra être ordonnée. Dans ce dernier cas, les cours et tribunaux pourront en outre interdire aux condamnés d'exploiter, soit par eux-mêmes, soit par personne interposée, une librairie, une bouquinerie, un commerce de produits photographiques ou de matériel nécessaire à la réalisation de tout type de support visuel, une entreprise de spectacles ou un ou plusieurs de ces commerces ou entreprises ou d'y être employés à quelque titre que ce soit.

Lorsque le condamné n'est ni propriétaire, ni exploitant, ni locataire, ni gérant de l'établissement, la fermeture ne peut être ordonnée que si la gravité des circonstances concrètes l'exige. Dans ce cas, l'article 382, § 3, alinéas 2 à 5, est applicable.

L'article 389 est applicable à la présente disposition. ».

Art. 26. L'article 389 du même Code, abrogé par la loi du 28 octobre 1974, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 389. — § 1^{er}. La durée de l'interdiction prononcée en application des articles 378, 382, § 1^{er}, 382bis et 388, alinéa 1^{er}, courra du jour de la condamnation avec sursis ou du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine d'emprisonnement non assortie du sursis et, en cas de libération anticipée, à partir du jour de sa mise en liberté pour autant que celle-ci ne soit pas révoquée.

Toutefois, l'interdiction prononcée en application de l'article 382, § 2, produira ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

§ 2. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui prononce une interdiction en application des articles visés au § 1^{er} sera punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. La fermeture prononcée en application des articles 382, § 3, et 388 produira ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

§ 4. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui ordonne la fermeture d'un établissement en application des articles visés au § 3 sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de mille francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement. ».

Art. 27. L'intitulé du chapitre VIII du titre VII, du livre II, du même Code, comprenant l'article 391, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VIII — De la bigamie ».

Art. 28. Les articles 405bis et 405ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même code :

« Art. 405bis. — Dans les cas visés ci-après, si le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, les peines seront les suivantes :

1° dans les cas visés à l'article 398, alinéa 1^{er}, les peines seront un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de vingt-six francs à cent francs;

2° dans les cas visés à l'article 398, alinéa 2, les peines seront un emprisonnement de deux mois à deux ans et une amende de cinquante francs à deux cents francs;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 25. Artikel 386ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 juli 1962, dat artikel 388 wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 388. — In de gevallen bepaald in dit hoofdstuk kunnen de schuldigen bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van de rechten genoemd in artikel 31.

In geval van veroordeling op grond van artikel 386, eerste lid, of artikel 387 en indien het misdrijf gepleegd is bij het exploiteren van een boekhandel, een antiquariaat, een handel in fotoartikelen of in materiaal vereist voor de totstandkoming van iedere soort van visuele drager of een onderneming van vertoningen, kan de sluiting van de inrichting worden bevolen voor een maand tot drie maanden.

In geval van een tweede veroordeling wegens een van de in het tweede lid bedoelde feiten, gepleegd binnen een termijn van drie jaar na de eerste veroordeling, kan de sluiting worden bevolen voor drie maanden tot zes maanden.

In geval van een derde veroordeling wegens dezelfde feiten, gepleegd binnen een termijn van vijf jaar na de tweede veroordeling, kan de definitieve sluiting worden bevolen. In dit laatste geval kunnen de hoven en rechtbanken bovendien tegen de veroordeelden het verbod uitspreken om een boekhandel, een antiquariaat, een handel in fotoartikelen of in materiaal vereist voor de totstandkoming van iedere soort van visuele drager, een onderneming van vertoningen of een of meer handelszaken of ondernemingen als hier bedoeld, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van een tussenpersoon, te exploiteren of er, in welke hoedanigheid ook, werkzaam te zijn.

Wanneer de veroordeelde eigenaar, uitbater, huurder noch zaakvoerder is van de inrichting, kan de sluiting enkel worden bevolen indien de ernst van de concrete omstandigheden dit vereist. In dit geval is artikel 382, § 3, tweede tot vijfde lid, van toepassing.

Artikel 389 is van toepassing op deze bepaling. ».

Art. 26. Artikel 389 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 28 oktober 1974, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 389. — § 1. De tijd van de ontzetting uitgesproken met toepassing van de artikelen 378, 382, § 1, 382bis en 388, eerste lid, gaat in op de dag van de veroordeling met uitstel of op de dag dat de veroordeelde zijn gevangenisstraf heeft ondergaan of dat zijn straf verjaard is ingeval hiervoor geen uitstel is verleend en, in geval van vervroegde invrijheidstelling, op de dag van zijn invrijheidstelling voorzover deze niet herroepen wordt.

Niettemin heeft het op grond van artikel 382, § 2, uitgesproken verbod zijn gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling onherroepelijk is geworden.

§ 2. Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of arrest dat een verbod of ontzetting uitspreekt met toepassing van de artikelen bedoeld in § 1, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van honderd frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. De sluiting uitgesproken overeenkomstig de artikelen 382, § 3, en 388 heeft haar gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling onherroepelijk is geworden.

§ 4. Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of arrest dat de sluiting van een inrichting beveelt met toepassing van de artikelen bedoeld in § 3, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en met geldboete van duizend frank tot vijfduizend frank of met een van die straffen alleen. ».

Art. 27. Het opschrift van boek II, titel VII, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek, dat artikel 391 bevat, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk VIII. — Dubbel huwelijk ».

Art. 28. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 405bis en 405ter ingevoegd, luidende :

« Art. 405bis. — In de hierna bedoelde gevallen, indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een minderjarige of op een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, zijn de straffen de volgende :

1° in de gevallen bedoeld in artikel 398, eerste lid, zijn de straffen gevangenisstraf van een maand tot een jaar en geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 398, tweede lid, zijn de straffen gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar en geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank;

3° dans les cas visés à l'article 399, alinéa 1^{er}, les peines seront un emprisonnement de quatre mois à quatre ans et une amende de cinquante francs à deux cents francs;

4° dans les cas visés à l'article 399, alinéa 2, les peines seront un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de cent francs à cinq cents francs;

5° dans les cas visés à l'article 400, alinéa 1^{er}, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans;

6° dans les cas visés à l'article 400, alinéa 2, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

7° dans les cas visés à l'article 401, alinéa 1^{er}, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

8° dans les cas visés à l'article 401, alinéa 2, la peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans;

9° dans les cas visés à l'article 402, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans;

10° dans les cas visés à l'article 403, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans;

11° dans les cas visés à l'article 404, la peine sera la réclusion de dix-sept ans à vingt ans.

Art. 405ter. — Dans les cas prévus aux articles 398 à 405bis, si le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père, mère ou autres ascendants, toute autre personne ayant autorité sur le mineur ou l'incapable ou en ayant la garde, ou toute personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime, le minimum des peines portées par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion. »

Art. 29. L'article 409 du même Code, abrogé par la loi du 9 avril 1930, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 409. — § 1^{er}. Quiconque aura pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin, avec ou sans consentement de cette dernière, sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an.

§ 2. Si la mutilation est pratiquée sur une personne mineure ou dans un but de lucre, la peine sera la réclusion de cinq ans à sept ans.

§ 3. Lorsque la mutilation a causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 4. Lorsque la mutilation faite sans intention de donner la mort l'aura pourtant causée, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans.

§ 5. Si la mutilation visée au § 1^{er} a été pratiquée sur un mineur ou une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien, par ses père, mère ou autres ascendants, toute autre personne ayant autorité sur le mineur ou l'incapable ou en ayant la garde, ou toute personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime, le minimum des peines portées aux §§ 1^{er} à 4 sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de réclusion. »

Art. 30. A l'article 410 du même Code, modifié par les lois du 15 mai 1912, du 31 mars 1987 et du 24 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas mentionnés aux articles 398 à 405, si le coupable a commis le crime ou le délit envers ses père et mère ou autres ascendants, le minimum de la peine portée par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion. »;

2° l'alinéa 2 est supprimé;

3° à l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 2, le mot « également » est supprimé.

3° in de gevallen bedoeld in artikel 399, eerste lid, zijn de straffen gevangenisstraf van vier maanden tot vier jaar en geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank;

4° in de gevallen bedoeld in artikel 399, tweede lid, zijn de straffen gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank;

5° in de gevallen bedoeld in artikel 400, eerste lid, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

6° in de gevallen bedoeld in artikel 400, tweede lid, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

7° in de gevallen bedoeld in artikel 401, eerste lid, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

8° in de gevallen bedoeld in artikel 401, tweede lid, is de straf opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

9° in de gevallen bedoeld in artikel 402 is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

10° in de gevallen bedoeld in artikel 403 is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

11° in de gevallen bedoeld in artikel 404 is de straf opsluiting van zeventien jaar tot twintig jaar.

Art. 405ter. — In de gevallen bepaald in de artikelen 398 tot 405bis, indien de misdaad of het wanbedrijf is gepleegd op een minderjarige of op een persoon die, uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, door zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, of door enige andere persoon die gezag heeft over de minderjarige of de onbekwame, of door een persoon die hen onder zijn bewaring heeft, of door een persoon die occasioneel of gewoonlijk samenwoont met het slachtoffer, wordt het minimum van de bij die artikelen bepaalde straffen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »

Art. 29. Artikel 409 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 9 april 1930, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 409. — § 1. Hij die eender welke vorm van verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijk geslacht uitvoert, vergemakkelijkt of bevordert, met of zonder haar toestemming, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar.

§ 2. Indien de verminking uitgevoerd wordt op een minderjarige of met een winst oogmerk, is de straf opsluiting van vijf jaar tot zeven jaar.

§ 3. Indien de verminking een ongeneeslijk lijkende ziekte of een blijvende arbeidsongeschiktheid heeft veroorzaakt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

§ 4. Wanneer de verminking zonder het oogmerk om te doden, toch de dood ten gevolge heeft, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

§ 5. Is de in § 1 bedoelde verminking op een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien, uitgevoerd door zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, of door enige andere persoon die gezag heeft over de minderjarige of de onbekwame, of door een persoon die hen onder zijn bewaring heeft, of door een persoon die occasioneel of gewoonlijk samenwoont met het slachtoffer, dan wordt het minimum van de bij de §§ 1 tot 4 bepaalde straffen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »

Art. 30. In artikel 410 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912, 31 maart 1987 en 24 november 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de schuldige, in de gevallen omschreven in de artikelen 398 tot 405, de misdaad of het wanbedrijf pleegt tegen zijn vader, moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn, wordt de minimumstraf bedoeld in die artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting. »;

2° het tweede lid wordt geschrapt;

3° in het derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt het woord « ook » geschrapt.

Art. 31. Le chapitre III du titre VIII du livre II du même Code, comprenant les articles 423 à 433, est remplacé par un chapitre III contenant les articles 423 à 432, rédigés comme suit :

« Chapitre III. — Des atteintes aux mineurs, aux incapables et à la famille.

Section I. — Du délaissement et de l'abandon d'enfants ou d'incapables dans le besoin

Art. 423. — § 1^{er}. Seront punis d'un emprisonnement de un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront délaissé ou fait délaissé, dans un lieu quelconque, un mineur ou une personne hors d'état de se protéger elle-même en raison de son état physique ou mental.

§ 2. Si par suite du délaissement, la personne visée au § 1^{er} est demeurée gravement mutilée, souffre d'une maladie paraissant incurable ou a perdu l'usage absolu d'un organe, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Si le délaissement a causé la mort de la personne visée au § 1^{er}, les coupables seront punis de la réclusion de cinq ans à dix ans.

Art. 424. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de dispositions pénales plus sévères :

Les père ou mère ou les adoptants qui abandonnent leur enfant dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été laissé seul, qui refusent de le reprendre ou qui refusent de payer son entretien lorsqu'ils l'ont confié à un tiers ou qu'il a été confié à un tiers par décision judiciaire.

En cas de seconde condamnation pour une des infractions prévues au présent article, commise dans un délai de cinq ans à compter de la première, les peines pourront être doublées.

Section II. — Des privations d'aliments ou de soins infligées à des mineurs ou des incapables

Art. 425. — § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de un mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura volontairement privé d'aliments ou de soins, au point de compromettre sa santé, un mineur ou une personne qui, en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien.

§ 2. Si les privations d'aliments ou de soins ont causé soit une maladie paraissant incurable, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave, le coupable sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 3. Si les privations d'aliments ou de soins faites volontairement, sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Art. 426. — § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de dispositions pénales plus sévères, quiconque ayant la garde d'un mineur ou d'une personne hors d'état de pourvoir à son entretien en raison de son état physique ou mental, aura négligé l'entretien de ce mineur ou de cette personne au point de compromettre sa santé.

§ 2. Si les négligences ont entraîné la mort du mineur ou de la personne hors d'état de pourvoir à son entretien en raison de son état physique ou mental, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs.

Section III. — Disposition commune aux sections I^{er} et II

Art. 427. — Dans les cas prévus aux articles 423, 425 et 426, si le coupable a commis les faits envers ses père, mère, adoptants ou autres ascendants, le minimum de la peine portée par ces articles sera doublé s'il s'agit d'un emprisonnement, et augmenté de deux ans s'il s'agit de la réclusion.

Il en sera de même lorsque le coupable est le père, la mère ou l'adoptant de la victime, ou toute autre personne ayant autorité sur elle ou ayant sa garde.

Art. 31. Boek II, titel VIII, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen 423 tot 433 bevat, wordt vervangen door een hoofdstuk III dat de artikelen 423 tot 432 bevat en als opschrift heeft :

« Hoofdstuk III. — Aantasting van de persoon van minderjarigen, van onbekwamen en van het gezin.

Afdeling 1. — Verlaten of in behoeftige toestand achterlaten van kinderen of onbekwamen

Art. 423. — § 1. Zij die een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om zichzelf te beschermen, op om het even welke plaats verlaten of doen verlaten, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

§ 2. Indien de verlating een ernstige vermindering van de in § 1 bedoelde persoon of een ongeneeslijk lijkende ziekte of het volledig verlies van het gebruik van een orgaan ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van vijftig frank tot driehonderd frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Indien de verlating de dood van de in § 1 bedoelde persoon ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

Art. 424. — Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot zeshonderd frank of met een van die straffen alleen, onverminderd, indien daartoe grond bestaat, de toepassing van strengere strafbepalingen, worden gestraft :

De vader of moeder of de adoptanten die hun kind in behoeftige toestand achterlaten, ook al wordt het niet alleen gelaten, die weigeren het weer bij zich te nemen en weigeren zijn onderhoud te betalen als zij het aan een derde hebben toevertrouwd of als het bij rechterlijke beslissing aan een derde is toevertrouwd.

In geval van een tweede veroordeling wegens een van de in dit artikel omschreven misdrijven, gepleegd binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de eerste, kunnen de straffen worden verdubbeld.

Afdeling II. — Onthouden van voedsel of verzorging aan minderjarigen en aan onbekwamen

Art. 425. — § 1. Zij die een minderjarige of een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om in zijn onderhoud te voorzien, opzettelijk voedsel of verzorging onthouden, in dusdanige mate dat zijn gezondheid in het gedrang wordt gebracht, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Indien het onthouden van voedsel of verzorging een ongeneeslijk lijkende ziekte, het volledige verlies van het gebruik van een orgaan of ernstige vermindering ten gevolge heeft, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

§ 3. Indien het opzettelijk onthouden van voedsel of verzorging, zonder het oogmerk om te doden, toch de dood ten gevolge heeft, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Art. 426. — § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen, onverminderd, indien daartoe grond bestaat, de toepassing van strengere strafbepalingen, worden gestraft zij die de bewaring hebben van een minderjarige of van een persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is om in zijn onderhoud te voorzien, het onderhoud van het kind of van de persoon in dusdanige mate nagelaten hebben dat zijn gezondheid in het gedrang wordt gebracht.

§ 2. Indien de nalatigheid de dood veroorzaakt van de minderjarige of van de persoon die uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet in staat is in zijn onderhoud te voorzien, wordt de schuldige gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank.

Afdeling III. — Bepaling aan de afdelingen I en II gemeen

Art. 427. — In de gevallen omschreven in de artikelen 423, 425 en 426, wordt de minimumstraf gesteld in die artikelen verdubbeld in geval van gevangenisstraf en met twee jaar verhoogd in geval van opsluiting indien de schuldige de daden tegen zijn vader, moeder, adoptanten of andere bloedverwanten in de opgaande lijn heeft gepleegd.

Hetzelfde geldt indien de schuldige, de vader, de moeder of de adoptant is van het slachtoffer dan wel elke andere persoon die gezag over het slachtoffer heeft of de bewaring ervan heeft.

Section IV. — De l'enlèvement et du recel de mineurs

Art. 428. — § 1^{er}. Quiconque aura enlevé ou fait enlever un mineur de moins de douze ans sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans, quand bien même le mineur aurait suivi volontairement son ravisseur.

§ 2. Quiconque aura, par violence, ruse ou menace, enlevé ou fait enlever un mineur de plus de douze ans sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans.

§ 3. Si le mineur enlevé a été soumis à des tortures corporelles, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans.

§ 4. La peine sera la réclusion de quinze ans à vingt ans si l'enlèvement ou la détention du mineur enlevé a causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave.

§ 5. Si l'enlèvement ou la détention ont causé la mort, la peine sera la réclusion de vingt ans à trente ans.

Art. 429. — Sera puni des mêmes peines que l'auteur de l'enlèvement, quiconque gardera un mineur qu'il sait avoir été enlevé.

Art. 430. — Dans les cas visés par les articles 428 et 429, à l'exception des cas visés à l'article 428, §§ 3 à 5, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs, si dans les cinq jours de l'enlèvement, le ravisseur ou la personne visée à l'article 429 a restitué volontairement le mineur enlevé.

Section V. — De la non-représentation d'enfants

Art. 431. — Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, étant chargés d'un mineur de moins de douze ans, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.

Si le coupable cache ce mineur pendant plus de cinq jours à ceux qui ont le droit de le réclamer ou s'il retient indûment ce mineur hors du territoire du Royaume, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 432. — § 1^{er}. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

le père ou la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la procédure intentée contre lui en vertu de la législation relative à la protection de la jeunesse ou à l'aide à la jeunesse, qui le soustraira ou tentera de le soustraire à la garde des personnes à qui l'autorité compétente l'a confié, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

Si le coupable a été déchu de l'autorité parentale en tout ou en partie, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à trois ans.

§ 2. Si le coupable cache l'enfant mineur pendant plus de cinq jours à ceux qui ont le droit de le réclamer ou s'il retient indûment l'enfant mineur hors du territoire du Royaume, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si le coupable a été déchu de l'autorité parentale en tout ou en partie, l'emprisonnement sera de trois ans au moins.

§ 3. Dans les cas où il aura été statué sur la garde de l'enfant mineur soit au cours, soit à la suite d'une instance en divorce ou en séparation de corps, soit dans d'autres circonstances prévues par la loi, les peines prévues aux §§ 1^{er} et 2 seront appliquées au père ou à la mère qui soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la garde de ceux à qui il aura été confié en vertu de la décision, qui ne le représenteront pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

§ 4. Lorsque la garde de l'enfant mineur aura fait l'objet d'un règlement transactionnel préalable à une procédure par consentement mutuel, les peines prévues aux §§ 1^{er} et 2 seront appliquées au père ou à la mère qui, à dater de la transcription du divorce par consentement mutuel, soustraira ou tentera de soustraire son enfant mineur à la garde de ceux à qui il aura été confié en vertu de la décision ou du règlement transactionnel, qui ne le représentera pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, l'enlèvera ou le fera enlever, même de son consentement.

Afdeling IV. — Ontvoering en verberging van minderjarigen

Art. 428. — § 1. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, ontvoert of doet ontvoeren, zelfs als de minderjarige zijn ontvoerder vrijwillig is gevolgd.

§ 2. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die een minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, ontvoert of doet ontvoeren door geweld, list of bedreiging.

§ 3. Indien de ontvoerde minderjarige wordt onderworpen aan lichamelijke folteringen, is de straf tien jaar tot vijftien jaar opsluiting.

§ 4. De straf is opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar indien de ontvoering of de gevangenhouding van de ontvoerde minderjarige, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge heeft.

§ 5. Indien de ontvoering of de gevangenhouding de dood ten gevolge heeft, is de straf opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

Art. 429. — Met dezelfde straffen als de dader van de ontvoering wordt gestraft hij die een minderjarige van wie hij weet dat hij is ontvoerd, bij zich houdt.

Art. 430. — In de gevallen bedoeld in de artikelen 428 en 429, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 428, §§ 3 tot 5, is de straf gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en geldboete van tweehonderd frank tot vijfhonderd frank indien, binnen vijf dagen na de ontvoering, de ontvoerder of de persoon bedoeld in artikel 429 de minderjarige vrijwillig heeft teruggegeven.

Afdeling V. — Niet-afgeven van kinderen

Art. 431. — Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank of met een van die straffen alleen worden gestraft zij aan wie een minderjarige beneden de leeftijd van twaalf jaar is toevertrouwd en hem niet afgeven aan de personen die het recht hebben hem op te eisen.

Indien de schuldige deze minderjarige meer dan vijf dagen verborgen houdt voor degenen die het recht hebben hem op te eisen of deze minderjarige onrechtmatig buiten het grondgebied van het Koninkrijk vasthoudt, wordt hij gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen.

Art. 432. — § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met een van deze straffen alleen worden gestraft :

de vader of moeder die het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de rechtsvervolging, tegen dit kind ingesteld uit kracht van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming of betreffende de jeugdbijstand, die het onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van de personen aan wie de bevoegde overheid het heeft toevertrouwd, die het niet afgeeft aan degenen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.

Is de schuldige geheel of ten dele ontzet uit de ouderlijke macht, dan kan de gevangenisstraf tot drie jaar worden verhoogd.

§ 2. Indien de schuldige het minderjarige kind meer dan vijf dagen verborgen houdt voor degenen die het recht hebben het op te eisen of het minderjarige kind onrechtmatig buiten het grondgebied van het Koninkrijk vasthoudt, wordt hij gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank, of met een van deze straffen alleen.

Is de schuldige geheel of ten dele ontzet uit de ouderlijke macht, dan is de gevangenisstraf minstens drie jaar.

§ 3. Wanneer over de bewaring van het minderjarige kind mocht zijn beslist, hetzij gedurende het verloop of ten gevolge van een geding tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, hetzij in andere bij de wet bepaalde omstandigheden, dan worden de straffen bepaald in de §§ 1 en 2 toegepast op de vader of de moeder die het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van hen aan wie het krachtens de beslissing is toevertrouwd, die het niet afgeeft aan degenen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.

§ 4. Indien over de bewaring van het minderjarige kind een aan de rechtspleging door onderlinge toestemming voorafgaande minnelijke schikking is getroffen, worden de straffen bepaald in §§ 1 en 2 toegepast op de vader of de moeder die, vanaf de datum van de overschrijving van de echtscheiding door onderlinge toestemming, het minderjarige kind onttrekt of poogt te onttrekken aan de bewaring van hen aan wie het krachtens de beslissing of de minnelijke schikking is toevertrouwd, die het niet afgeeft aan hen die het recht hebben het op te eisen of die het, zelfs met zijn toestemming, ontvoert of doet ontvoeren.

Art. 32. L'article 433 du même Code pénal est abrogé.

Art. 33. Un article 458*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 458*bis*. — Toute personne qui, par état ou par profession, est dépositaire de secrets et a de ce fait connaissance d'une infraction prévue aux articles 372 à 377, 392 à 394, 396 à 405*ter*, 409, 423, 425 et 426, qui a été commise sur un mineur, peut, sans réjudice des obligations que lui impose l'article 422*bis*, en informer le procureur du Roi, à condition qu'elle ait examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci, qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité mentale ou physique de l'intéressé et qu'elle ne soit pas en mesure, elle-même ou avec l'aide de tiers, de protéger cette intégrité. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale*

Art. 34. L'article 10*ter* de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, inséré par la loi du 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10*ter*. — Pourra être poursuivie en Belgique toute personne qui aura commis hors du territoire du Royaume :

1° une des infractions prévues aux articles 379, 380, 381 et 383*bis*, §§ 1^{er} et 3, du Code pénal;

2° une des infractions prévues aux articles 372 à 377 et 409, du même Code si le fait a été commis sur la personne d'un mineur;

3° une des infractions prévues à l'article 77*bis*, §§ 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et par les articles 10 à 13 de la loi du 9 mars 1993 tendant à régler et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial. ».

Art. 35. A l'article 21*bis* de la même loi, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « Dans les cas visés aux articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380*bis* du Code pénal » sont remplacés par les mots « Dans les cas visés aux articles 372 à 377, 379, 380 et 409 du Code pénal »;

2° L'article est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« En cas de correctionnalisation d'un crime visé à l'alinéa précédent, le délai de prescription de l'action publique reste celui qui est prévu pour un crime. ».

CHAPITRE IV

Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle

Art. 36. A l'article 28*quinquies*, § 2, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « le procès-verbal de » sont remplacés par les mots « le texte de »;

2° Le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur et qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie ou de ne pouvoir en préserver le caractère personnel, le procureur du Roi peut, par une décision motivée, lui en refuser la communication. Cette décision est déposée au dossier.

Dans ce cas, le mineur peut consulter une copie du texte de son audition, accompagné d'un avocat ou d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes du parquet. Toutefois, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, le procureur du Roi peut, par décision motivée, retarder le moment de cette consultation pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

Dans le cas visé à l'alinéa 4 et sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, le procureur du Roi peut décider de délivrer une copie gratuite du texte de l'audition du mineur à l'avocat de ce dernier. Cette décision est déposée au dossier. ».

Art. 37. A l'article 57, § 2, du même Code, rétabli par la loi du 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa premier, les mots « le procès-verbal de » sont remplacés par les mots « le texte de »;

Art. 32. Artikel 433 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 33. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 458*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 458*bis*. — Eenieder, die uit hoofde van zijn staat of beroep houder is van geheimen en die hierdoor kennis heeft van een misdrijf zoals omschreven in de artikelen 372 tot 377, 392 tot 394, 396 tot 405*ter*, 409, 423, 425 en 426, gepleegd op een minderjarige kan, onverminderd de verplichtingen hem opgelegd door artikel 422*bis*, het misdrijf ter kennis brengen van de procureur des Konings, op voorwaarde dat hij het slachtoffer heeft onderzocht of door het slachtoffer in vertrouwen werd genomen, er een ernstig en dreigend gevaar bestaat voor de psychische of fysieke integriteit van de betrokkene en hij deze integriteit zelf of met hulp van anderen niet kan beschermen. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

Art. 34. Artikel 10*ter* van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10*ter*. — Eenieder kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan :

1° een van de misdrijven bepaald in de artikelen 379, 380, 381 en 383*bis*, §§ 1 en 3, van het Strafwetboek;

2° een van de misdrijven bepaald in de artikelen 372 tot 377 en 409, van hetzelfde Wetboek, indien het feit werd gepleegd op een minderjarige;

3° een van de misdrijven bepaald in artikel 77*bis*, §§ 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en in de artikelen 10 tot 13 van de wet van 9 maart 1993 ertoe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren. ».

Art. 35. In artikel 21*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « In de gevallen bedoeld in de artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380*bis* van het Strafwetboek » worden vervangen door de woorden « In de gevallen bedoeld in de artikelen 372 tot 377, 379, 380 en 409 van het Strafwetboek »;

2° Het artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende :

« In geval van correctionalisering van een misdaad bedoeld in het vorige lid, blijft de verjaringstermijn van de strafvordering, die welke is bepaald voor een misdaad. ».

HOOFDSTUK IV

Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering

Art. 36. In artikel 28*quinquies*, § 2, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « het proces-verbaal van » vervangen door de woorden « de tekst van »;

2° De paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het een minderjarige betreft en wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijke karakter ervan niet kan bewaren, kan de procureur des Konings hem de mededeling ervan weigeren, bij een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In dat geval kan de minderjarige, vergezeld door een advocaat of een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het parket, een kopie van de tekst van zijn verhoor raadplegen. Evenwel, in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden kan de procureur des Konings, bij een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze raadpleging uitstellen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In het geval bedoeld in het vierde lid en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van het derde lid, kan de procureur des Konings beslissen dat een kosteloze kopie van de tekst van het verhoor van de minderjarige aan de advocaat van deze laatste medegedeeld wordt. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier. ».

Art. 37. In artikel 57, § 2, van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « het proces-verbaal van » vervangen door de woorden « de tekst van »;

2° Le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur et qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie ou de ne pouvoir en préserver le caractère personnel, le juge d'instruction peut, par une décision motivée, lui en refuser la communication. Cette décision est déposée au dossier.

Dans ce cas, le mineur peut consulter une copie du texte de son audition, accompagné d'un avocat ou d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes du parquet. Toutefois, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, le juge d'instruction peut, par décision motivée, retarder le moment de cette consultation pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

Dans le cas visé à l'alinéa 4 et sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, le juge d'instruction peut décider de délivrer une copie gratuite du texte de l'audition du mineur à l'avocat de ce dernier. Cette décision est déposée au dossier. ».

Art. 38. § 1^{er}. Dans l'intitulé du chapitre VIIbis, du livre I^{er}, du même Code, rétabli par la loi du 13 avril 1995, les mots « ou témoins » sont insérés entre les mots « victimes » et « de certains délits ».

§ 2. A l'article 91bis du même Code, rétabli par la loi du 13 avril 1995 et renuméroté par la loi du 4 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou témoin » sont insérés entre le mot « victime » et les mots « des faits »;

2° les mots « articles 372, 373, 375, 379, 380 et 380bis du Code pénal » sont remplacés par les mots « articles 347bis, 372 tot 377, 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 et 428 du Code pénal ».

§ 3. Les articles 92 à 101 du même Code, abrogés par la loi du 20 mai 1990, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Art. 92. — § 1^{er}. Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d'infractions visées à l'article 91bis, avec leur consentement.

Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.

§ 2. L'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées au § 1^{er} peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles, avec leur consentement.

Si le mineur a moins de douze ans, il suffit de l'en informer.

Art. 93. — L'audition enregistrée du mineur est effectuée, selon le stade de la procédure, par un magistrat du ministère public, par le juge d'instruction ou par un fonctionnaire de police nominativement désigné par l'un d'eux.

Art. 94. — L'audition enregistrée d'un mineur a lieu dans un local spécialement adapté. Les personnes qui peuvent être autorisées à y assister sont l'interrogateur, la personne visée à l'article 91bis, un ou des membres du service technique et un expert psychiatre ou psychologue.

Art. 95. — L'interrogateur explique au mineur les raisons pour lesquelles il souhaite procéder à l'enregistrement audiovisuel de l'audition et l'informe qu'il pourra, à tout moment, demander d'interrompre celui-ci. Mention en est faite au procès-verbal.

A tout moment au cours de l'audition enregistrée, le mineur peut demander d'interrompre l'enregistrement. Cette demande est immédiatement suivie d'effet et actée au procès-verbal.

Art. 96. — Un procès-verbal de l'audition enregistrée est établi dans les quarante-huit heures ou immédiatement en cas de privation de liberté de la personne suspectée. Ce procès-verbal reprend, outre les indications prévues à l'article 47bis, les principaux éléments de l'entretien et éventuellement une retranscription des passages les plus significatifs.

2° De paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het een minderjarige betreft en wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijke karakter ervan niet kan bewaren, kan de onderzoeksrechter hem de mededeling ervan weigeren, bij een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In dat geval kan de minderjarige, vergezeld door een advocaat of een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het parket, een kopie van de tekst van zijn verhoor raadplegen. Evenwel, in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden kan de onderzoeksrechter, bij een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze raadpleging uitstellen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

In het geval bedoeld in het vierde lid en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van het derde lid, kan de onderzoeksrechter beslissen dat een kosteloze kopie van de tekst van het verhoor van de minderjarige aan de advocaat van deze laatste medegedeeld wordt. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier. ».

Art. 38. § 1. In het opschrift van hoofdstuk VIIbis, boek I, van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 13 april 1995, worden de woorden « of getuige » ingevoegd tussen het woord « slachtoffer » en het woord « zijn ».

§ 2. In artikel 91bis van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 13 april 1995 en vernummerd bij de wet van 4 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of getuige » worden ingevoegd tussen het woord « slachtoffer » en de woorden « is van de feiten »;

2° de woorden « artikelen 372, 373, 375, 379, 380 en 380bis van het Strafwetboek » worden vervangen door de woorden « artikelen 347bis, 372 tot 377, 379, 380, 380bis, 380ter, 383, 383bis, 385, 386, 387, 398 tot 405ter, 409, 410, 422bis, 422ter, 423, 425, 426 en 428 van het Strafwetboek. ».

§ 3. De artikelen 92 tot 101 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 20 mei 1990, worden opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 92. — § 1. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan de audiovisuele opname bevelen van het verhoor van minderjarigen die het slachtoffer zijn van de in artikel 91bis bedoelde misdrijven of daarvan getuige zijn, met hun toestemming.

Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.

§ 2. De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarigen die slachtoffer of getuige zijn van andere misdrijven dan die bedoeld in § 1, kan worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, met hun toestemming.

Indien de minderjarige minder dan twaalf jaar oud is, is het voldoende hem hierover in te lichten.

Art. 93. — Het opgenomen verhoor van de minderjarige wordt, afhankelijk van het stadium waarin de procedure zich bevindt, verricht door een magistraat van het openbaar ministerie, door de onderzoeksrechter of door een politieambtenaar die bij name door een van hen aangewezen wordt.

Art. 94. — Het opgenomen verhoor van de minderjarige vindt plaats in een speciaal daartoe aangepaste ruimte. De personen die toegelaten kunnen worden om de opname bij te wonen zijn de verhoorder, de in artikel 91bis bedoelde persoon, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Art. 95. — De verhoorder zet aan de minderjarige de redenen uiteen waarom hij wenst over te gaan tot de audiovisuele opnamen van het verhoor en deelt hem mede dat de minderjarige te allen tijde kan vragen de opname te onderbreken. De mededeling wordt in het proces-verbaal vermeld.

Tijdens het verhoor kan de minderjarige te allen tijde vragen de opname ervan te onderbreken. Aan dat verzoek wordt onmiddellijk gevolg gegeven en in het proces-verbaal wordt daarvan melding gemaakt.

Art. 96. — Een proces-verbaal van het opgenomen verhoor wordt opgesteld binnen achtenveertig uur of onmiddellijk ingeval de verdachte van zijn vrijheid is beroofd. Behalve de vermeldingen bedoeld in artikel 47bis worden in het proces-verbaal de belangrijkste elementen van het onderhoud, en eventueel de meest relevante passages overgeschreven.

Il est procédé à la retranscription intégrale et littérale de l'audition sur demande du juge d'instruction, du procureur du Roi ou à la demande de la personne entendue ou des parties au procès. Cette retranscription rend compte de l'attitude et des expressions du mineur. Elle est versée dans les plus brefs délais au dossier.

Art. 97. — L'enregistrement de l'audition est réalisé en deux exemplaires. Les deux cassettes ont le statut d'originaux et sont déposées au greffe à titre de pièces à conviction.

En cas de nécessité, en vue notamment d'effectuer la retranscription ou l'expertise, une des cassettes peut être mise à la disposition du service de police ou de l'expert désigné.

Aucune copie des cassettes ne peut être réalisée.

Art. 98. — S'il est indispensable de reprendre ou de compléter l'interrogatoire du mineur ou de procéder à une confrontation, le procureur du Roi, le juge d'instruction, la juridiction d'instruction ou la juridiction de jugement ordonne par une décision motivée qu'il soit procédé au nouvel interrogatoire ou à la confrontation dans les formes et conditions prévues aux articles 91bis à 97.

Art. 99. — Le visionnage de la cassette est limité aux personnes qui participent professionnellement à l'information, à l'instruction ou au jugement dans le cadre du dossier judiciaire, ainsi qu'aux parties au procès.

L'inculpé non détenu et la partie civile peuvent introduire une demande en ce sens auprès du juge d'instruction conformément à l'article 61ter.

Toutes les parties ont le droit de visionner la cassette après que le procureur du Roi a pris des réquisitions en vue du règlement de la procédure, conformément à l'article 127.

Art. 100. — Les procès-verbaux d'interrogatoire et les cassettes de l'enregistrement sont produits devant la juridiction d'instruction et la juridiction de jugement en lieu et place de la comparution personnelle du mineur.

Toutefois, lorsqu'elle estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, la juridiction de jugement peut l'ordonner par une décision motivée.

Art. 101. — Les cassettes peuvent être détruites sur décision de la juridiction de jugement. Dans les autres cas, elles sont conservées au greffe et détruites après expiration du délai de prescription de l'action publique ou de l'action civile lorsque celle-ci est postérieure, et, en cas de condamnation, après exécution totale ou prescription de la peine. ».

Art. 39. § 1^{er}. L'article 190bis du même Code, inséré par la loi du 10 octobre 1967, devient l'article 190ter.

§ 2. Un nouvel article 190bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 190bis. — En ce qui concerne les témoins mineurs, le tribunal fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, à moins que le mineur n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert psychiatre ou psychologue.

Si le tribunal l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut, dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur et le prévenu.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience. ».

Art. 40. Un article 327bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 327bis. — En ce qui concerne les témoins mineurs, le président fait, le cas échéant, application des articles 92 à 101 relativement à l'audition enregistrée.

Lorsqu'il estime la comparution du mineur nécessaire à la manifestation de la vérité, celle-ci est organisée par vidéoconférence, à moins que le mineur n'exprime la volonté de témoigner à l'audience.

Tot de volledige en letterlijke overschrijving van het verhoor wordt overgegaan op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de persoon die wordt gehoord of van de partijen die in het geding betrokken zijn. In die overschrijving worden het gedrag en de uitdrukkingen van de minderjarige weergegeven. De overschrijving wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd.

Art. 97. — De opname van het verhoor wordt in twee exemplaren gemaakt. Beide cassettes worden als originelen beschouwd en ter griffie als overtuigingsstuk neergelegd.

Zo nodig, inzonderheid met het oog op de overschrijving of op het deskundigenonderzoek, kan een van de cassettes ter beschikking worden gesteld van de politiedienst of van de aangewezen deskundige.

Van de cassettes mag geen enkele kopie worden gemaakt.

Art. 98. — Indien het onontbeerlijk is de minderjarige opnieuw te verhoren, het verhoor aan te vullen of over te gaan tot een confrontatie, beveelt de procureur des Konings, de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht bij een met redenen omklede beslissing een nieuw verhoor of de confrontatie in de vorm en onder de voorwaarden omschreven in de artikelen 91bis tot 97.

Art. 99. — De cassette mag enkel worden bekeken door de personen die in het kader van het gerechtelijk dossier beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis, alsmede door de partijen in het geding.

De niet aangehouden inverdeninggestelde en de burgerlijke partij kunnen hiertoe overeenkomstig artikel 61ter bij de onderzoeksrechter een verzoek indienen.

Alle partijen hebben het recht om de cassette te bekijken nadat de procureur des Konings overeenkomstig artikel 127 de regeling van de rechtspleging heeft gevorderd.

Art. 100. — De processen-verbaal van het verhoor en de cassettes van de opname worden overgelegd aan het onderzoeksgerecht en aan het vonnisgerecht, zulks in de plaats van de persoonlijke verschijning van de minderjarige.

Wanneer het vonnisgerecht de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, kan het evenwel bij een met redenen omklede beslissing de verschijning bevelen.

Art. 101. — De cassettes kunnen bij beslissing van het vonnisgerecht vernietigd worden. In de andere gevallen worden zij ter griffie bewaard en vernietigd na afloop van de verjaringstermijn van de strafvordering of van de burgerlijke rechtsvordering wanneer deze op een later tijdstip valt en, in geval van veroordeling, na de volledige tenuitvoerlegging of verjaring van de straf. ».

Art. 39. § 1. Artikel 190bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt artikel 190ter van dat Wetboek;

§ 2. In hetzelfde Wetboek wordt een nieuw artikel 190bis ingevoegd, luidende :

« Art. 190bis. — Wat de minderjarige getuigen betreft, past de rechtbank, in voorkomend geval, de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer de rechtbank de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, tenzij de minderjarige de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Wanneer de rechtbank het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan zij het oogcontact tussen de minderjarige en de beklagde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting. ».

Art. 40. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 327bis ingevoegd, luidende :

« Art. 327bis. — Wat de minderjarige getuigen betreft, past de voorzitter in voorkomend geval, de artikelen 92 tot 101 inzake het opgenomen verhoor toe.

Wanneer hij de verschijning van de minderjarige noodzakelijk vindt om de waarheid aan de dag te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, tenzij de minderjarige de wil uitdrukt op de zitting te getuigen.

En cas d'audition par vidéoconférence, le mineur est entendu dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne visée à l'article 91bis, de son avocat, d'un ou de membres du service technique et d'un expert psychiatre ou psychologue.

Si le président l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre le mineur et l'accusé.

Cet article est applicable aux mineurs dont l'audition a été enregistrée en vertu de l'article 92 et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience. »

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes*

Art. 41. A l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 347bis du Code pénal lorsque la prise d'otages n'a causé aux otages qu'une incapacité permanente physique ou psychique, quel que soit l'âge de la personne prise comme otage; ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation*

Art. 42. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation :

« Art. 9bis. — Si les inculpés et les condamnés le sont pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour un des faits visés aux articles 379 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation, les juridictions compétentes prennent, avant d'ordonner une mesure probatoire, l'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Lorsque la suspension du prononcé de la condamnation ou le sursis à l'exécution de la peine est subordonné à une mesure de probation consistant dans le suivi d'une guidance ou d'un traitement, la commission de probation, après avoir, le cas échéant, pris connaissance de l'avis motivé visé à l'alinéa premier, invite l'intéressé à choisir un service compétent ou une personne compétente. Ce choix est soumis à l'accord de la commission.

Ledit service ou ladite personne qui accepte la mission adresse à la commission de probation, dans le mois qui suit le début de cette guidance ou de ce traitement, et chaque fois que ce service ou cette personne l'estime utile, ou sur invitation de la commission, et au moins une fois tous les six mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Le rapport visé à l'alinéa 3 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels*

Art. 43. Dans l'article 20 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, modifié par la loi du 7 mai 1999, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Si l'interné libéré à l'essai a été interné pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, la tutelle médico-sociale visée à l'alinéa 1^{er} comprend l'obligation de suivre une guidance ou un traitement dans un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

La commission invite l'intéressé à choisir une personne compétente ou un service compétent. Ce choix est soumis à l'accord de la commission.

In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de minderjarige gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91bis bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid of leden van de technische dienst en een psychiater- of psycholoog-deskundige.

Wanneer de voorzitter het noodzakelijk vindt voor de sereniteit van de getuigenis, kan hij het oogcontact tussen de minderjarige en de beschuldigde in alle gevallen beperken of uitsluiten.

Dit artikel is van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen met toepassing van artikel 92 en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het moment van de zitting. »

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden*

Art. 41. In artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden wordt het 2° vervangen als volgt :

« 2° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 347bis van het Strafwetboek, wanneer de gijzeling voor de gegijzelden geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, ongeacht de leeftijd van de gegijzelde persoon; ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie*

Art. 42. In de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9bis. — Indien de inverdenkinggestelden of de veroordeelden inverdenkinggesteld of veroordeeld zijn wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 387 van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd zijn op minderjarigen of met hun deelneming, winnen de bevoegde gerechten het met redenen omklede advies in van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten, alvorens een probatiemaatregel op te leggen.

Indien de opschorting van de uitspraak van de veroordeling of het uitstel van de strafuitvoering afhankelijk wordt gesteld van een probatiemaatregel die bestaat in het volgen van een begeleiding of behandeling, nodigt de probatiemissie de betrokkene uit een bevoegde persoon of dienst te kiezen, na in voorkomend geval, kennis te hebben genomen van het met redenen omklede advies bedoeld in het eerste lid. Die keuze wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de commissie.

Deze dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de probatiemissie, binnen een maand na het begin van die begeleiding of behandeling en telkens als de dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de commissie en ten minste om de zes maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Het in het derde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten*

Art. 43. In artikel 20 van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde strafbare feiten, gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999, worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Indien de op proef invrijheidgestelde geïnterneerd is wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, omvat de sociaal-geneeskundige voogdij bedoeld in het eerste lid de verplichting een begeleiding of behandeling in een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten te volgen.

De commissie nodigt de betrokkene uit een bevoegde persoon of dienst te kiezen. Die keuze wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de commissie.

Ladite personne ou ledit service qui accepte la mission, adresse à la commission, dans le mois qui suit la libération à l'essai, et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, ou sur l'invitation de la commission, et au moins une fois tous les six mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

Art. 44. L'article 20bis de la même loi, inséré par la loi du 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20bis. — L'avis motivé d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels est requis avant la libération définitive ou à l'essai de tout interné pour un des faits visés aux articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour un des faits visés aux articles 379 à 381 et 383 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation.

En cas de libération à l'essai, la commission peut prononcer en outre, pour la période d'épreuve qu'elle détermine au moment de la libération à l'essai, une condition d'interdiction de :

1° participer, à quelque titre que ce soit, à un enseignement donné dans un établissement public ou privé qui accueille des mineurs;

2° faire partie, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait dont l'activité concerne à titre principal les mineurs;

3° être affecté à une activité qui place l'intéressé en relation de confiance ou d'autorité vis-à-vis de mineurs, comme membre bénévole, membre du personnel statutaire ou contractuel ou comme membre des organes d'administration et de gestion, de toute personne morale ou association de fait. »

Art. 45. A l'article 25 de la même loi, modifié par les lois du 17 juillet 1990 et du 5 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2 les mots « articles 372 à 378 du Code pénal, ou pour des faits visés aux articles 379 à 386ter du même Code, s'ils ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation » sont remplacés par les mots « articles 372 à 377 du Code pénal, ou pour des faits visés aux articles 379 à 387 du même Code lorsque ceux-ci ont été commis sur des mineurs ou avec leur participation »;

2° le dernier alinéa est remplacée par les alinéas suivants :

« Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer le ministre de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

CHAPITRE VIII. — Dispositions modifiant la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive

Art. 46. L'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Si les conditions arrêtées conformément au § 3 imposent le suivi d'une guidance ou d'un traitement, le juge d'instruction ou la juridiction d'instruction ou de jugement, invite l'inculpé à choisir une personne compétente ou un service compétent. Ce choix est soumis à l'accord du juge ou de la juridiction.

Ladite personne ou ledit service qui accepte la mission, adresse au juge ou à la juridiction, dans le mois qui suit la libération, et chaque fois que cette personne ou ce service l'estime utile, ou sur l'invitation du juge ou de la juridiction, et au moins une fois tous les deux mois, un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement.

Deze dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de commissie, binnen een maand na de invrijheidstelling op proef en telkens als de dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de commissie en ten minste om de zes maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

Art. 44. Artikel 20bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20bis. — Het met redenen omklede advies van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is vereist voor de definitieve invrijheidstelling of de invrijheidstelling op proef van ieder die geïnterneerd is wegens een van de feiten bedoeld in de artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of voor een van de feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 381 en 383 tot 387 van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd zijn op minderjarigen of met hun deelneming.

In geval van invrijheidstelling op proef kan de commissie bovendien, en zulks voor de duur van de proefperiode die zij bepaalt bij de invrijheidstelling op proef, betrokkene als voorwaarde het verbod opleggen om :

1° in welke hoedanigheid ook deel te nemen aan onderwijs in een openbare of particuliere instelling die minderjarigen opvangt;

2° deel uit te maken, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de activiteit in hoofdzaak op minderjarigen gericht is;

3° een activiteit toegewezen te krijgen die de betrokkene in een vertrouwens- of een gezagsrelatie tegenover minderjarigen plaatst, als vrijwilliger, als lid van het statutair of contractueel personeel of als lid van de organen van bestuur en beheer, van elke rechtspersoon of feitelijke vereniging. »

Art. 45. In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1990 en 5 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 386ter van hetzelfde Wetboek indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming » vervangen door de woorden « artikelen 372 tot 377 van het Strafwetboek, of voor feiten bedoeld in de artikelen 379 tot 387 indien ze gepleegd werden op minderjarigen of met hun deelneming »;

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende leden :

« Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de minister op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

Art. 46. Artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. Indien de voorwaarden die krachtens § 3 bepaald zijn, het volgen van een begeleiding of een behandeling opleggen, nodigt de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht de inverdenkinggestelde uit om een bevoegde persoon of dienst te kiezen. Die keuze wordt aan de rechter of het gerecht ter goedkeuring voorgelegd.

De dienst of persoon die de opdracht aanneemt, brengt aan de rechter of aan het gerecht, binnen de maand na de invrijheidstelling en telkens als die dienst of persoon het nuttig acht, of op verzoek van de rechter of van het gerecht en ten minste om de twee maanden, verslag uit over de begeleiding of de behandeling.

Le rapport visé à l'alinéa 2 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer le juge ou la juridiction de l'interruption de la guidance ou du traitement. »

Art. 47. L'article 38, § 1^{er}, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le contrôle du suivi d'une guidance ou d'un traitement est réalisé conformément à l'article 35, § 6. »

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude*

Art. 48. A l'article 7 de la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le rapport visé à l'alinéa 4 porte sur les points suivants : les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées, les absences injustifiées, la cessation unilatérale de la guidance ou du traitement par la personne concernée, les difficultés survenues dans la mise en œuvre de ceux-ci et les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Le service compétent ou la personne compétente est tenu d'informer la commission de l'interruption de la guidance ou du traitement. ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le Code judiciaire*

Art. 49. A l'article 92, § 1^{er}, du Code judiciaire, modifié par la loi du 3 août 1992, est apportée la modification suivante :

Le 4^o est remplacé comme suit :

« 4^o les affaires en matière répressive relatives aux infractions visées au titre VII et au titre VIII, chapitre III, du livre II du Code pénal; ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Art. 50. A l'article 77bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

— au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le transit » sont insérés entre le mot « entrée » et les mots « ou le séjour »;

— au § 1^{er}, 2^o, les mots « ou de son état de minorité » sont introduits entre les mots « ou précaire » et les mots « d'un état de grossesse ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 51. Dans le titre VII du livre II du Code pénal intitulé « Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique », les chapitres II et IV sont abrogés.

Art. 52. Les articles 354 à 360bis, 364 à 371, 401bis, 415 et 420bis du même Code, et l'article 23, point 4^o, de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I^{er} et II du Code de procédure pénale militaire sont abrogés.

CHAPITRE XIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 53. Les chapitres IV, VI, VII, VIII et IX entrent chacun en vigueur à une date déterminée par le Roi et au plus tard le 1^{er} avril 2001.

Het in het tweede lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de rechter of het gerecht op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. »

Art. 47. Artikel 38, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het toezicht op het volgen van een begeleiding of een behandeling gebeurt overeenkomstig artikel 35, § 6. »

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers*

Art. 48. In artikel 7 van de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen bij de wet van 1 juli 1964, wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Het in het vierde lid bedoelde verslag handelt over de volgende punten : de daadwerkelijke aanwezigheden van de betrokkene op de voorgestelde raadplegingen, de ongewettigde afwezigheden, het eenzijdig stopzetten van de begeleiding of de behandeling door de betrokkene, de moeilijkheden die bij de uitvoering daarvan zijn gerezen en de situaties die een ernstig risico inhouden voor derden.

De bevoegde dienst of de bevoegde persoon moet de commissie op de hoogte brengen van het stopzetten van de begeleiding of de behandeling. ».

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 49. In artikel 92, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, wordt de volgende wijziging aangebracht :

Het 4^o wordt vervangen als volgt :

« 4^o de strafzaken betreffende misdrijven bedoeld in titel VII en titel VIII, hoofdstuk III, van boek II van het Strafwetboek; ».

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 50. In artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in § 1, eerste lid, worden de woorden « , er via doorreist » ingevoegd tussen de woorden « binnenkomt » en « of er verblijft »;

— in § 1, 2^o, worden de woorden « of van zijn staat van minderjarigheid » ingevoegd tussen de woorden « precaire administratieve toestand » en de woorden « zwangerschap ».

HOOFDSTUK XII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 51. De hoofdstukken II en IV van titel VII van boek II van het Strafwetboek met als opschrift « Misdaden en wanbedrijven tegen de orde der familie en tegen de openbare zedelijkheid » worden opgeheven.

Art. 52. De artikelen 354 tot 360bis, 364 tot 371, 401bis, 415 en 420bis van hetzelfde Wetboek en artikel 23, punt 4^o, van de wet van 15 juni 1899 houdende eerste en tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger worden opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 53. De hoofdstukken IV, VI, VII, VIII en IX treden elk in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 april 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

1907 - 1998-1999 :

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 à 6 : Amendements.

N° 7 : Rapport.

N° 8 : Texte adopté par la commission.

N°s 9 à 10 : Amendements.

N° 11 : Rapport.

N° 12 : Texte adopté par la commission.

N° 13 : Amendements.

N° 14 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 17, 18 et 31 mars et 1^{er} avril 1999.

Sénat.

Documents parlementaires.

1-1348 - 1998-1999 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

2-280 1999-2000 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants sous la législature précédente et relevé de caducité.

N°s 2 à 4 : Amendements.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté par la commission.

N° 7 : Amendements.

N° 8 : Rapport.

N° 9 : Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière.

N° 10 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 30 et 31 mai 2000.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

50-695 - 1999-2000 :

N° 1 : Projet amendé par le Sénat.

N°s 2 à 7 : Amendements.

50-695 - 2000-2001 :

N° 8 : Amendements.

N° 9 : Rapport.

N° 10 : Texte adopté par la commission.

N°11 : Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 26 octobre 2000.

Sénat.

Documents parlementaires.

2-280 - 2000-2001 :

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden :

1907 - 1998-1999 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 6 : Amendementen.

Nr. 7 : Verslag.

Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nrs. 9 tot 10 : Amendementen.

Nr. 11 : Verslag.

Nr. 12 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 13 : Amendementen.

Nr. 14 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 17, 18 en 31 maart en 1 april 1999.

Senaat.

Parlementaire bescheiden.

1-1348 - 1998-1999 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

2-280 1999-2000 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven.

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 7 : Amendementen.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering.

Nr. 10 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van de vertegenwoordigers.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 30 en 31 mei 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden :

50-695 - 1999-2000 :

Nr. 1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nrs. 2 tot 7 : Amendementen.

50-695 - 2000-2001 :

Nr. 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Verslag.

Nr. 10 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr.11 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden aan de Senaat.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 oktober 2000.

Senaat.

Parlementaire bescheiden.

2-280 - 2000-2001 :

N° 11 : Projet réamendé par la Chambre des représentants.

N° 12 : Amendements.

N° 13 : Rapport.

N° 14 : Texte corrigé par la commission.

N° 15 : Amendement.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 16 novembre 2000.

Nr. 11 : Ontwerp opnieuw geamendeerd door de kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 12 : Amendementen.

Nr. 13 : Verslag.

Nr. 14 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 15 : Amendement.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 november 2000.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 763 [C — 2001/14041]

19 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel fixant le coût de la portabilité du numéro pour l'année 2000

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 29 novembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant le coût de la portabilité du numéro pour l'année 2000", a donné le 17 janvier 2001 l'avis suivant :

Examen du projet

Préambule

Alinéa 2

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 15 de l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de télécommunications sont également les fondements légaux de l'arrêté en projet et doivent donc être visés au préambule.

Dispositif

Article 1^{er}

Au 2°, la définition de l'installation complexe mentionne le terme de "PBX", sans le définir.

Or, il ne figure pas non plus dans les définitions de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 mars 2000 que l'arrêté en projet exécute. Il conviendrait donc de consacrer une définition à cette notion.

Article 3

L'article 3, alinéa 2, du projet excède la délégation donnée au ministre par l'article 15, § 7, de l'arrêté royal du 16 mars 2000 précité, dès lors qu'il prévoit des modalités relatives au transfert du numéro. Ces précisions doivent être consacrées dans l'arrêté royal, seul le Roi ayant reçu délégation pour fixer les "modalités d'application, le coût et la répartition des coûts entre les parties concernées" du service de la portabilité du numéro, en vertu de l'article 105bis, alinéa 8, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

P. Lienardy, P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. Bolly, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

R. Andersen.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 763 [C — 2001/14041]

19 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit inzake de vaststelling van de kostprijs voor nummeroverdraagbaarheid voor het jaar 2000

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 november 2000 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "inzake de vaststelling van de kostprijs voor nummeroverdraagbaarheid voor het jaar 2000", heeft op 17 januari 2001 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Tweede lid

De paragrafen 3 en 5 van artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van de telecommunicatiediensten leveren eveneens de rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en moeten dus in de aanhef worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

In onderdeel 2° wordt in de definitie van complexe installatie de term "PBX" vermeld zonder deze te omschrijven.

De term komt evenmin voor in de definities van artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 maart 2000 waaraan het ontworpen besluit uitvoering verleent. Dat begrip zou dus moeten worden gedefinieerd.

Artikel 3

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp gaat verder dan de bij artikel 15, § 7, van het voormelde koninklijk besluit van 16 maart 2000 aan de minister verleende delegatie, aangezien het nadere regels vaststelt betreffende de overdracht van het nummer. Die bijzonderheden moeten worden vastgelegd in het koninklijk besluit, aangezien alleen de Koning krachtens artikel 105bis, achtste lid, van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, machtiging heeft gekregen "om de technische implementatievoorwaarden, de kostprijs en de verdeling van de kosten tussen de betrokken partijen" te bepalen ten aanzien van de nummeroverdraagbaarheidsfaciliteit.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

P. Lienardy, P. Vandernoot, staatsraden;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. Bolly, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

R. Andersen.

19 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel fixant le coût de la portabilité du numéro pour l'année 2000

Le Ministre des Télécommunications,

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 105*bis*, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, confirmé et modifié par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1999 confirmé par la loi du 3 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de télécommunications, notamment l'article 15, §§ 3, 5 et 7;

Vu la consultation des opérateurs du 24 mai 2000;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° installation simple : un raccordement de base PSTN ou ISDN, comportant éventuellement plusieurs numéros pour autant que tous les numéros soient transférés, ou un numéro non géographique;

2° installation complexe : un raccordement de base ISDN dont tous les numéros ne sont pas transférés, un PBX ou tout autre appareil complexe relié à une ou plusieurs lignes ISDN ou PSTN ou une série consécutive d'une ou plusieurs fois 10, 100 ou 1000 numéros non géographiques;

3° PBX : appareil terminal à des fins de télécommunications pouvant être raccordé à un réseau public de télécommunications et prévoyant des fonctions de commutation adaptées pour l'acheminement d'appels tant internes qu'externes;

4° tentative d'appel : toute tentative, aboutie ou non, d'établir un appel;

5° IAA : le service d'interconnexion destiné à assurer le transit des appels au niveau intra access;

6° EAA : le service d'interconnexion destiné à assurer le transit des appels au niveau extra access;

7° période de pointe : de 8.00 à 18.00 heures du lundi au vendredi, excepté les jours fériés légaux;

8° période creuse : de 18.00 à 8.00 heures du lundi au vendredi, ainsi que tous les samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Art. 2. Les coûts d'établissement par ligne ou par numéro s'élèvent à 414 francs belges pour les installations simples et 3.182 francs belges pour les installations complexes.

Les coûts liés au trafic sont fixés de la manière suivante :

1° transport additionnel : 0,012 francs belges par tentative d'appel;

2° recherches dans la banque de données : 0,022 francs belges par demande;

3° le coût de transit pour IAA s'élève en périodes de pointe à 0,2 francs belges par minute et à 0,16 francs belges par appel abouti, et en périodes creuses à 0,12 francs belges par minute et à 0,12 francs belges par appel abouti;

4° le coût du transit pour EAA s'élève en périodes de pointe à 0,42 francs belges par minute et à 0,252 francs belges par appel abouti, et en périodes creuses à 0,252 francs belges par minute et à 0,168 francs belges par appel abouti.

Art. 3. Un supplément de 69 francs belges pour les installations simples et de 1.060 francs belges pour les installations complexes est facturé pour le transfert en dehors des heures de service.

Un coût additionnel de 222 francs belges est prévu tant pour les installations simples que complexes afin de transférer un ou plusieurs numéros déjà attribués mais pas encore en service ou afin de transférer des numéros réservés. Ce coût additionnel est facturé par installation. Aucun coût additionnel n'est facturé pour transférer un numéro avec message vocal.

Art. 4. Les coûts et les suppléments mentionnés aux articles 2 et 3 sont valables pour l'année 2000 entière.

Bruxelles, le 19 février 2001.

R. DAEMS

19 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit inzake de vaststelling van de kostprijs voor nummeroverdraagbaarheid voor het jaar 2000

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 105*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, bekrachtigd en gewijzigd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1999 bekrachtigd door de wet van 3 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 2000 betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van de telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 15, §§ 3, 5 en 7;

Gelet op de raadpleging van de operatoren van 24 mei 2000;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 30 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° eenvoudige installatie : een PSTN of een ISDN basisaansluiting eventueel met meerdere nummers voor zover alle nummers worden overgedragen of een niet-geografisch nummer;

2° complexe installatie : een ISDN basisaansluiting waarbij niet alle nummers worden overgedragen, een PBX of andere complexe apparatuur verbonden op één of meerdere ISDN of PSTN lijnen of een consecutieve reeks van één of meerdere keren 10, 100 of 1000 niet-geografische nummers;

3° PBX : eindapparaat voor telecommunicatie-doeleinden, dat aangesloten kan worden op een openbaar telecommunicatienet en voorziet in schakelfuncties geschikt voor het afhandelen van zowel interne als externe oproepen;

4° oproepoging : een poging, al dan niet geslaagd, om een oproep tot stand te brengen;

5° IAA : de interconnectiedienst om oproepen te transiteren op intra access niveau;

6° EAA : de interconnectiedienst om oproepen te transiteren op extra access niveau;

7° piekperiode : van 8 uur 00 tot 18 uur 00 van maandag tot en met vrijdag, uitgezonderd de wettelijke feestdagen;

8° dalperiode : van 18 uur 00 tot 8 uur 00 van maandag tot en met vrijdag, evenals alle zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

Art. 2. De opzetkosten per lijn of nummer bedragen 414 Belgische frank voor eenvoudige en 3.182 Belgische frank voor complexe installaties.

De verkeersgerelateerde kosten bedragen voor :

1° het additionele transport : 0,012 Belgische frank per oproepoging;

2° opzoekingen in de gegevensbank : 0,022 Belgische frank per aanvraag;

3° de transitkostprijs voor IAA bedraagt tijdens de piekperiode 0,2 Belgische frank per minuut en 0,16 Belgische frank per geslaagde oproep en tijdens de dalperiode 0,12 Belgische frank per minuut en 0,12 Belgische frank per geslaagde oproep;

4° de transitkostprijs voor EAA bedraagt tijdens de piekperiode 0,42 Belgische frank per minuut en 0,252 Belgische frank per geslaagde oproep en tijdens de dalperiode 0,252 Belgische frank per minuut en 0,168 Belgische frank per geslaagde oproep.

Art. 3. Een toeslag van 69 Belgische frank voor eenvoudige en van 1.060 Belgische frank voor complexe installaties wordt aangerekend voor de overdracht buiten de diensturen.

Een extra kostprijs van 222 Belgische frank wordt voorzien voor zowel eenvoudige als complexe installaties om een of meerdere nummer(s) die reeds toegekend maar nog niet in dienst zijn of om gereserveerde nummers over te dragen. Deze extra kostprijs wordt aangerekend per installatie. Er is geen extra kostprijs om een nummer met spraakboodschap over te dragen.

Art. 4. De kosten en toeslagen vermeld in de artikelen 2 en 3 gelden voor het volledige jaar 2000.

Brussel, 19 februari 2001.

R. DAEMS

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 764

[C — 2001/27157]

7 MARS 2001. — Décret portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. La Société wallonne des Distributions d'Eau instituée par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau prend la dénomination de "Société wallonne des eaux" (en abrégé S.W.D.E.). Elle est une personne morale de droit public, constituée sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. Ci-dessous, elle est dénommée "la Société".

Elle n'a pas un caractère commercial.

Son siège social et administratif est établi à Verviers.

Art. 2. La Société associe, selon les conditions prévues par ses statuts, la Région wallonne, la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), des provinces, des communes, des intercommunales et des personnes de droit public ou de droit privé.

Art. 3. Les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée sont applicables à la Société, pour autant que le décret n'y déroge pas en raison du caractère public de la Société.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

La Société n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

En matière de constitution de la Société et de responsabilité des fondateurs, il est dérogé aux articles 66, 401, 405 et 424 du Code des sociétés.

En matière d'apports, il est dérogé aux articles 395, 398 et 399 du Code des sociétés.

En matière d'augmentation de capital, il est dérogé aux articles 422 et 423 du Code des sociétés.

En matière d'emprunts contractés par la Société, il est dérogé à l'article 430 du Code des sociétés.

En matière d'admission, de démission et d'exclusion d'associé, il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés.

En matière d'engagements des associés, il est dérogé aux articles 32 et 404 du Code des sociétés.

La Société bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public.

Art. 4. Les statuts de la Société règlent son fonctionnement. Ils doivent être conformes aux dispositions du présent décret et à celles qui régissent les sociétés commerciales.

Les statuts doivent être adoptés par l'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et approuvés par le Gouvernement.

L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, peut apporter des modifications aux statuts, sous réserve de l'approbation du Gouvernement.

Art. 5. La Société est constituée pour une période illimitée.

Sa dissolution ne peut être décidée que par un décret qui déterminera les modalités de la liquidation et la situation des agents.

Art. 6. Aucune démission d'un associé, personne de droit public, n'est autorisée pendant la période d'activité de la Société que de l'accord des deux tiers des membres de l'assemblée générale.

CHAPITRE II. — *Objet de la Société et missions de services public*

Art. 7. La Société a pour objet :

- la production d'eau;
- la distribution d'eau par canalisations;
- la protection des ressources aquifères;
- la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau.

Art. 8. Les missions de service public de la Société s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne et sont :

- 1° la production d'eau;
- 2° la distribution d'eau par canalisation;
- 3° la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article 6, § 2, 2°, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;
- 4° la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;
- 5° l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;
- 6° les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable.

Pour l'accomplissement de ces missions, la Société peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire. Par infrastructure, on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emmagasinement (châteaux d'eau, réservoirs,...), de refoulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la Société est titulaire.

La mise en œuvre des missions de service public de la Société ne porte pas préjudice à ceux qui exercent en Région wallonne une même activité.

CHAPITRE III. — *Contrat de gestion*

Section 1^{re} — Définition et contenu

Art. 9. § 1^{er}. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la Société exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminées dans un contrat de gestion conclu entre la Région wallonne et la Société.

§ 2. Le contrat de gestion définit les engagements de la Société relatifs :

- 1° aux modalités d'exécution de ses missions de service public;
- 2° aux principes gouvernant les tarifs pour les prestations s'effectuant dans le cadre des missions de service public;
- 3° aux principes que la Société doit respecter dans ses relations avec les usagers des prestations de service public;
- 4° à la structure financière de la Société;
- 5° aux indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir ainsi qu'aux délais pour la communication au Gouvernement.

§ 3. Le contrat de gestion définit les engagements de la Région relatifs:

- 1° aux mesures générales de protection en relation avec les prises d'eau exploitées par la Société;
- 2° à l'examen ou à la révision des dossiers de demandes d'autorisation de prises d'eau introduits par la Société;
- 3° au contrôle de l'accès aux ressources alternatives d'alimentation en eau;
- 4° à l'accès à ses bases de données concernant le secteur de l'eau et à son concours à tous les moyens de communication et autres pouvant améliorer la gestion dudit secteur;
- 5° aux obligations financières pour des missions spécifiques ou particulières confiées à la Société par la Région.

§ 4. Le contrat de gestion définit par ailleurs :

- 1° les sanctions en cas de non-respect par une des parties de ses engagements résultant du contrat de gestion;
- 2° les méthodes d'évaluation dudit contrat de gestion.

Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par la S.W.D.E. au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport annuel est transmis dans le mois suivant par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

§ 5. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

Les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion s'organisent comme suit : lorsque les obligations prévues par le contrat de gestion ne sont pas respectées par l'une ou l'autre des parties, ces dernières se concertent sur les mesures correctrices à prendre et fixent la date de la prochaine évaluation.

A cette date, s'il est constaté que ces mesures n'ont pas donné de résultat, la partie envers laquelle une obligation n'a pas été respectée peut activer les sanctions qui ont été déterminées au sein du contrat de gestion.

La Société ne pourra se voir appliquer aucune sanction prévue par le contrat de gestion ni être tenue au paiement de dommages et intérêts en raison du non accomplissement de ses missions si celui-ci est la conséquence de la défaillance de la Région ou d'un organisme exécutant des missions confiées par la Région ou encore d'un cas fortuit ou de force majeure.

§ 6. En aucun cas, le contrat de gestion ne peut porter atteinte aux droits dont les tiers disposent en raison de l'exécution dudit contrat.

Section 2. — Conclusion, approbation, fin et renouvellement

Art. 10. Lors de la négociation du contrat de gestion, la Société est représentée par son président et son directeur général.

Le contrat de gestion est soumis à l'accord du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et à l'accord du Gouvernement.

Il n'entre en vigueur que moyennant sa publication au *Moniteur belge*. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur.

Art. 11. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Chaque partie peut proposer en tout temps de le modifier. La modification se fait conformément à l'article 10.

Le contrat de gestion est évalué après trois ans.

§ 2. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, la société soumet au Gouvernement un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

CHAPITRE IV. — *Autonomie*

Art. 12. La Société est libre de développer, dans les limites du présent décret, toutes les activités qui sont compatibles avec son objet social.

La Société décide, dans les limites de son objet social, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de ses biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

Art. 13. Sans préjudice de l'article 9, § 2, 2°, du présent décret, la Société détermine les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elle fournit, dans le respect de la législation relative à la fixation des prix.

Art. 14. La Société peut, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, exproprier des biens et droits immobiliers pour cause d'utilité publique.

Le conseil d'administration décide quelles sont, parmi les acquisitions immobilières réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique.

Art. 15. La société peut exécuter d'initiative sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, de la Région, des provinces et des communes, tous travaux relatifs à sa mission, selon les modalités prévues par la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz.

Art. 16. La Société pourra être autorisée par le Gouvernement aux conditions à déterminer par lui :

1° à céder à une commune ou à une intercommunale tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;

2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés communaux détenteurs des parts sociales souscrites dans ce service, pour autant que ceux-ci détiennent en outre la majorité du capital du service concerné.

En cas de cession partielle ou totale ou de cessation d'exploitation d'un service, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la Société, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service concerné, sans préjudice de toutes réparations ou dommages et intérêts qui seraient dus à la Société.

Art. 17. § 1^{er}. La Société décide, dans les limites de son objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de son contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de son financement externe.

§ 2. La Société décide du placement de ses fonds disponibles dans le respect des dispositions éventuellement consignées dans le contrat de gestion.

Art. 18. § 1^{er}. La Société peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute prise de participation.

§ 3. Lorsque la Société décide de prendre ou céder des participations telles qu'au § 1^{er}, elle en informe le Gouvernement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou, éventuellement, s'y opposer.

§ 4. Les représentants de la Société dans les sociétés dans lesquelles la S.W.D.E. a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, le directeur général, les directeurs généraux adjoints et les membres du personnel de la Société.

CHAPITRE V. — *Assemblée générale*

Art. 19. L'assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont spécialement réservés dans le présent décret, la loi ou les statuts.

Les représentants des associés disposent à l'assemblée générale d'un droit de vote correspondant au nombre de parts sociales souscrites qu'ils détiennent, à l'exception de dispositions expresses prévues dans le présent décret, la loi ou les statuts.

CHAPITRE VI. — *Administration**Section 1^{re} — Le conseil d'administration*

Art. 20. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil d'administration.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le décret réservent à l'assemblée générale.

§ 3. Le conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le conseil d'administration ou son président, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la Société ou sur certaines d'entre elles.

§ 4. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

- 1° la définition de la politique générale de la Société;
- 2° tous les pouvoirs que la loi, le décret ou les statuts réservent expressément au conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation.

Toute délégation ne peut dépasser la durée d'un an et est renouvelable.

Art. 21. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de 17 membres dont un président et deux vice-présidents.

L'assemblée générale règle ce qui a trait aux attributions et aux émoluments du président, des deux vice-présidents et des administrateurs.

Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la S.P.G.E.

§ 2. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un mandat renouvelable de six ans.

Le renouvellement du conseil s'effectue lors de la première assemblée générale ordinaire qui suit les élections provinciales et communales.

§ 3. En cas de vacance d'une place d'administrateur, à la nomination de l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle proportionnelle déterminée par le § 6, alinéa 3, jusqu'à une nomination définitive par la plus prochaine assemblée générale.

§ 4. Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration. Le premier vice-président et le deuxième vice-président sont désignés par le conseil d'administration au sein de ses représentants. Une de ces trois fonctions au moins est réservée à un des membres du conseil d'administration issu de l'assemblée générale. Les statuts arrêtent les règles relatives à leurs compétences respectives.

§ 5. En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la Société. Il peut requérir du comité de direction et des agents de la Société toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat.

§ 6. Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent avoir la qualité de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal d'une commune associée.

L'administrateur élu par l'assemblée générale qui est membre d'un conseil communal ou bourgmestre et qui perdrait cette qualité est réputé de plein droit démissionnaire.

Les administrateurs élus par l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal sera pondéré en fonction du nombre de parts sociales qu'il détient.

§ 7. Le conseil d'administration peut s'adjoindre un ou plusieurs observateurs qui assistent aux réunions avec voix consultative.

§ 8. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix sauf les exceptions visées par les statuts, le Code des sociétés et le présent décret.

Section 2. — Le mandat d'administrateur

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts de la Société, le mandat d'administrateur est incompatible avec

- 1° la qualité de membre d'un gouvernement;
- 2° la qualité de gouverneur d'une province;
- 3° la qualité de membre du comité de direction;
- 4° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la Société.

§ 2. Lorsqu'un administrateur acquiert l'une des qualités visées au paragraphe 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de la Société.

Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit le jour où la personne concernée atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Section 3. — Le comité de direction

Art. 23. Le comité de direction est composé d'un directeur général qui le préside et de deux directeurs généraux adjoints.

Il est chargé de la gestion journalière et de la représentation de la Société, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 24. Le Gouvernement nomme les membres du comité de direction pour un mandat renouvelable d'une durée de six ans.

Si un des membres a plus de cinquante-neuf ans lors de sa nomination, le Gouvernement réduit la durée de son mandat de manière à ce que le terme de celui-ci coïncide avec le jour où ce membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Les membres du comité de direction ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement :

- 1° soit sur proposition du conseil d'administration;
- 2° soit à l'initiative du Gouvernement, après avis du conseil d'administration.

Art. 25. § 1^{er}. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels des membres du comité de direction, d'une part et de la Société, d'autre part, sont réglés par convention particulière entre les parties concernées. Pour la conclusion de cette convention, la Société est représentée par le conseil d'administration.

Cette convention prévoit des dispositions particulières visant à garantir, en cas de non renouvellement du mandat ou de révocation, la situation sociale et financière des membres du comité de direction qui auraient été contraints de démissionner de leur poste ou de cesser une activité d'indépendant pour exercer leur mandat à la S.W.D.E.

Les membres du comité de direction qui, au moment de leur nomination, se trouvent dans un lien statutaire avec la Société ou toute autre personne de droit public dépendant de la Région sont mis d'office en congé pour mission d'intérêt général pour la durée du mandat.

§ 2. La rémunération des personnes membres du comité de direction est à charge de la Société.

Section 4. — Les services, les comités consultatifs et les comités de zone

Sous-section 1^{re} — Les services

Art. 26. La Société est organisée en services de production et de distribution.

La mission de service public de production d'eau est assurée dans le cadre d'un service de production. Celui-ci regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission. Il fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

La mission de service public de distribution d'eau est assurée dans le cadre de services de distribution. Chaque service de distribution regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission sur le territoire des communes de ce service et fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

Sous-section 2. — Les comités consultatifs

Art. 27. Il existe pour chaque service en exploitation un comité consultatif.

Les associés communaux et intercommunaux du service de production et la S.P.G.E. en forment le comité consultatif.

Les associés de chaque service de distribution, à l'exclusion de la Région, de la S.P.G.E. et des provinces en forment le comité consultatif.

Chaque comité consultatif est présidé par un membre du conseil d'administration, désigné par celui-ci.

Le conseil d'administration arrête les règles de fonctionnement des comités consultatifs sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins deux fois par an et examine les comptes annuels lors d'une de ces réunions.

Chaque associé dispose d'une voix au sein des comités consultatifs dont il fait partie.

Art. 28. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités consultatifs :

- 1° tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
- 2° tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
- 3° tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
- 4° toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
- 5° toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
- 6° tout projet de cession partielle ou totale d'un service de distribution à une commune ou à une intercommunale;
- 7° tout programme de travaux intéressant le service.

Sous-section 3. — Les comités de zone

Art. 29. Il est créé des comités de zone regroupant par sous-bassin hydrographique les services de distribution. Chaque comité de zone se réunit au moins une fois par an.

Sur décision unanime d'un comité consultatif, ses compétences peuvent être transférées au comité de zone concerné.

La composition et les modalités du fonctionnement des comités de zone sont déterminés par le conseil d'administration.

Art. 30. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités de zone les projets d'actions à mener par la Société dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Art. 31. Le conseil d'administration est élargi, au moins une fois par an, aux présidents des comités de zone.

Lors de cette réunion, une information sur les options stratégiques de la Société est présentée.

CHAPITRE VII. — Tutelle administrative et contrôle

Section 1^{re} — Tutelle administrative

Art. 32. § 1^{er}. La Société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle, pour ce qui concerne les missions de service public, est exercé par deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par le Gouvernement.

Le Gouvernement règle l'exercice des missions des commissaires.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement qui agissent individuellement ou conjointement veillent au respect de la loi, du décret, des statuts de la Société, du contrat de gestion et s'il échet, du plan de gestion provisoire.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 4. Les commissaires du Gouvernement peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, au contrat de gestion ou, s'il échet, au plan de gestion provisoire.

Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont pris connaissance. Ce recours est suspensif.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé au premier alinéa, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. Le Gouvernement notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Art. 33. Lorsque le respect de la loi, du décret, des statuts ou du contrat de gestion le requiert, le Gouvernement, à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, peut requérir le conseil d'administration de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Section 2. — Contrôle des comptes

Art. 34. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement et à l'assemblée générale.

Le président du collège est désigné par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Il a la qualité de commissaire-réviseur.

Les deux autres membres sont nommés par le Gouvernement.

Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves. Le contrat de gestion précise leur mission, leurs moyens d'action, leur statut et leurs émoluments, à l'exception des émoluments visés au § 2.

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération du commissaire-réviseur. Cette rémunération est à charge de la Société.

CHAPITRE VIII. — Comptabilité et comptes annuels

Art. 35. § 1^{er}. La Société établit sa comptabilité par année civile. Elle établit un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses missions de service public, d'une part, et pour ses autres activités, d'autre part.

Les règles de répartition du résultat sont consignées dans les statuts. Ces règles tiendront compte notamment du nombre de raccordements et de la gestion parcimonieuse de l'eau. La Région, la S.P.G.E. et les provinces ne participent pas à la répartition du résultat dégagé par les activités ayant trait aux missions de service public.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux missions de service public et un commentaire à ce sujet. Le Gouvernement peut arrêter des règles relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

§ 2. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion, du rapport du commissaire réviseur et du rapport du collège des commissaires au Gouvernement, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné.

Avant le 31 juillet de l'année suivant l'exercice concerné, le Gouvernement communique les documents visés au premier alinéa au Conseil régional wallon.

Art. 36. La Société tient outre sa comptabilité générale des comptabilités analytique et budgétaire.

CHAPITRE IX. — Capital social

Art. 37. Le capital social se compose de trois types de parts :

— les parts constitutives;

— les parts représentatives de participations dans le capital du service de production et des services de distribution; ces parts peuvent être souscrites par la Région, la S.P.G.E., les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public ou de droit privé;

— les parts que le conseil d'administration est habilité à créer en fonction d'activités spécifiques en rapport avec l'objet social.

Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum 50 % du capital plus une part.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital, les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion de la Société, à l'exception du comité de direction.

Les parts constitutives ne peuvent être cédées. Les autres parts d'un associé personne de droit public ne peuvent être cédées qu'à un autre associé personne de droit public.

Pour devenir titulaires de parts, les personnes de droit privé doivent être préalablement habilitées par le Gouvernement.

CHAPITRE X. — Personnel

Art. 38. Le conseil d'administration adopte, sur proposition du comité de direction :

a) le statut du personnel;

b) le règlement de travail.

CHAPITRE XI. — *Dispositions provisoires*

Art. 39. La maîtrise de l'ouvrage des marchés ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes annuels de l'ERPE pour l'exercice 2000, à l'exclusion des marchés relatifs à la Transhennuyère, est confiée à la S.W.D.E. à partir du 1^{er} janvier 2001.

Art. 40. La maîtrise de l'ouvrage des marchés relatifs à la Transhennuyère et ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes de l'ERPE pour l'exercice 2000 est confiée à la S.W.D.E. à partir du 1^{er} janvier 2001.

Dès que l'ensemble des biens faisant partie de la Transhennuyère est opérationnel, le Gouvernement en confie par convention la gestion à la Société. La convention règle les modalités d'exercice de cette gestion ainsi que la participation des utilisateurs de ces biens, dont le siège social est établi en Région wallonne, à leur gestion.

Art. 41. § 1^{er}. La propriété des biens affectés à l'activité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau appartenant à la Région au 31 décembre 2000 et dont la liste est arrêtée par le Gouvernement wallon est transférée à la S.P.G.E.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon établissant la liste des biens.

§ 2. La propriété des biens faisant l'objet des marchés pour lesquels un engagement sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne a été décidé et dont la liste figure aux comptes annuels de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau pour l'exercice 2000, à l'exclusion des biens faisant partie de la Transhennuyère, est automatiquement transférée à la S.P.G.E. dès que la réception provisoire a été accordée par le maître de l'ouvrage.

Le transfert des biens concernés est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité.

§ 3. La S.P.G.E. succède aux droits et obligations de la Région relatifs aux biens qui sont transférés en vertu du présent article, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours ou à venir.

En cas de litige sur tout ou partie des biens transférés dont les actes de propriété n'ont pas été transmis à la S.P.G.E., la Région intervient en garantie à la procédure au profit de la S.P.G.E.

La Région reste seule tenue des obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété, à l'exception du financement des marchés faisant l'objet d'un engagement budgétaire sur le titre V « Entreprise régionale : ERPE » du budget général des dépenses de la Région wallonne, transféré à la société et couvert par des valeurs existantes identifiées au fonds de réserve dans la comptabilité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau arrêtées à la clôture de la liquidation de celle-ci. A l'issue de ce paiement, le solde des valeurs sera reversé à la Région wallonne selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. Si ce solde est négatif, la Région wallonne rembourse à la S.W.D.E. les débours constatés sur pièces justificatives.

§ 4. La Région communique dans les meilleurs délais les actes et documents en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral mentionnant les droits, charges et obligations relatifs aux biens apportés.

L'inventaire de ces actes et documents est dressé dans les plus brefs délais. Il est signé par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions et le Ministre du Budget ainsi que le président du conseil d'administration de la S.P.G.E.

§ 5. La S.P.G.E. fait apport à la société de l'usufruit des biens visés aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article.

Un protocole d'accord entre la Société et la S.P.G.E. règle les conditions de l'apport à la Société de l'usufruit des biens, de l'exercice du droit d'usufruit ainsi que de la participation des utilisateurs de ces biens à leur gestion.

Art. 42. Le premier contrat de gestion prévu à l'article 10 est conclu au plus tard le 31 décembre 2001.

Si, à l'expiration de ce délai, un contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement peut arrêter un plan de gestion provisoire dont le contenu correspond à celui du contrat de gestion.

Art. 43. Le premier contrat de gestion s'achève le 31 décembre 2005.

Art. 44. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée au plus tard le 31 mai 2001 aux fins d'adapter les statuts de la Société aux dispositions du présent décret.

Il est procédé, dès la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret, à l'élection du conseil d'administration.

Art. 45. La Société dispose du même statut fiscal que celui dont disposaient la Société nationale des Distributions d'Eau et la Société wallonne des Distributions d'Eau.

CHAPITRE XII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 46. Dans l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Société wallonne des Distributions d'Eau" sont supprimés.

Art. 47. Le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par les décrets du 5 novembre 1987 et du 25 juillet 1991 est abrogé, à l'exception de l'article 1^{er}, § 1^{er}.

Art. 48. Le décret du 2 juillet 1987 érigeant en Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau, modifié par les décrets du 25 juillet 1991 et du 15 avril 1999, est abrogé.

Art. 49. L'article 17, alinéa 2 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau est abrogé.

CHAPITRE XIII. — *Mesures transitoires*

Art. 50. Dans les trois mois de l'adoption par le conseil d'administration du statut visé à l'article 38, une procédure de transfert sur base volontaire des fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne affectés à l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau vers la Société sera entamée.

Les modalités du transfert seront négociées au sein du comité de secteur et prévoiront les principes ci-après :

1° les fonctionnaires sont transférés dans leur grade ou à un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Les fonctionnaires transférés sont soumis d'office aux droits et obligations qui découlent du statut du personnel de la Société;

2° la procédure d'appel aux candidats pour le transfert devra être réalisée dans un délai de trois mois et l'arrêté nominatif de transfert prendra effet dans les trois mois qui suivent.

Art. 51. Le directeur général et le directeur général adjoint en place à la Société wallonne des Distributions d'Eau au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont de plein droit président et membre du comité de direction. Le troisième membre du comité de direction est choisi par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Leurs droits et obligations et ceux de la Société sont réglés selon les modalités prévues à l'article 25 du présent décret.

Ils entrent en fonction le premier jour du mois qui suit l'installation du premier conseil d'administration nommé conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 52. Les agents de la Société wallonne des Distributions d'Eau en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret restent agents de la Société wallonne des Eaux. Ils conservent les mêmes avantages que ceux qu'ils détenaient à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 53. Tant qu'ils n'auront pas été modifiés conformément à l'article 4 du présent décret, les statuts actuels de la Société wallonne des Distributions d'Eau restent d'application pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les termes du présent décret.

CHAPITRE XIV. — *Entrée en vigueur*

Art. 54. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — 171 (2000-2001) N^{os} 1 à 12.

Compte rendu intégral. — Séance publique 21 février 2001. Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 764

[C — 2001/27157]

7. MÄRZ 2001 — Dekret zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und, wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Die durch den Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Errichtung einer "Société wallonne des distributions d'eau" gegründete "Société wallonne des Distributions d'Eau" wird als "Société wallonne des Eaux" (in der Kurzform S.W.D.E.) neu bezeichnet. Sie ist eine juristische Person öffentlichen Rechts und wird als Genossenschaft mit beschränkter Haftung gegründet. Weiter unten wird sie "die Gesellschaft" genannt.

Sie hat keinen kommerziellen Charakter.

Ihr Gesellschafts- und Verwaltungssitz wird in Verviers festgesetzt.

Art. 2 - Sie setzt sich gemäß den in ihren Satzungen vorgesehenen Bedingungen aus der Wallonischen Region, der "Société publique de Gestion de l'Eau" (S.P.G.E.) (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), Provinzen, Gemeinden, Interkommunalen und Personen öffentlichen bzw. privaten Rechts zusammen.

Art. 3 - Die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung anwendbaren gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen sind auf die Gesellschaft anwendbar, dies insofern das Dekret wegen des öffentlichen Charakters der Gesellschaft nicht davon abweicht.

Die Teilhaber dürfen nur separat und bis zu einem gewissen Wert Verpflichtungen eingehen.

Die Gesellschaft unterliegt nicht den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 und des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich.

Was die Gründung der Gesellschaft und die Haftung der Gründer betrifft, wird von den Artikeln 66, 401, 405 und 424 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Einlagen betrifft, wird von den Artikeln 395, 398 und 399 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Kapitalerhöhung betrifft, wird von den Artikeln 422 und 423 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die durch die Gesellschaft aufgenommenen Anleihen betrifft, wird von Artikel 430 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Aufnahme, den Rücktritt und den Ausschluss von Teilhabern betrifft, wird von den Artikeln 366 bis 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Verpflichtungen der Teilhaber betrifft, wird von den Artikeln 32 und 404 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Die Gesellschaft kommt in den Genuss der Durchführungsimmunität für die Güter, die völlig oder teilweise für die Erfüllung ihrer Aufgaben öffentlichen Interesses bestimmt sind.

Art. 4 - Die Satzungen der Gesellschaft regeln ihre Arbeitsweise. Sie müssen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und den für die Handelsgesellschaften geltenden Bestimmungen entsprechen.

Die Satzungen müssen durch die mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber verabschiedet werden und durch die Regierung genehmigt werden.

Die mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber kann vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung Abänderungen an den Satzungen vornehmen.

Art. 5 - Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret beschlossen werden, das die Auflösungsmodalitäten und die Lage der Bediensteten bestimmen wird.

Art. 6 - Ein Rücktritt eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, wird während der Tätigkeitsperiode der Gesellschaft ohne die Zustimmung von zwei Dritteln der Mitglieder der Generalversammlung nicht erlaubt.

KAPITEL II — *Gesellschaftszweck und Aufgaben öffentlichen Dienstes*

Art. 7 - Die Gesellschaft hat zum Zweck:

- die Wassergewinnung;
- die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- den Schutz der Grundwasservorkommen;
- die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme.

Art. 8 - Die der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes werden ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübt und bestehen aus:

- 1° der Wassergewinnung;
- 2° der Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- 3° dem Schutz der Vorkommen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 6, § 2, 2°, des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) beauftragt wird;
- 4° der Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;
- 5° der Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragenen Aufgabe;
- 6° den in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Diensten sozialer oder humanitärer Art.

Um diese Aufgaben zu erfüllen, kann die Gesellschaft den Erwerb, den Bau, den Unterhalt, die Verwaltung und die Betreibung der notwendigen Infrastruktur vornehmen. Unter Infrastruktur versteht man insbesondere die Gesamtheit der Ausrüstungen zur Gewinnung, zur Zuleitung, zur Lagerung (Wassertürme, Behälter ...), zur Rückförderung, zum Abpumpen, zur Behandlung, zur Verteilung, zum Abzählen und deren Zubehör sowie die Grundstücke, worauf sie sich befinden, einschließlich der Untergrundflächen und der Grunddienstbarkeiten, von denen die Gesellschaft der Inhaber ist.

Die Durchführung der der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes benachteiligt nicht diejenigen, die eine vergleichbare Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben.

KAPITEL III — *Geschäftsführungsvertrag*

Abschnitt 1 — Begriffsbestimmung und Inhalt

Art. 9 - § 1. Die Regeln, Modalitäten und Ziele, aufgrund deren die Gesellschaft die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt.

§ 2. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Gesellschaft in Bezug auf :

- 1° die Modalitäten zur Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes:

2° die Grundsätze, die die Tarife für die Leistungen bestimmen, die im Rahmen der Aufgaben öffentlichen Dienstes erledigt werden;

3° die Grundsätze, die die Gesellschaft in ihren Beziehungen mit den Benutzern der Leistungen öffentlichen Dienstes einhalten muss;

4° die finanzielle Struktur der Gesellschaft;

5° die Indikatoren, die die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss, sowie die Fristen für die Mitteilung an die Regierung.

§ 3. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Region in Bezug auf:

1° die allgemeinen mit den durch die Gesellschaft benutzten Wasserentnahmestellen verbundenen Schutzmaßnahmen;

2° die Überprüfung oder die Revision der durch die Gesellschaft eingereichten Anträge auf eine Genehmigung zur Wasserentnahme;

3° die Kontrolle des Zugangs zu alternativen Wasserversorgungsquellen;

4° den Zugang zu ihren Datenbanken im Bereich des Wassersektors und ihre Mitwirkung bei allen Kommunikationsmitteln und anderen Mitteln, die die Führung des besagten Sektors verbessern können;

5° die finanziellen Verpflichtungen für spezifische oder besondere Aufgaben, mit denen die Gesellschaft durch die Region beauftragt wird.

§ 4. Andererseits bestimmt der Geschäftsführungsvertrag ebenfalls:

1° die Strafmaßnahmen, falls eine der Parteien ihre auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen nicht einhält;

2° die Methoden zur Bewertung des besagten Geschäftsführungsvertrags:

Einer jährlicher Bewertungsbericht über die Durchführung des Geschäftsführungsvertrags wird der Regierung spätestens am 1. Juli des auf das Geschäftsjahr, worauf es sich bezieht, folgenden Jahres durch die S.W.D.E. vorgelegt.

Der jährliche Bericht wird während des folgenden Monats dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

§ 5. Jegliche ausdrückliche Auflösungsklausel im Geschäftsführungsvertrag gilt als nichtig.

Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches findet keine Anwendung auf den Geschäftsführungsvertrag. Die Partei, gegenüber welcher eine im Geschäftsführungsvertrag stehende Verpflichtung nicht eingehalten wird, kann lediglich die Einhaltung der Verpflichtung fordern und, gegebenenfalls, auf Schadenersatz klagen, dies unbeschadet der Auferlegung jeglicher im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Sonderstrafmaßnahme.

Die im Falle der Nichteinhaltung durch eine Partei ihrer auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen entstehenden Strafmaßnahmen werden wie folgt vorgenommen: wenn die im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen durch die eine oder andere Partei nicht eingehalten werden, beraten diese miteinander über die

zu treffenden Verbesserungsmaßnahmen und setzen das Datum der nächsten Bewertung fest.

Wenn zu diesem Zeitpunkt festgestellt wird, dass diese Maßnahmen ergebnislos sind, kann die Partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung nicht eingehalten worden ist, die Strafmaßnahmen aktivieren, die im Geschäftsführungsvertrag bestimmt worden sind.

Die Gesellschaft wird weder Gegenstand einer im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahme sein können noch zur Zahlung von Schadenersatz wegen der Nichteinhaltung ihrer Aufgaben gezwungen werden können, wenn diese die Folge der Säumigkeit der Region oder einer Einrichtung, die durch die Region anvertraute Aufgaben durchführt, oder auch des Zufalls oder eines Falls höherer Gewalt ist.

§ 6. Auf keinen Fall kann der Geschäftsführungsvertrag die Rechte, über die Dritte aufgrund der Durchführung des besagten Vertrags verfügen, beeinträchtigen.

Abschnitt 2 — Abschluss, Genehmigung, Ende und Erneuerung

Art. 10 - Bei der Verhandlung des Geschäftsführungsvertrags wird die Gesellschaft von ihrem Vorsitzenden und ihrem Generaldirektor vertreten.

Der Geschäftsführungsvertrag unterliegt der Zustimmung des mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließenden Verwaltungsrates und der Zustimmung der Regierung.

Er tritt erst vorbehaltlich seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Er wird vor seinem Inkrafttreten dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

Art. 11 - § 1. Der Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum von fünf Jahren abgeschlossen.

Jede Partei kann zu jeder Zeit Abänderungen vorschlagen. Die Abänderung erfolgt gemäß Artikel 10.

Der Geschäftsführungsvertrag wird nach drei Jahren bewertet.

§ 2. Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf eines Geschäftsführungsvertrags legt die Gesellschaft der Regierung ein Projekt über einen neuen Geschäftsführungsvertrag vor.

Wenn bei Ablauf des Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag in Kraft getreten ist, wird der laufende Geschäftsführungsvertrag von Rechts wegen für ein Jahr verlängert. An Ende der Verlängerungszeit verabschiedet die Regierung für ein Jahr einen Geschäftsführungsplan, der nur einmal erneuert werden kann.

KAPITEL IV — *Autonomie*

Art. 12 - Die Gesellschaft ist frei, alle mit ihrem Gesellschaftszweck vereinbaren Tätigkeiten innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets zu entwickeln.

Die Gesellschaft entscheidet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks über den Erwerb, die Verwendung und die Veräußerung ihrer materiellen und immateriellen Güter, über die Gründung oder die Streichung dinglicher Rechte auf diese Güter sowie über die Durchführung solcher Entscheidungen.

Art. 13 - Unbeschadet des Artikels 9, § 2 2° des vorliegenden Dekrets bestimmt die Gesellschaft die Tarife und Tarifstrukturen für die durch sie geleisteten Tätigkeiten, dies unter Einhaltung der Gesetzgebung in Sachen Preisfestsetzung.

Art. 14 - Die Gesellschaft kann vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der Regierung unbewegliche Güter oder Rechte im öffentlichen Interesse enteignen.

Der Verwaltungsrat entscheidet darüber, welche der auf gutlichem Wege erworbenen Immobilien im öffentlichen Interesse erworben werden.

Art. 15 - Die Gesellschaft darf aus eigener Initiative alle mit ihrer Aufgabe verbundenen Arbeiten auf oder unter den Plätzen, Straßen, Pfaden, Wasserläufen und Kanälen, die dem öffentlichen Eigentum des Staates, der Region, der Provinzen und der Gemeinden angehören, verrichten, dies gemäß den im Gesetz vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, die Gemeindevereinigungen und die Konzessionäre von öffentlichen Diensten oder Diensten öffentlicher Nutzbarkeit für die Einrichtung und den Unterhalt von Leitungen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen vorgesehenen Modalitäten.

Art. 16 - Die Regierung wird der Gesellschaft unter durch die erstgenannte zu bestimmenden Bedingungen erlauben:

1° einer Gemeinde oder einer Interkommunale die Gesamtheit oder einen Teil eines ihrer Wasserversorgungsdienste abzutreten;

2° die Betreibung einer ihrer Dienststellen auf Vorschlag der Mehrheit der gemeindlichen Teilhaber, die gezeichnete Gesellschaftsanteile dieser Dienststelle besitzen, einzustellen, insofern diese außerdem die Mehrheit vom Kapital der betroffenen Dienststelle halten.

Im Falle einer teilweisen bzw. vollständigen Veräußerung oder einer Einstellung des Betriebs einer Dienststelle gehören die Teilhaber, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen dieser Dienststelle sind, der Gesellschaft nicht mehr an, es sei denn sie sind Inhaber von mit anderen Dienststellen verbundenen Anteilen.

Die Auflösung des Gesellschaftsvermögens der veräußerten bzw. aufgegebenen Dienststelle wird vorgenommen werden.

Falls die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung der Dienststelle nicht festgesetzt worden sind, wird der Verwaltungsrat nach Begutachtung durch den beratenden Ausschuss der betroffenen Dienststelle den Betrag des jedem der Teilhaber zurückzuerstattenden Anteils festsetzen, dies unbeschadet jeglicher Entschädigung bzw. jeglichen Schadenersatzes, die der Gesellschaft geschuldet wären.

Art. 17 - § 1. Die Gesellschaft befindet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks und, gegebenenfalls, gemäß den Bestimmungen ihres Geschäftsführungsvertrags bezüglich der finanziellen Struktur über den Ausmaß, die Techniken und die Bedingungen für ihre Fremdfinanzierung.

§ 2. Die Gesellschaft befindet unter Einhaltung der eventuell im Geschäftsführungsvertrag festgehaltenen Bestimmungen über das Anlegen ihrer verfügbaren Gelder.

Art. 18 - § 1. Die Gesellschaft kann sich direkt oder indirekt an belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat befindet mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen über jeglichen Beteiligungserwerb.

§ 3. Wenn die Gesellschaft beschließt, in § 1 erwähnte Beteiligungen zu nehmen oder zu veräußern, informiert sie die Regierung darüber. Diese verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu welchem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um eventuell Einspruch dagegen zu erheben.

§ 4. Die Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, an denen die S.W.D.E beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, dem Generaldirektor, den stellvertretenden Generaldirektoren und den Personalmitgliedern der Gesellschaft bezeichnet.

KAPITEL V — *Generalversammlung*

Art. 19 - Die Generalversammlung übt die Befugnisse aus, die ihr im vorliegenden Dekret, im Gesetz und in den Satzungen ausdrücklich vorbehalten sind.

Die Vertreter der Teilhaber verfügen bei der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das der Anzahl der gezeichneten Gesellschaftsanteile, die sie halten, entspricht, mit Ausnahme der ausdrücklichen, in dem vorliegenden Dekret, im Gesetz und in den Satzungen vorgesehenen Bestimmungen.

KAPITEL VI — *Verwaltung**Abschnitt 1 — Der Verwaltungsrat*

Art. 20 - § 1. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist dazu befugt, alle für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft notwendigen oder nützlichen Handlungen zu verrichten, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz, den Satzungen oder dem Dekret der Generalversammlung vorbehalten sind.

§ 3. Der Verwaltungsrat kontrolliert die tägliche Führung, die durch den Vorstand, der regelmäßig bei dem Verwaltungsrat Bericht erstattet, gewährleistet wird. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten.

§ 4 Der Verwaltungsrat kann alle seine Befugnisse oder einen Teil davon auf den Vorstand übertragen, dies mit Ausnahme der folgenden Befugnisse:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der Gesellschaft;

2° alle Befugnisse, die laut dem Gesetz, dem Dekret oder den Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse eindeutig genannt.

Jegliche Übertragung von Befugnissen darf nicht länger als ein Jahr dauern und kann erneuert werden.

Art. 21 - § 1. Der Verwaltungsrat umfasst 17 Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende.

Die Generalversammlung regelt alles, was die Zuständigkeiten und die Bezüge des Vorsitzenden, der zwei stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder betrifft.

Neun Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung gewählt. Acht Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen durch die S.P.G.E. vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren bezeichnet.

Die Erneuerung des Rates erfolgt bei der ersten ordentlichen Generalversammlung, die nach den Provinz- und Stadtratswahlen stattfindet.

Wenn eine Stelle als durch die Generalversammlung zu ernennendes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in § 6, Absatz 3 bestimmten Proportionalregel das Recht, die Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Ernennung durch die nächste Generalversammlung stattfindet.

§ 4. Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Der erste stellvertretende Vorsitzende und der zweite stellvertretende Vorsitzende werden durch den Verwaltungsrat unter seinen Vertretern bezeichnet. Mindestens eine dieser drei Funktionen ist einem der durch die Generalversammlung ernannten Mitglieder vorbehalten. In den Satzungen werden die Regeln bezüglich ihrer jeweiligen Zuständigkeiten festgesetzt.

§ 5. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Verwaltungsrates ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Zu jeder Zeit kann der Vorsitzende die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und alle Geschäftsbücher der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von dem Vorstand und den Bediensteten der Gesellschaft anfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er bei der Durchführung seines Mandats als notwendig betrachtet.

§ 6. Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder müssen die Eigenschaft eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds einer angeschlossenen Gemeinde besitzen.

Das durch die Generalversammlung gewählte Verwaltungsratsmitglied, das Mitglied eines Gemeinderats oder Bürgermeister ist, und das diese Eigenschaft verlieren würde, gilt als von Rechts wegen rücktretend.

Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder werden verhältnismäßig zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden bezeichnet, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden. Für die Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung eines jeden gemeindlichen Teilhabers im Verhältnis zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile gewichtet.

§ 7. Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Beobachter zuziehen, die den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

§ 8. Nur wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten ist, darf der Verwaltungsrat beraten und entscheiden. Außer bei den in den Satzungen, dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und dem vorliegenden Dekret erwähnten Ausnahmen werden die Beschlüsse mit Stimmenmehrheit gefasst.

Abschnitt 2 — Das Mandat des Verwalters

Art. 22 - § 1. Unbeschadet der anderen in bzw. gemäß einem Gesetz, einem Dekret oder in den Satzungen der Gesellschaft vorgesehenen Einschränkungen ist das Mandat des Verwalters unvereinbar mit:

1° der Eigenschaft als Mitglied einer Regierung;

2° der Eigenschaft als Gouverneur einer Provinz;

3° der Eigenschaft als Mitglied des Vorstands;

4° der Eigenschaft als Mitglied des Personals oder als Pensionierter der Gesellschaft.

§ 2. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied Inhaber einer der in § 1 erwähnten Eigenschaften wird, muss es von den besagten Mandaten oder Funktionen innerhalb einer dreimonatigen Frist zurücktreten. Wenn es dies nicht tut, wird bei Ablauf dieser Frist davon ausgegangen, dass es von Rechts wegen von seinem Mandat bei der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds endet von Rechts wegen am fünfundsechzigsten Geburtstag der betroffenen Person.

Abschnitt 3 — Der Vorstand

Art. 23 - Der Vorstand setzt sich aus einem Generaldirektor, der den Vorsitz führt, und zwei stellvertretenden Generaldirektoren zusammen.

Er wird mit der täglichen Führung und der Vertretung der Gesellschaft sowie mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates beauftragt.

Die Vorstandsmitglieder wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Art. 24 - Die Regierung ernennt die Vorstandsmitglieder für ein erneuerbares sechsjähriges Mandat.

Falls ein Mitglied bei seiner Ernennung älter als neunundfünfzig Jahre ist, reduziert die Regierung die Dauer seines Mandats so, dass sein Ende mit dem fünfundsechzigsten Geburtstag dieses Mitglieds übereinstimmt.

Die Vorstandsmitglieder können nur durch die Regierung entlassen werden:

1° entweder auf Vorschlag des Verwaltungsrates;

2° oder auf Initiative der Regierung, nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat.

Art. 25 - § 1. Die gegenseitigen Rechte und Verpflichtungen, einschließlich der Entlohnung, der Vorstandsmitglieder einerseits und der Gesellschaft andererseits werden durch eine Sondervereinbarung zwischen den betroffenen Parteien geregelt. Beim Abschluss dieser Vereinbarung wird die Gesellschaft durch den Verwaltungsrat vertreten.

Diese Vereinbarung sieht besondere Bestimmungen vor, die bei Nichterneuerung des Mandats oder bei Entlassung die finanzielle und soziale Lage der Vorstandsmitglieder sichern sollen, die von ihrer Stelle hätten zurücktreten müssen oder eine Tätigkeit als Selbstständiger hätten aufgeben müssen, um ihr Mandat bei der S.W.D.E. auszuüben.

Die Vorstandsmitglieder, die zum Zeitpunkt ihrer Ernennung bei der Gesellschaft oder jeglicher anderen von der Region abhängenden Person öffentlichen Rechts in einem statutarischen Arbeitsverhältnis tätig sind, werden von Amts wegen für die Dauer des Mandats aufgrund eines Auftrags im Interesse der Öffentlichkeit beurlaubt.

§ 2. Die Entlohnung der Personen, die dem Vorstand angehören, geht zu Lasten der Gesellschaft.

*Abschnitt 4 — Die Dienststellen, beratenden Ausschüsse und Gebietsausschüsse**Unterabschnitt 1 — Die Dienststellen*

Art. 26 - Die Organisation der Gesellschaft beruht auf Gewinnungs- und Verteilungsdienststellen.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Gewinnung von Wasser wird im Rahmen einer Produktionsdienststelle gewährleistet. Diese umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe notwendigen Infrastrukturen. Sie ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Verteilung von Wasser wird im Rahmen der Verteilungsdienststellen gewährleistet. Jede Verteilungsdienststelle umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe auf dem Gebiet der Gemeinden dieser Dienststelle notwendigen Infrastrukturen und ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

Unterabschnitt 2 — Die beratenden Ausschüsse

Art. 27 - Für jede in Betrieb befindliche Dienststelle besteht ein beratender Ausschuss.

Die kommunalen und interkommunalen Teilhaber der Gewinnungsdienststelle und die S.P.G.E. bilden deren beratenden Ausschuss.

Die Teilhaber einer jeden Verteilungsdienststelle, mit Ausnahme der Region, der S.P.G.E. und der Provinzen bilden deren beratenden Ausschuss.

Der Vorsitz von jedem beratenden Ausschuss wird von einem Mitglied des Verwaltungsrates, das durch diesen bezeichnet wird, übernommen.

Der Verwaltungsrat setzt die Regeln für die Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse vorbehaltlich der Genehmigung durch die Generalversammlung fest.

Jeder Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen und prüft den Jahresabschluss bei einer dieser Versammlungen.

Jeder Teilhaber verfügt über eine Stimme in den beratenden Ausschüssen, zu denen er gehört.

Art. 28 - Folgendes muss unbedingt den beratenden Ausschüssen zur Begutachtung vorgelegt werden:

1° jedes Projekt in Bezug auf die Fusion einer Dienststelle mit einer oder mehreren anderen

Dienststellen;

2° jedes Projekt in Bezug auf eine Tarifänderung für den Wasserverkauf;

3° jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung der

Dienststelle

4° jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, das eventuell zur

Dienststelle gehören würde;

5° jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines

Teilhabers, der zur Dienststelle gehört;

6° jedes Projekt in Bezug auf die teilweise oder vollständige Veräußerung einer

Verteilungsdienststelle an eine Gemeinde oder eine Interkommunale;

7° jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit der Dienststelle.

Unterabschnitt 3 — Die Gebietsausschüsse

Art. 29 - Es werden Gebietsausschüsse gegründet, die die Verteilungsdienststellen je nach Zwischeneinzugsgebiet umfassen. Jeder Gebietsausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zusammen.

Durch einstimmigen Beschluss eines beratenden Ausschusses können seine Zuständigkeiten dem betroffenen Gebietsausschuss übertragen werden.

Die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise der Gebietsausschüsse beziehen, werden durch den Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 30 - Die durch die Gesellschaft im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Wasserqualität auszuführenden Aktionsprojekte unterliegen unbedingt der Begutachtung durch die Gebietsausschüsse.

Art. 31 - Der Verwaltungsrat wird mindestens einmal im Jahr auf die Vorsitzenden der Gebietsausschüsse erweitert.

Bei dieser Versammlung wird über die strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft berichtet.

KAPITEL VII — *Verwaltungsaufsicht und Kontrolle**Abschnitt 1 — Verwaltungsaufsicht*

Art. 32 - § 1. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung. Was die Aufgaben als öffentliche Dienststelle betrifft, wird diese Kontrolle von zwei Regierungskommissaren ausgeübt, die durch die Regierung ernannt und entlassen werden.

Die Regierung regelt die Durchführung der Aufgaben der Kommissare.

§ 2. Die Regierungskommissare, die individuell bzw. gemeinsam handeln, sorgen für die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen der Gesellschaft, des Geschäftsführungsvertrags und, gegebenenfalls, des vorläufigen Geschäftsführungsplans.

§ 3. Die Regierungskommissare werden zu allen Versammlungen des Verwaltungsrates eingeladen. Bei der Durchführung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 4. Die Regierungskommissare können innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen einen Einspruch bei der Regierung gegen jeglichen Beschluss erheben, den sie als im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Satzungen, zu dem Geschäftsführungsvertrag oder, gegebenenfalls, zu dem vorläufigen Geschäftsführungsplan betrachten.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, bei welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern die Regierungskommissare ordnungsgemäß geladen worden sind, und, wenn dies nicht der Fall ist, ab dem Tag, an dem sie ihn zur Kenntnis genommen haben. Dieser Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn die Regierung innerhalb einer Frist von zwanzig vollen Tagen, die am selben Tag wie die im ersten Absatz erwähnte Frist anfängt, die Nichtigkeit nicht erklärt hat, wird der Beschluss endgültig.

Die Regierung stellt die Nichtigkeitserklärung dem Geschäftsführungsorgan zu.

Art. 33 - Wenn die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen oder des Geschäftsführungsvertrags es erforderlich macht, kann die Regierung den Verwaltungsrat durch die Vermittlung eines Regierungskommissars auffordern, über jegliche von ihr bestimmte Angelegenheit innerhalb der von ihr festgesetzten Frist zu beraten.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Bücher

Art. 34 - § 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der in dem Jahresabschluss festzustellenden Buchungen in Bezug auf die Vorschriften und die Satzungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften bezeichnet. Er besitzt die Eigenschaft eines Kommissar-Revisors.

Die anderen zwei Mitglieder werden durch die Regierung ernannt.

Die Kommissare werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren ernannt.

Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt ihre Aufgabe, ihre Aktionsmittel, ihr Statut und ihre Bezüge, mit Ausnahme der in § 2 erwähnten Bezüge.

§ 2. Die Generalversammlung bestimmt die Entlohnung des Kommissar-Revisors. Diese Entlohnung geht zu Lasten der Gesellschaft.

KAPITEL VIII — *Buchführung und Jahresabschluss*

Art. 35 - § 1. Die Buchführung der Gesellschaft richtet sich nach dem Kalenderjahr. Die Gesellschaft erarbeitet ein getrenntes Kontensystem für die mit ihren Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten einerseits und für ihre anderen Tätigkeiten andererseits.

Die Regeln für die Verteilung des Ergebnisses werden in den Satzungen festgesetzt. Diese Regeln werden insbesondere die Anzahl der Anschlüsse und die schonende Bewirtschaftung des Wassers berücksichtigen. Die Region, die S.P.G.E. und die Provinzen werden nicht an der Verteilung des durch die mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten erwirtschafteten Ergebnisses beteiligt.

Die Anlage zum Jahresabschluss enthält eine Auflistung der mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Rechnungen und einen Kommentar dazu. Die Regierung kann Regeln bezüglich der Form und des Inhalts dieser Auflistung und dieses Kommentars verabschieden.

§ 2. Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung den Jahresabschluss zusammen mit dem Rechenschaftsbericht, dem Bericht des Kommissar-Revisors und dem Bericht des Kollegiums der Kommissare vor dem 30. Juni des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres.

Vor dem 31. Juli des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres übermittelt die Regierung die im ersten Absatz erwähnten Unterlagen dem Wallonischen Regionalrat.

Art. 36 - Parallel zu ihrer allgemeinen Buchhaltung führt die Gesellschaft eine analytische Betriebsbuchführung und eine Haushaltsbuchführung.

KAPITEL IX — *Gesellschaftskapital*

Art. 37 - Das Gesellschaftskapital besteht aus drei Anteiltypen:

- die Grundkapitalanteile;
- die Anteile, die Beteiligungen am Kapital der Gewinnungsdienststelle und der Verteilungsdienststellen darstellen; diese Anteile können durch die Region, die S.P.G.E., die Provinzen, die Interkommunalen, die Gemeinden und die Personen öffentlichen oder privaten Rechts gezeichnet werden;
- die Anteile, die der Verwaltungsrat aufgrund spezifischer mit dem Gesellschaftszweck verbundener Tätigkeiten ausgeben darf.

Die gemeindlichen Aktionäre stellen zu jeder Zeit mindestens 50 % des Kapitals plus ein Anteil dar.

Was auch immer das Einlageverhältnis zwischen den verschiedenen Parteien bei der Kapitalgründung ist, die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Geschäftsführungsorganen der Gesellschaft, mit Ausnahme des Vorstands.

Die Grundkapitalanteile dürfen nicht veräußert werden. Die anderen Anteile eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, dürfen nur an einen anderen Teilhaber, der eine Person öffentlichen Rechts ist, veräußert werden.

Um Inhaber von Anteilen zu werden, müssen die Personen privaten Rechts vorher durch die Regierung dazu befugt werden.

KAPITEL X — *Personal*

Art. 38 - Der Verwaltungsrat verabschiedet auf Vorschlag des Vorstands:

- a) das Statut des Personals;
- b) die Arbeitsordnung.

KAPITEL XI — *Übergangsbestimmungen*

Art. 39 - Die Bauherrschaft über die Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E. des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in dem Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

Art. 40 - Die Bauherrschaft über die Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb E.R.P.E. » des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in den Büchern der E.R.P.E. für das Geschäftsjahr steht, wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

Sobald die Gesamtheit der der "Transhennuyère" angehörenden Güter funktionsfähig ist, vertraut die Regierung deren Geschäftsführung vereinbarungsgemäß der Gesellschaft an. Die Vereinbarung regelt die Modalitäten dieser Geschäftsführung sowie die Beteiligung der Benutzer, deren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region ist, an deren Geschäftsführung.

Art. 41 - Das Eigentumsrecht an den Gütern, die zur Tätigkeit der am 31. Dezember 2000 der Region gehörenden « *Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau* » (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) bestimmt sind, und deren Liste durch die Wallonische Regierung festgesetzt wird, wird der S.P.G.E. übertragen.

Die Übertragung kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden, sobald der die Liste der Güter festsetzende Erlass der Wallonischen Regierung in Kraft getreten ist.

§ 2. Das Eigentumsrecht an den Gütern, die Gegenstand der Aufträge sind, für welche eine Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E. » des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region beschlossen worden ist und deren Liste in dem Jahresabschluss der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der der "Transhennuyère" angehörenden Güter, wird automatisch der S.P.G.E. übertragen, sobald die vorläufige Abnahme von dem Bauherrn gewährt worden ist.

Die Übertragung der betroffenen Güter kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden.

§ 3. Die S.P.G.E. übernimmt die Rechte und Pflichten der Region bezüglich der gemäß dem vorliegenden Artikel übertragenen Güter, einschließlich der Rechte und Pflichten, die sich aus laufenden oder zukünftigen Gerichtsverfahren ergeben.

Im Falle eines Rechtsstreites bezüglich der Gesamtheit oder eines Teils der übertragenen Güter, deren Eigentumsurkunden der S.P.G.E. nicht übermittelt worden sind, tritt die Region dem Verfahren als Bürgschaft zugunsten der S.P.G.E. bei.

Die Region haftet alleine für die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Durchführung vor der Eigentumsübertragung fällig war, mit Ausnahme der Finanzierung der Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: ERPE" des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region sind, die der Gesellschaft übertragen wurde und abgesichert ist durch bestehende Werte, die im Rücklagenfonds in den Büchern der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" beim Abschluss deren Auflösung identifiziert sind. Nach dieser Zahlung werden die verbleibenden Werte der Wallonischen Region gemäß den durch die Regierung festgesetzten Modalitäten zurückgeführt. Falls dieser Saldo negativ ist, erstattet die Wallonische Region der S.W.D.E. die festgestellten Ausgaben gegen Vorlage von Belegen zurück.

§ 4. Die Region übermittelt schnellstmöglich die Urkunden und Unterlagen, einschließlich der Katasterheberollen- und Katasterplanauszüge, in denen die Rechte, Belastungen und Verpflichtungen bezüglich der eingebrachten Güter angegeben werden.

Das Verzeichnis dieser Urkunden und Unterlagen wird sobald wie möglich erstellt. Es wird vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, und vom Minister des Haushalts sowie vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der S.P.G.E. unterzeichnet.

§ 5. Die S.P.G.E. bringt den Nießbrauch an den in den Paragraphen 1 und 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Gütern in die Gesellschaft ein.

Ein Vereinbarungsprotokoll zwischen der Gesellschaft und der S.P.G.E. regelt die Bedingungen bezüglich der Einbringung des Nießbrauchs an den Gütern in die Gesellschaft, bezüglich der Ausübung des Nießbrauchsrechts sowie der Beteiligung der Benutzer dieser Güter an deren Verwaltung.

Art. 42 - Der erste in Artikel 10 vorgesehene Geschäftsführungsvertrag wird spätestens am 31. Dezember 2001 abgeschlossen.

Wenn kein Geschäftsführungsvertrag nach Ablauf dieser Frist in Kraft getreten ist, kann die Regierung einen vorläufigen Geschäftsführungsplan verabschieden, dessen Inhalt dem des Geschäftsführungsvertrags entspricht.

Art. 43 - Der erste Geschäftsführungsvertrag endet am 31. Dezember 2005.

Art. 44 - Eine außerordentliche Generalversammlung wird spätestens am 31. Mai 2001 einberufen, um die Satzungen der Gesellschaft an die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets anzupassen.

Während der ersten Generalversammlung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets wird der Verwaltungsrat gewählt.

Art. 45 - Die Gesellschaft verfügt über das gleiche steuerliche Statut wie das Statut, über welches die "Société nationale des Distributions d'Eau" und die "Société wallonne des Distributions d'Eau" verfügten.

KAPITEL XII — *Aufhebungsbestimmungen*

Art. 46 - In Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, wird der Wortlaut "Société wallonne des Distributions d'Eau" gestrichen.

Art. 47 - Das Dekret von 23. April 1986 zur Gründung einer "Société wallonne des Distributions d'Eau", abgeändert durch die Dekrete vom 5. November 1987 und vom 25. Juli 1991 wird aufgehoben, mit Ausnahme des Artikels 1 § 1.

Art. 48 - Das Dekret vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in eine "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" umwandelt, abgeändert durch die Dekrete vom 25. Juli und vom 15. April 1999, wird aufgehoben.

Art. 49 - Artikel 17, Absatz 2 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" wird aufgehoben.

KAPITEL XIII — *Übergangsmaßnahmen*

Art. 50 - Innerhalb von drei Monaten nach der Verabschiedung durch den Verwaltungsrat des in Artikel 38 erwähnten Statuts wird ein Verfahren zur freiwilligen Übertragung an die Gesellschaft der Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" zugewiesen werden, eingeleitet.

Die Modalitäten dieser Übertragung werden im Sektorenausschuss ausgehandelt werden und die folgenden Grundsätze vorsehen:

1° die Beamten werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen. Sie behalten mindestens die finanziellen Rechte und das Dienstalter, die sie hatten oder gehabt hätten, wenn sie die Funktion, von der sie zum Zeitpunkt ihrer Übertragung Inhaber waren, in ihrer ursprünglichen Dienststelle weiter ausgeübt hätten.

Die übertragenen Beamten unterliegen von Amts wegen den Rechten und Pflichten, die mit dem Statut des Personals der Gesellschaft verbunden sind;

2° Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber um eine Übertragung wird innerhalb einer dreimonatigen Frist erfolgen müssen, und der namentliche Erlass bezüglich der Übertragung wird innerhalb der folgenden drei Monate wirksam werden.

Art. 51 - Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor, die bei der "Société wallonne des Distributions d'Eau" zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets amtieren, sind von Rechts wegen Vorsitzender und Mitglied des Vorstands. Das dritte Mitglied des Vorstands wird durch die Regierung unter den Generalbeamten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" ausgewählt.

Ihre Rechte und Pflichten und diejenigen der Gesellschaft werden gemäß den in Artikel 25 des vorliegenden Dekrets erwähnten Modalitäten geregelt.

Sie treten ihr Amt am ersten Tag nach der Einsetzung des ersten, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ernannten Verwaltungsrates an.

Art. 52 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets amtierenden Bediensteten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" bleiben Bedienstete der "Société wallonne des eaux". Sie behalten die gleichen Vorteile wie sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets genossen.

Art. 53 - Solange sie nicht gemäß Artikel 4 des vorliegenden Dekrets abgeändert worden sind, kommen die jetzigen Satzungen der "Société wallonne des Distributions d'Eau" weiterhin zur Anwendung, insofern sie nicht mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets unvereinbar sind.

KAPITEL XIV — *Inkrafttreten*

Art. 54 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens,
der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) *Sitzung 2000-2001.*

Unterlagen des Rates — 171 (2000-2001) Nr. 1 bis 12

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 21. Februar 2001. Diskussion – Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 764

[C – 2001/27157]

**7 MAART 2001. — Decreet houdende hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau"
(Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. De "Société wallonne des Distributions d'Eau" ingesteld bij artikel 1, § 1, van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een "Société wallonne des Distributions d'Eau" heet voortaan "Société wallonne des Eaux" (afgekort "S.W.D.E.") (Waalse Watermaatschappij). Ze is een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Ze wordt hierna "de Maatschappij" genoemd.

Ze heeft geen commercieel doel.

Haar maatschappelijke en administratieve zetel is gevestigd te Verviers.

Art. 2. Het Waalse Gewest, de "Société publique de gestion de l'eau" (S.P.G.E.) (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), de provincies, gemeenten, intercommunales en publiek- of privaatrechtelijke personen maken deel uit van de Maatschappij, al naar gelang de voorwaarden waarin haar statuten voorzien.

Art. 3. De wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, gelden ook voor de Maatschappij voor zover het decreet er niet van afwijkt op grond van haar publieke karakter.

De vennoten mogen zich slechts afzonderlijk en ten belope van een bepaalde som verbinden.

De Maatschappij is niet onderworpen aan de bepalingen van de Faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

Wat betreft de oprichting van de Maatschappij en de aansprakelijkheid van de oprichters, wordt afgeweken van de artikelen 66, 401, 405 en 424 van het Wetboek van de vennootschappen.

Wat de inbrengen betreft, wordt afgeweken van de artikelen 395, 398, en 399 van hetzelfde Wetboek.

Wat de kapitaalverhoging betreft, wordt afgeweken van de artikelen 422 en 423 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de door de Maatschappij aangegane leningen, wordt afgeweken van artikel 430 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de toetreding, de uittreding en de uitsluiting van de vennoten, wordt afgeweken van de artikelen 366 tot en met 376 van hetzelfde Wetboek.

Wat de verplichtingen van de vennoten betreft, wordt afgeweken van de artikelen 32 en 404 van hetzelfde Wetboek.

De Maatschappij geniet de vrijstelling van uitvoering voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van haar openbare opdrachten.

Art. 4. De statuten van de Maatschappij regelen haar werking. Ze moeten voldoen aan de bepalingen van dit decreet en aan de bepalingen die de handelsvennootschappen regelen.

De statuten worden aangenomen door de algemene vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en worden goedgekeurd door de Regering.

De algemene vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid beslist, mag wijzigingen aanbrengen in de statuten, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Regering.

Art. 5. De Maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding is slechts mogelijk op grond van een decreet waarin de modaliteiten van haar liquidatie en de toestand van de personeelsleden vastliggen.

Art. 6. Het ontslag van een publiekrechtelijke vennoot tijdens de activiteitsperiode van de Maatschappij wordt slechts toegestaan als tweederde van de leden van de algemene vergadering ermee instemt.

HOOFDSTUK II. — *Doel van de Maatschappij en openbare opdrachten*

Art. 7. De Maatschappij staat in voor :

- de waterproductie;
- de watervoorziening via leidingen;
- de bescherming van de grondwaterbronnen;
- elke handeling betreffende de waterkringloop.

Art. 8. De Maatschappij vervult haar openbare opdrachten uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest, met name :

- 1° de waterproductie;
- 2° de watervoorziening via leidingen;
- 3° de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van de opdrachten die aan de « S.P.G.E. » worden toevertrouwd bij artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de gestion de l'eau »;
- 4° het nakomen van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;
- 5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;
- 6° de dienstverleningen van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.

Om haar opdrachten te vervullen mag de Maatschappij de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten. Onder infrastructuur wordt verstaan met name het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwing, het oppompen, de behandeling, de verdeling en de telling en hun accessoires, alsmede de terreinen waar ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden die de Maatschappij bezit.

De Maatschappij mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van dienstverleners die dezelfde activiteit uitoefenen in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK III. — *Beheerscontract*

Afdeling 1. — Definitie en inhoud

Art. 9. § 1. De Maatschappij vervult de haar toevertrouwde openbare opdrachten met inachtneming van de voorschriften, modaliteiten en doelstellingen die vastliggen in het beheerscontract dat ze met het Waalse Gewest gesloten heeft.

§ 2. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van de Maatschappij betreffende :

- 1° de modaliteiten voor de uitvoering van haar openbare opdrachten;
- 2° de vastlegging van de tarieven voor diensten verleend in het kader van haar openbare opdrachten;
- 3° de principes die de Maatschappij in acht moet nemen i.v.m. haar betrekkingen met de begunstigen van de openbare dienstverleningen;
- 4° haar financiële structuur;
- 5° de indicatoren die in het driemaandelijks situatie-overzicht moeten voorkomen, alsmede de termijnen waarbinnen het aan de Regering moet worden overgemaakt.

§ 3. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van het Gewest i.v.m. :

- 1° de algemene beschermingsmaatregelen betreffende de door de Maatschappij geëxploiteerde waterwinningen;
- 2° de behandeling of de bijsturing van de door de Maatschappij ingediende dossiers m.b.t. de aanvragen om een waterwinningsvergunning;
- 3° de controle op de toegang tot de alternatieve watervoorzieningsbronnen;
- 4° de toegang tot zijn databanken betreffende de watersector en zijn medewerking aan alle communicatiemiddelen en alle andere middelen die het beheer van die sector kunnen verbeteren;
- 5° de financiële verplichtingen voor specifieke of bijzondere opdrachten die het Gewest aan de Maatschappij toevertrouwt.

§ 4. Het beheerscontract bepaalt bovendien :

- 1° de sancties als een partij de verplichtingen niet nakomt waarin het voorziet;
- 2° de methode om het te evalueren.

De « S.W.D.E. » bezorgt de Regering jaarlijks uiterlijk 1 juli van het jaar na het boekjaar waarop het betrekking heeft, een evaluatierapport over de uitvoering van het beheerscontract.

Het jaarrapport wordt binnen de volgende maand door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

§ 5. Elk uitdrukkelijk ontbindend beding in het beheerscontract wordt geacht ongeschreven te zijn. Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens welke een verbintenis van het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag slechts de tenuitvoerlegging van de verbintenis vervolgen en in voorkomend geval schadevergoeding vorderen, onverminderd de toepassing van elke specifieke sanctie waarin het beheerscontract voorziet.

De sancties wegens niet-nakoming door een partij van de verplichtingen waarin het beheerscontract voorziet, worden geregeld als volgt : als de in het beheerscontract bedoelde verplichtingen niet worden nagekomen door een of andere partij, plegen de partijen overleg over de te nemen corrigerende maatregelen en leggen ze de datum van de volgende evaluatie vast.

Als op die datum blijkt dat de maatregelen geen resultaat hebben opgeleverd, mag de partij jegens welke een verplichting niet is nagekomen, de sancties activeren waarin het beheerscontract voorziet.

De Maatschappij mag niet bestraft worden met een sanctie waarin het beheerscontract voorziet, noch gehouden worden tot de betaling van schadevergoeding wegens het niet-vervullen van haar opdrachten, als die toestand te wijten is aan een tekortkoming van het Gewest of van een instelling die door het Gewest toevertrouwde opdrachten vervult, of aan toeval of overmacht.

§ 6. Het beheerscontract mag in geen geval nadelig zijn voor de rechten waarover derden beschikken wegens de uitvoering van het contract.

Afdeling 2. — Sluiting, goedkeuring, einde en hernieuwing

Art. 10. Bij de besprekingen over het beheerscontract wordt de Maatschappij vertegenwoordigd door haar voorzitter en haar directeur-generaal.

Het beheerscontract wordt onderworpen aan de goedkeuring van de raad van bestuur, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en aan de goedkeuring van de Regering.

Het treedt pas in werking als het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het wordt vóór zijn inwerkingtreding door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

Art. 11. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor vijf jaar. Elke partij kan steeds voorstellen indienen om het contract te wijzigen. De wijzigingen worden overeenkomstig artikel 10 aangebracht. Het beheerscontract wordt geëvalueerd na drie jaar.

§ 2. Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract legt de Maatschappij een ontwerp van een nieuw beheerscontract voor aan de Regering.

Het lopende beheerscontract wordt van rechtswege verlengd met één jaar als na het verstrijken ervan geen nieuw contract in de plaats komt. Na de verlenging legt de Regering een eenjarig beheersplan vast, dat slechts één keer hernieuwbaar is.

HOOFDSTUK IV. — Autonomie

Art. 12. Binnen de perken van dit decreet mag de Maatschappij alle activiteiten ontwikkelen die beantwoorden aan haar maatschappelijk doel.

De Maatschappij mag binnen de perken van haar maatschappelijk doel lichamelijke en onlichamelijke goederen aankopen, gebruiken en vervreemden, zakelijke rechten op die goederen aanleggen of tenietdoen en dergelijke beslissingen uitvoeren.

Art. 13. Onverminderd artikel 9, § 2, 2°, van dit decreet bepaalt de Maatschappij de tarieven en de tariefstructuren voor haar dienstverleningen, met inachtneming van de wetgeving betreffende de prijszetting.

Art. 14. De Maatschappij mag met de voorafgaande toestemming van de Regering goederen en onroerende rechten ten algemen nutte onteigenen. De Raad van bestuur beslist welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden.

Art. 15. De Maatschappij mag op eigen initiatief en in het kader van haar opdrachten alle werken uitvoeren op of onder pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen van het openbaar domein van de Staat, het Gewest, de provincies en de gemeenten, overeenkomstig de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van den Staat, van de provincies en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen.

Art. 16. De Regering kan de Maatschappij onder de haar bepaalde voorwaarden machtigen om :

1° één van haar watervoozieningsdiensten geheel of gedeeltelijk aan een gemeente of een intercommunale af te staan;

2° de exploitatie van één van haar diensten stop te zetten op voorstel van de meerderheid van de gemeentelijke vennoten die houder zijn van sociale aandelen waarop in bedoelde dienst werd ingetekend, voor zover de vennoten bovendien de meerderheid van het kapitaal van die dienst in handen hebben.

Bij gedeeltelijke of gehele overdracht of bij stopzetting van een dienst maken de vennoten die houder zijn van sociale aandelen in die dienst niet langer deel uit van de Maatschappij, tenzij ze houder zijn van aandelen in andere diensten.

Er wordt vervolgens overgegaan tot de vereffening van het maatschappelijke bezit van de afgestane of stopgezette dienst.

Als de verdeelsleutel van het bezit niet vaststaat bij de oprichting van de dienst, wordt het bedrag van het aan elke vennoot terug te betalen aandeel na advies van het adviescomité van de betrokken dienst bepaald door de raad van bestuur, onverminderd alle aan de Maatschappij verschuldigde schadeloosstellingen en -vergoedingen.

Art. 17. § 1. De Maatschappij beslist binnen de perken van haar maatschappelijk doel en in voorkomend geval overeenkomstig de bepalingen van haar beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van haar externe financiering.

§ 2. De Maatschappij beslist over de belegging van haar beschikbare fondsen, met inachtneming van de bepalingen die eventueel vastliggen in het beheerscontract.

Art. 18. § 1. De Maatschappij kan rechtstreekse of onrechtstreekse participaties nemen in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met haar eigen doel.

§ 2. De Raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen over elke participatie.

§ 3. De Maatschappij informeert de Regering als ze in § 1 bedoelde participaties beslist te nemen of af te staan. De Regering beschikt over dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze kennis neemt van de beslissing, om elke opmerking te formuleren die ze nuttig acht of om zich eventueel tegen de beslissing te verzetten.

§ 4. De vertegenwoordigers van de Maatschappij binnen de maatschappijen waarin de « S.W.D.E » een participatie heeft genomen, worden door de Raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de directeur-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de personeelsleden van de Maatschappij.

HOOFDSTUK V. — *Algemene vergadering*

Art. 19. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar specifiek toekomen krachtens dit decreet, de wet of de statuten.

De vertegenwoordigers van de vennoten binnen de algemene vergadering beschikken over een stemrecht dat overeenstemt met de sociale aandelen die ze bezitten, met uitzondering van de uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in dit decreet, in de wet of in de statuten.

HOOFDSTUK VI. — *Bestuur*

Afdeling 1. — De raad van bestuur

Art. 20. § 1. De Maatschappij wordt door een raad van bestuur beheerd.

§ 2. De raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de Maatschappij, met uitzondering van degene die krachtens de wet, de statuten of het decreet aan de algemene vergadering worden toegewezen.

§ 3. De raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het directiecomité dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de raad. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de Maatschappij of over een deel ervan.

§ 4. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité, behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de Maatschappij;

2° alle bevoegdheden die krachtens de wet, het decreet of de statuten uitdrukkelijk worden toegewezen aan de raad van bestuur.

Elke machtigingshandeling moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat.

Elke machtiging mag niet langer lopen dan één jaar en is hernieuwbaar.

Art. 21. § 1. De raad van bestuur bestaat uit 17 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

De algemene vergadering regelt de bevoegdheden en bezoldigingen van de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de bestuurders.

Negen bestuurders worden door de algemene vergadering gekozen. Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op voorstel van de « S.P.G.E. ».

§ 2. De leden van de raad van bestuur worden voor een hernieuwbaar mandaat van 6 jaar aangewezen.

De raad wordt vernieuwd bij de eerste gewone algemene vergadering na de provincieraads- of gemeenteraadsverkiezingen.

§ 3. Als een plaats van bestuurder vacant is bij de benoeming van de algemene vergadering, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze overeenkomstig de evenredige regel bedoeld in § 6, derde lid, in te vullen totdat de volgende algemene vergadering overgaat tot een definitieve benoeming.

§ 4. De Regering benoemt de voorzitter van de raad van bestuur. De eerste ondervoorzitter en de tweede ondervoorzitter worden door de raad van bestuur aangewezen onder zijn vertegenwoordigers. Minstens één van die drie functies is voorbehouden aan één van de leden van de raad van bestuur uit de algemene vergadering.

De statuten bepalen de regels betreffende hun respectieve bevoegdheden.

§ 5. Bij staking van stemmen binnen de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van de Maatschappij. Hij kan de nodige uitleg of gegevens vragen aan het directiecomité en de personeelsleden van de Maatschappij vragen en alle onderzoeken instellen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 6. De door de algemene vergadering gekozen bestuurders moeten burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van een verenigde gemeente zijn.

De door de algemene vergadering gekozen bestuurder die lid van een gemeenteraad of burgemeester is en die hoedanigheid verliest, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen.

De door de algemene vergadering gekozen bestuurders worden naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten aangewezen, rekening houdende met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van politieke verwantschap of hergroepering. Bij de berekening van de evenredigheid wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal sociale aandelen die hij bezit.

§ 7. De raad van bestuur kan zich laten bijstaan door één of meer waarnemers, die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

§ 8. De raad van bestuur mag pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen, behalve de uitzonderingen die vastliggen in de statuten, in het Wetboek van de vennootschappen en in dit decreet.

Afdeling 2. — Het mandaat van bestuurder

Art. 22. § 1. Onverminderd de andere beperkingen waarin voorzien wordt bij of krachtens een wet, een decreet of de statuten van de Maatschappij, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een regering;
- 2° de hoedanigheid van provinciegouverneur;
- 3° de hoedanigheid van lid van het directiecomité;
- 4° de hoedanigheid van personeelslid of gepensioneerd lid van de Maatschappij.

§ 2. Als een bestuurder één van de in § 1 bedoelde hoedanigheden verwerft, moet hij zijn mandaten of functies neerleggen binnen een termijn van drie maanden. Als hij dat niet doet, wordt hij na afloop van die termijn geacht van rechtswege ontslag te hebben genomen bij de Maatschappij.

Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege de dag waarop de betrokken persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt.

Afdeling 3. — Het directiecomité

Art. 23. Het directiecomité bestaat uit een directeur-generaal, die er voorzitter van is, en uit twee adjunct-directeurs-generaal.

Het staat in voor het dagelijks beheer en de vertegenwoordiging van de Maatschappij, alsmede voor de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

De leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Art. 24. De Regering benoemt de leden van het directiecomité voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Als één van de leden bij zijn benoeming ouder is dan vijftienentig jaar, verkort de Regering de duur van zijn mandaat om het te laten eindigen de dag waarop bedoeld lid de leeftijd van 65 jaar bereikt.

De leden van het directiecomité mogen slechts door de Regering ontslaan worden :

- 1° ofwel op voorstel van de raad van bestuur;
- 2° ofwel op initiatief van de Regering na advies van de raad van bestuur.

Art. 25. § 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en verplichtingen van de leden van het directiecomité, enerzijds, en van de Maatschappij, anderzijds, worden bij een bijzondere overeenkomst tussen de betrokken partijen geregeld. Om deze overeenkomst te sluiten wordt de Maatschappij vertegenwoordigd door de raad van bestuur.

De overeenkomst voorziet in bijzondere bepalingen om in geval van niet-vernieuwing van het mandaat of van ontslag de sociale en financiële toestand van de leden van het directiecomité te waarborgen, die hun functie hebben moeten neerleggen of een van zelfstandige activiteit hebben moeten stopzetten om hun mandaat bij de « S.W.D.E. » uit te oefenen.

De leden van het directiecomité die zich bij hun benoeming in een statutaire band bevinden met de Maatschappij of met elke andere publiekrechtelijke persoon die onder het Gewest ressorteert, worden voor een opdracht van algemeen belang ambtshalve met verlof geplaatst voor de hele duur van het mandaat.

§ 2. De bezoldiging van de leden van het directiecomité is voor rekening van de Maatschappij.

*Afdeling 4. — Diensten, adviescomités en zonecomités**Onderafdeling 1. — De diensten*

Art. 26. De Maatschappij wordt ingedeeld in productie- en distributiediensten. De openbare opdracht i.v.m. waterproductie wordt vervuld door een productiedienst. Deze dienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht. Hij maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding. De openbare opdracht i.v.m. waterverdeling wordt vervuld door distributiediensten. Elke distributiedienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht op het grondgebied van de gemeenten die hij bedient en maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding.

Onderafdeling 2. — De adviescomités

Art. 27. Elke in exploitatie zijnde dienst heeft een adviescomité. Het adviescomité van de productiedienst bestaat uit zijn gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten en uit de « S.P.G.E. ».

Het adviescomité van elke distributiedienst bestaat uit de vennoten, met uitzondering van het Gewest, uit de « S.P.G.E. » en de provincies.

Elk adviescomité wordt voorgezeten door een lid van de raad van bestuur, dat door deze laatste wordt aangewezen.

De raad van bestuur bepaalt de regels voor de werking van de adviescomités onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering.

Elk comité vergadert minstens twee keer per jaar en onderzoekt de jaarrekeningen bij elke vergadering.

Elke vennoot beschikt over een stem binnen de adviescomités waarvan hij deel uitmaakt.

Art. 28. Het advies van de adviescomités wordt vereist voor :

1. ieder project tot fusie van een dienst met één of verschillende diensten;
2. ieder project tot wijziging van de waterverkoopstarieven;
3. ieder project tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
4. ieder voorstel tot toelating van een nieuw lid dat eventueel deel zou uitmaken van die dienst;
5. ieder voorstel tot uittreding of uitsluiting van een vennoot die deel uitmaakt van die dienst;
6. ieder project tot gehele of gedeeltelijke overdracht van een distributiedienst aan een gemeente of een intercommunale;
7. ieder werkenprogramma waarvoor de dienst interesse toont.

Onderafdeling 3. — De zonecomités

Art. 29. Er worden zonecomités opgericht waarin de distributiediensten per hydrografisch onderbekken ingedeeld worden. Elk zonecomité vergadert minstens één keer per jaar. Bij unanieme beslissing mag een adviescomité zijn bevoegdheden overdragen aan het betrokken zonecomité.

De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de zonecomités worden bepaald door de raad van bestuur.

Art. 30. Het advies van de zonecomités wordt vereist voor projecten betreffende de acties die de Maatschappij moet voeren in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en voor een betere waterkwaliteit.

Art. 31. De raad van bestuur wordt minstens één keer per jaar uitgebreid tot de voorzitters van de zonecomités. Tijdens deze vergadering wordt informatie over de strategische opties van de Maatschappij verstrekt.

HOOFDSTUK VII. — *Administratief toezicht en controle**Afdeling 1. — Administratief toezicht*

Art. 32. § 1. De Regering is bevoegd om controle uit te oefenen op de Maatschappij. Wat de openbare opdrachten betreft, wordt de controle uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die benoemd en ontslagen worden door de Regering. De Regering regelt de uitoefening van de opdrachten van de commissarissen.

§ 2. De Regeringscommissarissen die individueel of gezamenlijk handelen, zien toe op de naleving van de wet, het decreet, de statuten van de Maatschappij, het beheerscontract en, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

§ 3. De Regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur. Ze beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

§ 4. De Regeringscommissarissen kunnen binnen een termijn van vier vrije dagen een beroep instellen bij de Regering tegen elke beslissing die ze strijdig achten met de wet, het decreet, de statuten, het beheerscontract of, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig op uitgenodigd werden, en, in de andere gevallen, de dag waarop ze kennis hebben genomen van de beslissing. Het beroep is opschortend.

De beslissing wordt definitief als de Regering de nietigverklaring niet uitspreekt binnen een termijn van twintig vrije dagen, die ingaat op dezelfde dag als de termijn bedoeld in het eerste lid. De Regering betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Art. 33. Als de wet, het decreet, de statuten of het beheerscontract het eist, kan de Regering de raad van bestuur door bemiddeling van een Regeringscommissaris verzoeken om binnen de door hem gestelde termijn te beraadslagen over iedere aangelegenheid die hij aangeeft.

Afdeling 2. — Controle op de rekeningen

Art. 34. De controle, overeenkomstig de wetgeving en de statuten, op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal. Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene vergadering.

De voorzitter van het college wordt aangewezen door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen. Hij heeft de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De twee andere leden worden benoemd door de Regering.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om ernstige redenen worden ontslagen. Hun opdracht, actiemiddelen, statuut en bezoldiging, met uitzondering van de in § 2 bedoelde bezoldiging, liggen vast in het beheerscontract.

§ 2. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de bedrijfsrevisor, die voor rekening van de Maatschappij is.

HOOFDSTUK VIII. — *Boekhouding en jaarrekeningen*

Art. 35. § 1. De Maatschappij voert haar boekhouding per kalenderjaar. De activiteiten in verband met haar openbare opdrachten en haar overige activiteiten worden telkens in een aparte boekhouding opgenomen.

Het resultaat wordt opgedeeld volgens de regels die vastliggen in de statuten. Daarbij wordt onder meer rekening gehouden met het aantal aansluitingen en het zuinige waterbeheer.

Het Gewest, de « S.P.G.E. » en de provincies worden niet betrokken bij de opdeling van het resultaat van de activiteiten i.v.m. de openbare opdrachten.

De bijlage bij de jaarrekeningen bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de openbare opdrachten en een commentaar. De Regering kan regels vastleggen i.v.m. de vorm en de inhoud van de samenvattende staat en het commentaar.

§ 2. De raad van bestuur bezorgt de Regering de jaarrekeningen vóór 30 juni van het jaar na het bedoelde boekjaar, alsmede het beheersverslag, het verslag van de bedrijfsrevisor en het verslag van het college van commissarissen.

De Regering stuurt de in het eerste lid bedoelde documenten vóór 31 juli van het jaar na het bedoelde boekjaar naar de Waalse Gewestraad.

Art. 36. Naast haar algemene boekhouding voert de Maatschappij ook een analytische en begrotingsboekhouding.

HOOFDSTUK IX. — *Maatschappelijk kapitaal*

Art. 37. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit drie soorten aandelen :

— aandelen tot kapitaalvorming;

— aandelen die participaties in het kapitaal van de productiedienst en de distributiediensten vertegenwoordigen; op die aandelen kan ingetekend worden door het Gewest, de « S.P.G.E. », de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiek- of privaatrechtelijke personen;

— aandelen die de raad van bestuur mag uitgeven naar gelang van de specifieke activiteiten in verband met het maatschappelijk kapitaal.

De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Afgezien van de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheersorganen van de Maatschappij, behalve in het directiecomité.

De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De andere aandelen van een publiekrechtelijke vennoot mogen slechts aan een andere publiekrechtelijke vennoot worden afgestaan. Om aandeelhouder te worden, moeten de privaatrechtelijke personen eerst door de Regering gemachtigd worden.

HOOFDSTUK X. — *Personeel*

Art. 38. Het statuut van het personeel en het arbeidsreglement worden door de raad van bestuur aangenomen op voorstel van het directiecomité.

HOOFDSTUK XI. — *Voorlopige bepalingen*

Art. 39. De « S.W.D.E. » wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000, met uitzondering van de opdrachten betreffende de Transhennuyère.

Art. 40. De « S.W.D.E. » wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten betreffende de Transhennuyère die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000.

Zodra het geheel van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère operationeel is, wordt hun beheer bij overeenkomst door de Regering toevertrouwd aan de Maatschappij. De overeenkomst regelt de modaliteiten van de uitvoering van het beheer, alsmede de deelneming van de gebruikers van die goederen in het beheer. De maatschappelijke zetel van die gebruikers is gevestigd in het Waalse Gewest.

Art. 41. § 1. De eigendom van de goederen bestemd voor de activiteit van het « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (Gewestelijk Bedrijf voor Waterproductie en -toevoer) die op 31 december 2000 aan het Gewest toebehoorden en waarvan de lijst door de Waalse Regering wordt bepaald, wordt overgedragen aan de « S.P.G.E. ».

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege aan derden tegengeworpen worden vanaf de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de lijst van de goederen.

§ 2. De eigendom van de goederen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het « ERPE » voor het boekjaar 2000, met uitzondering van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère, wordt automatisch overgedragen aan de « S.W.D.E. » zodra de voorlopige oplevering door de bouwheer wordt toegestaan.

De overdracht van de betrokken goederen kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen worden aan derden.

§ 3. De « S.P.G.E. » erft de rechten en verplichtingen van het Gewest voor de goederen die krachtens dit artikel worden overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit lopende of komende gerechtelijke procedures.

In geval van geschil i.v.m. het geheel of een gedeelte van de overgedragen goederen waarvan de eigendomstitels niet zijn overgemaakt aan de « S.P.G.E. », treedt het Gewest op ten gunste van de « S.P.G.E. ».

Het Gewest moet enkel de verplichtingen nakomen waarvan de betaling of de uitvoering vóór de eigendomsoverdracht opeisbaar was, met uitzondering van de financiering van de opdrachten die het voorwerp uitmaken van een vastlegging op titel V : « Gewestelijk Bedrijf : ERPE » van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overgedragen aan de Maatschappij en gedekt door bestaande waarden gelijkgesteld met het reservefonds in de boekhouding van het « Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau » en vastgelegd vóór de sluiting van hun vereffening. Na die betaling wordt het saldo van de waarden teruggestort aan het Waalse Gewest overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten. Als het saldo negatief is, betaalt het Waalse Gewest de vastgestelde onkosten terug aan de « S.W.D.E. » na overlegging van bewijsstukken.

§ 4. Het Gewest geeft zo spoedig mogelijk kennis van de akten en documenten, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en uit het kadastraal plan waarin de rechten, lasten en verplichtingen betreffende de ingebrachte goederen worden vermeld.

De inventaris van deze akten en documenten wordt zo spoedig mogelijk opgemaakt. Hij wordt ondertekend door de Minister bevoegd voor het Water en door de Minister van Begroting, alsmede door de voorzitter van de raad van bestuur van de « S.P.G.E. ».

§ 5. De « S.P.G.E. » geeft de Maatschappij het vruchtgebruik van de goederen bedoeld in de §§ 1 en 2 van dit artikel.

Een akkoordprotocol tussen de Maatschappij en de « S.P.G.E. » regelt de voorwaarden voor de inbreng van het vruchtgebruik van de goederen in de Maatschappij, voor de uitoefening van het recht van vruchtgebruik en voor de deelneming van de gebruikers van die goederen in het beheer ervan.

Art. 42. Het eerste beheerscontract bedoeld in artikel 10 wordt uiterlijk 31 december 2001 gesloten.

Als na afloop van die termijn geen beheerscontract in werking is getreden, kan de Regering een voorlopig beheersplan vaststellen, waarvan de inhoud overeenstemt met die van het beheerscontract.

Art. 43. Het eerste beheerscontract vervalt op 31 december 2005.

Art. 44. Uiterlijk 31 mei 2001 wordt een buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen om de statuten van de Maatschappij aan te passen aan de bepalingen van dit decreet.

De raad van bestuur wordt verkozen op de eerste algemene vergadering na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 45. Het fiscale statuut van de Maatschappij is hetzelfde als dat waarover de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en de « Société wallonne des Distributions d'Eau » vroeger beschikten.

HOOFDSTUK XII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 46. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Société wallonne des Distributions d'Eau » geschrapt.

Art. 47. Het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, gewijzigd bij de decreten van 5 november 1987 en 25 juli 1991, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 1, § 1.

Art. 48. Het decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water, gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1991 en 15 april 1999, wordt opgeheven.

Art. 49. In het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau » wordt het tweede lid van artikel 17 opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 50. Binnen drie maanden na de goedkeuring door de raad van bestuur van het in artikel 38 bedoelde statuut wordt een procedure opgestart om de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest die tewerkgesteld zijn bij het « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau », op vrijwillige basis over te plaatsen naar de Maatschappij.

De modaliteiten voor de overdracht worden besproken binnen het sectorcomité en nemen de volgende principes in acht :

1° de ambtenaren worden overgeplaatst met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden minstens de geldelijke rechten en de anciënniteit die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in hun dienst van herkomst het ambt nog zouden bekleden dat zij bij hun overplaatsing bekleden.

De overgeplaatste ambtenaren worden van rechtswege onderworpen aan de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het statuut van het personeel van de Maatschappij.

2° de kandidaten voor de overplaatsing worden opgeroepen binnen een termijn van drie maanden en het nominatieve overplaatsingsbesluit heeft uitwerking binnen de drie volgende maanden.

Art. 51. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal in dienst bij de « Société wallonne des Distributions d'Eau » op de dag van inwerkingtreding van dit decreet zijn van rechtswege voorzitter en lid van het directiecomité. Het derde lid van het directiecomité wordt door de Regering gekozen onder de ambtenaren-generaal van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

Hun rechten en verplichtingen en die van de Maatschappij worden geregeld krachtens de bepalingen van artikel 25 van dit decreet.

Ze aanvaarden hun ambt de eerste dag volgend op de installatie van de eerste raad van bestuur die overeenkomstig de bepalingen van dit decreet wordt benoemd.

Art. 52. De personeelsleden van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » die in dienst zijn op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, blijven personeelslid van de « Société wallonne des Eaux ». Ze behouden de voordelen die ze hadden op de dag van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 53. De huidige statuten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » blijven van toepassing zolang ze niet gewijzigd worden overeenkomstig artikel 4 van dit decreet, op voorwaarde dat ze niet strijdig zijn met de bepalingen van dit decreet.

HOOFDSTUK XIV. — *Inwerkingtreding*

Art. 54. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad. — 171 (2000-2001). Nrs. 1 tot 12.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 21 februari 2001. Bespreking - Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C - 2001/14036]

13 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1967 portant création des commissions consultatives de la circulation routière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1967 portant création des commissions consultatives de la circulation routière modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1987, notamment l'article 1^{er}, 1^o;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 25 octobre 1967 portant création des commissions consultatives de la circulation routière, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1987, la dénomination "Lint" est inséré entre les dénominations Kapellen et Mortsels.

Art. 2. Le Ministre ayant la sécurité routière dans ses attributions et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

[2001/14023]

Transferts

Par arrêtés royaux du 9 janvier 2001 les membres du personnel de l'ancien Office régulateur de la Navigation intérieure sont transférés d'office au 1^{er} janvier 2000 vers le Ministère des Communications et de l'Infrastructure dans le grade mentionné à côté de leur nom.

Tirlo, Jean-Claude, conseiller.

Verschueren, Herman, conseiller.

Aerts, Christiane, conseiller adjoint.

Berben, Martine, conseiller adjoint.

Blomme, Patrick, conseiller adjoint.

Theunis, Ludo, conseiller adjoint.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C - 2001/14036]

13 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1967 houdende instelling van raadgevende commissies voor het wegverkeer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1967 houdende instelling van raadgevende commissies voor het wegverkeer, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1987, inzonderheid op artikel 1.1^o;

Op de voordracht van Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer, en Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1.1^o van het koninklijk besluit van 25 oktober 1967 houdende instelling van raadgevende commissies voor het wegverkeer gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1987, wordt tussen de benamingen Kapellen en Mortsels, de benaming "Lint" ingevoegd.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort en de Minister van Binnenlandse Zaken zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

[2001/14023]

Overplaatsingen

Bij koninklijke besluiten van 9 januari 2001 worden de personeelsleden van de voormalige Dienst voor Regeling der Binnenvaart op 1 januari 2000 ambtshalve overgeplaatst naar het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur in de graad zoals naast hun naam bepaald.

Tirlo, Jean-Claude, adviseur.

Verschueren, Herman, adviseur.

Aerts, Christiane, adjunct-adviseur.

Berben, Martine, adjunct-adviseur.

Blomme, Patrick, adjunct-adviseur.

Theunis, Ludo, adjunct-adviseur.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[S - C - 2001/09241]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 17 septembre 2000, entrant en vigueur le 31 mars 2001, M. De Graeve J., greffier-chef de service au tribunal de première instance d'Anvers, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 décembre 2000, entrant en vigueur le 1^{er} avril 2001, M. Sauvage I., greffier-chef de service au conseil de guerre permanent, est admis à la retraite.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 2001/09421]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000, in werking tredend op 31 maart 2001, wordt de heer De Graeve, J., griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 december 2000, in werking tredend op 1 april 2001, wordt de heer Sauvage, I., griffier-hoofd van dienst bij de bestendige krijgsraad, in ruste gesteld.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 12 août 2000, entrant en vigueur le 31 mars 2001, M. Criquilion J., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 12 août 2000, entrant en vigueur le 31 mars 2001, M. Vandervelpen, G., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 juillet 2000, entrant en vigueur le 31 mars 2001, Mme Demuyt, M., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est admise à la retraite.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 5 mars 2001 sont nommés :

- greffier adjoint au tribunal du travail de Malines, M. Moortgat, E., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers;
- greffier adjoint principal au tribunal du travail de Turnhout, Mme Antonissen, B., rédacteur principal au greffe de ce tribunal;
- secrétaire adjoint au parquet de la cour du travail d'Anvers, Mme Govaert, M., secrétaire adjoint au parquet de l'auditeur du travail d'Anvers;
- secrétaire en chef du parquet de l'auditeur du travail de Termonde, Mme Soil, G., secrétaire à ce parquet.

Par arrêté royal du 14 décembre 2000, Mme Helsen, G., greffier au tribunal de première instance de Malines, est désignée en qualité de greffier-chef de service à ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 1^{er} avril 2001.

Par arrêté royal du 21 février 2001, Mme Sterckx, I., greffier au tribunal de première instance de Turnhout, est désignée greffier-chef de service à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} avril 2001.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[S - C - 2001/09240]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 5 mars 2001 :

— la désignation de Mme Van Strydonck, R., avocat général près la cour du travail d'Anvers, aux fonctions de premier avocat général près cette cour, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 31 décembre 2000;

— la désignation de M. Decrock, W., avocat général près la cour du travail de Bruxelles, aux fonctions de premier avocat général près cette cour, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 23 septembre 2000;

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 12 augustus 2000, in werking tredend op 31 maart 2001, wordt de heer Criquilion, J., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 12 augustus 2000, in werking tredend op 31 maart 2001, wordt de heer Vandervelpen, G., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 juli 2000, in werking tredend op 31 maart 2001, wordt Mevr. Demuyt, M., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in ruste gesteld.

Betrokkene mag haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 5 maart 2001 zijn benoemd tot :

- adjunct-griffier bij de arbeidsrechtbank te Mechelen, de heer Moortgat, E., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen;
- eerstaanwezend adjunct-griffier bij de arbeidsrechtbank te Turnhout, Mevr. Antonissen, B., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van deze rechtbank;
- adjunct-secretaris bij het parket van het arbeidshof te Antwerpen, Mevr. Govaert, M., adjunct-secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur te Antwerpen;
- hoofdsecretaris van het parket van de arbeidsauditeur te Dendermonde, Mevr. Soil, G., secretaris bij dit parket.

Bij koninklijk besluit van 14 december 2000, is Mevr. Helsen, G., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 1 april 2001.

Bij koninklijk besluit van 21 februari 2001, is Mevr. Sterckx, I., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 april 2001.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dienst bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[S - C - 2001/09240]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 5 maart 2001 :

— is de aanwijzing van Mevr. Van Strydonck, R., advocaat-generaal bij het arbeidshof te Antwerpen, tot de functie van eerste advocaat-generaal bij dit hof, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 31 december 2000;

— is de aanwijzing van de heer Decrock, W., advocaat-generaal bij het arbeidshof te Brussel, tot de functie van eerste advocaat-generaal bij dit hof, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 23 september 2000;

— la désignation de M. Bricout, P., substitut général près la cour du travail de Gand, aux fonctions de premier avocat général près cette cour, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 11 mars 2001;

— la désignation de M. Van Ceunebroecke, G., substitut général près la cour du travail de Mons, aux fonctions d'avocat général près cette cour, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 25 novembre 2000;

— la désignation de M. Wyckaert, P., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail d'Anvers, aux fonctions de premier substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} mars 2001;

— la désignation de M. Bogaert, J., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Termonde, aux fonctions de premier substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} octobre 2000;

— la désignation de M. Lipszyc, S., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Liège, aux fonctions de premier substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} mars 2001.

Par arrêtés royaux du 6 mars 2001 :

— la désignation de Mme Bourgeois, Ch., vice-président au tribunal de première instance de Namur, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans prenant cours le 1^{er} mars 2001;

— la désignation de M. Olivier, Ph., juge au tribunal de première instance de Namur, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans prenant cours le 15 mars 2001;

— M. Bernard, D., substitut de l'auditeur militaire, est désigné à titre définitif en qualité de premier substitut de l'auditeur militaire à la date du 10 avril 2001.

Par arrêté royal du 5 mars 2001 la dispense prévue par l'article 306 du Code judiciaire est accordée à Mme Delaere, A., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal du travail de Bruges.

Par arrêté royal du 6 mars 2001 la dispense prévue par l'article 306 du Code judiciaire est accordée à M. Havenith, A., juge au tribunal du travail de Liège.

[S - C - 2001/09239]

Huissiers de Justice

Par arrêté royal du 6 mars 2001, produisant ses effets le 1^{er} janvier 2001, est acceptée, à sa demande, la démission de M. Lefranc, J., de ses fonctions de huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Mons.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 mars 2001, M. De Ceuster, R., candidat-huissier de justice, est nommé huissier de justice.

Il instrumentera et sera tenu de résider dans l'arrondissement judiciaire d'Anvers.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

— is de aanwijzing van de heer Bricout, P., substituu-t-generaal bij het arbeidshof te Gent, tot de functie van eerste advocaat-generaal bij dit hof, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 11 maart 2001;

— is de aanwijzing van de heer Van Ceunebroecke, G., substituu-t-generaal bij het arbeidshof te Bergen, tot de functie van advocaat-generaal bij dit hof, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 25 november 2000;

— is de aanwijzing van de heer Wyckaert, P., substituu-t-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Antwerpen, tot de functie van eerste substituu-t-arbeidsauditeur bij deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 maart 2001;

— is de aanwijzing van de heer Bogaert, J., substituu-t-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Dendermonde, tot de functie van eerste substituu-t-arbeidsauditeur bij deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 oktober 2000;

— is de aanwijzing van de heer Lipszyc, S., substituu-t-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Luik, tot de functie van eerste substituu-t-arbeidsauditeur bij deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 maart 2001.

Bij koninklijke besluiten van 6 maart 2001 :

— is de aanwijzing van Mevr. Bourgeois, Ch., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, tot de functie van onderzoeks-rechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 1 maart 2001;

— is de aanwijzing van de heer Olivier, Ph., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, tot de functie van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 15 maart 2001;

— is de heer Bernard, D., substituu-t-krijgsauditeur, vast aangewezen tot eerste substituu-t-krijgsauditeur op datum van 10 april 2001.

Bij koninklijk besluit van 5 maart 2001 is de vrijstelling als bedoeld in artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek verleend aan Mevr. Delaere, A., substituu-t-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Brugge.

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 is de vrijstelling als bedoeld in artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek verleend aan de heer Havenith, A., rechter in de arbeidsrechtbank te Luik.

[S - C - 2001/09239]

Gerechtsdeurwaarders

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001, is aan de heer Lefranc, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Bergen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 is de heer De Ceuster, R., kandidaat-gerechtsdeurwaarder, benoemd tot gerechtsdeurwaarder.

Hij zal in het gerechtelijk arrondissement Antwerpen zijn ambt uitoefenen en er moeten verblijven.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C - 2001/22134]

20 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel
relatif à l'agrément
ou à la prolongation de l'agrément de banques de tissus

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1988 relatif aux banques de tissus et du prélèvement, de la conservation, de la préparation, de l'importation, du transport, de la distribution et de la délivrance de tissus, notamment l'article 4, § 6;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène, émis en date du 16 juin 2000, 15 décembre 2000 et 26 janvier 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les établissements mentionnés dans le § 2 ci-après sont agréés comme banque de tissus pour les tissus repris au même paragraphe, pour une période de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2001.

§ 2. Sont agréés comme banque de tissus pour :

a) Allogreffes valvulaires :

Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

b) Allogreffes de cornées :

Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

c) Allogreffes de peau de donneur :

Algemeen Centrumziekenhuis Antwerpen, Campus Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, 2060 Antwerpen.

d) Allogreffes de l'appareil locomoteur :

1. Clinique universitaire St-Luc (UCL), avenue E. Mounier 53, 1200 Bruxelles.

2. Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

e) Allogreffes de têtes fémorales (allogreffes de l'appareil locomoteur limitées aux morceaux d'os prélevés lors d'une intervention chirurgicale sur des donneurs vivants) :

1. Institut médical Edith Cavell, rue Edith Cavell 32, 1180 Bruxelles.

2. Clinique St-Pierre, avenue Reine Fabiola 9, 1340 Ottignies.

3. Eeuwfeestkliniek, Harmoniestraat 68, 2018 Antwerpen.

4. Algemeen Ziekenhuis St-Dimpna, J.B. Stessensstraat 2, 2440 Geel.

5. Clinique Saint-Luc, rue Saint-Luc 8, 5004 Bouge.

6. Algemeen Ziekenhuis St-Elisabeth, Leopoldstraat 26, 2000 Antwerpen.

7. Algemeen Ziekenhuis Zusters van Barmhartigheid, Hogerlucht 6, 9600 Ronse.

8. St-Vincentiusziekenhuis v.z.w., Campus St-Vincentius, St-Vincentiusstraat 20, 2018 Antwerpen.

f) Allogreffes tympano-ossiculaires :

1. AZ Sint-Augustinus v.z.w. - Allogrefe Weefselbank, Oosterveldlaan 24, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

2. Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

g) Allogreffes de kératinocytes :

Universitaire Ziekenhuizen KUL, Herestraat 49, 3000 Leuven.

Art. 2. § 1^{er}. Les établissements mentionnés dans le § 2 ci-après sont agréés comme banque de tissus pour les tissus repris au même paragraphe, pour une période de 18 mois prenant cours le 1^{er} juillet 2000.

§ 2. Sont agréés comme banque de tissus pour :

a) Allogreffes de l'appareil locomoteur :

Academisch Ziekenhuis VUB, Laarbeeklaan 101, 1090 Brussel.

b) Allogreffes de têtes fémorales (allogreffes de l'appareil locomoteur limitées aux morceaux d'os prélevés lors d'une intervention chirurgicale sur des donneurs vivants) :

1. Ziekenhuis Oost-Limburg, Schiepse Bos 6, 3600 Genk.

2. Virga Jesseziekenhuis, Stadsomvaart 11, 3500 Hasselt.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C - 2001/22134]

20 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit
betreffende de erkenning
of de verlenging van de erkenning van weefselbanken

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1988 betreffende de weefselbanken en het wegnemen, bewaren, bereiden, invoeren, vervoeren, distribueren en afleveren van weefsels, inzonderheid op artikel 4, § 6;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad, gegeven op 16 juni 2000, 15 december 2000 en 26 januari 2001,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De instellingen vermeld in § 2 hierna worden erkend als weefselbank voor de in dezelfde paragraaf aangeduide weefsels, voor een periode van drie jaar ingaande op 1 januari 2001.

§ 2. Worden erkend als weefselbank voor :

a) Hartkleppenallogreffes :

Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

b) Hoornvliesallogreffes :

Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

c) Donorhuidallogreffes :

Algemeen Centrumziekenhuis Antwerpen, Campus Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, 2060 Antwerpen.

d) Allogreffes van het locomotorisch stelsel :

1. Clinique universitaire St-Luc (UCL), avenue E. Mounier 53, 1200 Bruxelles.

2. Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

e) Femurkoppentallogreffes (allogreffes van het locomotorisch stelsel beperkt tot stukken bot vrijgekomen bij heelkundig ingrijpen op levende donoren) :

1. Institut médical Edith Cavell, rue Edith Cavell 32, 1180 Bruxelles.

2. Clinique St-Pierre, avenue Reine Fabiola 9, 1340 Ottignies.

3. Eeuwfeestkliniek, Harmoniestraat 68, 2018 Antwerpen.

4. Algemeen Ziekenhuis St-Dimpna, J.B. Stessensstraat 2, 2440 Geel.

5. Clinique Saint-Luc, rue Saint-Luc 8, 5004 Bouge.

6. Algemeen Ziekenhuis St-Elisabeth, Leopoldstraat 26, 2000 Antwerpen.

7. Algemeen Ziekenhuis Zusters van Barmhartigheid, Hogerlucht 6, 9600 Ronse.

8. St-Vincentiusziekenhuis v.z.w., Campus St-Vincentius, St-Vincentiusstraat 20, 2018 Antwerpen.

f) Tympano-ossiculaire allogreffes :

1. AZ Sint-Augustinus v.z.w. - Allogrefe Weefselbank, Oosterveldlaan 24, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

2. Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

g) Allogreffes van keratinocyten :

Universitaire Ziekenhuizen KUL, Herestraat 49, 3000 Leuven.

Art. 2. § 1. De instellingen vermeld in § 2 hierna worden erkend als weefselbank voor de in dezelfde paragraaf aangeduide weefsels, voor een periode van 18 maanden ingaande op 1 juli 2000.

§ 2. Worden erkend als weefselbank voor :

a) Allogreffes van het locomotorisch stelsel :

Academisch Ziekenhuis VUB, Laarbeeklaan 101, 1090 Brussel.

b) Femurkoppentallogreffes (allogreffes van het locomotorisch stelsel beperkt tot stukken bot vrijgekomen bij heelkundig ingrijpen op levende donoren) :

1. Ziekenhuis Oost-Limburg, Schiepse Bos 6, 3600 Genk.

2. Virga Jesseziekenhuis, Stadsomvaart 11, 3500 Hasselt.

Art. 3. § 1^{er}. Les établissements mentionnés dans le § 2 ci-après sont agréés comme banque de tissus pour les tissus repris au même paragraphe, pour une période d'un an prenant cours le 1^{er} janvier 2001.

§ 2. Sont agréés comme banque de tissus pour :

a) Allogreffes vasculaires :

AZ Sint-Augustinus v.z.w., Oosterveldlaan 24, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

b) Allogreffes de l'appareil locomoteur :

Université Libre de Bruxelles – Hôpital Erasme, Route de Lennik 808, 1070 Bruxelles.

c) Allogreffes de têtes fémorales (allogreffes de l'appareil locomoteur limitées aux morceaux d'os prélevés lors d'une intervention chirurgicale sur des donneurs vivants) :

Algemeen Ziekenhuis St-Elisabeth, Nederrij 133, 2200 Herentals.

Bruxelles, le 20 février 2001.

Mme M. AELVOET

[C – 2001/22119]

Ordres nationaux. — Dispositions rapportées

Par arrêté royal du 17 septembre 2000 les dispositions de l'arrêté royal du 28 janvier 2000, nommant M. Wybraeke Gerard, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Commandeur de l'Ordre de Léopold, et M. Volont, Charles, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Officier de l'Ordre de Léopold, sont en ce qui les concerne, rapportées.

Par arrêté royal du 8 décembre 2000 les dispositions de l'arrêté royal du 1 février 2000, accordant à Mme Drappier, Claudine, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, le grade de conseiller sont en ce qui la concerne, rapportées.

Ordres nationaux - Promotions et Nominations

Par arrêté royal du 17 septembre 2000

Ordre de Léopold

Est nommé au grade d'Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Wybraeke, Gerard, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Nukerke.

Par arrêté royal du 8 décembre 2000

Est nommée au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold :

Mme Drappier, Claudine, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Franière.

Elle portera la décoration civile.

Ils prendront rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1999 comme titulaires de cette distinction.

Par arrêté royal du 21 décembre 2000

Ordre de Léopold

Est nommé au grade de Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Coolsaet, Arnold, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Nazareth.

Est nommé au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. Gilkain, Marcel, chef administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Sint-Pieters-Kapelle.

Ils porteront la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

Mme Hilgers, Blanche, assistant administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Bruxelles.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Mme Willems, Madeleine, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Ans.

Art. 3. § 1. De instellingen vermeld in § 2 hierna worden erkend als weefselbank voor de in dezelfde paragraaf aangeduide weefsels, voor een periode van één jaar ingaande op 1 januari 2001.

§ 2. Worden erkend als weefselbank voor :

a) Vaatallogreffes :

AZ Sint-Augustinus v.z.w., Oosterveldlaan 24, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

b) Allogreffes van het locomotorisch stelsel

Université Libre de Bruxelles – Hôpital Erasme, Route de Lennik 808, 1070 Bruxelles.

c) Femurkoppentallogreffes (allogreffes van het locomotorisch stelsel beperkt tot stukken bot vrijgekomen bij heelkundig ingrijpen op levende donoren) :

Algemeen Ziekenhuis St-Elisabeth, Nederrij 133, 2200 Herentals.

Brussel, 20 februari 2001.

Mevr. M. AELVOET

[C – 2001/22119]

Nationale Orden. — Ingetrokken bepalingen

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000 worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 januari 2000, waarbij de heer Wybraeke, Gerard, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wordt benoemd tot Commandeur in de Leopoldsorde, en de heer Volont, Charles, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wordt benoemd tot Officier in de Leopoldsorde wat hen betreft ingetrokken.

Bij koninklijk besluit van 8 december 2000 worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 februari 2000, waarbij aan Mevr. Drappier, Claudine, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de graad van adviseur wordt toegekend wat haar betreft ingetrokken.

Nationale Orden - Bevorderingen en Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000

Leopoldsorde

Wordt benoemd tot de graad van Officier in de Leopoldsorde :

De heer Wybraeke, Gerard, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Nukerke.

Bij koninklijk besluit van 8 december 2000

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Leopoldsorde :

Mevr. Drappier, Claudine, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Franière.

Zij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Zij zullen vanaf 15 november 1999 hun rang in de Orde als houder van deze onderscheiding innemen.

Bij koninklijk besluit van 21 december 2000

Leopoldsorde

Wordt benoemd tot de graad van Officier in de Leopoldsorde :

De heer Coolsaet, Arnold, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Nazareth.

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Leopoldsorde :

De heer Gilkain, Marcel, bestuurschef bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Sint-Pieters-Kapelle.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Kroonorde :

Mevr. Hilgers, Blanche, bestuursassistent bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Brussel.

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Mevr. Willems, Madeleine, klerk bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Ans.

Ordre de Léopold II

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

Mme De Bruyn, Marie-Paule, assistant administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Meerbeke;

Mme Schellekens, Denise, assistant administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Heusden.

Par arrêté royal du 22 décembre 2000

Ordre de Léopold

Est nommé au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. De Decker, Eduard, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Denderbelle.

Il portera la décoration civile.

Ordre de Léopold II

Est nommée au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

Mme Leclercq, Michèle, chef administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Waremme.

Par arrêté royal du 10 janvier 2001

Ordre de Léopold

Est promu au grade de Commandeur de l'Ordre de Léopold :

M. Decoster, Christiaan, directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Ternat.

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. Adlerfligel, Camille, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, domicilié à Bruxelles;

Mme Dewilde, Godelieve, assistant paramédical principal au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Buggenhout;

Mme Tempels, Marleen, conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Lokeren.

Ils porteront la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Sont nommés au grade d'Officier de l'Ordre de la Couronne :

M. Cosyn, Charles, pharmacien au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Erondegem;

M. Tafforeau, Jean, chef de travaux à l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, domicilié à Wépion;

M. Verhulst, Michel, médecin au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Schilde;

M. Votion, Joseph, Marie, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, domicilié à Ixelles.

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

M. Bourgeois, Jean-Marie, Henri, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, à l'Office de la naissance et de l'enfance, domicilié à Piéton;

M. Verniers, Pieter, Joseph, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, domicilié à Herzele.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Mme Brocq, Diane, agent administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean;

Mme De Hauwere, Marie-Jeanne, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Assebroek;

M. Dhaouadi, Ali Ben Mohamed, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Charleroi;

Mme Leonard, Arlette, agent administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Gembloux;

Mme Stenuit, Marie-France, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Vedrin;

Mme Surquin, Marie, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Warchin;

Orde van Leopold II

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Orde van Leopold II :

Mevr. De Bruyn, Marie-Paule, bestuursassistent bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Meerbeke;

Mevr. Schellekens, Denise, bestuursassistent bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Heusden.

Bij koninklijk besluit van 22 december 2000

Leopoldsorde

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Leopoldsorde :

De heer De Decker, Eduard, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Denderbelle.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Orde van Leopold II

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Orde van Leopold II :

Mevr. Leclercq, Michèle, bestuurschef bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Borgworm.

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2001

Leopoldsorde

Wordt bevorderd tot de graad van Commandeur in de Leopoldsorde :

De heer Decoster, Christiaan, directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Ternat.

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Leopoldsorde :

De heer Adlerfligel, Camille, dokter in de genees-, heel- en verloskunde, wonende te Brussel;

Mevr. Dewilde, Godelieve, eerstaanwezend paramedicus bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Buggenhout;

Mevr. Tempels, Marleen, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Lokeren.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Worden benoemd tot de graad van Officier in de Kroonorde :

De heer Cosyn, Charles, apotheker bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Erondegem;

De heer Tafforeau, Jean, werkleider bij het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur, wonende te Wépion;

De heer Verhulst, Michel, geneesheer bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Schilde;

De heer Votion, Joseph, Marie, dokter in de genees-, heel- en verloskunde, wonende te Elsene.

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Kroonorde :

De heer Bourgeois, Jean-Marie, Henri, dokter in de genees-, heel- en verloskunde, bij de Instelling Kind en Gezin, wonende te Piéton;

De heer Verniers, Pieter, Joseph, dokter in de genees-, heel- en verloskunde, wonende te Herzele.

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Mevr. Brocq, Diane, beampte bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Sint-Jans-Molenbeek;

Mevr. De Hauwere, Marie-Jeanne, klerk bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Assebroek;

De heer Dhaouadi, Ali Ben Mohamed, klerk, bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Charleroi;

Mevr. Leonard, Arlette, beampte bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Gembloux;

Mevr. Stenuit, Marie-France, klerk bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Vedrin;

Mevr. Surquin, Marie, klerk bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Warchin;

M. Vanderwaeren, Hugo, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Heverlee.

Ordre de Léopold II

Est promu au grade de Commandeur de l'Ordre de Léopold II :

M. De Beer, Jacques, chef de travaux à l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, domicilié à Gand.

Est nommée au grade de Commandeur de l'Ordre de Léopold II :

Mme Falize, Françoise, pharmacien-directeur au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Ohain.

Est nommé au grade d'Officier de l'Ordre de Léopold II :

M. De Boeck, Jozef, Marinus, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, domicilié à Willebroek.

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

M. Busschot, Lucien, technicien de la recherche à l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, domicilié à Nieuwenrode;

Mme Huyghe, Margaretha, technicien de la recherche à l'Institut scientifique de la Santé publique-Louis Pasteur, domiciliée à Louvain;

Mme Rasseneur, Colette, commis au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Godinne.

La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

M. De Groote, Robert, ouvrier qualifié au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Zottegem;

M. Gautier, François, agent administratif au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Duffel.

Par arrêté royal du 15 janvier 2001

Ordre de Léopold

Est promu au grade de Commandeur de l'Ordre de Léopold :

M. Larmuseau, Hendrik, directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Grammont.

Il portera la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Sont nommés au grade d'Officier de l'Ordre de la Couronne :

M. Godechoul, Jean-Paul, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Bruxelles;

M. Leffleur, Jean-Luc, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Boninne;

M. Swalens, Christian, inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Teralfene.

Est nommé au grade de Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

M. Desmecht, Patrick, contrôleur social principal au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Hal.

Ordre de Léopold II

Sont nommés au grade de Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

Mme Hendrickx, Ria, contrôleur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domiciliée à Hofstade;

M. Nicaise, Philippe, contrôleur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, domicilié à Nalinnes.

Ils prendront rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 2000 comme titulaires de cette distinction.

De heer Vanderwaeren, Hugo, klerk bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Heverlee.

Orde van Leopold II

Wordt bevorderd tot de graad van Commandeur in de Orde van Leopold II :

De heer De Beer, Jacques, werkleider bij het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur, wonende te Gent.

Wordt benoemd tot de graad van Commandeur in de Orde van Leopold II :

Mevr. Falize, Françoise, apotheker-directeur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Ohain.

Wordt benoemd tot de graad van Officier in de Orde van Leopold II :

De heer De Boeck, Jozef, Marinus, dokter in de genees-, heel- en verloskunde, wonende te Willebroek.

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Orde van Leopold II :

De heer Busschot, Lucien, technicus der vorsing bij het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur, wonende te Nieuwenrode;

Mevr. Huyghe, Margaretha, technicus der vorsing bij het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid-Louis Pasteur, wonende te Leuven;

Mevr. Rasseneur, Colette, klerk, bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Godinne.

De Gouden Medaille in de Orde van Leopold II wordt verleend aan :

De heer De Groote, Robert, geschoold arbeider bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Zottegem;

De heer Gautier, François, beambte bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Duffel.

Bij koninklijk besluit van 15 januari 2001

Leopoldsorde

Wordt bevorderd tot de graad van Commandeur in de Leopoldsorde :

De heer Larmuseau, Hendrik, directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Geraardsbergen.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Worden benoemd tot de graad van Officier in de Kroonorde :

De heer Godechoul, Jean-Paul, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Brussel;

De heer Leffleur, Jean-Luc, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Boninne;

De heer Swalens, Christian, sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Teralfene.

Wordt benoemd tot de graad van Ridder in de Kroonorde :

De heer Desmecht, Patrick, eerstaanwendend sociaal controleur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Halle.

Orde van Leopold II

Worden benoemd tot de graad van Ridder in de Orde van Leopold II :

Mevr. Hendrickx, Ria, sociaal controleur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Hofstade;

De heer Nicaise, Philippe, sociaal controleur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wonende te Nalinnes.

Zij zullen vanaf 15 november 2000 hun rang in de Orde als houder van deze onderscheiding innemen.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 2001/03099]

Liste des entreprises d'investissement qui relèvent du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne qui ont notifié leur intention de fournir des services d'investissement en Belgique sous le régime de la libre prestation de services. — Situation au 31 décembre 2000

Arrêté de la Commission bancaire et financière relatif à la liste des entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un pays faisant partie de l'Espace économique européen et qui fournissent des services d'investissement en Belgique sous le régime de la libre prestation de services

Conformément à l'article 110 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et aux articles 4 et 34 de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, la Commission bancaire et financière établit la liste des entreprises d'investissement qui relèvent du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou d'un pays faisant partie de l'Espace économique européen et qui fournissent des services d'investissement en Belgique sous le régime de la libre prestation de services.

La liste des entreprises étrangères qui ont adressé à la Commission bancaire et financière une notification portant sur un ou plusieurs services visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995, s'établit au 31 décembre 2000 comme suit :

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIEWEEZEN

[C - 2001/03099]

Lijst van de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap die het voornemen hebben meegedeeld om in België beleggingsdiensten in vrij verkeer te verrichten. — Toestand op 31 december 2000

Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieewezen met betrekking tot de lijst van de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van een land dat behoort tot de Europese Economische Ruimte en die in België beleggingsdiensten in vrij verkeer verrichten

De Commissie voor het Bank- en Financieewezen maakt met toepassing van artikel 110 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs en van de artikelen 4 en 34 van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, jaarlijks de lijst op van de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van een land dat behoort tot de Europese Economische Ruimte en die in België beleggingsdiensten in vrij verkeer verrichten.

De lijst van de buitenlandse beleggingsondernemingen die de Commissie voor het Bank- en Financieewezen een kennisgeving hebben gedaan voor één of meer diensten als bedoeld in artikel 46 van de wet van 6 april 1995, wordt op 31 december 2000 als volgt vastgelegd :

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING FONDSMAEGLERSELSKAB AS	Danemark	Denemarken	1.a			3
A D M INVESTOR SERVICES INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
ABG SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
ABN AMRO ASIA SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
ABN AMRO CARRINGTON PEMBROKE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3 4
ABN AMRO CAUSEWAY MEZZANINE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
ABN AMRO CORPORATE FINANCE (IRELAND) LIMITED	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3
ABN AMRO CORPORATE FINANCE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
ABN AMRO EQUITIES (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
ABN AMRO FUTURES Ltd	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
ABN AMRO SECURITIES FRANCE	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
ABN AMRO STOCKBROKERS (IRELAND) LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
ACHMEA ASSET MANAGEMENT BV	Pays-Bas	Nederland				3
ADAMS & NEVILE ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3 4
ADDANO LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3
AESPEEN FUTURES BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		3
AG EDWARDS & SONS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
AIB CORPORATE FINANCE LTD	Irlande	Ierland	1.a			4
AIB GOVETT ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
AIB INVESTMENT MANAGERS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
AIB INVESTMENT MANAGERS LIMITED	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3
AIG FINANCIAL SECURITIES (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	4
AIG GLOBAL INVESTMENT CORP (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
AIG INTERNATIONAL (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
AIM GLOBAL ADVISORS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
ALBERT E SHARP	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
ALEA FINANCIAL UK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten				
ALEX BROWN & SONS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ALEXANDER RIBAROFF	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	2	3		
ALFA SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ALFRED BERG FONDKOMMISSION AB	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	3	4
ALFRED BERG KAPITALFORVALTNING AB	Suède	Zweden	1.a			3	
ALFRED BERG NORGE ASA	Norvège	Noorwegen	1.a	1.b	2		4
ALKOFX (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3	
ALLIANCE CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
ALLIANZ PIMCO ASSET MANAGEMENT GMBH	Allemagne	Duitsland	1.a	1.b		3	
ALTUM CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
AMERICAN EQUITIES OVERSEAS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
AMERICAN EXPRESS ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					
AMSTEEL SECURITIES (FAR EAST) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
AMSTEL SECURITIES NV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b			
AMT FUTURES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
ANTADVISERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ANTON V. BELOW & C°	Allemagne	Duitsland	1.a	1.b			4
ANVIL PARTNERS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ANZ SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
AON CAPITAL MARKETS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
AOT STOCKSPECIALIST B.V.	Pays-Bas	Nederland			2		
ARAGON FONDKOMMISSION AB	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	3	4
ARCANUM INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3	
ARIEL (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
ARJIL & ASSOCIATES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					
ARNHOLD AND S. BLEICHROEDER UK LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
AROS SECURITIES AB	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	3	4
ArosMaizels LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ASAHI FINANCE (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	3	4
ASIAN PACIFIC PARTNERS B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a				
ASTAIRE & PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
ATLANTIC PACIFIC CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					4
AUREL LEVEN	France	Frankrijk	1.a	1.b			4
AXA ASSET MANAGEMENT CONSEIL	France	Frankrijk	1.a			3	
AXA INVESTMENT MANAGERS GS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
AXA MULTIMANAGER LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	
B. JOHNSON INTERNATIONAL ADVISORS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
BABCOCK & BROWN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
BAIL ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
BAILLIE GIFFORD OVERSEAS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	
BANAMEX INVESTMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
BANCBOSTON CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
BANGERT PONTIER MARKETMAKERS B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3	4
BANK OF IRELAND ASSET MANAGEMENT LTD	Irlande	Ierland	1.a			3	
BANK OF SCOTLAND INDEPENDANT FINANCIAL ADVISORS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
BARCHESTER ADVISORY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
BARCLAYS GLOBAL INVESTORS ASSET RISK MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					
BARCLAYS GLOBAL INVESTORS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3	
BARCLAYS STOCKBROKERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
BARING ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BARING PRIVATE INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BARNARD JACOBS MELLETT (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
BARR ROENBERG EUROPEAN MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BARRAN & PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
BB SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	3 4
BBVA SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
BCMG	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BEACH CAPITAL MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
BEAR STEARNS INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
BEESON GREGORY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
BELGRAVE CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BENFIELD GREIG ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
BERKELEY FUTURES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
BERKSHIRE CAPITAL CORPORATION UK LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
BERRY ASSET MANAGEMENT PLC.	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
BEUSMANS & HOUBEN VERMOGENSBEHEER	Pays-Bas	Nederland			3	
BH MATHESON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BHF SECURITIES INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
BINCK BROKERS N.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	3	
BIOPHARMA ADVISERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BLACK KETTLE INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BLACK ROCK INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BLACKBIRD EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BLAKENEY MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
BLANKSTONE SINGTON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BLOOMBERG TRADEBOOK EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BLOXHAM STOCKBROKERS	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
BLUESTONE CAPITAL PARTNERS (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
BMF INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BMO NESBITT BURNS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
BNP ARBITRAGE SNC	France	Frankrijk			2	
BNP EQUITIES FRANCE	France	Frankrijk	1.a	1.b		
BOC OPTIONS & FUTURES BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		
BOER & OLIJ EFFECTENHUIS	Pays-Bas	Nederland	1.a		3	
BONE SMITH & BARD LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BOTTS & COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	4
BOZANO, SIMONSEN (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
BRACKEN PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BRAINS INC LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
BRANSTON & GOTHARD LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
BREWING DOLPHIN LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BRIDGE INTERNATIONAL BROKING (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
BRIDPORT INVESTOR SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BROADBRIDGE	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
BROKERTEC EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
BRONDGEEST VAN HEES INTERDEALER-BROKER BV	Pays-Bas	Nederland	1.a			
BROWN & LAMPE WERTPAPIERVERMITTLUNGS GES.M.B.H.	Autriche	Oostenrijk	1.a			
BROWN BROTHERS HARRIMAN INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
BROWN BROTHERS HARRIMAN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BRUNSWICK CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
BRYAN GARNIER & CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.b	2		
BRYAN GARNIER ASSET MANAGEMENT	France	Frankrijk				3
BT SECURITIES (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.b	2		
BUCHANAN CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.b			3
BULLHOUND LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
BVA ASSOCIATES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
BWD RENSBURG LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
BZW ASSET RISK MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
BZW BARCLAYS GLOBAL INVESTORS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
BZW GILTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
BZW SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	3 4
C HOARE & C°	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
C M C FUTURES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
C.W. FINANCIAL SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
CAGF LONDON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
CAL INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
CAMBRIDGE CORPORATE CONSULTANTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CAMPBELL HARRISON	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
CAMPBELL LUTYENS & C° LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
CAMPBELL O'CONNOR & COMPANY	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3
CANACCORD CAPITAL (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
CANTOR FITZGERALD CAPITAL MARKETS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CANTOR FITZGERALD EUROPE	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
CANTOR FITZGERALD INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
CAPEL-CURE SHARP	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
CAPITAL (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CAPITAL BROKING SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
CAPITAL EXCHANGE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CAPITAL GROWTH (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CAPITAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
CAPITAL STRATEGIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CAPITAL TRUST LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
CARADAS CURRENCY BROKERS LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
CARGILL INVESTOR SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
CARNEGIE ASSET MANAGEMENT FONDSMAEGLERSELSKAB AS	Danemark	Denemarken	1.a	1.b	2	3
CARNEGIE KAPITALFORVALTNUNG AB	Suède	Zweden				3
CARR SHEPPARDS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
CARRINGTON PEMBROKE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3 4
CARSWELL TIR LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
CATHAY FINANCIAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
CAWOOD SMITHIE & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
CAZENOVE & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	3 4
CAZENOVE FUND MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
CAZENOVE SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
CCF CHARTERHOUSE CORPORATE FINANCE	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			4
CCF SECURITIES	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
CDC BOURSE	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten				
CDC GESTION S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b		3	
CEDEF ASSETS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2		
CEEM - CENTRAL & EASTERN EUROPEAN MARKETS AG	Autriche	Oostenrijk	1.a			3	
CEEM INTERNET SERVICES AG	Autriche	Oostenrijk	1.a				
CHARLES ALAN SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
CHARLES SCHWAB EUROPE	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
CHARLES STANLEY & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
CHARTERHOUSE SPECIALIST ADVISORY SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CHARTERHOUSE TILNEY SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		
CHASE ASSET MANAGEMENT (LONDON) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
CHASE CAPITAL MARKETS EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CHASE MANHATTAN PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
CHECOR CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CHEVIOT CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
CHEYNE CAPITAL MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
CHINATRUST INTERNATIONAL SECURITIES CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
CHRISTOWS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					
CIBC OPPENHEIMER INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
CITICORP INTERNATIONAL SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
CITY AND CONTINENTAL SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
CITY DEAL SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	
CITY INDEX LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2		
CLARIDEN ASSET MANAGEMENT (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CLC BOURSE S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2		
CLOSE BROTHERS CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CLOSE BROTHERS EQUITY MARKETS S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2		4
CLOSE PRIVATE ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
CLUBB CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
COLLINS STEWART LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
COMPASS PARTNERS INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CONTALEXIS FINANCIAL SERVICES	Grèce	Griekenland	1.a	1.b	2	3	4
COULTAS & CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
COURCOUX BOUVET SNC	France	Frankrijk	1.a	1.b			
CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ CHEUVREUX INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ CHEUVREUX S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2		
CREDIT LYONNAIS EURO-SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
CREDIT LYONNAIS ROUSE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	
CREDIT LYONNAIS SECURITIES	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4
CREDIT LYONNAIS SECURITIES EUROPE-FRANCE	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	3	
CREDIT LYONNAIS SECURITIES EUROPE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CREDIT SUISSE (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4
CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON de ZOETE & BEVAN LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b			
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON EQUITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON GILTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		
CREDIT SUISSE INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
CREDIT SUISSE SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2		4
CREDITEX INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
CROWDWIN LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3	

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
CROSBY (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
CROSBY MTM LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CUNNINGHAM COATES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
CURRENCY INSIGHT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
CURZON CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
CURZON GLOBAL PARTNERS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
CVC CAPITAL PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
D E SHAW SECURITIES INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	4
D. CARNEGIE AB	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	
DAEWOO SECURITIES (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
DAIWA ASSET MANAGEMENT (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
DAIWA BANK (CAPITAL MANAGEMENT) PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
DAIWA SB INVESTMENTS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
DAIWA SECURITIES SB CAPITAL MARKET EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
DANSK PORTEFOLJE FONDSMAEGLERSELSKAB AS	Danemark	Denemarken			3	
DANSKE SECURITIES ASA	Norvège	Noorwegen	1.a	1.b	2	
DAVY CORPORATE FINANCE LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
DAVY INTERNATIONAL	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	
DAWNAY DAY CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	4
DAWNAY DAY LANDER LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
DBS SECURITIES UK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
DENNIS MURPHY CAMPBELL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
DEUTSCHE FUTURES LONDON LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
DILLON READ SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	4
DKB INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	4
DLJ DIRECT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
DLJ GLOBAL IMS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
DLJ INTERNATIONAL SECURITIES	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
DONALDSON LUFKIN & JENRETTE INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
DRIEL & HOPMANS VERMOGENSBEHEER B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a		3	
DUBUS S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	3
DUNCAN CLARK PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
DURLACHER LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
E*TRADE UK LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
E-CROSSNET LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
E D & F MAN INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
EAGLE STAR INTERNATIONAL SERVICES (IRELAND) LIMITED	Irlande	Ierland			3	
EAST FUND MANAGEMENTBERATUNG GMBH	Autriche	Oostenrijk	1.a		3	
EBC CORPORATE CONSULTANTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EBNER GOLDMAN ASSOCIATES WERTPAPIERVERMITTLUNGS-UND BERATUNGS GMBH	Autriche	Oostenrijk	1.a		3	
EBS TRANSACTIONS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EC HAMBRO RABEN & PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EDGE TRADING CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
EDUARD DE GRAAFF EN C° BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		
EFG ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
EGNATIA SECURITIES S.A.	Grèce	Griekenland	1.a	1.b	2	
ELDON CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
ELECTRA FLEMING QUOTED MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
ENRON EUROPE FINANCE & TRADING LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
EO PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EPICON FINANCIAL SERVICES GMBH	Autriche	Oostenrijk	1.a			
EPICON INVESTMENT AG	Autriche	Oostenrijk	1.a			
EQ PANKKIIRILIIKE OY	Finlande	Finland	1.a	1.b		4
EQUINOX CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
EQUINOX SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
ERIK PENSER FONDKOMMISSION AB (publ)	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	3 4
ERMGASSEN & C° LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
ERMGASSEN & C° LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3 4
ERMITAGE MANAGEMENT (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
ESPIRITO SANTO FINANCIAL CONSULTANTS (GESTÃO DE PATRI-MONIOS), SA	Portugal	Portugal				3
EURINVEST PARTNERS S.A.	Luxembourg	Luxemburg	1.a	1.b		3 4
EURO BROKERS FINANCIAL SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EURO BROKERS INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EUROMOBILIARE SIM S.P.A.	Italie	Italië		1.b	2	3 4
EUROMTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EUROPEAN CREDIT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
EUROPEAN DIGITAL CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
EUROPLUS RESEARCH AND MANAGEMENT (ERM) LIMITED	Irlande	Ierland				3
EVLI SECURITIES LTD	Finlande	Finland	1.a	1.b	2	4
EXANE	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
EXCO SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	
EXOTIX LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
FALCON SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
FBD INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3
FERRI	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	3 4
FERRI ADALINGUE S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
FEXCO STOCKBROKING LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
FIDELITY INVESTMENTS INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
FIDELITY PENSIONS MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
FIDUCIARY TRUST INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
FINACOR	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	3 4
FINACOR LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
FINANCIAL & GENERAL SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
FINANCIAL TRADING & CONSULTANCY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
FINCOR SOCIEDADE CORRETORA S.A.	Portugal	Portugal	1.a	1.b		
FIRST AUSTRIAN INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
FIRST CHICAGO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
FIRST EQUITY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
FIRST GLOBAL U.K. Ltd.	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
FIRST MARATON SECURITIES (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
FIRST QUADRANT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
FIRST UNION INTERNATIONAL CAPITAL MARKETS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
FISCHER FRANCIS TREES & WATTS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
FISKE & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		4
FLEMING FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.R.L.	Luxembourg	Luxemburg	1.a			3
FLEMING INTERNATIONAL FUND MARKETING LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
FLEMING INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
FLEMING INVESTMENT TRUST MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
FLEMING PRIVATE ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
FONDSFINANS ASA	Norvège	Noorwegen	1.a	1.b	2	3 4
FOR SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
FOREIGN & COLONIAL EMERGING MARKETS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
FOREIGN AND COLONIAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
FORSYTH PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
FORTIS CLEARING LONDON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT N.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3 4
FORUM CAPITAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
FOX-PITT, KELTON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
FOYER ASSET MANAGEMENT	Luxembourg	Luxemburg		1.b		4
FP ASSET MANAGERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
FRAMLINGTON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
FRANK RUSSELL COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
FRANKE & PARTNERS PENSIOENADVIES EN VERMOGENSBEHEER B.V.	Pays-Bas	Nederland			3	
FRANKLIN TEMPLETON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
FRIEDMAN, BILLINGS, RAMSEY INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
FUJI CAPITAL MARKETS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
FUJI INTERNATIONAL FINANCE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
FUJI INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
FUND-MARKET S.A.	Luxembourg	Luxemburg			3	
FUNDAMENTUM ASSET MANAGEMENT S.A.	Luxembourg	Luxemburg	1.a	1.b	3	
G K GOH SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GAIACORP IRELAND LTD	Irlande	Ierland			3	
GALICIA Y BUENOS AIRES SECURITIES (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GALL & EKE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
GANDON CAPITAL MARKETS PLC	Irlande	Ierland	1.a	1.b	3	
GANDON INTERNATIONAL MANAGEMENT SERVICES LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
GARBAN SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
GARTMORE CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
GARTMORE INVESTMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
GAZELLE CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GE CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GENERAL RE SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
GERRARD VIVIAN GRAY	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
GFI BROKERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GFI SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
GFM INTERNATIONAL INVESTORS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3 4
GH ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
GH FINANCIALS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GILBERT ELIOTT & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GIMAR FINANCE SCA	France	Frankrijk	1.a			4
GLG Partners Limited Partnership	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
GLOBAL ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
GLOBAL BROKERAGE SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
GLOBAL FUNDS ANALYSIS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
GLOBENETDIRECT.COM LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GMO WOOLLEY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
GN PARKES AND COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
GNI FUND MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
GNI LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
GNI TRADING ADVISERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
GODSELL, ASTLEY & PIERCE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GOLDMAN SACHS ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
GOLDMAN SACHS EQUITY SECURITIES (UK)	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
GOLDMAN SACHS SIM SpA	Italie	Italië	1.a			
GOODBODY CORPORATE FINANCE	Irlande	Ierland				
GOODBODY STOCKBROKERS	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
GRANVILLE BAIRD LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
GRANVILLE PRIVATE EQUITY FUNDS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
GREEN LINE INVESTOR SERVICES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GREENHILL & C° INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GREENWICH NATWEST CAPITAL MARKETS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
GREIG MIDDLETON & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
GROSVENOR INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
GROSVENOR VENTURE MANAGERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
GUILDHALL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
GUINNESS MAHON DEVELOPMENT CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
GUY BUTLER LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
GVB CAPITAL MANAGEMENT B.V.	Pays-Bas	Nederland				3
HAGSTROMMER & QVIBERG FONDKOMMISSION AB	Suède	Zweden	1.a	1.b	2	3 4
HALEWOOD INTERNATIONAL FUTURES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
HAMILTON LUNN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
HARGREAVE HALE & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
HARGREAVES LANSDOWN STOCKBROKERS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
HARRIS ALLDAY LEA & BROOKS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
HARRISON LOVERGROVE & C° LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
HASSAN FINANCIAL CORPORATION LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
HELMS BROWN & COMPANY	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
HENDERSON INVESTORS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
HENRY COOKE LUMSDEN PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
HERMES LENS ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
HERZOG HEINE GEDULD INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
HICHENS HARRISON & CO PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
HICKS MUSE TATE & FURST LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
HILL MARTIN ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
HILL OSBORNE & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
HILL SAMUEL ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
HOARE GOVETT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
HODGSON MARTIN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
HOENIG & COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
HOODLESS BRENNAN & PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
HPC ANJOU	France	Frankrijk	1.a	1.b		
HSBC ASSET MANAGEMENT EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
HSBC INVESTMENT BANKING NV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3 4
HUFKENS ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
HYDRA CAPITAL MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
HYTHE SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
HYUNDAI SECURITIES (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
I A PRITCHARD STOCKBROKERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
IBJ ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
IBJ CAPITAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
ICI INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
IFM ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3 4
IG INDEX PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
IKOS PARTNERS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
IMG HOLLAND NV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		3
IMPAX CAPITAL CORPORATION LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
INDEPENDENT CAPITAL CORPORATION LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
INDOSUEZ WI CARR SECURITIES (UK)LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
INDUSTRI KAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
ING ASSET MANAGEMENT B.V.	Pays-Bas	Nederland				3
ING BARING FUTURES & OPTIONS (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
ING BARINGS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
INNOVEST FINANZDIENSTLEISTUNGS AG	Autriche	Oostenrijk	1.a			3
INSTINET INVESTMENT SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
INSTITUUT VOOR BELEGGINGSSTRATEGIE	Pays-Bas	Nederland	1.a			3
INTERCAPITAL EQUITY DERIVATIVES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
INTERCAPITAL SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
INTERNATIONAL FUTURES CORPORATION LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
INVESCO GESTION S.A.	France	Frankrijk				3
INVEST-UP S.A.	France	Frankrijk	1.a			4
INVEST CONSULT B.V.	Pays-Bas	Nederland				3
INVESTIN SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
INVESTMENT FUNDS DIRECT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
INVESTMENT RESEARCH OF CAMBRIDGE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
INVESTMENT TECHNOLOGY GROUP EUROPE LIMITED	Irlande	Ierland	1.a			
IT ASSET MANAGEMENT	France	Frankrijk	1.a			3
IV CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
J B WERE & SON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			4
J G W AGNEW & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				4
J M FINN & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
J O HAMBRO INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
J P MORGAN FUNDING CORP	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	
J P MORGAN SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
J & E DAVY	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
J. POLLACK & Cie	France	Frankrijk	1.a	1.b		
JACQUES POLLAK ET CIE -SNC	France	Frankrijk	1.a	1.b		
JANUS INTERNATIONAL (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
JEFFERIES INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
JOHN GOVETT & COMPANY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3 4
JP CAPITAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
JP MORGAN INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
JP VERNES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
JULIUS BAER FRANCE	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	4

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
JULIUS BAER INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
JULIUS BAER INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
JWM PARTNERS (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
K & PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
KATALYST VENTURES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
KEB INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	4
KEITH BAYLEY ROGERS & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
KILLIK & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
KIM ENG SECURITIES (LONDON) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
KING & SHAXSON BOND BROKERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
KING STREET ADVISORS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
KLEINWORT BENSON DEVELOPMENT CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
KLEINWORT BENSON SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
KLESCH & COMPANY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	3 4
KNIGHT SECURITIES INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
KOKUSAI EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
KOREA INVESTMENT MANAGEMENT EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
KOTAK MAHINDRA (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
KREIS CONSULTING LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
KUPERUS EFFECTEN BV	Pays-Bas	Nederland	1.a			
LA SALLE INVESTMENT MANAGEMENT	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LACOMP PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
LAING & CRUICKSHANK INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
LAKESHORE CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
LAMBERT ENERGY ADVISORY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LATIN AMERICAN INVESTMENT PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LATIN AMERICAN RESEARCH COMPANY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LAWSON & PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
LAZARD ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
LAZARD CAPITAL MARKETS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	4
LCF ROTHSCHILD SECURITIES LTD D591	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
LEGG MASON LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LEHMAN BROTHERS EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL (EUROPE)	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
LEND LEASE FUNDS MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LG SECURITIES INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
LGT ASSET MANAGEMENT PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
LGT FINANCIAL SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
LH WARD & C° LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
LIBERTY ROUSSIN	France	Frankrijk	1.a	1.b		
LINNCO EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
LION RESOURCE MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
LIONHART INVESTMENTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
LIVINGSTONE GUARANTEE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
LOMBARD ODIER ASSET MANAGEMENT (NEDERLAND) N.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	3	
LOMBARD ODIER INTERNATIONAL PORTFOLIO MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
LOMBARD ODIER INVESTMENT MANAGEMENT SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	
LONDON & OXFORD CAPITAL MARKETS PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
LOUVRE GESTION INTERNATIONAL S.A.	Luxembourg	Luxemburg	1.a		2	3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
M D BARNARD & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
M W MARSHALL (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MADOFF SECURITIES INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
MAGENTA PATRIMOINE S.A.	France	Frankrijk	1.a		3	
MAGILL & COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
MAPEL PARTNERS (U.K.) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
MARATHON ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MARKSMEN FINANCIAL MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
MARSCH TREASURY SERVICES (DUBLIN) LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
MARSH & McLENNAN SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MARTIN BIERBAUM PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MARTIN INTERNATIONAL SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
MARUSAN EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
MASSENA FINANCE GESTION	France	Frankrijk			3	
MAST GLOBAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MATHESON INVESTMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
MATHESON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
MC-BBL SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MEESCHAERT - ROUSSELLE S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
MEESPIERSON SECURITIES (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
MELLON NEWTON ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
MERCURY ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
MERCURY ASSET MANAGEMENT PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
MERITANORDBANKEN INVESTMENT MANAGEMENT AB	Suède	Zweden			3	
MERRILL LYNCH ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MERRILL LYNCH GLOBAL ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MERRILL LYNCH INTERNATIONAL	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
MERRILL LYNCH PIERCE FENNER & SMITH (BROKERS & DEALERS) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
MERRILL LYNCH PIERCE FENNER & SMITH LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MESIROW EUROPE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
METZLER NEDERLAND BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		
MFS INTERNATIONAL (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MGB CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MICHAEL LAURIE SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MIDAS FONDSMAEGLERSELSKAB A/S	Danemark	Denemarken	1.a	1.b	2	3
MIDDLEFIELD INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MIDLAND BANK PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
MIDLAND BANK TRUST COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
MILLENNIUM GLOBAL INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MILLER FINANCIAL & PENSION SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
MITSUBISHI TRUST INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	4
MONECOR (LONDON) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
MONUMENT DERIVATIVES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
MORGAN GRENFELL INTERNATIONAL FUNDS MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
MORGAN GRENFELL INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
MORGAN STANLEY & CO INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
MORGAN STANLEY & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MORGAN STANLEY ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			3	
MORGAN STANLEY SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
MORLEY FUND MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
MOURANT & C° CAPITAL TRUSTEES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
MSSRS HOARE TRUSTEES	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
MUNICH LONDON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
MURRAY JOHNSTONE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
MUTANT TECHNOLOGY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
MUZINICH & CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
N.M. ROTHSHIELD EUROPE PARTNERSHIP	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
N.W. BROWN AND COMPANY	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	
NABARRO WELLS & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
NATEXIS CAPITAL	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	
NATEXIS CAPITAL MARCHES PRIMAIRES	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	4
NATWEST FINANCIAL PRODUCTS PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
NATWEST INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
NATWEST SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
NATWEST STOCKBROKERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
NBK INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	3	4
NCB MONEYBROKERS LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
NCB STOCKBROKERS LTD	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	3 4
NCL INVESTMENTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
NCO DEALER	Portugal	Portugal	1.a	1.b	3	
nCoTec VENTURES Ltd.	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
NET CAPITAL AB	Suède	Zweden	1.a		2	3 4
NEW FLAG ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
NEW LAZARD LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
NEWBRIDGE INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
NEWCOURT CAPITAL SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
NEWCOURT CAPITAL SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
NEWTON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
NICHOLAS APPLGATE CAPITAL MANAGEMENT (UK)	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
NICHOLSON BARBER & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	3
NIEUWE DOELEN EFFECTEN NV	Pays-Bas	Nederland	1.a		3	
NIKKO CAPITAL MANAGEMENT (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	4
NIKKO EUROPE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
NIKKO FRASER GREEN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
NIKKO PRINCIPAL INVESTMENTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
NITO (UK) ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
NLD ASSET MANAGEMENT BV	Pays-Bas	Nederland	1.a		3	
NOBLE CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
NOMURA ASSET MANAGEMENT (INTERNATIONAL) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
NOMURA ASSET MANAGEMENT UK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		3	4
NOMURA INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
NOMURA OPTION INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
NORDIC EQUITIES FONDKOMMISSION AB	Suède	Zweden	1.a	1.b		
NORINCHUKIN INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
NORSE SECURITIES ASA	Norvège	Noorwegen	1.a	1.b	2	4
NORTHERN TRUST GLOBAL INVESTMENTS (EUROPE) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
NORWICH UNION INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
OAKES FITZWILLIAMS & CO LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
OCTO FINANCES S.A.	France	Frankrijk	1.b	2		
ODB - EQUITIES	France	Frankrijk	1.a	1.b		
ODDO ET CIE ENTREPRISE D'INVESTISSEMENT	France	Frankrijk	1a	1b	2	3 4
ODEY ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
OMNIA ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
OOLDERS, HEIJNING & VOOGELAER	Pays-Bas	Nederland	1.a			
OPPENHEIMER CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
OPTIMEX VERMOGENSBEHEER N.V.	Pays-Bas	Nederland				3
OPTIONS DIRECT EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
OPTIVER BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	
OPTIVER VOF	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	
OPTRIX VOF	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	
ORBITEX INVESTMENTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
ORD MINNETT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
OREBI FUTURES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
ORKLA FINANS (Fondsmegling) ASA	Norvège	Noorwegen	1.a	1.b	2	3 4
P H POPE & SON	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
PA STRATEGY PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PAINE WEBBER INTERNATIONAL (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
PALL MALL PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
PALOMA SECURITIES LONDON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PANAGORA ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
PANMURE GORDON INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
PARESCO FUTURES	France	Frankrijk	1.a			
PARETO PARTNERS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
PARIBAS ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
PARIBAS UK LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
PARK PLACE HOLDING LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
PAUL E SCHWEDER MILLER & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
PEDER SMEDVIG CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PEEL HUNT PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
PELHAM PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PEREGRINE SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
PEREIRE-TOD LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
PERFORMANCE ADVISORS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PERMAL INVESTMENT MANAGEMENT SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
PERSHING SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
PHILIP J. MILTON & COMPANY	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
PHILIPPE PATRIMOINE S.A.	France	Frankrijk	1.a			3
PHILLIP SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
PICTET ASSET MANAGEMENT UK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
PICTET INVESTMENT COMPANY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
PILLING & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
POINTON YORK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
POLPO FINANCIAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
PREBON YAMANE (FRANCE) S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b		
PREBON YAMANE (NEDERLAND) B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a			
PREBON YAMANE (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
PRINCIPAL CAPITAL MANAGEMENT (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
PRIVATE ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	3	
PRO CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
PROBROKERAGE B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	
PROCORP ASA	Norvège	Noorwegen	1.a			4
PRUDENTIAL-BACHE INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
PUTNAM EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
QES INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
QUAESTOR INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
QUARTZ CAPITAL PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
QUILTER & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
R P & C INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
R P DUIGNAN & C* LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
R W DAY & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	
RAD LONDON LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
RAIFFEISEN INTERNATIONAL FUND ADVISORY GMBH	Autriche	Oostenrijk	1.a			
RATHBONE BROS. COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
RATHBONE LAURENCE KEEN LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
RATHBONE NEILSON COBBOLD LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
RAYMOND JAMES FINANCIAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
RECORD TREASURY MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
REDMAYNE-BENTLEY	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
REFCO GREL	France	Frankrijk	1.a	1.b		
REFCO MARCHE MONETAIRE	France	Frankrijk	1.a	1.b		
REFCO OVERSEAS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
REGENT ASSOCIATES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
REGENT PACIFIC CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
REPUBLIC NEW YORK (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
RFSC INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
RICKITT MITCHELL & PARTNERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
RMB RESOURCES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
ROBECO INSTITUTIONAL ASSET MANAGEMENT B.V.	Pays-Bas	Nederland				3
ROBERT FRASER CORPORATE FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
ROBERTSON STEPHENS INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3 4
ROUWS & CEULEN BUREAU VOOR VERMOGENSBEHEER	Pays-Bas	Nederland	1.a			3
ROYAL BANK OF CANADA INVESTMENT MANAGEMENT (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
RT GLOBAL INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
RUDOLF WOLFF & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
RWE ENERGY TRADING LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
S P ANGEL & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
SABRE FUND MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3
SABRECORP LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SABRELANCE CORPORATE ADVISORY SERVICES	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SAGITTA ASSET MANAGEMENT (DUBLIN) LTD	Irlande	Ierland				3
SAGITTA ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
SAGITTARIUS BELEGGINGEN BV	Pays-Bas	Nederland	1.a			3
SAKURA FINANCE INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
SAKURA GLOBAL CAPITAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
SALOMON BROTHERS ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten					
SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SALOMON BROTHERS UK EQUITY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4	
SALOMON BROTHERS UK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2		4	
SANFORD C. BERNSTEIN LTD.	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4	
SARASIN INTERNATIONAL SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SASSOON (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2			
SBC BRINSON LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3		
SBCM DERIVATIVE PRODUCTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4	
SBCM LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4	
SCANDINAVIAN ASSET MANAGEMENT FONDSMAEGLERSELSKAB (AF 1996) AS	Danemark	Denemarken	1.a					
SCHRODER INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3	4	
SCHRODER INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	3	4	
SCHRODER PERSONAL INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3	4	
SCHRODER SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SCOTTISH WIDOWS INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3	4	
SCUDDER STEVENS & CLARK LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3		
SCUDDER THREADNEEDLE INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3		
SDB CHEVREUX de VIRIEU S.A.	France	Frankrijk	1.a					
SECURITIES TRADING (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a					
SECURITY CAPITAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			4	
SELIGMANN HARRIS & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SG INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3		
SG SECURITIES (LONDON) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		4	
SHAREPEOPLE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2			
SHINKIN INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2		4	
SHORE CAPITAL AND CORPORATE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				4	
SHORE CAPITAL STOCKBROKERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SIETZ & PARTNER LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				4	
SIGMA SECURITIES S.A.	Grèce	Griekenland	1.a	1.b	2		4	
SILCHESTER INTERNATIONAL INVESTORS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3		
SINGER & FRIEDLANDER CAPITAL MARKETS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3		
SINGER & FRIEDLANDER INVESTMENT FUNDS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a					
SINGER & FRIEDLANDER INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4	
SINGER & FRIEDLANDER PORTFOLIO MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3		
SLATER INVESTMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3		
SLK GLOBAL MARKETS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2			
SLOANE ROBINSON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië						
SMITH & WILLIAMSON	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a					
SMITH REA ENERGY ASSOCIATES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a					
SNS INDIVIDUAL ACCOUNT MANAGEMENT B.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a			3		
SNS SECURITIES N.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3	4	
SOCIETE GENERALE ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3		

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
SOCIETE GENERALE ASSET MANAGEMENT UK LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
SOCIETE GENERALE EMERGING EUROPE ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
SOCIETE PRIVEE DE GESTION DE PATRIMOINE (SPGP)	France	Frankrijk	1.a		2	
SODITIC FINANCE COMPANY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SOROS FUNDS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
SOUTHARD GILBEY, MCNISH & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
SPEEDWELL WEATHER DERIVATIVES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SPEIRS & JEFFREY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
SSANGYONG SECURITIES EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
SSB CITI ASSET MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
STATE STREET GLOBAL ADVISORS UNITED KINGDOM LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
STOCKCUBE RESEARCH LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
STRATHDON FINANCE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SUCDEN (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
SUMITOMO FINANCE INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
SUMITOMO TRUST INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	4
SUTHERLANDS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
SWISS INVESTMENT CORPORATION LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
SWISS LIFE ASSET MANAGEMENT	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
SWISS RE CAPITAL MARKETS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
SWISSCA SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b	2	4
TAI FOOK SECURITIES (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TAIB SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TARGET CAPITAL MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				3
TD GLOBAL FINANCE	Irlande	Ierland	1.a	1.b	2	4
TEMPLETON FRANCE S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b		3
TEULINGS VAN DER HOEVEN VAN BEUNINGEN VERMOGENSBEHEER	Pays-Bas	Nederland				3
THAMES RIVER CAPITAL (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
THE BANK OF NEW YORK CAPITAL MARKETS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2	4
THE EUROPE COMPANY LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
THE ORIGINAL RESEARCH COMPANY LIMITE	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
THE SHARE CENTRE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
THEODOOR GILISSEN FIRST MARATHON LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
THESIS	Royaume-Uni	Groot-Brittannië				
THOMAS WEISEL PARTNERS INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
THORNTON INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
THORNTON LAMBERT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
THREADNEEDLE PORTFOLIO SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
TIDE BROKERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TILNEY INVESTMENT MANAGEMENT	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
TIR SECURITIES IRELAND LIMITED	Irlande	Ierland	1.a	1.b		
TL COM CAPITAL PARTNERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
TOKAI CAPITAL MARKETS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	3
TOKAI DERIVATIVE PRODUCTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
TOKYO-MITSUBISHI ASSET MANAGEMENT (UK) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten			
TOKYO-MITSUBISHI INTERNATIONAL PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
TORRIE & CO	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
TOWA INTERNATIONAL LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		4
TOWNY LAW INVESTMENT SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
TOYO SECURITIES EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
TRADERIGHT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
TRADEWEB EUROPE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TRADITION (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TRADITION FINANCIAL SERVICES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TRADITION LONDON CLEARING LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië			2	
TRAFALGAR SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			3
TRAVAL CURRENCY MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3
TREUGELD VERMOGENSPLÄNUNGS GMBH	Autriche	Oostenrijk	1.a			3
TRIAD SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
TRILOGY FINANCIAL PRODUCTS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TRINITY GROUP FINANCE Ltd	Irlande	Ierland			2	4
TRINITY GROUP LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TRIO EQUITY DERIVATIVES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3 4
TRUE RESEARCH LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TULLETT & TOKYO (OPTIONS) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
TULLETT & TOKYO LIBERTY (EQUITIES) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
TULLETT & TOKYO LIBERTY (LONDON) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		
TULLETT & TOKYO LIBERTY (SECURITIES) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
TWICE SIM SpA	Italie	Italië	1.a	1.b		4
UBS ASSET ADMINISTRATION LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
UBS ASSET MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
UBS INTERNATIONAL INVESTMENT LONDON LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3 4
UBS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
UBS WARBURG LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	
UBS WARBURG SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
UNION CAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b		3
US BANCORP PIPER JAFFRAY SECURITIES LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		
VALUE INVESTING PARTNERS (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
VAN DER MOOLEN EFFECTENSPECIALIST BV	Pays-Bas	Nederland			2	
VAN DER MOOLEN OBLIGATIES BV	Pays-Bas	Nederland			2	
VAN DER WOLK NV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	
VAN DOORN TRUST & SECURITIES BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3 4
VAN ERNST JAKOBS SECURITIES N.V.	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b	2	3 4
VAN KOLLEM & BROEKMAN EFFECTEN BV	Pays-Bas	Nederland	1.a	1.b		3 4
VAN LANSCHOT ASSET MANAGEMENT BV	Pays-Bas	Nederland				3
VANILLA TECHNOLOGY S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b		
VEER PALTHE VOUTE NV	Pays-Bas	Nederland				3
VENCAP INTERNATIONAL FUND MANAGERS LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	4
VERONIS, SHULER INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a			
VPB FINANCE SA	Luxembourg	Luxemburg				
VPM VERMÖGENSVERWALTUNGS AG	Autriche	Oostenrijk	1.a			3

Nom/Naam	Etat membre d'origine Lid-Staat van herkomst		Services d'investissement Beleggingsdiensten				
W J HOPPER & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
W&R MORROGH	Irlande	Ierland	1.a	1.b		3	
WALKER CRIPS WEDDLE BECK PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WARBURG DILLON READ (FRANCE) S.A.	France	Frankrijk	1.a	1.b	2	3	4
WARNE INVESTMENT AND FINANCIAL SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
WARNE INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b		3	4
WASSERSTEIN PERELLA & CO LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WEB-BONDS SA	France	Frankrijk	1.a	1.b	2		
WESTERN ASSET GLOBAL MANAGEMENT LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					3
WESTLB PANMURE LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
WESTONS SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WH SELFINVEST S..A.	Luxembourg	Luxemburg	1.a	1.b			
WILFRED T. FRY LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				3
WILLIAM BLAIR INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			4
WILLIAM M MERCER LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WILLIAMS CAPITAL INTERNATIONAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WILLIAMS DE BROE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
WILMINGTON CAPITAL LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
WINTERFLOOD SECURITIES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2		
WISE SPEKE LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b	2	3	4
WOOD & COMPANY (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
WOOLWICH INDEPENDENT FINANCIAL ADVISORY SERVICES LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
WORLDINVEST LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					3
WORLDINVEST MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					
WORLDWIDE SETTLEMENTS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			3
WP STEWART & C° EUROPE LTD.	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			3
YAMAICHI CAPITAL MANAGEMENT (EUROPE) LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië		1.b			3
YASUDA TRUST EUROPE PLC	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a		2		4
YORK STOCKBROKERS LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a				
ZURICH CAPITAL MARKETS (UK) LIMITED	Royaume-Uni	Groot-Brittannië	1.a	1.b			
ZURICH INVESTMENT MANAGEMENT LTD	Royaume-Uni	Groot-Brittannië					3

Bruxelles, le 23 janvier 2001.

F. T'KINT,
président f.f.

(*) Services d'investissement

1. a) la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers, y compris la mise en rapport de deux ou plusieurs investisseurs permettant ainsi la réalisation entre ces investisseurs, d'une opération portant sur un instrument financier;

1. b) l'exécution de ces ordres pour le compte de tiers;

2. la négociation pour compte propre de tout instrument financier;

3. la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers;

4. la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers et/ou le placement de ces émissions.

Brussel, 23 januari 2001.

F. T'KINT,
wnd. voorzitter.

(*) Beleggingsdiensten

1. a) het ontvangen en doorgeven, voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten, met inbegrip van het met elkaar in contact brengen van twee of meer beleggers waardoor tussen deze beleggers een transactie in een financieel instrument tot stand kan komen;

1. b) het uitvoeren van de hiervoor bedoelde orders voor rekening van derden;

2. het handelen voor eigen rekening in eender welk financieel instrument;

3. het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de beleggers gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten omvatten;

4. de overname van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten en/of het plaatsen van die uitgiften.

[C – 2001/03098]

[C – 2001/03098]

Arrêté de la Commission bancaire et financière relatif à la liste des succursales enregistrées en Belgique des entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne

En application de l'article 110 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et de l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, la Commission bancaire et financière a établi la liste des succursales enregistrées en Belgique des entreprises d'investissement relevant du droit d'un Etat membre de la Communauté européenne au 31 décembre 2000 comme suit :

Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen met betrekking tot de lijst van de in België geregistreerde bijkantoren van beleggingsondernemingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen heeft met toepassing van artikel 110 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs en van artikel 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, de lijst van de in België geregistreerde bijkantoren van beleggingsondernemingen die onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren op 31 december 2000 als volgt vastgelegd :

Services d'investissement (*)

—
Beleggingsdiensten (*)

BAKKENIST & EMMENS N.V. société relevant du droit des Pays-Bas Uitbreidingstraat 84, bus 3 - 2600 Antwerpen	1.a)	3 4	BAKKENIST & EMMENS N.V. vennootschap naar Nederlands recht Uitbreidingstraat 84, bus 3 - 2600 Antwerpen
BEER & VAN STAPELE B.V. société relevant du droit des Pays-Bas Avenue de Tervuren 13A - 1040 Bruxelles		3	BEER & VAN STAPELE B.V. vennootschap naar Nederlands recht Tervurenlaan 13A - 1040 Brussel
BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V. société relevant du droit des Pays-Bas van Eycklaan 58 - 3680 Maaseik	1.a)1.b)	3	BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V. vennootschap naar Nederlands recht van Eycklaan 58 - 3680 Maaseik
Drs. M. BOX FINANCIAL CONSULTANTS B.V. société relevant du droit des Pays-Bas Reintjesbeek 22 - 2930 Brasschaat		3	Drs. M. BOX FINANCIAL CONSULTANTS B.V. vennootschap naar Nederlands recht Reintjesbeek 22 - 2930 Brasschaat
FRANKLIN TEMPLETON FRANCE S.A. société relevant du droit français Avenue de Tervuren 93 - 1040 Bruxelles	1.a)1.b)	3	FRANKLIN TEMPLETON FRANCE S.A. vennootschap naar Frans recht Tervurenlaan 93 - 1040 Brussel
LE FOYER, OTTAVIANI & ASSOCIES S.A. société relevant du droit luxembourgeois Quai Godefroid Kurth 30 - 4020 Liège	1.a)	3	LE FOYER, OTTAVIANI & ASSOCIES S.A. vennootschap naar Luxemburgs recht Quai Godefroid Kurth 30 - 4020 Liège
MATRIX ASSET MANAGEMENT B.V. société relevant du droit des Pays-Bas Vrijdagmarkt 10 - 8000 Brugge	1.a)1.b)	3	MATRIX ASSET MANAGEMENT B.V. vennootschap naar Nederlands recht Vrijdagmarkt 10 - 8000 Brugge
PRUDENTIAL-BACHE INTERNATIONAL Ltd société relevant du droit du Royaume-Uni Chaussée de la Hulpe 130 - 1000 Bruxelles	1.a)	3	PRUDENTIAL-BACHE INTERNATIONAL Ltd vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk Terhulpesteenweg 130 - 1000 Brussel

STATE STREET GLOBAL ADVISORS UNITED 1.a)1.b)
KINGDOM Ltd.

société relevant du droit du Royaume-Uni
Chaussée de Wavre 1789 - 1160 Bruxelles

Bruxelles, le 23 janvier 2001.

F. T'KINT,
président f.f.

(*) Services d'investissement visés dans l'annexe, section A, de la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières :

1. a) la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;
1. b) l'exécution de ces ordres pour le compte de tiers;
2. la négociation pour compte propre de tout instrument financier;
3. la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers;
4. la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers et/ou le placement de ces émissions.

[C - 2001/03097]

**Arrêté de la Commission bancaire et financière
relatif à la liste des sociétés de conseil en placements
agrées en Belgique**

Conformément à l'article 123, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, la Commission bancaire et financière a établi la liste des sociétés de conseil en placements agréées en Belgique au 31 décembre 2000 comme suit :

Coge Stock Invest S.A.

Kortrijksesteenweg 400, 9000 Gent

Commodity Associates S.P.R.L.

Achterenbergstraat 32, 3070 Kortenberg

Fidelity Capital Management S.A.

Rietschoorvelden 20, 2170 Antwerpen

Opti Invest S.P.R.L.

Acacialaan 12, 2020 Antwerpen

Bruxelles, le 23 janvier 2001.

F. T'KINT,
président f.f.

STATE STREET GLOBAL ADVISORS UNITED
KINGDOM Ltd.

vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk
Waversesteenweg 1789 - 1160 Brussel

Brussel, 23 januari 2001.

F. T'KINT,
wnd. Voorzitter.

(*) Beleggingsdiensten als bedoeld in de bijlage, deel A van de richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten :

1. a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;
1. b) het uitvoeren van dergelijke orders voor rekening van derden;
2. het handelen voor eigen rekening in eender welk financieel instrument;
3. het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de beleggers gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten bevatten;
4. het overnemen van emissies van alle of bepaalde financiële instrumenten en/of het plaatsen van die emissies.

[C - 2001/03097]

**Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiereren met
betrekking tot de lijst van de vennootschappen voor beleggings-
advies met vergunning in België**

De Commissie voor het Bank- en Financieezen heeft met toepassing van artikel 123, tweede lid, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, de lijst van de vennootschappen voor beleggingsadvies met vergunning in België op 31 december 2000 als volgt vastgelegd :

Coge Stock Invest N.V.

Kortrijksesteenweg 400, 9000 Gent

Commodity Associates B.V.B.A.

Achterenbergstraat 32, 3070 Kortenberg

Fidelity Capital Management N.V.

Rietschoorvelden 20, 2170 Antwerpen

Opti Invest B.V.B.A.

Acacialaan 12, 2020 Antwerpen

Brussel, 23 januari 2001.

F. T'KINT,
wnd. voorzitter.

[C — 2001/03100]

**Arrêté de la Commission bancaire et financière
relatif à la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique**

Conformément à l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et à l'article 20, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, la Commission bancaire et financière a établi la liste des entreprises d'investissement agréées en Belgique au 31 décembre 2000 comme suit :

[C — 02001/03100]

**Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen
met betrekking tot de lijst van de beleggingsondernemingen met vergunning in België**

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen heeft met toepassing van artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs en van artikel 20, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, de lijst van de beleggingsondernemingen met vergunning in België op 31 december 2000 als volgt vastgelegd :

Dénomination	Services d'investissement (*)			Autres activités (**)	Benaming	
	Beleggingsdiensten (*)			Andere werkzaamheden (**)		
1. Entreprises d'investissement de droit belge					1. Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht	
a) Sociétés de bourse					a) Beursvennootschappen	
ARTESIA SECURITIES S.A. Boulevard du Roi Albert II 30, bte 2 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)1.c)	2	4.a)4.b)	A	ARTESIA SECURITIES N.V. Koning Albert II-laan 30, bus 2 - 1000 Brussel	
BOCKLANDT S.P.R.L. Casinostraat 6 - 9100 Sint-Niklaas	1.a)1.b)	2	4.b)		BOCKLANDT B.V.B.A. Casinostraat 6 - 9100 Sint-Niklaas	
BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & C° S.A., en abrégé : BRG Rue de la Loi 78 - 1040 Bruxelles	1.a)1.b)1.c)	2	3	4.a)4.b)	A	BONNEWIJN, RENWART, VAN GOETHEM & C° N.V., verkort : BRG Wetstraat 78 - 1040 Brussel
BUSSCHAERT & C°, Beursvennootschap S.P.R.L., en abrégé BUSSCHAERT & C° Lippenslaan 115 - 8300 Knokke-Heist	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A	BUSSCHAERT & C°, Beursvennootschap B.V.B.A., verkort BUSSCHAERT & C° Lippenslaan 115 - 8300 Knokke-Heist
CAPITAL @ WORK S.A. Chaussée de Wavre 1519 - 1160 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3	4.b)		CAPITAL @ WORK N.V. Waverseseesteenweg 1519 - 1160 Brussel
CELS SECURITIES S.A. Avenue du Panthéon 1 - 1081 Bruxelles		2			A	CELS SECURITIES N.V. Pantheonlaan 1 - 1081 Brussel
CHOPPINET S.P.R.L. Avenue Winston Churchill 18-22 - 1180 Bruxelles	1.a)1.b)	2		4.b)	A	CHOPPINET B.V.B.A. Winston Churchillaan 18-22 - 1180 Brussel
S.P.R.L. Damien COURTENS & CIE, Successeur de Léon Maucq, Société de Bourse Avenue Paul Deschanel 130, bte 2 - 1030 Bruxelles	1.a)1.b)		3	4.b)		B.V.B.A. Damien COURTENS & CIE, Successeur de Léon Maucq, Société de Bourse Paul Deschanellaan 130, bus 2 - 1030 Brussel
de BUCK & CIE S.A. Kouter 27 - 9000 Gent	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A	de BUCK & CIE N.V. Kouter 27 - 9000 Gent
Philippe et Yves DE COSTER, Société de Bourse S.P.R.L. Galerie du Centre, bloc 1, 3 ^e étage Rue des Fripiers 15-17 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2		4.b)	A	Philippe et Yves DE COSTER, Société de bourse B.V.B.A. Centrumgalerij, blok 1, 3e verd. Kleerkopersstraat 15-17 - 1000 Brussel

Dénomination	Services d'investissement (*)			Autres activités (**)	Benaming
	Beleggingsdiensten (*)				
Société de Bourse DEGROOF SECURITIES S.A., en abrégé : DEGROOF SECURITIES Rue Guimard 18 - 1040 Bruxelles	1.a)1.b)	2		A	Beursvennootschap DEGROOF SECURITIES N.V. verkort : DEGROOF SECURITIES Guimardstraat 18 - 1040 Brussel
DELANDE ET CIE S.A. Rue Montoyer 31, bte 5 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2	4.b)	A	DELANDE ET CIE N.V. Montoyerstraat 31, bus 5 - 1000 Brussel
F. DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET E. ERNOULD, Société de Bourse S.P.R.L. Rue de Bex 11 - 4000 Liège	1.a)1.b)	2	4.b)		F. DELCOUR, A.VANCRAYEBECK ET E. ERNOULD, Société de Bourse B.V.B.A. Rue de Bex 11 - 4000 Liège
DELTA LLOYD SECURITIES S.A. Kipdorp 10-12 - 2000 Antwerpen	1.a)1.b)	2	3 4.b)	A B	DELTA LLOYD SECURITIES N.V. Kipdorp 10-12 - 2000 Antwerpen
de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYS S.A. Boulevard Anspach 111, bte 3 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3 4.b)	A	de MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYS N.V. Anspachlaan 111, bus 3 - 1000 Brussel
FUND ADMINISTRATION SERVICE & TECHNOLOGY NETWORK BELGIUM S.A., en abrégé : FASTNET BELGIUM Harmony House, boulevard d'Anvers 25-27 - 1000 Bruxelles	1.a)		4.b)		FUND ADMINISTRATION SERVICE & TECHNOLOGY NETWORK BELGIUM N.V., verkort : FASTNET BELGIUM Harmony House, Antwerpsesteenweg 25-27 - 1000 Brussel
GOLDWASSER EXCHANGE & C° S.P.R.L. Hoveniersstraat 2, bus 221 - 2018 Antwerpen	1.a)1.b)		3 4.b)		GOLDWASSER EXCHANGE & C° B.V.B.A. Hoveniersstraat 2, bus 221 - 2018 Antwerpen
HAVAUX S.A., Société de bourse, en abrégé : HVX Boulevard du Régent 47-48 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3 4.b)	A	HAVAUX N.V., Beursvennootschap, verkort : HVX Regentlaan 47-48 - 1000 Brussel
INVESCO Benelux S.A. Avenue Louise 326, bte 31 - 1050 Bruxelles	1.a)		3 4.b)		INVESCO Benelux N.V. Louizalaan 326, bus 31 - 1050 Brussel
KBC Financial Products Brussels S.A. Avenue du Port 12 - 1080 Bruxelles		2		A	KBC Financial Products Brussels N.V. Havenlaan 12 - 1080 Brussel
KBC SECURITIES S.A. Vondelstraat 15 - 2060 Antwerpen	1.a)1.b)	2	3 4.a)4.b)	A B	KBC SECURITIES N.V. Vondelstraat 15 - 2060 Antwerpen
LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP S.C.S. Sint-Jorisstraat 6 - 8500 Kortrijk	1.a)1.b)	2	4.b)		LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP G.C.V. Sint-Jorisstraat 6 - 8500 Kortrijk
J. LELEUX & CIE S.A., en abrégé : JLC Rue de la Station 99 - 7060 Soignies	1.a)1.b)1.c)	2	3 4.a)4.b)	A	J. LELEUX & CIE N.V., verkort : JLC Rue de la Station 99 - 7060 Soignies
MEGA INVEST MANAGEMENT S.A. Rue des Moineaux 8 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)		3 4.b)		MEGA INVEST MANAGEMENT N.V. Mussenstraat 8 - 1000 Brussel
MELICE ET CIE, S.A. - N.V. Rue Marché aux Herbes 105, bte 10 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3 4.b)		MELICE ET CIE, S.A. - N.V. Grasmarkt 105, bus 10 - 1000 Brussel
PDM-SECURITIES S.A. Boomssteenweg 75 - 2630 Aartselaar	1.a)1.b)		4.b)		PDM-SECURITIES N.V. Boomssteenweg 75 - 2630 Aartselaar

Dénomination	Services d'investissement (*)			Autres activités (**)	Benaming
	Beleggingsdiensten (*)				
PETERCAM S.A. Place Sainte-Gudule 19 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)1.c)	2	3	4.a)4.b)	A PETERCAM N.V. Sinter Goedeleplein 19 - 1000 Brussel
PIRE & CIE S.A. Rue du Collège 24 - 6000 Charleroi	1.a)1.b)1.c)		3	4.b)	PIRE & CIE N.V. Rue du Collège 24 - 6000 Charleroi
J. QUATANNENS EN C° S.A. Wortegemsesteenweg 15 - 8570 Anzegem	1.a)1.b)	2		4.b)	A J. QUATANNENS EN C° N.V. Wortegemsesteenweg 15 - 8570 Anzegem
RAMPELBERGS & CIE S.A. Avenue Baron Albert d'Huart 7 - 1150 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A RAMPELBERGS & CIE N.V. Baron Albert d'Huartlaan 7 - 1150 Brussel
REYERS, BEAUVOIS, de VILLENFAGNE S.A., en abrégé : REYERS, BEAUVOIS Rue d'Arlon 39/41, bte 10 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)1.c)	2	3	4.a)4.b)	A REYERS, BEAUVOIS, de VILLENFAGNE N.V., verkort : REYERS, BEAUVOIS Aarlenstraat 39/41, bus 10 - 1000 Brussel
RIGA ET CIE S.A. Rue de Nivelles 14 - 1300 Wavre	1.a)1.b)1.c)	2	3	4.b)	A RIGA ET CIE N.V. Rue de Nivelles 14 - 1300 Wavre
RONFLETTE ET CIE S.P.R.L. Boulevard Devreux 3, 1 ^{er} étage - 6000 Charleroi	1.a)1.b)	2		4.b)	RONFLETTE ET CIE B.V.B.A. Boulevard Devreux 3, 1 ^{er} étage - 6000 Charleroi
R. & F. ROPSY & CIE, en abrégé : ROPSY & Cie, S.A. Avenue Winston Churchill 137, bte 26 - 1180 Bruxelles	1.a)1.b)	2		4.b)	A R. & F. ROPSY & CIE, verkort : ROPSY & Cie, N.V. Winston Churchillaan 137, bus 26 - 1180 Brussel
Leo STEVENS & CIE S.P.R.L. Vestingstraat 70 - 2018 Antwerpen	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A Leo STEVENS & CIE B.V.B.A Vestingstraat 70 - 2018 Antwerpen
TOP TRADE S.A. Avenue Delleur 8 - 1170 Bruxelles	1.a)1.b)	2		4.b)	TOP TRADE N.V. Delleurlaan 8 - 1170 Brussel
TRUSTINVEST S.A. Jordaenskaai 5 - 2000 Antwerpen	1.a)				TRUSTINVEST N.V. Jordaenskaai 5 - 2000 Antwerpen
VAN BAUWEL EN C° S.C.S. Bisschopstraat 70 - 2060 Antwerpen	1.a)1.b)	2		4.b)	A VAN BAUWEL EN C° G.C.V. Bisschopstraat 70 - 2060 Antwerpen
VAN GLABBEEK & C° Beursvennootschap S.P.R.L. Kipdorp 43 - 2000 Antwerpen	1.a)1.b)	2		4.b)	A VAN GLABBEEK & C° Beursvennootschap B.V.B.A Kipdorp 43 - 2000 Antwerpen
VAN GOOLEN & C° S.P.R.L. Guldenberg 8 - 2000 Antwerpen	1.a)1.b)	2		4.b)	VAN GOOLEN & C° B.V.B.A. Guldenberg 8 - 2000 Antwerpen
VAN HERREWEGHE S.P.R.L. Avenue de Tervuren 50 - 1040 Bruxelles	1.a)1.b)			4.b)	VAN HERREWEGHE B.V.B.A. Tervurenlaan 50 - 1040 Brussel
VAN MOER, SANTERRE ET C° S.A. Boulevard du Souverain - 1170 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3	4.a)4.b)	A VAN MOER, SANTERRE ET C° N.V. Vorstlaan 100 - 1170 Brussel

Dénomination	Services d'investissement (*)				Autres activités (**)	Benaming
	Beleggingsdiensten (*)				Andere werkzaamheden (**)	
VERMEULEN-RAEMDONCK S.A. Rue du Commerce 10 - 1000 Bruxelles	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A	VERMEULEN-RAEMDONCK N.V. Handelsstraat 10 - 1000 Brussel
VMS-Keytrade.com S.A. Boulevard du Souverain 100 - 1170 Bruxelles	1.a)1.b)			4.b)		VMS-Keytrade.com N.V. Vorstlaan 100 - 1170 Brussel
WEGHSTEEN & DRIEGE S.A. Oude Burg 6 - 8000 Brugge	1.a)1.b)	2	3	4.b)	A	WEGHSTEEN & DRIEGE N.V. Oude Burg 6 - 8000 Brugge
YOKOHAMA FINANCE (EUROPE) S.A. Avenue Louise 287 - 1050 Bruxelles	1.a)1.b)1.c)	2		4.a)4.b)	A	YOKOHAMA FINANCE (EUROPE) N.V. Louizalaan 287 - 1050 Brussel
<i>b) Sociétés de gestion de fortune</i>						<i>b) Vennootschappen voor vermogensbeheer</i>
A.I.M. TRADING S.A. Brughoevestraat 4 - 2820 Rijmenam	1.a)		3			A.I.M. TRADING N.V. Brughoevestraat 4 - 2820 Rijmenam
ALENA S.A. Boulevard du Souverain 100 - 1170 Bruxelles			3			ALENA N.V. Vorstlaan 100 - 1170 Brussel
ASSETS & EQUITIES S.A. Avenue Emile Duray 12 - 1050 Bruxelles			3			ASSETS & EQUITIES N.V. Emile Duraylaan 12 - 1050 Brussel
AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS S.A., en abrégé : AXA IM BRUSSELS Boulevard du Souverain 36 - 1170 Bruxelles			3			AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS N.V., verkort : AXA IM BRUSSELS Vorstlaan 36 - 1170 Brussel
B.B.L. CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION S.A. Avenue Marnix 24 - 1000 Bruxelles			3			B.B.L. CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION N.V. Marnixlaan 24 - 1000 Brussel
BEARBULL (Belgium) S.A. Chaussée de Waterloo 880 - 1000 Bruxelles			3			BEARBULL (Belgium) N.V. Waterloosesteenweg 880 - 1000 Brussel
BESTINVEST S.A. Burg. Bertenplein 23 - 8970 Poperinge	1.a)		3			BESTINVEST N.V. Burg. Bertenplein 23 - 8970 Poperinge
BUTTONWOOD S.A. Doorniksewijk 15 - 8500 Kortrijk	1.a)		3			BUTTONWOOD N.V. Doorniksewijk 15 - 8500 Kortrijk
CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT S.A. Rue du Pinson 36 - 1170 Bruxelles	1.a)		3			CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT N.V. Vinkstraat 36 - 1170 Brussel
COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE S.A. Avenue Lloyd George 6, bte 7 - 1000 Bruxelles	1.a)		3			COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE N.V. Lloyd Georgelaan 6, bus 7 - 1000 Brussel
CORDIUS ASSET MANAGEMENT S.A. Avenue Livingstone 6 - 1000 Bruxelles	1.a)		3			CORDIUS ASSET MANAGEMENT N.V. Livingstonelaan 6 - 1000 Brussel

Dénomination	Services d'investissement (*) — Beleggingsdiensten (*)	Autres activités (**) — Andere werkzaamheden (**)	Benaming
DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM S.A. Boulevard Pachéco 44 - 1000 Bruxelles	1.a)	3	DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM N.V. Pachecolaan 44 - 1000 Brussel
EUROPEAN INVESTMENT CORPORATION S.A., en abrégé : E.I.C. Rue du Collège 24 - 6000 Charleroi	1.a)	3	EUROPEAN INVESTMENT CORPORATION N.V., verkort : E.I.C. Rue du Collège 24 - 6000 Charleroi
FIDES ASSET MANAGEMENT S.A. Rue Montoyer 63 - 1000 Bruxelles	1.a)	3	FIDES ASSET MANAGEMENT N.V. Montoyerstraat 63 - 1000 Brussel
FINA INVESTMENT S.A. Rue de l'Industrie 52 - 1040 Bruxelles		3	FINA INVESTMENT N.V. Nijverheidstraat 52 - 1040 Brussel
FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT S.A., en abrégé : FIM Boulevard du Roi Albert II 1 - 1210 Bruxelles	1.a)	3	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT N.V., verkort : FIM Koning Albert II laan 1 - 1210 Brussel
FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT BELGIUM S.A., en abrégé : FIM BELGIUM Boulevard du Roi Albert II 1 - 1210 Bruxelles	1.a)	3	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT BELGIUM N.V., verkort : FIM BELGIUM Koning Albert II-laan 1 - 1210 Brussel
FORTUNAE PATER FAMILIAS S.A. Lijsterbessendreef 1 - 8020 Oostkamp	1.a)	3	FORTUNAE PATER FAMILIAS N.V. Lijsterbessendreef 1 - 8020 Oostkamp
HORATIUS VERMOGENSBEHEER S.A. Brugsesteenweg 253 - 8500 Kortrijk		3	HORATIUS VERMOGENSBEHEER N.V. Brugsesteenweg 253 - 8500 Kortrijk
INTERNATIONAL CAPITAL INVESTMENT S.A., en abrégé : I.C.I. Avenue du Mont Marcure 35 - 1420 Braine-l'Alleud		3	INTERNATIONAL CAPITAL INVESTMENT N.V., verkort : I.C.I. Avenue du Mont Marcure 35 - 1420 Braine-l'Alleud
KBC ASSET MANAGEMENT S.A. Avenue du Port 2 - 1080 Bruxelles	1 a)	3	KBC ASSET MANAGEMENT N.V. Havenlaan 2 - 1080 Brussel
LEND LEASE HOULIHAN ROVERS S.A. Chaussée de la Hulpe 166 - 1170 Bruxelles		3	LEND LEASE HOULIHAN ROVERS N.V. Terhulpensesteenweg 166 - 1170 Brussel
NLM INVESTMENT SERVICES S.A. Avenue du Congo, 16 bte 24 - 1000 Bruxelles	1.a)	3	NLM INVESTMENT SERVICES N.V. Congolaan 16, bus 24 - 1000 Brussel
OPTIMUM ASSET MANAGEMENT S.A. Jan Van Rijswijcklaan 143 - 2018 Antwerpen		3	OPTIMUM ASSET MANAGEMENT N.V. Jan Van Rijswijcklaan 143 - 2018 Antwerpen
PRIVATE AND INDEPENDENT INVESTMENT S.A., en abrégé : PRIV-GEST Rue du Vieux Marché aux Grains 17 - 1000 Bruxelles	1.a)	3	PRIVATE AND INDEPENDENT INVESTMENT N.V., verkort : PRIV-GEST Oude Graanmarkt 17 - 1000 Brussel
QUAESTOR S.A. Arme Klarenstraat 71 - 8800 Roeselare	1.a)	3	QUAESTOR N.V. Arme Klarenstraat 71 - 8800 Roeselare

Dénomination	Services d'investissement (*) — Beleggingsdiensten (*)	Autres activités (**) — Andere werkzaamheden (**)	Benaming
SCALDIS Vermogensbeheer S.A. Orteliuskaai 2, bus 2 - 2000 Antwerpen	1.a) 3		SCALDIS Vermogensbeheer N.V. Orteliuskaai 2, bus 2 - 2000 Antwerpen
SERCAM S.A. Rue du Printemps 24, bte 1, 1050 Bruxelles	1.a) 3		SERCAM N.V. Lentestraat 24, bus 1, 1050 Brussel
SOCIETE INTERNATIONALE DE GESTION DE PORTEFEUILLES S.A., en abrégé : S.I.G.P. Rue du Géant 6, bte 21 - 1400 Nivelles	3		SOCIETE INTERNATIONALE DE GESTION DE PORTEFEUILLES N.V., verkort : S.I.G.P. Rue du Géant 6, bte 21 - 1400 Nivelles
STROEVE & DEGROOF VERMOGENSBEHEER S.A. Van Putlei 33 - 2018 Antwerpen	1.a) 3		STROEVE & DEGROOF VERMOGENSBEHEER N.V. Van Putlei 33 - 2018 Antwerpen
VANGUARD MARKETING INTERNATIONAL S.A. Waterloo Office Park - Drève Richelle 161 - Building P - 1410 Waterloo	1.a) 3		VANGUARD MARKETING INTERNATIONAL N.V. Waterloo Office Park - Drève Richelle 161 - Building P - 1410 Waterloo
c) Sociétés de courtage en instruments financiers			c) Vennootschappen voor makelarij in financiële instrumenten
BENELUX MONEY BROKING COMPANY S.A. Avenue Emile Max 163 - 1030 Bruxelles	1.c)		BENELUX MONEY BROKING COMPANY N.V. Emile Maxlaan 163 - 1030 Brussel
DEWAAY BROKING S.A. Boulevard Anspach 1, bte 33 - 1000 Bruxelles	1.c)		DEWAAY BROKING N.V. Anspachlaan 1, bus 33 - 1000 Brussel
FINACOR & ASSOCIES S.A. Rue des Colonies 52, bte 7 - 1000 Bruxelles	1.c)		FINACOR & ASSOCIES N.V. Koloniënstraat 52, bus 7 - 1000 Brussel
M.T.S. Belgium S.A. Rue du Commerce 96 - 1040 Bruxelles	1.c)		M.T.S. Belgium N.V. Handelstraat 96 - 1040 Brussel
d) Sociétés de placement d'ordres en instruments financiers			d) Vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten
ACTIFINA S.A. Hans Memlingdreef 35 - 3920 Lommel	1.a) 4.b)		ACTIFINA N.V. Hans Memlingdreef 35 - 3920 Lommel
MERIT CAPITAL S.A. Amerikalei 35 - 2000 Antwerpen	1.a) 4.b)		MERIT CAPITAL N.V. Amerikalei 35 - 2000 Antwerpen

Dénomination	Services d'investissement (*) — Beleggingsdiensten (*)	Autres activités (**) — Andere werkzaamheden (**)	Benaming
VEIRMAN & C° VPO S.A. Velodromstraat 275 - 1770 Liedekerke	1.a)	4.b)	VEIRMAN & C° VPO N.V. Velodromstraat 275 - 1770 Liedekerke
2. Succursales en Belgique des entreprises d'investissement relevant du droit d'Etats qui ne sont pas membres de la Communauté européenne Néant		2. Bijkantoren in België van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap Nihil	
3. Succursales en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, sans agrément en vertu de la Directive 93/22/CEE du Conseil Sociétés de courtage en instruments financiers		3. Bijkantoren in België van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, zonder vergunning krachtens de Richtlijn 93/22/EEG van de Raad Vennootschappen voor makelarij in financiële instrumenten	
Carl KLIEM S.A. Société de droit luxembourgeois Rue Molière 114 - 1190 Bruxelles Bruxelles, le 23 janvier 2001.	1.c)		Carl KLIEM S.A. Vennootschap naar Luxemburgs recht Moliërestraat 114 - 1190 Brussel Brussel, 23 januari 2001.
	F. T'KINT, président f.f.		F. T'KINT, wnd. Voorzitter.
(*) SERVICES D'INVESTISSEMENT FOURNIS A DES TIERS, VISES A L'ARTICLE 46, 1°, DE LA LOI DU 6 AVRIL 1995 :		(*) BELEGGINGSDIENSTEN VERRICHT VOOR DERDEN, ALS BEDOELD IN ARTIKEL 46, 1°, VAN DE WET VAN 6 APRIL 1995 :	
1.a) la réception et la transmission, pour compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;		1.a) het ontvangen en doorgeven voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;	
1.b) l'exécution de ces ordres pour compte de tiers;		1.b) het uitvoeren van dergelijke orders voor rekening van derden;	
1.c) la mise en rapport de deux ou plusieurs investisseurs permettant ainsi la réalisation, entre ces investisseurs, d'une opération portant sur un instrument financier;		1.c) het met elkaar in contact brengen van twee of meer beleggers waardoor tussen deze beleggers een transactie in een financieel instrument tot stand kan komen;	
2. la négociation pour compte propre de tout instrument financier;		2. het handelen voor eigen rekening in eender welk financieel instrument;	
3. la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers;		3. het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de beleggers gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten bevatten.	
4.a) la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers;		4.a) de overname van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten;	
4.b) le placement d'émissions de tout ou partie des instruments financiers.		4.b) de plaatsing van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten.	
(**) AUTRES ACTIVITES VISEES A L'ARTICLE 58, § 1 ^{er} , ALINEAS 2 ET 3, DE LA LOI DU 6 AVRIL 1995 :		(**) ANDERE WERKZAAMHEDEN ALS BEDOELD IN ARTIKEL 58, § 1, TWEEDE EN DERDE LID, VAN DE WET VAN 6 APRIL 1995 :	
A. l'exécution d'opérations sur instruments financiers pour son propre compte au sens de l'article 58, § 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi et/ou la prise ferme des émissions d'instruments financiers ou la garantie de placement de ces émissions;		A. het verrichten van transacties met financiële instrumenten voor eigen rekening, als bedoeld in artikel 58, § 1, tweede lid, van de wet en/of het overnemen van uitgiften van financiële instrumenten of het borg staan voor de plaatsing hiervan;	
B. l'intervention en qualité de dépositaire pour des entreprises d'assurances et/ou des organismes de placement collectif.		B. het optreden als bewaarder voor verzekeringsondernemingen en/of voor instellingen voor collectieve belegging.	

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE
 [2001/08108]

Sélection d'Attachés en Ressources humaines (m/f) (rang 10)
d'expression néerlandaise, pour les Ministères fédéraux

Une réserve de 12 lauréats maximum, valable un an, sera établie.

Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme(s) requis :

Les candidats doivent au moins être porteurs d'un diplôme de base de 2^e cycle (licencié) de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de niveau académique ou être titulaires d'un grade de niveau 1.

Les candidats doivent avoir une expérience effective de maximum cinq ans dans au moins deux domaines de la gestion des ressources humaines. Cette expérience doit être attestée par les certificats nécessaires (une description détaillée de la fonction exercée, complétée par une copie du contrat avec mention de la date du début et de fin).

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel : 1 241 878 FB à maximum 1 846 502 FB, avec augmentation substantielle du traitement, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 7 avril 2001.

Vous le faites par fax (02-214 45 60), par e-mail martine.decuyper@selor.be ou par lettre (SELOR, « Sélections de l'Etat fédéral », Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles, tél. 02-214 44 11).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme. N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANG01018) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID
 [2001/08108]

Selectie van Nederlandstalige attachés in Human Resources (m/v)
(rang 10) voor de Federale Overheidsdiensten

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 12 geslaagden aangelegd, die 1 jaar geldig blijft.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximumaantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist(e) diploma('s) :

Diploma van universitair onderwijs of van hoger onderwijs van het academisch niveau of titularis zijn van een graad van niveau 1.

De sollicitanten moeten over minstens vijf jaar ervaring beschikken in minimum twee domeinen van het human resources management. Deze ervaring dient aangetoond te worden met de nodige attesten (nl. een gedetailleerde functiebeschrijving van de uitgeoefende functie, vergezeld van een kopie van het contract met vermelding van begin- en einddatum).

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks brutosalairis : 1 241 878 BEF tot maximum 1 846 502 BEF, met een aanzienlijk weddensupplement en reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 7 april 2001.

U reageert per fax (02-214 45 60), e-mail martine.decuyper@selor.be of brief (SELOR, Dienst « Selecties Federale Overheid », Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel, tel. 02-214 44 11).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma. Vergeet niet het referentnummer (ANG01018) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[S - C - 2001/09237]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— juge consulaire au tribunal de commerce de Neuchâteau : 1 (à partir du 6 novembre 2001).

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 12 décembre 2000.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 2001/09237]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Neufchâteau : 1 (vanaf 6 november 2001).

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2000.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

[S - C - 2001/09238]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- secrétaire au parquet de l'auditeur du travail de Termonde : 1;
- secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers : 1;
- secrétaire adjoint au parquet de l'auditeur du travail d'Anvers : 1;
- employé au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers : 1;
- ouvrier au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1 (*).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

(*) Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de manoeuvre conservent leurs titres à la nomination au grade d'ouvrier (article 24 de l'arrêté royal du 19 mars 1996).

[C - 2001/09236]

Conseil supérieur de la Justice**Examen en vue du recrutement et de la constitution d'une réserve de recrutement de conseillers généraux (juristes) (m/f)**

Le Conseil supérieur de la Justice organisera prochainement un concours en vue du recrutement et de la constitution d'une réserve de recrutement de conseillers généraux (juristes) (m/f). Actuellement, il y a un emploi vacant dans le cadre linguistique néerlandais et un dans le cadre linguistique français.

I. Conditions d'admissibilité

Les candidats doivent :

- 1) être citoyen de l'Union européenne;
- 2) être de conduite irréprochable;
- 3) jouir des droits civils et politiques;
- 4) pour les candidats masculins, satisfaire aux lois sur la milice;
- 5) être porteur du diplôme de licencié ou de docteur en droit (au 17 mars 2001). Sont également admis les diplômes et certificats obtenus à l'étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents aux diplômes précités, de même que les diplômes reconnus selon la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 prenant en considération les dispositions des directives européennes relatives au système général de reconnaissance des diplômes;
- 6) être déjà titulaire du grade de conseiller général (ou équivalent) ou remplir les conditions pour être promu à ce grade (au 17 mars 2001);
- 7) posséder les aptitudes physiques requises.

Cette sélection est réservée aux candidats qui satisfont aux conditions de diplômes et de participation précisées. Les autres personnes ne peuvent pas s'inscrire.

[S - C - 2001/09238]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur te Dendermonde : 1;
- adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
- adjunct-secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur te Antwerpen : 1;
- beambte bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
- arbeider bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1 (*).

De candidatures voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

(*) De geslaagden voor een wervingsexamen voor de graad van hulparbeider behouden hun aanspraken op benoeming in de graad van arbeider (artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 maart 1996).

[C - 2001/09236]

Hoge Raad voor de Justitie**Examen met het oog op de aanwerving en de samenstelling van een wervingsreserve van adviseurs-generaal (juristen) (m/v)**

De Hoge Raad voor de Justitie zal eerlang een vergelijkend examen organiseren met het oog op de aanwerving en de samenstelling van een wervingsreserve van adviseurs-generaal (juristen) (m/v). Momenteel is er één betrekking in het Nederlandse en één betrekking in het Franse taalkader vacant.

I. Toelatingsvereisten

De kandidaten moeten :

- 1) burger van de Europese Unie zijn;
- 2) van onberispelijk gedrag zijn;
- 3) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4) voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de wetten op de militie;
- 5) houder zijn van een diploma van licentiaat of doctor in de rechten (op 17 maart 2001). Worden eveneens toegelaten, de in het buitenland behaalde diploma's en getuigschriften, die krachtens internationale overeenkomsten of krachtens wet of decreet gelijkwaardig worden verklaard met één van de voornoemde diploma's, alsmede de diploma's erkend overeenkomstig de bij de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 vastgelegde procedure, waarbij de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen stelsel van erkenning van diploma's in aanmerking worden genomen;
- 6) reeds bekleed zijn met de graad van adviseur-generaal (of gelijkwaardig) of voldoen aan de voorwaarden om tot die graad te worden benoemd (op 17 maart 2001);
- 7) de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten.

Deze selectieprocedure is voorbehouden aan kandidaten die aan de gestelde diplomaveren en deelnemingsvoorwaarden voldoen. Andere personen mogen zich niet inschrijven.

II. Description de la fonction

Le CSJ est un organe fédéral ayant pour mission principale d'améliorer le fonctionnement de l'ordre judiciaire. Le CSJ est notamment chargé de présenter des candidats à la fonction de magistrat dans le cadre des nominations et désignations, d'organiser les examens donnant accès à la magistrature et au stage judiciaire, de recevoir les plaintes sur le fonctionnement de l'ordre judiciaire et d'en assurer le suivi ainsi que d'exercer un contrôle externe sur le fonctionnement de l'appareil judiciaire et enfin de rendre des avis sur les propositions et projets de loi ayant une incidence sur ledit fonctionnement.

Le conseiller général du CSJ :

— est le chef du personnel du CSJ et est placé directement sous l'autorité du bureau;

— assure, sous l'autorité du bureau, la direction des services qui lui sont confiés;

— est responsable de l'ordre et de la discipline et du respect des lois, arrêtés et instructions;

— assiste le bureau dans toutes les tâches dont celui-ci est chargé.

Les compétences suivantes seront plus particulièrement prises en compte :

a) savoir diriger;

b) faire preuve d'un sens aigu de l'organisation;

c) avoir de l'expérience dans la direction d'un service;

d) avoir le sens des responsabilités et de la déontologie;

e) avoir une ouverture d'esprit donnant la priorité à l'intérêt général;

f) être dynamique et faire preuve de fermeté;

g) avoir le sens du dialogue et de la concertation;

h) savoir travailler en équipe;

i) bonne facilité de contact;

j) faire preuve d'esprit critique et de rigueur administrative;

k) être apte à :

— déléguer des missions;

— motiver les collaborateurs (m/f);

l) avoir une présentation appropriée et une grande résistance physique et psychologique;

m) avoir une connaissance du droit public en général;

n) avoir une bonne connaissance des techniques modernes de gestion.

III. Programme de sélection

1) Test de personnalité en vue d'évaluer votre capacité à gérer et à diriger.

2) Epreuve orale.

IV. Traitement – carrière

Le traitement annuel brut en début de carrière est de minimum 1 547 099 BEF et maximum 2 134 818 BEF à l'index actuel de 124,34 (échelle 15A), allocations réglementaires non comprises.

V. Inscription

Inscription possible jusqu'au 30 mars 2001.

L'inscription à la procédure de sélection est gratuite et ne peut s'effectuer que par lettre adressée au SELOR, Section Tiers, Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, à 1000 Bruxelles.

Site Internet du Selor : <http://www.selor.be>

Les candidats doivent mentionner leur nom, prénom, date de naissance, adresse complète, numéro du registre national, numéro de référence et dénomination de l'examen (EFG01801).

L'inscription doit être accompagnée d'un *curriculum vitae* et d'une copie du diplôme.

II. Functiebeschrijving

De HRJ is een federaal orgaan dat als voornaamste taak heeft de werking van de rechterlijke orde te verbeteren. De HRJ heeft onder meer als taken kandidaten voor te dragen in het kader van de benoeming en de aanwijzing van magistraten, de examens te organiseren die toegang geven tot de magistratuur en tot de gerechtelijke stage, klachten over de werking van de rechterlijke orde te ontvangen en de opvolging ervan te verzekeren alsook een externe controle uit te oefenen op de werking van het gerechtelijk apparaat en, ten slotte, adviezen te formuleren m.b.t. wetsvoorstellen en -ontwerpen die een weerslag hebben op de werking van de rechterlijke orde.

De adviseur-generaal bij de HRJ :

— is, onder het gezag van het bureau, het hoofd van het personeel van de HRJ;

— verzekert, onder het gezag van het bureau, de leiding van de diensten die hem zijn toevertrouwd;

— staat in voor de orde en tucht en de naleving der wetten, besluiten en instructies;

— staat het bureau bij in al de taken die aan dit orgaan zijn opgedragen.

De volgende competenties zullen in het bijzonder in aanmerking worden genomen :

a) leiding kunnen geven;

b) grote zin voor organisatie;

c) ervaring in het leiden van een dienst;

d) zin voor verantwoordelijkheid en deontologie;

e) openheid van geest, voorrang aan het algemeen belang;

f) dynamisme en doortastend optreden;

g) zin voor dialoog en overleg;

h) in staat zijn in teamverband te werken;

i) goede contactvaardigheid;

j) zin voor kritische analyse en administratieve nauwkeurigheid;

k) bekwaamheid in :

het delegeren van opdrachten;

het motiveren van medewerkers (m/v).

l) een geschikt voorkomen en een grote lichamelijke en psychologische weerstand;

m) kennis van het publiek recht in het algemeen;

n) een goede kennis van de moderne beheerstechnieken.

III. Selectieprogramma

1) Persoonlijkheidstest gericht op het meten van leidinggevende en managementcapaciteiten

2) Mondelinge proef.

IV. Wedde – loopbaan

Jaarlijkse brutobezoldiging : minimum 1 547 099 BEF tot maximum 2 134 818 BEF aan de huidige index 124,34 (schaal 15A), reglementaire vergoedingen niet inbegrepen.

V. Inschrijving

Solliciteren kan tot 30 maart 2001.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan alleen schriftelijk. SELOR, dienst « Derden », Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel.

Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer ENG01801 en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw diploma.

Gelieve tevens samen met uw inschrijving, een *curriculum vitae* en een kopie van uw diploma op te sturen.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Puilaetco, société anonyme,
sicav de droit belge investissant en valeurs mobilières (OPCVM)
avenue Herrmann Debroux 46, 1160 Auderghem**

R.C. Bruxelles 545432

Le conseil d'administration a l'honneur d'inviter les actionnaires à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra avenue Herrmann Debroux 46, 1160 Auderghem, le lundi 26 mars 2001 à 15 heures, avec l'ordre du jour et les propositions suivantes :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport du commissaire-réviseur.
3. Proposition d'approuver les comptes annuels au 31 décembre 2000 :
 - de la sicav;
 - des compartiments :
 - Puilaetco Belgium;
 - Puilaetco Holland;
 - Puilaetco Quality Europe ex-UK;
 - Puilaetco Euro Equities - D;
 - Puilaetco High Growth Europe;
 - Puilaetco Quality Europe;
 - Puilaetco Quality USA;
 - Puilaetco Innovatie Healthcare;
 - Puilaetco Innovatie Technology.
4. Proposition d'affecter les résultats compartiment par compartiment conformément à la proposition du conseil d'administration, et notamment la distribution d'un dividende pour le compartiment Puilaetco Euro Equities - D.
5. Proposition de donner décharge aux administrateurs compartiment par compartiment.
6. Proposition de donner décharge au commissaire-réviseur compartiment par compartiment.
7. Proposition de nomination définitive de M. Jean van Caloen de Basseghem, administrateur coopté le 13 juin 2000.

Les actionnaires de Puilaetco s.a. qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter sont priés de se conformer aux dispositions des articles 19 et 20 des statuts relatives aux dépôts d'actions et à la représentation. Ils doivent notamment utiliser la formule de procuration arrêtée par le Conseil. Elle peut être obtenue auprès de Puilaetco, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Le dépôt des actions et des procurations doit être fait auprès du siège ou des agences de Puilaetco, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actionnaires présents à l'assemblée.

Chaque action confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente (hormis la partie fractionnaire), en comptant pour une voix l'action représentant la partie la plus faible.

(6124)

Le conseil d'administration.

**Puilaetco, naamloze vennootschap,
bevek naar Belgisch recht voor belegging in effecten (ICBE)
Herrmann Debrouxlaan 46, 1160 Oudergem**

H.R. Brussel 545432

De aandeelhouders worden uitgenodigd door de raad van bestuur deel te nemen aan de gewone algemene vergadering die zal plaatsvinden te 1160 Oudergem, Herrmann Debrouxlaan 46, op maandag 26 maart 2001 om 15 uur en waarop de volgende agenda en voorstellen tot beslissing zullen worden behandeld :

1. Beheersverslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Voorstel tot goedkeuring van de jaarrekeningen op 31 december 2000 van :
 - de bevek;
 - de compartimenten :
 - Puilaetco Belgium;
 - Puilaetco Holland;
 - Puilaetco Quality Europe ex-UK;
 - Puilaetco Euro Equities - D;
 - Puilaetco High Growth Europe;
 - Puilaetco Quality Europe;
 - Puilaetco Quality USA;
 - Puilaetco Innovatie Healthcare;
 - Puilaetco Innovatie Technology.
4. Voorstel van toewijzingen van de resultaten compartiment per compartiment conform aan het voorstel van de raad van bestuur, en in het bijzonder de uitkering van een dividend voor het compartiment Puilaetco Euro Equities - D.
5. Voorstel om kwijting te geven aan de bestuurders compartiment per compartiment.
6. Voorstel om kwijting te geven aan de commissaris-revisor compartiment per compartiment.
7. Voorstel van definitieve benoeming van de heer Jean van Caloen de Basseghem, bestuurder gecoöpteerd op 13 juni 2000.

De aandeelhouders van Puilaetco n.v. die wensen deel te nemen aan de algemene vergadering of die zich willen laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te houden aan de bepalingen van de artikels 1c en 20 van de statuten inzake de neerlegging van de aandelen en inzake de vertegenwoordiging. Zij moeten met name het formulier van volmacht gebruiken dat door de Raad werd vastgesteld. Dit formulier kan worden bekomen bij Puilaetco, Herrmann Debrouxlaan 46, 1160 Oudergem.

Aandelen en volmachten moeten worden neergelegd in de zetel of kantoren van Puilaetco, minstens vijf volle dagen voor de vergadering.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Elk aandeel geeft recht op een aantal stemmen in evenredigheid met het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, met dien verstande dat het aandeel dat het laagste bedrag vertegenwoordigt voor één stem wordt aangerekend.

(6124)

De raad van bestuur.

**Etablissements André, société anonyme,
rue de Namur 19, à 5000 Beez**

R.C. Namur 34974 — T.V.A. 401.371.053

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 mars 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (6125)

**Horizon Investments, société anonyme,
sicav de droit belge en valeur mobilières et liquidités
place Sainte-Gudule 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 633642

Convocation

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira au siège de la société à Bruxelles, le mercredi 28 mars 2001 à 16 heures, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000, présentant pour l'ensemble des compartiments un total au bilan de € 90 350 540,97 et un résultat déficitaire de € 4 004 906,26.

2. Approuver l'attribution de dividende intérimaire payé en cours d'exercice à raison de € 931 680,00 aux actions de distribution du compartiment Horizon Aex Distribution, € 852 480,00 aux actions de distribution du compartiment Horizon CAC40 Distribution, € 2 265 510,00 aux actions de distribution du compartiment Horizon Dax Distribution et € 2 845 788,00 aux actions de distribution du compartiment Horizon European Equity Distribution.

3. Approuver le report des autres soldes de résultat.

4. Donner décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2000.

5. Renouveler, pour un terme de trois ans expirant lors de l'assemblée générale ordinaire de 2004 appelée à approuver les comptes de l'exercice 2003, le mandat de commissaire-réviseur de la S.C. Deloitte & Touche, réviseurs d'entreprises, ayant son siège social à 1831 Diegem, Berkenlaan 6, représentée par M. Philip Maeyaert.

6. Approuver les émoluments attribués par provisions aux administrateurs à raison de € 365 005,58 et au commissaire-réviseur à raison de € 21 686,49.

Les actionnaires désireux d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter sont invités à en informer la société de bourse Petercam S.A., à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant, à y déposer leurs titres au plus tard le vendredi 23 mars 2001. (6126)

**Vrije Diamanthatel, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 116201

Buitengewone algemene vergadering

Daar de buitengewone algemene vergadering van 6 maart 2001 niet in getal was, worden de aandeelhouders opnieuw uitgenodigd aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden op dinsdag 27 maart 2001, om 15 u. 30 m., in het lokaal der vennootschap (achterzaal van de CVBA Diamantclub van Antwerpen), Pelikaanstraat 62, te Antwerpen, met volgende agenda :

1. Uitdrukking van het kapitaal in euro.

2. Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met 31 013,31 euro om het te brengen van 30 986,69 euro op 62 000 euro, door incorporatie van reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

3. Aanneming van nieuwe statuten zonder wijziging van essentiële bepalingen.

4. Benoeming gevolmachtigde voor de opstellen van de gecoördineerde tekst der statuten en lijst van publicatiedata.

Ingevolge artikel 20 der statuten worden de aandeelhouders zonder enige formaliteit toegelaten, en indien zij ten minste vijf dagen vóór de vergadering werden ingeschreven in het boek op naam gestelde aandelen.

(6127)

De raad van bestuur.

**Menuiserie Martin Michel, société anonyme,
Sentier de la Taillette 68, 7340 Wasmes**

R.C. Mons 134544 – T.V.A. 457.382.219

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 26 mars 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (6128)

**« Travel, Services & Management », naamloze vennootschap,
Van Meterenkaai 1, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 222588 – BTW 406.067.041

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden te Antwerpen, Arenbergstraat 4, op 28 maart 2001, op 11 uur, met de volgende agenda :

1. Voorstel tot omzetting van het kapitaal van de vennootschap in euro waarbij het kapitaal eerst zal worden verhoogd met een bedrag van één miljoen tweehonderdeenenvijftigduizend vierenzeventig frank (BEF 1 251 074) door incorporatie van beschikbare reserve in kapitaal.

2. Voorstel tot aanpassing van artikel 5 van de statuten aan de omzetting van het kapitaal in euro.

3. Voorstel tot wijziging van de naam van de vennootschap in « Total Service Management », in het kort : « T.S.M. ».

4. Verslag van de raad van bestuur met betrekking tot de wijziging van het doel van de vennootschap bij welk verslag en staat van activa en passiva is gevoegd, afgesloten op 31 december 2000.

5. Voorstel tot wijziging van de eerste alinea van het doel van de vennootschap als volgt :

« Het verlenen van advies en diensten aan bedrijven en organisaties, en dit op het gebied van alle onderdelen van administratie, boekhouding, informatica, risicobeheer en algemene beheersaspecten zoals onkostenbeleid en personeelsbeleid, evenals het organiseren van activiteiten en events die aan deze domeinen verwant zijn. »

6. Voorstel tot aanpassing van volgende artikelen aan de gewijzigde vennootschappenwet :

artikel 5-2 : inzake het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging;

artikel 7 : inzake de ondeelbaarheid van de effecten;

artikel 9 : inzake het aantal bestuurders;

de artikelen 11 en 12 : inzake de werking van de raad van bestuur;

artikel 25 : inzake de notulen van de vergadering;

artikel 27 : inzake de winstuikering;

artikel 28 : inzake het interim-dividend;

artikel 34 : inzake de verwijzing naar de wetgeving.

7. Machtiging aan de raad van bestuur om een gecoördineerde tekst van de statuten op te stellen. (6129)

**Horizon Investments, société anonyme,
Sicav de droit belge en valeur mobilières et liquidité,
place Sainte-Gudule 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 633642

Assemblée générale ordinaire du 28 mars 2000

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira au siège de la société à Bruxelles, le mercredi 28 mars 2001, à 16 heures, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2000, présentant pour l'ensemble des compartiments un total au bilan de 90 350 540,97 euro et un résultat déficitaire de 4 004 906,26 euro.

2. Approuver l'attribution de dividende intérimaire payé en cours d'exercice à raison de 931 680,00 euro aux actions de distribution du compartiment Horizon AEX Distribution, 852 480,00 euro aux actions de distribution du compartiment Horizon CAC40 Distribution, 2 265 510,00 euro aux actions de distribution du compartiment Horizon Dax Distribution et 2 845 788,00 euro aux actions de distribution du compartiment Horizon European Equity Distribution.

3. Approuver le report des autres soldes de résultat.

4. Donner décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2000.

5. Approuver les émoluments attribués par provisions aux administrateurs à raison de 365 005,58 euro et au commissaire-réviseur à raison de 21 686,49 euro.

Les actionnaires désireux d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter sont invités à en informer la société de bourse Petercam S.A., à 1000 Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant, à y déposer leurs titres au plus tard le vendredi 23 mars 2001. (6130)

Meyvaert Glass Engineering, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

H.R. Gent 1652 – BTW 400.098.274

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Dok Noord 3, te 9000 Gent, op 27 maart 2001, te 16 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Kapitaalsomvorming in euro. (6131)

Meyvaert Glas, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

H.R. Gent 170174 – BTW 450.409.602

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Dok Noord 3, te 9000 Gent, op 27 maart 2001, te 14 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Kapitaalsomvorming in euro. (6132)

M Glass-Team, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

BTW 464.727.889

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Dok Noord 3, te 9000 Gent, op 27 maart 2001, te 12 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Kapitaalsomvorming in euro. (6133)

Immoglas, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

H.R. Gent 170173 — NN 450.409.503

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Dok Noord 3, te 9000 Gent, op 27 maart 2001, te 15 uur.

Dagorde : 1. Verslag van de commissaris-revisor. 2. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. (6134)

F.P.F. Holding, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

H.R. Gent 153120 – BTW 435.961.847

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Dok Noord 3, te 9000 Gent, op 27 maart 2001, te 17 uur.

Dagorde : 1. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 2. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Kapitaalsomvorming in euro. (6135)

**Akin, naamloze vennootschap,
Karel Govaertsstraat 56, 2222 Itegem**

H.R. Mechelen 69904 – BTW 443.766.189

Jaarvergadering op 27 maart 2001, te 18 uur, op de zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (6136)

**Asico, naamloze vennootschap,
Lispersteenweg 352B, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 70617 – BTW 443.995.922

Bijeenroeping buitengewone algemene vergadering op maandag 26 maart 2001, te 10 uur, op het kantoor van notaris Van Kerkhoven, te 2520 Broechem, Van Den Nestlaan 11.

Agenda :

1. Kapitaalverhoging.
2. Omzetting naar euro.
3. Aanpassing aan de nieuwe vennootschapswetgeving.
4. Varia. (6137)

**Finver, société anonyme,
avenue Mozart 49, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 84560

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 mars 2001, à 14 heures, avec l'ordre du jour suivant : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et annexes arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. Les actionnaires doivent se conformer aux statuts. (6138)

**Cofinpar, société anonyme,
rue J. Calozet 11, 6870 Saint-Hubert (Awenne)**

R.C. Marche-en-Famenne 16670 – T.V.A. 444.325.227

—
*Convocation
Assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2001*

MM. les actionnaires, obligataires et administrateurs sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra à Bruxelles, avenue Louise 131A, le vendredi 30 mars 2001, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Titre A : *Suppression de la répartition des actions en groupes et création d'une part d'intérêt.*

1. Rapport préalable du conseil d'administration en application de l'article 560 du Code des Sociétés.

2. Propositions : a) de supprimer la répartition des actions en deux groupes; b) de créer, sous la condition suspensive de la transformation effective de la présente société en société en commandite par actions, une part d'intérêt nominative et incessible, conférant à son titulaire un dividende prioritaire et un droit à une répartition prioritaire sur le boni de liquidation, à attribuer à l'associé commandité gérant statutaire.

Titre B : *Augmentation de capital par apports en nature.*

1. Rapports préalables : a) rapport du réviseur d'entreprises sur l'apport en nature ci-après prévu sur les modes d'évaluation adoptés et sur la rémunération attribuée en contrepartie; b) rapport spécial du conseil d'administration sur ledit apport en nature, en application de l'article 602 du Code des Sociétés, exposant l'intérêt des apports et des augmentations de capital.

2. Augmentation de capital par apport en nature : proposition d'augmenter le capital social à concurrence de BEF 166 499 440 pour le porter à BEF 266 499 440 par la création de six mille huit cent quarante-cinq (6 845) actions nouvelles sans valeur nominale, identiques aux existantes et jouissant des mêmes droits et avantages avec participation aux résultats à compter de leur émission, émises entièrement libérées et attribuées en rémunération de l'apport de la pleine propriété de six cent vingt (620) actions de catégorie A et mille cent (1 100) actions de catégorie B de la société anonyme de droit belge « Compagnie financière et immobilière Immolux », ayant son siège social à 6870 Saint-Hubert (Awenne), rue Joseph Calozet 11, R.C. Marche-en-Famenne 9606 et T.V.A. 403.272.154, de telle sorte que par cette opération, la présente société, déjà titulaire de mille quatre cent septante-trois (1 473) actions de catégorie A de ladite société Immolux, soit 35,45 pour cent du capital de cette société, en détiendra 76,84 pour cent.

3. Réalisation des apports et attribution des actions nouvelles.

4. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.

Titre C : *Réduction du capital en vue de sa conversion en euros.*

1. Proposition de réduire le capital à concurrence de BEF 256 100 par transfert à un compte de réserve indisponible, pour le ramener à BEF 266 243 340 ou EUR 6 600 000.

2. Proposition de convertir en euros le montant du capital exprimé en francs belges.

3. Constatation de la réalisation effective desdites opérations.

Titre D : *Transformation en société en commandite par actions.*

1. Rapports préalables : Conformément à l'article 778 du Code des Sociétés, visant notamment la transformation d'une société anonyme en une société en commandite par actions : a) rapport justifiant établi par le conseil d'administration, avec en annexe, un état comptable ne remontant pas à plus de trois mois; b) rapport spécial du réviseur d'entreprises relatif à cet état comptable.

2. Proposition de transformer la société en société en commandite par actions.

3. Nomination du gérant statutaire : proposition que l'assemblée désigne comme gérant statutaire, la société privée à responsabilité limitée « Cofinpar », ayant son siège social à 6870 Saint-Hubert (Wawenne), rue Joseph Calozet 11, en voie d'inscription au registre du commerce de Marche-en-Famenne.

4. Raison sociale : proposition d'adopter pour la S.C.A. la raison sociale « Cofinpar ».

Titre E : *Capital autorisé.*

1. Rapport motivé du conseil d'administration portant sur l'autorisation à conférer au gérant statutaire d'augmenter le capital (article 604, alinéa 2 du Code des Sociétés), indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles il pourra utiliser le capital autorisé et les objectifs que, ce faisant, il poursuivra.

2. Proposition d'adopter sous la condition suspensive de la transformation effective de la présente société en société en commandite par actions, une résolution autorisant le gérant statutaire à procéder à une augmentation de capital dans le cadre de l'article 604, alinéa 2 du Code des Sociétés, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de cinq millions d'euros (EUR 5 000 000), pour une période de cinq ans à dater de sa publication à l'annexe au *Moniteur belge*, renouvelable, et ce aux conditions suivantes :

2.1. Cette autorisation peut être utilisée tant pour des augmentations de capital à réaliser en numéraire, ou en nature dans les limites légales, que par l'incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouveaux titres.

2.2. Dans le cadre de ce capital autorisé, le gérant statutaire est autorisé :

a) à créer et émettre, en une ou plusieurs fois, aux conditions prévues par la loi, des obligations convertibles ou remboursables en actions, des warrants ou d'autres instruments financiers donnant à terme droit à des actions à concurrence d'un montant maximum fixé de manière telle que le montant des augmentations de capital qui résulteraient de la conversion ou du remboursement des obligations ou de l'exercice des warrants ou autres instruments financiers n'excède pas la limite jusqu'à laquelle le capital peut encore être augmenté par le gérant statutaire suite à l'application du premier alinéa; b) à limiter ou supprimer, dans l'intérêt social et dans les conditions prescrites par la loi, le droit de souscription préférentielle reconnu par la loi aux actionnaires existants pour les augmentations de capital en espèces et pour les émissions d'obligations convertibles ou remboursables en actions, de warrants ou d'autres instruments financiers donnant droit à terme à des actions décidées par lui, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

2.3. La présente autorisation emporte pour le gérant statutaire le pouvoir de constater les modifications des statuts qui en résultent.

Titres F : *Acquisition d'actions propres.*

Proposition d'adopter sous la condition suspensive de la transformation effective de la présente société en société en commandite par actions, une résolution autorisant le gérant statutaire pendant une période de trois ans à dater de sa publication, renouvelable, à acquérir les actions de la société sans décision préalable de l'assemblée, lorsque cette acquisition est nécessaire en vue d'éviter à la société un dommage grave et imminent.

Titre G : *Adoption des statuts de la société en commandite par actions.*

Titre H : *Constatation du caractère définitif des résolutions prises et pouvoirs d'exécution.*

Pour pouvoir assister à l'assemblée, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres au siège social ou aux établissements désignés ci-après, trois jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée :

BBL Place Albert I^{er} 7, à 5580 Rochefort.

Les actionnaires en nom sont admis à condition d'avoir, au moins trois jours ouvrables francs avant la réunion, fait connaître à la société par lettre ou procuration leur intention de prendre part à l'assemblée, ainsi que le nombre de titres pour lequel ils entendent prendre part au vote.

Les rapports susvisés et le projet de statuts sont disponibles au siège social et seront envoyés gratuitement aux actionnaires à leur demande.

(6139)

Le conseil d'administration.

**Asico, naamloze vennootschap,
Lispersteenweg 352B, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 70617 – BTW 443.995.922

Bijeenroeping buitengewone algemene vergadering op maandag 26 maart 2001, te 10 uur, ten kantore van notaris Van Kerkhoven te 2520 Broechem, Van Den Nestlaan 11.

Agenda

1. Kapitaalverhoging door uitgifte van nieuwe aandelen.
2. Omzetting naar euro.
3. Aanpassing aan de nieuwe vennootschapswetgeving.
4. Varia. (6140)

**Alfac, société anonyme,
rue de l'Industrie 12, 1400 Nivelles**

R.C. Nivelles 48354 – T.V.A. 423.783.595

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 26 mars 2001, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour

1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires des administrateurs. 6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social ou à la Générale de Banque ou Banque Bruxelles Lambert, cinq jours francs avant la réunion. (6141)

**Metal-Condroz, société anonyme,
Grand-Rue 76, 4560 Ocquier (Clavier)**

R.C. Huy 25857 – T.V.A. 407.117.017

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 2000. 2. Rapports du conseil d'administration. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (6142)

**André Zeevisgroothandel, naamloze vennootschap,
Groenlandstraat 17, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 51424 — NN 418.105.830

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op woensdag 28 maart 2001, om 16 uur, met navolgende agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders; 6. Ontslag en benoeming; 7. Afronding kapitaal, aanpassing aan euro. 8. Diversen. (6143)

**Vrije Diamanthatel, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 116201 – BTW 404.697.460

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 27 maart 2001, te 16 uur, in de C.V.B.A. Diamantclub van Antwerpen, Hovenierstraat 35. — Agenda : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 2000 en bestemming van het resultaat. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. Diversen.

Om toegelaten te worden, zich gedragen volgens artikel 20 der statuten. (6144)

**Vanim, société civile sous forme de société anonyme,
rue Saint-Pierre 14, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 132 – T.V.A. 437.009.942

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 26 mars 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Convention du capital en euro. 7. Divers. (6145)

**Vanha, b.v.o.v.v., naamloze vennootschap,
Ingooigemstraat 15, 8570 Ingooigem**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 298

Jaarvergadering op de zetel, op 26 maart 2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (6146)

**Van Roy, société anonyme,
rue Clément Delpierre 74, 1310 La Hulpe**

T.V.A. 425.954.219

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 27 mars 2001, à 16 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Lecture et approbation du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes arrêtés au 30 septembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en Euro. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6147)

**Van Den Bossche, naamloze vennootschap,
Ingooigemstraat 23, 8570 Ingooigem**

H.R. Kortrijk 113670 — BTW 432.132.228

Jaarvergadering op de zetel, op 26 maart 2001, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (6148)

**Tradal, société anonyme,
avenue Louise 522, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 493687 — T.V.A. 431.241.214

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 27 mars 2001, à 14 heures, à 1050 Bruxelles, avenue Louise 522, avec ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Approbation des comptes.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée doivent déposer leurs titres au plus tard le 21 mars 2001, au siège de la société. (6149)

**Tousports, société anonyme,
rue Saint-Pierre 12, 7700 Mouscron**
R.C. Tournai 51644 — T.V.A. 415.676.771

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 26 mars 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. (6150)

**« Studio Agora Melle », in het kort : « S.A.M. »,
commanditaire vennootschap op aandelen
Molenweg 12, 9090 Melle**

Jaarvergadering d.d. 26 maart 2001, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de zaakvoerder.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerder en aan de commissaris-revisor. (6151)

**Société de Distribution de Tout Matériel de Bureau,
en abrégé : « Sadimat », société anonyme,
rue Laneau 119-133, à 1020 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 27 mars 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire. 2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire. 4. Nomination d'administrateur. 5. Divers. (6152)

**S.I.A. Société immobilière Anversoise,
Sint-Katelijnevest 1, 2000 Antwerpen**

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 27 maart 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Sint-Katelijnevest 1, 2000 Antwerpen.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 2000.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (6153)

**Société d'Investissements fonciers, société anonyme,
quai de la Batte 4, 4500 Huy**

R.C. Huy 204 — T.V.A. 401.441.824

Assemblée générale ordinaire du 28 mars 2001, à 11 heures au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nomination d'administrateur. (6154)

**Service et Promotion, société anonyme,
clos des Princes 2, 7070 Le Rœulx**

R.C. Mons 93717 — T.V.A. 415.906.306

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 mars 2001, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Inscription aux divers. 2. Présentation du bilan, du compte de résultats et rapport de gestion. 3. Examen de la trésorerie. 4. Examen des affaires et litiges en cours. 5. Approbation des comptes et décharges aux administrateurs. 6. Rémunérations. 7. Nomination d'un administrateur, en remplacement de « J.V. Groupe », administrateur intermédiaire. 8. Divers.

Dépôt des titres au siège social cinq jours au moins avant l'assemblée. (6155)

**Serkurad, burgerlijke vennootschap
onder vorm van een naamloze vennootschap
Molenstraat 27, 9060 Zelzate**

Jaarvergadering d.d. 26 maart 2001, te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Verderzetting van de vennootschap. (6156)

**Les Salons de l'Atalaide, société anonyme,
chaussée de Charleroi 89, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 585020 — T.V.A. 453.379.978

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 26 mars 2001, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Lecture des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat. 4. Décharge aux membres du conseil d'administration. 5. Rémunérations. 6. Divers. (6157)

**Pharmapar, société anonyme,
avenue Louis Bertrand 102, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 633799 — T.V.A. 455.204.073

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 mars 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (6158)

**Perfacio, naamloze vennootschap, in vereffening
Sint-Katelijnevest 1, 2000 Antwerpen**

Bijeenroeping van de jaarlijkse algemene vergadering der aandeelhouders op dinsdag 27 maart 2001, om 11 u. 30 m. op de maatschappelijke zetel, Sint-Katelijnevest 1, te 2000 Antwerpen. — Dagorde : Lezing verslag van de vereffenaar. (6159)

**« New Management Cy », société anonyme,
ruelle des Croix 63, 1390 Grez-Doiceau**

R.C. Nivelles 71163

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le mardi 27 mars 2001, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Ratification de la tenue de la présente assemblée.
2. Lectures des comptes annuels.
3. Adoption des comptes annuels et de l'affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.

Dépôt des titres au porteur au siège social conformément aux statuts. (6160)

**Molens van Orshoven, naamloze vennootschap, te Leuven
Moulin van Orshoven, société anonyme, à Louvain**

Jaarvergadering, op 27 maart 2001, om 10 u. 30 m., in de zetel van de vennootschap, Stapelhuisstraat 13-15, te 3000 Leuven. — Dagorde : Verslag van de bestuurders. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. Bestemming van het resultaat. Kwijting aan de bestuurders. Diversen. Neerlegging der aandelen, vijf volle dagen vóór de vergadering. (6161)

**Manico Fininvest, naamloze vennootschap,
Winston Churchillaan 206, 1180 Brussel**

H.R. Brussel 646832 – BTW 460.625.284

De aandeelhouders en de bestuurders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die plaatsvindt op 26 maart 2001, om 10 uur, te Elsene, Amerikaansestraat 100, zetel, om over de volgende agenda te beraadslagen :

1. Wijziging van het maatschappelijk doel.

A. Verslag opgesteld door de raad van bestuur in toepassing van artikel 559 van het Wetboek van vennootschappen, met in bijlage een boekhoudkundige staat die niet meer dan drie maanden oud is.

B. Voorstel tot wijziging van het maatschappelijk doel om dit uit te breiden tot de volgende activiteiten :

Management van sportieven.

Zij kan aan alle vennootschappen leningen toestaan en zich voor deze borg stellen, zelfs door haar goederen in hypotheek te geven.

2. Wijziging van het kapitaal.

Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1 074 frank door inbreng in geld, om het van 2 500 000, op 2 501 074 frank te brengen, uitgifte van een aandeel.

Afwijzing van het voorkeurrecht.

Vaststelling van de verwezenlijking van het kapitaalverhoging.

3. Conversie van het kapitaal in euro.

4. Wijziging van de statuten om de statuten in overeenstemming te brengen met de besluiten die zullen worden genomen en deze aan te passen aan de nieuwe wetgeving zonder wijziging van de benaming, het doel, het kapitaal en de duurtijd van de vennootschap en de datum van de buitengewone algemene vergadering alsmede het boekjaar.

5. Vertaling van de statuten in Franse taal.

6. Machten.

(6162)

De raad van bestuur.

**Janssen en Maes, naamloze vennootschap,
Vaarkant Links 39, 2960 Sint-Lenaerts**

H.R. Antwerpen 4017 – BTW 403.725.876

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 maart 2001, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. (6163)

**Imobyl, société anonyme,
rue des Fidèles 43, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 397559 – T.V.A. 415.965.296

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, rue des Fidèles 43, à 1180 Bruxelles, le 26 mars 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Démissions, nominations.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (6164)

**« Immo Rayez », société anonyme,
avenue Adolphe Schattens 31, bte 13, à 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 721339 — NN 448.651.922

L'assemblée tenue le 5 février 2001 n'ayant pas réuni le quorum légal, les actionnaires et les administrateurs sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mercredi 28 mars 2001, à 15 heures, en l'étude du notaire Geoffroy Stas de Richelle, à Waterloo, chaussée de Bruxelles 95.

Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titre représentés.

Ordre du jour :

1. Réduction de capital à concurrence de 20 000 000 BEF pour le ramener à 99 500 000 BEF, sans annulation de titres, par remboursement à chaque action.

2. Conversion du capital en euros.

3. Modification aux statuts :

a) Article 5 : suite à la réduction de capital et à la conversion en euros.

b) Article 10 : droit de vote pour l'usufruitier.

c) Article 13 : composition du conseil d'administration.

d) Mise à jour des statuts en fonction du Code des Sociétés.

4. Pouvoirs au conseil d'administration.

(6165)

Le conseil d'administration.

**Halwema, naamloze vennootschap,
Bisschoppenhoflaan 547-549, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 117477 – BTW 403.830.497

De jaarvergadering zal gehouden worden op 26 maart 2001, om 15 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. Kwijting van de bestuurders en commissaris-revisor voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Kapitaalverhoging met 1 074 BEF door incorporatie van beschikbare reserves zonder uitgifte van aandelen. Omzetting van het kapitaal in 62 000 euro. Aanpassing van de statuten. Volmacht handelsregister, registratie, coördinatie van de statuten en aanpassing handelsregister. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (6166)

Fabrique de Bonnetterie Wattiez, société anonyme, à Tournai

R.C. Tournai 624

Assemblée générale ordinaire mardi 27 mars 2001, au siège social, place Roger de le Pasture 5. — Ordre du jour : Rapport des administrateurs. Approbation des comptes sociaux de 2000. Décharge aux administrateurs. Nomination statutaire. Divers. Se conformer à l'article 30 des statuts. Dépôts des titres, cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (6167)

**N.V. Eurodog, naamloze vennootschap,
Pierstraat 130, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 215849

De jaarvergadering zal gehouden worden op 27 maart 2001, om 20 uur, op de zetel, Pierstraat 130, 2550 Kontich.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000.
3. Verwerking van de resultaten.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen. (6168)

**Etablissements Van Damme, société anonyme,
avenue Louise 522, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 179074 – T.V.A. 402.834.367

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 26 mars 2001, à 13 heures, à Bruxelles, avenue Louise 522, avec l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Approbation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée doivent déposer leurs titres au plus tard le 12 mars 2001, au siège de la société. (6169)

**Ecotechnologie, société anonyme,
chaussée de Waterloo 1433, 1180 Bruxelles (Uccle)**

Assemblée générale ordinaire le 26 mars 2001, à 11 heures, drève Pittoresque 50, à Rhode-Saint-Genèse. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. Dépôt des titres au siège social avant le 21 mars 2001. Art. 32 des statuts. (6170)

**De Carre, naamloze vennootschap,
Markt 26, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 79454 – BTW 451.913.694

Jaarvergadering op 27 maart 2001, om 17 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurraad. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (6171)

**Coudenys, naamloze vennootschap,
Coupure 17, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 31614 – BTW 408.420.577

Een tweede buitengewone algemene vergadering en de jaarvergadering zullen gehouden worden op 26 maart 2001, om 15 uur, ter studie van notaris Van Caillie, te 8000 Brugge, Lauwerstraat 27, met volgende agenda : 1. Kapitaalsverhoging en omvorming in euro tot 62 000 euro. 2. Verslag bestuurraad. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Diversen. (6172)

**Compagnie Régionale d'Investissement, société anonyme,
rue André Masquelier 20A, 7000 Mons**

R.C. Mons 380 – T.V.A. 401.820.520

Assemblée générale ordinaire du lundi 26 mars 2001, à 15 heures, au siège social, rue André Masquelier 20A, 7000 Mons.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6173)

**Centracar Truck Service, en abrégé « CTS », société anonyme,
rue de Wallonie 2, 4432 Ans (Aleur)**

R.C. Liège 201305 – T.V.A. 463.595.761

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 26 mars 2001, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
2. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2000.
3. Nomination du commissaire-réviseur.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Emoluments.
6. Divers. (6174)

**Buidyl, société anonyme,
rue de l'Ancienne Douane 46, 7730 Néchin**

R.C. Tournai 68585 — T.V.A. 435.987.878

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 mars 2001, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (6175)

**Société belge Immobilière et de Lotissement,
Ibeloti, société anonyme,**

Siège social : rue de l'Yser 209, 4430 Ans

R.C. Liège 97439

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire, qui aura lieu au siège social, le 27 mars 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Examen et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires. Divers. Dépôt des titres, cinq jours avant l'assemblée, au siège social. (6176)

**Aranko, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 1124, te 9041 Oostakker (Gent)**

Jaarvergadering d.d. 26 maart 2001, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6177)

**Ancienne Société liégeoise pour l'Achat
et la Construction de Maisons d'Ouvriers, société anonyme**

Statuts — Recueil spécial : 1935, n° 12159

R.C. Liège 20175

Le 26 mars 2001, à 15 heures, rue Bovière 22b, à 4130 Esneux, assemblée générale ordinaire. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 2000. 3. Elections statutaires. 4. Décharge aux administrateurs. Pour assister à cette assemblée, les actionnaires devront effectuer le dépôt de leurs titres, au moins cinq jours ouvrables avant la réunion, au siège social de la société. (6178)

**Immobilière Ronamic, société anonyme,
avenue Brugmann 324, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 515971 — T.V.A. 435.608.885

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du commissaire. 2. Approbation des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Se conformer aux statuts. Dépôt des titres, cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (6179)

**Société namuroise Accinauto, société anonyme,
allée de la Porcelaine 1A, 5100 Jambes**

R.C. Namur 16362 — T.V.A. 401.369.073

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts sociaux. (6180)

Renoma, société anonyme, à 1070 Bruxelles

R.C. Bruxelles 79902 — T.V.A. 402.167.443

Assemblée générale ordinaire, le 3 avril 2001, à 15 heures, au siège social, rue du Collecteur 22, à Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations. 5. Divers. (6181)

**Etablissements Meuter-Titra, société anonyme,
rue Verte 69, à Saint-Josse-ten-Noode**

R.C. Bruxelles 247621 — T.V.A. 402.229.108

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes de 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6182)

**Van Bruggen S.A. - N.V., société anonyme,
boulevard de l'Europe 115, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 68704 — T.V.A. 416.753.372

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 3 avril 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur l'exercice 2000. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (6183)

Panorama de la Bataille de Waterloo, société anonyme

R.C. Nivelles 33476 — T.V.A. 403.026.981

Assemblée générale ordinaire au siège social, route du Lion 252-254, à Braine-l'Alleud, le 3 avril 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 2000. 2. Rapport du commissaire-réviseur sur l'exercice 2000. 3. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Décharge à donner au commissaire-réviseur. 6. Augmentation du capital social à F 2 500 000. 7. Nominations statutaires. 8. Prolongation des activités du Panorama, en vertu de la loi sur les sociétés commerciales. Pour être admis à l'assemblée générale tout propriétaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur ou de ses certificats nominatifs, au siège social ou dans une agence de la B.B.L., cinq jours francs avant l'assemblée générale. Les procurations éventuelles seront déposées au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée générale. (6184)

**Société du Marbois, société anonyme,
avenue de Tervueren 400, à 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 416546 — NN 404.720.622

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6185)

**Belmont, société anonyme,
boulevard Charlemagne 42, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 458752 — T.V.A. 425.238.496

Assemblée générale ordinaire le 4 avril 2001, à 20 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Conversion du capital en euro. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6186)

**Immobilière Desermi,
société civile immobilière sous forme anonyme,
galerie de la Porte de Namur 23, bte 8, à Ixelles**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 94

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 4 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. (6187)

**Accinauto, société anonyme,
quai des Charbonnages 76, à 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 112209 — T.V.A. 402.583.751

Assemblée générale ordinaire, le 4 avril 2001, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et rapport de contrôle du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts sociaux. (6188)

**Ciné-Vog-Films, société anonyme,
chaussée de Haecht 71, à 1210 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 195965 — T.V.A. 402.200.008

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 4 avril 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations administrateurs. 5. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion, suivant l'article 21 des statuts. (6189)

**« Consulting for informatics technologies and services (CITS) »,
société anonyme,
rue Souveraine 88, 1050 Bruxelles**

Avis aux actionnaires

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

Rapport du conseil d'administration.

Approbation des comptes et de l'affectation du résultat.

Décharge aux administrateurs.

Divers.

Chaque actionnaire qui souhaite être présent ou se faire représenter doit déposer ses actions au plus tard le 23 mars au siège de la société. (6190) Le conseil d'administration.

**Geenens, naamloze vennootschap,
Industriepark « De Bruwaan » 14, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 25910 — BTW 421.140.049

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal plaatshebben op donderdag 12 april 2001, te 10 uur, op het kantoor van notaris Ludovic Du Faux, te Moeskroen, Stationsstraat 80, om te beraadslagen en te beslissen over volgende agenda :

1. Verhoging van het geplaatst kapitaal met F 1 247 073,80 om het te brengen van F 1 254 000 op F 2 501 073,80 door inlijving van beschikbare reserves voor een zelfde bedrag, zonder aanmaak van nieuwe aandelen.

2. Uitdrukking van het kapitaal in euro, hetzij € 62 000.

3. Beslissing dat indien een aandeel met vruchtgebruik is bezwaard, het recht van voorkeur bij kapitaalverhoging in speciën toekomt aan de blote eigenaar, tenzij anders is overeengekomen.

4. Invoering voor een periode van drie jaar van de mogelijkheid tot inkoop van aandelen van de vennootschap door de raad van bestuur wanneer de verkrijging van de eigen aandelen noodzakelijk is om te voorkomen dat de vennootschap een ernstig en dreigend nadeel zou lijden.

5. Wijziging van de statuten om ze aan te passen aan de hiervoren genomen beslissing, aan de taalwetgeving, aan het vervallen van het toegestane kapitaal en aan de thans vigerende wetgeving voor vennootschappen, meer bepaald wat betreft :

— schrapping van de beperking van het stemrecht;

— invoeren van de mogelijkheid om per brief te stemmen;

— schrapping van het statutair minimumaantal bestuurders;

— invoering van de schriftelijke besluitvorming bij de raad van bestuur.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar artikel 22 van de statuten. (6191)

De raad van bestuur.

**Jo Locamat, société anonyme,
rue de Frameries 553, 7033 Cuesmes**

R.C. Mons 120468 — T.V.A. 439.667.346

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2001

Assemblée générale extraordinaire le vendredi 30 mars 2001 à 10 heures en l'étude du notaire Delcroix, rue Neuve 18, à 7000 Mons, avec pour ordre du jour (C. Soc. Art. 181, § 1^{er}) :

— Rapport justificatif du conseil d'administration quant à la proposition de mise en liquidation de la société, situation active/passive de la société au 30 décembre 2000, rapport d'un expert-comptable externe sur cet état.

— Décision de dissolution anticipée et mise en liquidation de la société.

— Nomination des liquidateurs.

— Décharge aux administrateurs.

Conformément à l'article 28 des statuts, le dépôt des titres chez le notaire, cinq jours francs avant la date fixée, est requis. Suivant le même article, les usufruitiers et nus-propriétaires doivent se faire représenter par une seule et même personne.

Les documents dont question seront transmis conformément au C. Soc. Art. 535. (6192)

**Werco, naamloze vennootschap,
Hospitaalstraat 5, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 33076 — BTW 416.608.664

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op maandag 2 april 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Décharge te verlenen aan de bestuurders.
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Varia.

Om toegelaten te worden dienen de aandeelhouders hun aandelen vijf dagen vóór de vergadering neer te leggen bij de bank BBL, Wapenplein, te 8400 Oostende.

(6193)

De raad van bestuur.

**Rodil, naamloze vennootschap,
Ninovestraat 71, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 37823

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal worden gehouden op maandag 26 maart 2001, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 21 van de statuten zijnde :

« Om de algemene vergadering te mogen bijwonen, moet ieder eigenaar van aandelen aan toonder ten minste vijf vrije dagen vóór de datum die voor de algemene vergadering is vastgesteld, zijn effecten neerleggen op de maatschappelijke zetel. » (6194)

**Cordius Allocation, société anonyme,
sicav de droit belge - O.P.C.V.M.,
avenue Livingstone 6, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 543236

Avis de convocation

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société se tiendra le mercredi 28 mars 2001, à 15 h 30 m, au siège social de la société à 1000 Bruxelles, avenue Livingstone 6, afin de délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur.
2. Approbation des comptes annuels par compartiment actif au 31 décembre 2000, à savoir : « Belgian Equities », « EMU Equities », « European Equities », « Belgian Bonds », « Euro Bonds », « European Bonds », « International Bonds », « Mortgage bonds », « Sustainable Europe », « Cash Short », « Cash Plan », et « Cash Plus ».

Proposition de décision : l'assemblée approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

3. Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Proposition de décision : l'assemblée accepte la proposition du conseil d'administration relative à l'affectation, pour chaque compartiment, des résultats de l'exercice clôturé le 31 décembre 2000.

4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur par compartiment.

Proposition de décision : l'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2000.

5. Renouvellement du mandat d'un administrateur.

Proposition et décision : l'assemblée décide de renouveler le mandat de Mme Helena Colle, administrateur sortant, pour une période de trois ans devant expirer à l'assemblée statutaire de 2004.

6. Divers.

Pour être admis ou se faire représenter à l'assemblée générale, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur, le 23 mars 2001 au plus tard, soit au siège social de la société, soit aux guichets des banques suivantes :

En Belgique : Banque Artesia, Banque Bacob.

Au Grand-Duché de Luxembourg : Artesia Bank Luxembourg S.A.

Aux Pays-Bas : Banque Artesia Nederland N.V.

En France : Banque Vernes Artesia S.A.

En Suisse : Banque Artesia Suisse S.A.,

où des formules de procuration sont disponibles.

Les décisions de l'assemblée générale seront prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

Chaque action confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action représentant la quotité la plus faible; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

(6195)

Le conseil d'administration.

**Cordius Allocation, naamloze vennootschap,
bevek naar Belgisch recht, I.C.B.E.,
Livingstonelaan 6, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 543236

Bijeenroepingsbericht

De gewone algemene vergadering van aandeelhouders van de vennootschap zal op woensdag 28 maart 2001, om 15 u. 30 m., plaatsvinden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, 1000 Brussel, Livingstonelaan 6. Zij zal beraadslagen en stemmen over de volgende agenda :

1. Lezing van de verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.

2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per actief compartiment op 31 december 2000, wetende :

« Belgian Equities », « EMU Equities », « European Equities », « Belgian Bonds », « Euro Bonds », « European Bonds », « International Bonds », « Mortgage Bonds », « Sustainable Europe », « Cash Short », « Cash Plan » en « Cash Plus ».

Voorstel tot beslissing : de vergadering keurt de rekeningen goed afgesloten op 31 december 2000.

3. Toewijzing van de resultaten van het boekjaar afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel tot beslissing : de vergadering aanvaardt het voorstel van de raad van bestuur betreffende de toewijzing, voor ieder compartiment, van de resultaten van het per 31 december 2000 afgesloten boekjaar.

4. Vrijstelling te verlenen aan des bestuurders en de commissaris-revisor.

Voorstel tot beslissing : de vergadering verleent kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor voor het vervullen van hun mandaat tot 31 december 2000.

5. Hernieuwing van het mandaat van een bestuurder.

Voorstel tot beslissing : de vergadering beslist het mandaat van Mevr. Helena Colle, uittreidend bestuurder, te hernieuwen voor een periode van drie jaar. Het mandaat loopt einde bij de statutaire vergadering van 2004.

6. Diversen.

Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen of er zich te laten vertegenwoordigen dient elke aandeelhouder zijn aandelen aan toonder ten laatste op 23 maart 2001 neer te leggen, hetzij op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, hetzij aan de loketten van de volgende banken :

In België : Artesia Bank, Bacob Bank.

In Groothertogdom van Luxembourg : Artesia Bank Luxembourg S.A.

In Nederland : Banque Artesia Nederland N.V.

In Frankrijk : Banque Vernes Artesia S.A.

In Zwitserland : Banque Artesia Suisse S.A.,

waar volmachtformulieren kunnen verkregen worden.

De beslissingen van de algemene vergadering worden, ongeacht het aantal op de vergadering vertegenwoordigde aandelen, genomen met meerderheid van stemmen. Elk aandeel geeft recht op een aantal stemmen in evenredigheid met het gedeelte van het kapitaal dat zij vertegenwoordigt, met dien verstande dat het aandeel dat het laagste bedrag vertegenwoordigt voor één stem wordt aangerekend; er wordt geen rekening gehouden met fracties van stemmen.

(6195) De raad van bestuur.

Le Petit Propriétaire de Tournai-Ath, société anonyme de crédit, agréée par la Région wallonne, rue Saint-Jacques 5, 7500 Tournai,

R.C. Tournai 11358
Inscription à l'O.C.A. 26079

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra au siège social, le lundi 26 mars 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprise chargé du contrôle.
2. Approbation du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2000.
3. Transfert du capital social en « euro ». (6196)

't Peerdeken, naamloze vennootschap, Rechtestraat 12, 2275 Lille

H.R. Turnhout 57120

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 28/03/2001, te 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41788)

"AC & T", naamloze vennootschap, Ankerstraat 57, 9100 Sint-Niklaas

H.R. Sint-Niklaas 48337 — BTW 440.536.485

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Hugo Tack te Sint-Niklaas, Zamanstraat 14, op 26/03/2001 om 19 uur, met als agenda : 1) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met één miljoen tweehonderd éénenvijftig duizend en vierenzeventig frank (1.251.074 bef) om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank (1.250.000 bef) naar twee miljoen vijfhonderd en één duizend vierenzeventig frank (2.501.074 bef) door inbreng in specien mits creatie van duizend tweehonderd vijftig (1.250) aandelen, zonder nominale waarde, genietend van dezelfde voordelen en verplichtingen als de bestaande aandelen en die in de winst zullen delen vanaf hun creatie pro rata temporis. Inschrijving op de kapitaalverhoging door de bestaande aandeelhouders, ieder in

verhouding tot zijn aandelenbezit. Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt. 2) Omzetting van het kapitaal van de vennootschap, thans uitgedrukt in Belgische frank naar EURO, waardoor artikel 5 voortaan zal luiden als volgt : "Het kapitaal bedraagt tweeëntwintigduizend euro (62.000 EUR). Het is vertegenwoordigd door tweeduizend vijfhonderd aandelen zonder nominale waarde, elk aandeel vertegenwoordigend één/tweeduizend vijfhonderdste van het vermogen der vennootschap." 3.) Schraping van de tekst van artikel 10 der statuten en vervanging door volgende bepaling :

"De vennootschap wordt bestuurd door minstens het minimum aantal bestuurders door de wet vereist, al of niet aandeelhouders welke benoemd worden door de algemene vergadering voor een duur van maximum zes jaar." 4) Schraping van de tekst van artikel 14 § 3 eerste zin der statuten door volgende bepaling : "De bestuurder die belet is kan, bij eenvoudige brief, telegram, telefax, telex en E-mail, volmacht geven aan één van zijn collega's van de raad, maar slechts voor één vergadering." 5) Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen en weglating van de artikels in de statuten die naar de wet verwijzen. 6) Verlenen van de nodige machten aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen uit te voeren en de statuten te coördineren. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (41789)

Anro, naamloze vennootschap, Lombardsijdelaan 73, 8430 Middelkerke

H.R. Oostende 32199

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27/03/2001 om 14 u, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (41790)

Aposento, naamloze vennootschap, Gemeenteplaats 31, 2960 Brecht

H.R. Antwerpen 324754 — NN 461.125.726

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27/03/2001 om 16.00 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal naar Euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41791)

Auto-Service Anciens Etablissements Dosogne et Rorive, société anonyme, avenue des Bassins 11, 7000 Mons

Assemblée générale ordinaire le 26/03/2001 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (41792)

"BERS" burgerlijke vennootschap onder de vorm van een naamloze vennootschap, Oude Molenstraat 94, 9100 Sint-Niklaas

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Sint-Niklaas, nr. 157
NN 438.099.510

Daar een 1ste buiteng. alg.verg., bijeengeroepen voor 27/02/2001 niet geldig kon besluiten bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een 2de buiteng. alg. verg. bij te wonen die zal gehouden worden op 27/03/2001 om 11 uur in het kantoor van notaris Jan Muller te Waasmunster, Kerkstraat 25 met de volgende agenda : 1) Kapitaalvermindering met 41.625.000 frank om h/t verlagen van 117.475.000, frank tot 75.850.000, frank door terugbetaling op ieder der 18.500 aandelen van een bedrag in specien van 2.250 frank, volledig

komende van werkelijk volgestort kapitaal. 2) Onder opschortende voorwaarde van goedkeuring van voormeld agendapunt vermindering v/d wettelijke reserve met 8.875.759 frank om deze reserve te verlagen van 16.500.000 frank tot 7.624.241 frank door overboeking van 8.875.759 frank op beschikbare reserves. 3) Kapitaalverhoging door inlijving van beschikbare reserves voor een bedrag van 392.411 frank teneinde het kapitaal te brengen van 75.850.000 frank naar 76.242.411 frank, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 4) Omzetting van het kapitaal in Euro. 5) Dienovereenkomstig de genomen besluiten aanpassing van de artikels 5 en 6 v/d statuten. 6) Aanpassing van de statuten : a) artikel 2 m.b.t. de zetel. b) artikel 10 en 12 m.b.t. het aantal leden en de besluitvorming binnen de raad van bestuur, alsook inlassing v/d mogelijkheid tot schriftelijke besluitvorming. c) artikel 18 m.b.t. depot voorwaarde. d) artikel 26 m.b.t. verwijzing naar de wet. 7) Schraping van iedere verwijzing naar wetsartikelen uit de huidige Vennootschappenwet. 8) Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de hiervoer genomen besluiten, inzonderheid wat de terugbetaling aan de aandeelhouders en de praktische uitwerking betreft. 9) Machtiging aan de notaris tot coördinatie van de statuten. 10) Aanduiding van één of meer bijzondere gemachtigden. Zich gedragen naar de statuten. (41793)

De raad van bestuur.

**Beyens, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 250, 3130 Begijnendijk**

H.R. Leuven 69621

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 07/04/2001 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (41794)

**Brasserie De Brunehaut, société anonyme,
rue des Panneries 17-19, 7623 Brunehaut-Rongy**

R.C. Tournai 72655 — T.V.A. 444.057.882

Assemblée générale extraordinaire le mercredi 28/03/2001 à 18h30 au siège social. — Ordre du jour : 1. Exposé du rapport spécial établi pour le conseil d'administration conformément à l'art. 633 du Code des Sociétés. 2. Décision relative à la dissolution de la société ou à la poursuite des activités. 3. Décision relative à la réduction du capital social. 4. Décision relative à l'augmentation du capital social. 5. Modification des articles des statuts relatifs aux décisions prises ci-dessus. Conformément aux statuts, pour participer à l'assemblée, les titres doivent être déposés 5 jours francs avant l'assemblée. (41795)

**Brouwerij Corsendonk, naamloze vennootschap,
steenweg op Mol 118, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 49704 — BTW 423.168.834

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens te Vosselaar, Cingel 12 op 27/03/2001 om 11.00 uur met als agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1.251.074 BEF om het te brengen van 1.250.000 BEF tot 2.501.074 BEF door de afname van zelfde bedrag van de beschikbare reserves en zonder de creatie van nieuwe aandelen. 2. Conversie kapitaal in euro. 3. Volledige herwerking van de statuten om deze aan te passen aan voormelde agendapunten en aan de bepalingen van de wet van 07 mei 1999, houdende codificatie van het Wetboek van vennootschappen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (41796)

**Brouwerij Keersmaekers-Distributie, naamloze vennootschap,
steenweg op Mol 118, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 63940 — BTW 439.542.830

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Joseph Coppens te Vosselaar, Cingel 12 op 27/03/2001 om 11.30 uur met als agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 3.492 BEF om het te brengen van 19.400.000 BEF tot 19.403.492 BEF door de afname van zelfde bedrag van de beschikbare reserves en zonder de creatie van nieuwe aandelen. 2. Conversie kapitaal in euro. 3. Volledige herwerking van de statuten om deze aan te passen aan voormelde agendapunten en aan de bepalingen van de wet van 07 mei 1999, houdende codificatie van het Wetboek van vennootschappen. 4. Wijziging van de afsluitdatum van het boekjaar naar 31 december zodat het lopende boekjaar vervroegd wordt afgesloten op 31 december 2001. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (41797)

**Brouwerij Keersmaekers-Immo Verhuur, naamloze vennootschap,
steenweg op Mol 118, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 63939 — BTW 439.542.731

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens te Vosselaar, Cingel 12 op 27/03/2001 om 11.15 uur met als agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 3.231 BEF om het te brengen van 9.400.000 BEF tot 9.403.231 BEF door de afname van zelfde bedrag van de beschikbare reserves en zonder de creatie van nieuwe aandelen. 2. Conversie kapitaal in euro. 3. Volledige herwerking van de statuten om deze aan te passen aan voormelde agendapunten en aan de bepalingen van de wet van 07 mei 1999, houdende codificatie van het Wetboek van vennootschappen. 4. Wijziging van de afsluitdatum van het boekjaar naar 31 december 2001. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (41798)

**Bureau Walmack, société anonyme,
rue Nouvelle Percée 6, 4350 Remicourt**

R.C. Liège 180233 — T.V.A. 443.821.520

Assemblée générale extraordinaire le 27/03/2001 à 15 heures en l'étude du notaire CRISMER, rue de Roloux 39d à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, avec l'ordre du jour suivant : 1. Augmentation du capital social de 1.250.000-frs à 2.500.000-frs. par incorporation de réserves. 2. Conversion du capital social en euro. (41799)

**Chanterie Dekzeilen-Baches, naamloze vennootschap,
Te Deinze, E3-laan 55**

H.R. Gent 187564 — BTW 462.205.889

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 26/03/2001 om 14u30 ten kantore van notaris Marc Van Cauwenberghe te Deinze, Congoplein 2/1. — Agenda : 1. Omzetting van het kapitaal van de vennootschap in Euro. 2. Verhoging van het kapitaal om het te brengen op 150.000 Eur, door inlijving bij het kapitaal van een bedrag van 88.026,62 Eur dat van de reserves van de vennootschap zal worden afgenomen, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 3. Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt en wijziging van het artikel 5 der statuten om het in overeenstemming te brengen met het nieuw bedrag van het kapitaal, en om de vorming van zelfde kapitaal aan te tonen. 4. Aanpassing van de statuten aan de wet van 7 mei 1999 houdende de codificatie van het Wetboek van Vennootschappen. (41800)

**Charbonnages du Centre de Jumet, société anonyme,
rue du Petit Chêne 95, 4000 Liège**

R.C. Liège 173503 — T.V.A. 401.633.745

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le mardi 27/03/2001, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31/12/2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission(s) - Nomination(s) d'Administrateurs. 6. Nominations statutaires. - Proposition de reconduire la, société anonyme, Compagnie GASPARD dans son mandat d'Administrateur. 7. Adaptation du capital à l'Euro. Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur devront se conformer aux prescriptions de l'article 24 des statuts. Les dépôts de titres seront reçus au siège social de la société ainsi qu'aux divers sièges, succursales et agences de la GENERALE DE BANQUE, société anonyme. (41801)

**Cofinim, société anonyme,
avenue Maréchal Ney 32 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 567088 — T.V.A. 449.441.580

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 26/03/2001 à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration concernant l'exercice au 30/09/2000. 2. Approbation des comptes annuels concernant l'exercice 30/09/2000. 3. Approbation de l'affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. Pour être admis à l'assemblée, prière de respecter les articles des statuts. (41802)

**Comptoir de Matériaux, société anonyme,
place de la Gare 74-76, 4032 Chênée**

R.C. Liège 24271 — T.V.A. 403.903.347

Assemblée générale ordinaire le 26/03/2001, au siège social à 15h00. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Conversion capital en euros. Divers. (41803)

**Comptoir Th. Eckel, société anonyme,
rue de l'Autonomie 14, bte 8, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 43870 — T.V.A. 403.005.603

Assemblée générale ordinaire le mercredi 28/03/2001 à 15 heures au siège social avec comme ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rapport spécial du conseil d'administration. 6. Prononciation sur l'article 103 des L.C.S.C. 7. Divers. (41804)

**Constructie- & Bouwmaatschappij, naamloze vennootschap,
P. Benoitlaan 21, 9800 Deinze**

H.R. Gent 104845 — BTW 406.788.997

De jaarvergadering heeft plaats op 26/03/2001 om 20.00 uur, op de maatschappelijke zetel, Peter Benoitlaan 21, 9800 Deinze. — Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschapswet. 2. Jaarverslag van de bestuurders. 3. Vergoeding van de bestuurders. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat. 6. Kwijting van de raad van bestuur. 7. Rondvraag-varia. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (41805)

**Constructiewerkhuizen Geens, naamloze vennootschap,
Wolfstee 36, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 41493 — BTW 404.020.737

Algemene vergadering op 26/03/2001 te 17 uur. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag raad van bestuur. 2. Bespreking jaarrekening per 30/09/2000. 3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoemingen en ontslagen. 6. Varia. (41806)

**Council, société anonyme,
rue P. Lauters 1, 1000 Bruxelles-1**

R.C. Bruxelles 601971 — T.V.A. 457.354.406

L'assemblée générale ordinaire se déroulera - au lieu du 25 février 2001 - le mercredi 28/03/2001 à 14h00 auprès du siège de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration concernant l'exercice clôturé au 30/09/2000. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Examen et approbation des comptes annuels clôturés au 30/09/2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Nomination et démission administrateurs. Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur au siège social le jour même de l'assemblée, deux heures au moins avant le début de l'assemblée générale. (41807)

**D.I.C.E., naamloze vennootschap,
Koning Albertlaan 160, 1082 Sint-Agatha-Berchem**

H.R. Brussel 515998 — BTW 436.689.842

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 26/03/2001 te 17.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Aanvaarding van de wijze van samenroeping. 2. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 4. Decharge bestuurders en afgevaardigd bestuurder. 5. Verlenging mandaten bestuurders en afgevaardigd bestuurder. 6. Varia. Verder dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (41808)

**D.V.I, naamloze vennootschap,
Sasboslaan 20, 8510 Bellegem**

H.R. Kortrijk 118512 — BTW 437.220.669

Daar op de buitengewone algemene vergadering van 5.03.2001 het vereiste quorum niet werd bereikt, wordt een nieuwe buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen op het kantoor van notaris B. Moerman, Louis Verweestraat 6 8500 Kortrijk op 26.03.2001 om 13u30 met volgende agenda : 1) omzetting in euro - 2) statutenwijziging mbt. verlenging huidig boekjaar. 3) wijziging afsluitdatum boekjaar en wijziging datum jaarvergadering. 4) wijzigen bevoegdheid van ged. Bestuurder en raad van bestuur. 5) herbenoeming bestuurders. 6) aanpassen van de statuten aan de huidige wetgeving. 7) rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering. (41809) De raad van bestuur.

**De Tavernier, naamloze vennootschap,
Helmstraat 57B, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 185409 — BTW 407.556.089

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 26/03/2001 te 16 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Beslissen over het toekennen van vergoeding voor ingebrachte gelden. Zich schikken naar de statuten. (41810)

**Dealer Management System, naamloze vennootschap,
Kleistraat 203, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 317028 — BTW 441.571.120

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27/03/2001 om 11.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41811)

**Diberjean, naamloze vennootschap,
Leopoldvest 11, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 80832 — BTW 445.750.533

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Crolla te Lommel, Frans Van Hamstraat 6 op dinsdag, 27/03/2001 om 14 uur. Agenda : 1. Kennisname van de verslagen van de raad van bestuur en de bedrijfsrevisor over de uitgifte van aandelen zonder nominale waarde beneden de fractiewaarde van de oude aandelen. 2. Kennisname van de verslagen van de raad van bestuur en de commissaris-revisor over de inbrengen in natura. 3. Voorstel tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal door inbreng in natura voor een bedrag van 2.710.000 BEF om het te brengen van 13.260.000 BEF tot 15.970.000 BEF door het creëren van 3.967 aandelen zonder nominale waarde; Toewijzing van 3.967 nieuwe aandelen aan de inbrengers. 4. Vaststelling dat deze kapitaalsverhoging werd verwezenlijkt. 5. Omzetting van het kapitaal in Euro. 6. Aanpassing van artikel 5 van de statuten. 7. Aanpassing van de statuten aan de bepalingen en codificatie van het W.Venn. 8. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de te nemen beslissingen. 9. Machtiging aan de notaris tot coördinatie van de statuten. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de wet en de statuten. (41812)

De raad van bestuur.

**Dockx Bouw, naamloze vennootschap,
Bleekstraat 19, 2480 Dessel**

H.R. Turnhout 75498 — BTW 453.114.912

Buitengewone algemene vergadering - bijeenroeping.

De aandeelhouders worden verzocht een buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris J.P. Van Ussel te Retie, Melsebaan 54, op dinsdag 27/03/2001 te 14 uur, met als dagorde : 1. Kapitaalverhoging met een bedrag van 25.493 BEF teneinde het kapitaal te verhogen van 3.000.000 BEF tot 3.025.493 BEF door incorporatie van reserves zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Uitdrukking van het kapitaal in euro. 3. Opheffing van artikel vijf, tweede lid betreffende toegestaan kapitaal en artikel zes, zeven, acht en negen betreffende de volstorting. 4. Algehele coördinatie, herwerking en hernummering der statuten teneinde deze in overeenstemming te brengen met : * vorige beslissingen; * de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van Vennootschappen en de Reparatiwewet van 23 januari 2001. 5. Benoemingen. Om tot de vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders bij aangetekend schrijven vijf dagen voor de datum van de buitengewone algemene vergadering aan notaris Jean-Paul Van Ussel te 2470 Retie, Melsebaan 54, kennis te geven van hun voornemen om aan de vergadering deel te nemen, alsook het aantal aandelen mede te delen waarmee zij aan de vergadering zullen deelnemen. (41813)

**Drukkerij Vonksteen, naamloze vennootschap,
Marktplein 33, 8920 Langemark**

H.R. Ieper 379 — BTW 405.526.712

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op woensdag 28/03/2001 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000.

3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders, hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen voor de algemene vergadering. (41814)

De raad van bestuur.

**Editor International, naamloze vennootschap,
Pastoor Schoetersstraat 10, 2910 Essen**

H.R. Antwerpen 525689 — BTW 438.776.629

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27/03/2001 om 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van Bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41815)

**Epiq, naamloze vennootschap,
Industrielaan 1, 3590 Diepenbeek**

H.R. Hasselt 72464

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap EPIQ worden verzocht aanwezig te zijn op de gewone jaarlijkse algemene vergadering van Aandeelhouders die zal gehouden worden op dinsdag 27 maart 2001 om 15 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Industrielaan 1, 3590 Diepenbeek.

Agenda EN VOORSTELLEN TOT BESLUIT :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en de jaarrekening over het boekjaar 2000.

Voorstel tot besluit : De algemene vergadering keurt de jaarrekening per 31 december 2000 goed, met inbegrip van het jaarverslag en de voorgestelde resultaatsverdeling.

2. Bespreking van het verslag van de Commissaris-Revisor over de jaarrekening per 31 december 2000.

3. Verlenen van kwijting aan de Bestuurders en de Commissaris-Revisor voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2000.

Voorstel tot besluit : De algemene vergadering verleent kwijting aan de Bestuurders en de Commissaris-Revisor voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 2000.

4. Hernieuwen van de bestuurdersmandaten.

Voorstel tot besluit : De algemene vergadering stelt voor om Thys Consulting, Gilles Bernard en Willy Vanden Poel te benoemen tot nieuwe bestuurder en de mandaten van de huidige bestuurders, de Heren Norbert Hofer, Roland Duchâtelet, Jan van der Velden en Eugen Schlötzer en Mevrouw Françoise Chombar te verlengen voor een periode van één jaar.

Om de algemene vergadering bij te wonen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 33 en 34 van de statuten.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen worden verzocht contact op te nemen met hun bank die het bewijs van blokkering van aandelen zal bezorgen aan Artesia Bank, naamloze vennootschap,, Koning Albert II-laan 30, bus 2 te 1000 Brussel. Artesia Bank, naamloze vennootschap, zal het bewijs van blokkering ontvangen uiterlijk op woensdag 21 maart 2001.

De aandeelhouders die wensen te stemmen bij volmacht kunnen de vereiste documenten bekomen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Industrielaan 1, 3590 Diepenbeek.

De volmachten zullen op de maatschappelijke zetel ontvangen worden tot woensdag 21 maart 2001. (41816)

De raad van bestuur.

**Ervede, commanditaire vennootschap op aandelen,
Ieperstraat 172, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 128376

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de bijzondere algemene vergadering die plaats zal hebben op maandag 26/03/2001 om 17.00 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Bekrachtiging aankoop onroerend goed jegens de W.V.I.-financiering. 2. Verlenen recht van opstal. Zich gedragen naar de statuten. Voor de zaakvoerdersraad : Regis VANRAES. (41817)

**Euro-Fun, naamloze vennootschap,
Hortweidenweg 25, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 79733 — BTW 445.035.406

De aandeelhouders worden opgeroepen voor de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Nathalie Bovend'aerde te Zonhoven, Houthalenseweg 9, op 26/03/2001, om 14 uur. — Agenda : 1. Kapitaalvermindering door terugbetaling aan de hoofdaandeelhouder. 2. Machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen tot uitvoering te brengen. 3. Coördinatie van de statuten. (41818)

**« Excelsior Trading Company », naamloze vennootschap,
Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 27391 — BTW 404.018.262

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ter studie van notaris Marc BOGAERT, Pas 264, 2440 Geel, op 26/03/2001 om 11 uur. — Agenda : 1. Verplaatsing van de zetel der vennootschap van Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier naar 2500 Lier, Guido Gezellelaan 18. 2. Kapitaalverhoging met een bedrag van negenendertigduizend achtenzeventig frank (39.078 BEF) door incorporatie van de beschikbare reserves zonder uitgifte van aandelen. 3. Omzetting van het kapitaal in Euro. 4. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen. 5. Wijziging en coördinatie der statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statuten. (41819)

**« First Hand Cars », naamloze vennootschap,
De Burburestraat 2, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 336479 — BTW 466.914.349

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 26/03/2001 te 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Omvorming kapitaal in euro. 7. Rondvraag. De aandeelhouders gelieve zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (41820)

**Fisco, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 704B, 9050 Gent**

H.R. Gent 157767 — BTW 440.321.008

De buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op 27/03/2001 om 18u00 op het kantoor van notaris Poppe H., Fr. Laurentplein 3, 9000 Gent. — Dagorde : 1. Verslag door de raad van bestuur waarbij een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging van het maatschappelijk doel wordt gegeven. 2. Wijziging van het doel van de vennootschap. 3. Wijziging van de aard van de vennootschap en bijgevolg van Art. 1 van de statuten. 4. Omzetting van het kapitaal van Belgische frank naar Euro. 5. In het kader vervat in de bepaling van de Eurowet, verhoging van het maatschappelijk kapitaal naar zesenzeventigduizend Euro door incorporatie van de reserves en zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 6. Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalsverhoging. 7. Conform aan de hiervoor

vermelde punten en bepalingen vervat in de nieuwe vennootschap-penwet, aanpassing van de artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 31 van de statuten. De aandeelhouders dienen zich naar de statuten te schikken. (41821)

**Flas, naamloze vennootschap,
Lieutenant Van Epoelstraat 65, 9120 Beveren-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 59801 — BTW 446.917.206

Jaarvergadering op 28/03/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41822)

**Garage Duran, naamloze vennootschap,
Reningelstseweg 11, 8970 Poperinge**

H.R. Ieper 31791 — BTW 435.115.571

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 27/03/2001 om 11 uur ten kantore van notaris Vandenameele - Boeschepestraat 4 - 8970 Poperinge. — Agenda : - Kapitaalsverhoging door inbreng in natura ten belope van twintig miljoen tweehonderd vierenvijftigduizend negenhonderdvijfentwintig Belgische frank (20.254.925 BEF), om het te brengen van tien miljoen Belgische frank (10.000.000 BEF) op dertig miljoen tweehonderd vierenvijftigduizend negenhonderd vijfentwintig Belgische frank (30.254.925 BEF), door creatie en uitgifte van zeshonderd en twee (602) nieuwe aandelen zonder vermelding van nominale waarde. - Beslissing om het kapitaal in euro uit te drukken, hetzij zevenhonderdvijftigduizend euro (750.000 Euro). - Invoering van nieuwe statuten met behoud van de kenmerken en waarbij rekening wordt gehouden met de reeds genomen beslissingen en met de invoegtrekking van het wetboek van vennootschappen. - Goedkeuring van de gecoördineerde tekst van de statuten. (41823)

**Garage Juma, afkorting : « Juma », naamloze vennootschap,
Kruisbaan 125, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 61981 — BTW 421.113.028

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 26/03/2001 om 16 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventuele toepassingen artikel 60. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41824)

**Garage Vanhees, naamloze vennootschap,
Wiemesmeerstraat 37, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 51209 — BTW 419.824.215

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal plaatshebben op de zetel van de vennootschap op 30/03/2001 om 20 uur. Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Om deze vergadering bij te wonen, moeten de aandeelhouders zich schikken naar artikel 31 der statuten. (41825)

**Gastrimmo, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 149, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 321202 — NN 459.880.958

Jaarvergadering op 28/03/2001 om 20 uur op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diverse. (41826) De raad van bestuur.

Genetello-Vermassen, naamloze vennootschap,**Oudenaardsesteenweg 526, 9420 Erpe-Mere**

H.R. Oudenaarde 544062 — BTW 442.430.262

De jaarvergadering zal gehouden worden op 27/03/2001 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring uitstel algemene vergadering. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Allerlei. (41827)

Houtbuigerij Maertens, naamloze vennootschap,**Veldstraat 37, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 134916 — BTW 454.581.392

Jaarvergadering op 27/03/2001 om 19 :00 op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diverse. (41828) De raad van bestuur.

Houthandel Leonard Van De Velde & zoon, naamloze vennootschap,**Korte Massesesteenweg 27, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 1062 — BTW 415.909.868

Jaarvergadering op 31/03/2001 om 18 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Statutaire benoemingen. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41829)

Immo Guwy, naamloze vennootschap,**Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 27343 — BTW 404.024.004

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ter studie van notaris Marc BOGAERT, Pas 264, 2440 Geel, op 26/03/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Verplaatsing van de zetel der vennootschap van Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier naar 2500 Lier, Guido Gezellelaan 18. 2. Kapitaalverhoging met een bedrag van ACHTHONDERD ZEVENENTWINTIG FRANK (827 BEF) door incorporatie van de beschikbare reserves zonder uitgifte van aandelen. 3. Omzetting van het kapitaal in Euro. 4. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen. 5. Wijziging en coördinatie der statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statuten. (41830)

Immo J. Gebruers, naamloze vennootschap,**Dorp 28, 2250 Olen**

H.R. Turnhout 79304

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 30/03/2001 te 18 uur. Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders. 6. Rondvraag. (41831)

Immo Jiliva, naamloze vennootschap,**Maastrichtersteenweg 344, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 93142

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 02/04/2001 om 16 uur.

Agenda : 1. Bespreking jaarrekening 31/12/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Benoemingen. 7. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (41832)

Immo Thé, coöperatieve vennootschap,**Hoogstraat 16, 3500 Hasselt**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Hasselt, nr. 261

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 26 februari 2001 het vereiste aanwezigheidsquorum niet werd gehaald, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen op maandag 26/03/2001, om 14.00 uur, ten kantore van notaris Marc Van der Linden, Leopoldplein 17 te 3500 Hasselt, met als dagorde : 1. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in Euro. 2. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. (41833)

**Immo-5, société anonyme,
square des Archiducs 8, bte 10, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 621163

Assemblée générale ordinaire le 26/03/2001 à 14.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires désirant participer à cette assemblée sont priés de déposer leurs actions au siège social de la société au plus tard trois jours avant la réunion. (41834)

**Immobilière des Quatre Vents, naamloze vennootschap,
steenweg op Vleurgat 167, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 76414 — NN 403.370.837

Algemene vergadering op 28/03/2001 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : - verslag van de vereffenaars - goedkeuring van de balans en de resultaatrekening op 31/12/2000 - ontlasting te verlenen aan de vereffenaars. (41835)

**Immobilière Du Faulx, société anonyme,
rue Chalmagne 29, 6120 Marbaix-la-Tour**

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 27/03/2001 à 10.00 H., au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (41836)

**Immomeir, naamloze vennootschap,
Grote Markt 25/15, 8800 Roeselare
H.R. Kortrijk 60005**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van maandag 26/03/2001 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Decharge aan de bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. (41837)

**Immortsel, naamloze vennootschap,
Antwerpsestraat 146, 2640 Mortsel
H.R. Antwerpen 244226 — BTW 427.932.920**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 26/03/2001 om 11 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening per 30/09/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Rondvraag. (41838)

**Invento, naamloze vennootschap,
Tongersesteenweg 37, 3620 Lanaken
H.R. Tongeren 76819 — BTW 453.671.176**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap, die zal gehouden worden op 27/03/2001 om 20.00 uur op de maatschappelijke zetel. De agendapunten zijn als volgt : 1. Bespreking tegenstrijdig belang art. 60 Ven. Wetg. 2. Bespreking van het verslag van de raad van bestuur. 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Décharge verlenen aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Ontslag en (her) benoeming bestuurders. 7. Diverse. (41839)

**Jambers Televisieproducties, naamloze vennootschap,
Mechelsebaan 227, bus 2, 2570 Duffel
H.R. Mechelen 85842 — BTW 441.792.141**

Oproeping

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die plaats zal vinden op 26/03/2001 om 09.00 uur op het kantoor van notaris Johan De Coster te 2570 Duffel, Kiliaanstraat 14-16, om te beraadslagen over de volgende Agenda : I. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in belgische frank naar euro;

II. a) - Verhoging van het kapitaal van de vennootschap ten belope van 31.013,31,- euro om het kapitaal te brengen van 30.986,69 euro op 62.000,- euro, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen door incorporatie van beschikbare reserves.

b) - Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

c) - Wijziging van artikel 5 van de statuten.

d) - Machten toegekend aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen met betrekking tot het voorgaande.

III. - Wijziging van de statuten aan de vigerende wetgeving - herwerking van de statuten;

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41840)

**Jose Coghe-Werbrouck, naamloze vennootschap,
Kleine Noordstraat 11, 8830 Hooglede
H.R. Kortrijk 23123 — BTW 414.523.461**

Jaarvergadering op 28/03/2001 om 14 uur ten zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldigingen. De raad van bestuur (41841)

**Kempische Vastgoedmaatschappij, naamloze vennootschap,
Vennen 23, 2200 Herentals
H.R. Turnhout 77227 — BTW 455.435.784**

Oproeping tot een buitengewone algemene vergadering op 28/03/2001 om 10.00 uur op het kantoor van notaris Jozef Coppens te Vosselaar, Cingel 12. — Agenda : Verplaatsing van de maatschappelijke zetel en zetel van de werkelijke leiding naar Nederland : Kanaalweg 22, 3526 KM Utrecht (Nederland). (41842)

**Kerdenbeer, naamloze vennootschap,
Beervelde Dorp 75, 9080 Beervelde**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Gent, nr. 92 NN 425.470.803

Jaarvergadering op 30/03/2001 om 16 uur op de zetel. — Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders. 7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag. Wil u schikken naar de statuten. (41843)

**Kerville, naamloze vennootschap,
Beervelde-Dorp 75, 9080 Lochristi-Beervelde**

Jaarvergadering op 30/03/2001 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Ontslag en benoemingen bestuurders. Zich schikken naar artikel 23 der statuten. (41844)

**Learimo, naamloze vennootschap,
Bergstraat 42-44, 1000 Brussel**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brussel, nr. 823

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 26/03/2001, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Omvorming kapitaal 6.250.000 BEF in 154.934 EURO. Het te kort af te nemen van de beschikbare reserves. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (41845)

**Liège International, naamloze vennootschap,
Weteringstraat 21A, 2380 Ravels**

H.R. Turnhout 67414 — BTW 444.716.096

De buitengewone algemene vergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op 27/03/2001 te 9 uur. — Agenda : Ontslag en benoeming bestuurders. Aandeelhouders dienen zich te schikken naar art. 21 van de statuten. (41846)

**Locachim, naamloze vennootschap,
Guido Gezellelaan 64, 9100 Sint-Niklaas
H.R. Sint-Niklaas 39264 — BTW 420.477.479**

De aandeelhouders worden verzocht de bijzondere algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 28/03/2001 om 17 uur op de zetel. — Agenda : 1. Verplaatsing van de zetel. 2. Lezing van het bijzonder verslag van de raad van bestuur opgesteld in uitvoering van art. 633 van het Wetboek van Vennootschappen. 3. In toepassing van

zelfde artikel, besluit te nemen aangaande de al dan niet voortzetting van de activiteiten. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Benoeming commissaris-revisor. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten, meer bepaald naar artikel 26. (41847)

**Lyrex, naamloze vennootschap,
Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 29878 — BTW 404.035.286

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ter studie van notaris Marc BOGAERT, Pas 264, 2440 Geel, op 26/03/2001 om 10.30 uur. — Agenda : 1. Naamswijziging van de vennootschap van "LYREX" in "GUWY". 2. Verplaatsing van de zetel der vennootschap van Baron Opsomerlaan 60, 2500 Lier naar 2500 Lier, Guido Gezellelaan 18. 3. Kapitaalverhoging met een bedrag van vierendertigduizend driehonderd veertig frank (34.340 BEF) door incorporatie van de beschikbare reserves zonder uitgifte van aandelen. 4. Omzetting van het kapitaal in Euro. 5. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van Vennootschappen. 6. Wijziging en coördinatie der statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statuten. (41848)

**Maaslands Zakenkantoor Bekkers, naamloze vennootschap,
Eisdenweg 63-65, 3630 Eisden (Maasmechelen)**

H.R. Tongeren 55283 — BTW 423.817.843

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 30/04/2001 om 10.00 uur op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41849)

**Marthe, naamloze vennootschap,
Albert I-laan 159, 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 30348 — BTW 430.959.221

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 26/03/2001 om 19 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41850)

**MB Build, naamloze vennootschap,
Voskenslaan 228/2, 9000 Gent**

H.R. Gent 191643 — BTW 435.226.528

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 27/03/2001 om 14.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41851)

**"Media Research", naamloze vennootschap,
Mechelsebaan 227/1, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 87537 — BTW 444.509.032

Oproeping

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die plaats zal vinden op 26/03/2001 om 10.00 uur op het kantoor van notaris Joan De Coster te 2570 Duffel, Kiliaanstraat 14-16, om te beraadslagen over de volgende Agenda :

I. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in belgische frank naar euro;

II. a) - Verhoging van het kapitaal van de vennootschap ten belope van 31.013,31 euro, om het kapitaal te brengen van 30.986,69 euro op 62.000,- euro, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen door incorporatie van beschikbare reserves.

b) - Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

c) - Wijziging van artikel 5 van de statuten.

d) - Machten toegekend aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen met betrekking tot het voorgaande.

III. - Wijziging van de statuten aan de vigerende wetgeving - herwerking van de statuten;

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41852)

**Meurimpex, société anonyme,
rue de Longpré 17B, 1315 Incourt**

R.C. Nivelles 68209 — T.V.A. 431.034.445

Assemblée générale ordinaire le 26/03/2001 à 9 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Conversion du capital en euros. Décharge aux administrateurs. Divers. (41853)

**Meyland, naamloze vennootschap,
Vaartkant 3, 9991 Maldegem**

H.R. Gent 103444 — BTW 406.096.834

Jaarvergadering op 31/03/2001 te 14.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (41854)

**Microdevice, naamloze vennootschap,
Jean-Baptist Vinkstraat 7, 3070 Kortenberg**

H.R. Leuven 70968 — BTW 433.020.569

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25/03/2001 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41855)

**Mode & Media, naamloze vennootschap,
Mechelsebaan 227/3, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 87536 — BTW 447.274.126

Oproeping

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die plaats zal vinden op 26/03/2001 om 11.00 uur op het kantoor van notaris Joan De Coster te 2570 Duffel, Kiliaanstraat 14-16, om te beraadslagen over de volgende Agenda :

I. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in belgische frank naar euro;

II. a) - Verhoging van het kapitaal van de vennootschap ten belope van 31.013,31,- euro, om het kapitaal te brengen van 30.986,69,- euro op 62.000,- euro, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen door incorporatie van beschikbare reserves.

b) - Vaststelling van de verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

c) - Wijziging van artikel 5 van de statuten.

d) - Machten toegekend aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen met betrekking tot het voorgaande.

III. - Wijziging van de statuten aan de vigerende wetgeving - herwerking van de statuten;

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (41856)

**Neyrinck J. Constructie, naamloze vennootschap,
Tombrugstraat 15, 8850 Ardooe**

H.R. Brugge 56159 — BTW 422.588.616

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering en de jaarvergadering bij te wonen die zullen gehouden worden respectievelijk ten kantore van notaris Joseph Thiery-Vander Heyde te Rumbekke op 28/3/2001 om 11 uur en op de zetel van de vennootschap op 27/5/2001 om 15 uur met respectievelijk volgende agenda : — Agenda BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING 1. Kapitaalverhoging met 1.251.074 frank om het kapitaal te brengen op 2.501.074 frank, door inlijving van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie en uitgifte van nieuwe aandelen. Vaststelling verwezenlijking kapitaalverhoging. Omzetting kapitaal in euro. 2. Na kennisname van het vereiste verslag en van een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maanden voordien werd opgemaakt, herformulering en uitbreiding van het doel inzake onder meer : patrimoniumbeheer, holdingactiviteiten, studie- en adviesbureau inzake financiële, commerciële, administratieve en informatica-aangelegenheden, alsmede tussenpersoon in de handel. 3. Na kennisname van de vereiste verslaggeving en bepaling modaliteiten overeenkomstig artikel 604 Wetboek van vennootschappen, toekennen van een toegestaan kapitaal tot 1.250.000 euro en mogelijkheid van conversie van aandelen en verwerven eigen aandelen of winstbewijzen in voordeel van de raad van bestuur. 4. Herformulering van de modaliteiten van : de uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, de bijeenkomst, bevoegdheid, werking en samenstelling van de raad van bestuur, de benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, de bijeenkomst, werking van en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering, de winstverdeling en aflossing van het kapitaal. 5. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering. 6. Opdracht tot coördinatie van de statuten - volmachten. Agenda JAARVERGADERING 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Bezoldigingen.

(41857)

De raad van bestuur.

**OK-HV, naamloze vennootschap,
Vleeshouwerstraat 1, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 57997

Jaarvergadering van 26/03/2001 gehouden op de maatschappelijke zetel om 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur, 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000, 3. Bestemming resultaat, 4. Kwijting bestuurders, 5. Kapitaalsverhoging, omzetting kapitaal in Euro en overeenkomstige aanpassing der statuten. Zich richten naar de statuten. (41858)

**Okin Art, naamloze vennootschap,
Biegrachtstraat 38, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 79361 — BTW 456.868.020

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen voor 26 februari 2001 om 15.00 uur niet geldig kon beslissen bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden bij notaris Remi Fagard te Genk op 26/03/2001 om 15.00 uur, met volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met 1.251.074,- bef. 2. Omzetting van het kapitaal in Euro. 3. Afschaffing modaliteit toegestaan kapitaal. 4. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten en actualisering aan de vennootschappenwet. 5. Opdracht tot coördinatie van de statuten. De raad van bestuur. (41859)

**Ora Liften, naamloze vennootschap,
Koornbloemstraat 148, 2610 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 230377 — BTW 422.746.685

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die gehouden wordt op 28/03/2001, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Kennisname van het jaarverslag v.d. bestuurders; 2. Goedkeuring v.d. jaarrekening per 31/12/2000; 3. Kwijting a.d. bestuurders en de externe accountant; 4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders; 5. Rondvraag en varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen v.d. statuten. (41860)

**Parfina, société anonyme,
place de la Cathédrale 16, 4000 Liège**

R.C. Liège 466845

Assemblée générale ordinaire le 27/03/2001 à 10.30 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Conversion du capital en euro. Art. 21 des statuts : dépôt des titres au siège social. (41861)

**"Populierenhof Advising and Consulting", naamloze vennootschap,
Populierenweg 17, 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 32953 — BTW 443.443.517

De aandeelhouders van de Naamloze Vennootschap Populierenhof Advising and Consulting in 't kort : "P.A.C." worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op 28/03/2001 om 12 uur ter studie van notaris Marc Vanden Bussche - Gulden Vlieslaan 34A - 8670 Koksijde, voorafgegaan van de jaarvergadering welke gehouden wordt om 11 uur op het zelfde adres; met volgende agenda :

Agenda jaarvergadering :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen van de bestuurders.
5. Ontslag en herbenoeming van de bestuurders.
6. Rondvraag-varia.

Agenda buitengewone algemene vergadering :

A. Lezing verslag opgemaakt door de bedrijfsrevisor omtrent de kapitaalsverhoging door inbreng in natura en bijzonder verslag van de raad van bestuur.

B. Kapitaalsverhoging met 16.243.401,- BEF om het kapitaal te brengen van 10.650.000,- BEF op 26.893.401,- BEF door inbreng in natura met creatie van 235 nieuwe aandelen.

C. Vaststelling dat de kapitaalsverhoging gerealiseerd werd.

D. Omzetting van het kapitaal in EURO.

E. Wijziging van artikel 5 van de statuten.

F. Aanpassing van de statuten aan de thans vigerende wetgeving inzake vennootschappen en aan de codificatie van het Wetboek van Vennootschappen. Goedkeuring nieuwe statuten.

G. Ontslag van een bestuurder - benoeming van een nieuwe bestuurder.

H. Machtiging aan de raad van bestuur en bijzondere volmacht.

I. Coördinatie van de statuten.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (41862)

De raad van bestuur.

**PST-Immo, naamloze vennootschap,
Diesterstraat 14, 3800 Sint-Truiden**
H.R. Hasselt 64593 — BTW 427.898.771

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op maandag 26/03/2001 om 18.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Uittredingen, benoemingen; 6. Varia. Neerlegging van de aandelen hetzij op de maatschappelijke zetel, hetzij op de KBC. (41863) De raad van bestuur.

**Real Estate Belgium, société anonyme,
square de l'Atomium BP 309, 1020 Bruxelles**
R.C. Bruxelles 314173 — T.V.A. 402.096.771

Assemblée générale ordinaire le 27/03/2001 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Conversion du capital en Euro. 7. Divers. (41864)

**Robotronic, naamloze vennootschap,
Bellestraat 65, 8954 Heuvelland**
H.R. Ieper 35690 — BTW 454.140.637

Er wordt een buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen op het kantoor van notaris P. Impe, Boeschepestraat 15, 8970 Poperinge op 28/03/2001 om 9u00 met volgende agenda : 1) Kapitaalverhoging. 2) Omzetting kapitaal in euro. 3) Statutenwijziging mbt. verlenging huidig boekjaar. 4) Wijziging afsluitingsdatum boekjaar en wijziging datum jaarvergadering. 5) Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering. (41865) De raad van bestuur.

**S.C.D.C. Immo, société anonyme,
rue du Grand Central 45, 6000 Charleroi**
R.C. Charleroi 178929 — T.V.A. 451.422.063

Les actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 28/03/2001 à 19 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des Comptes Annuels arrêtés au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (41866)

**Samyko, naamloze vennootschap,
Korte Tramstraat 30, 8940 Geluwe**
H.R. Ieper 35160

Jaarvergadering op 28/03/2001 om 20.00 u., ter zetel van bestuur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41867)

**Savena, société anonyme,
à Saint-Marc, rue Al Tchode Ewe**
R.C. Namur 5795 — T.V.A. 401.410.249

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra à Saint-Marc, rue Al Tchode Ewe, le 27/03/2001 à 11.00 heures. — Ordre du jour : 1. Discussion et adoption des comptes annuels au 31/12/2000. 2. Décharge à donner aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Conversion du capital en euros. Pour assister à l'assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 22 des statuts. Le conseil d'administration. (41868)

**Schrijnwerken Waterschoot, naamloze vennootschap,
Lokerenbaan 237, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 37639 — BTW 425.061.522

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van a) de JAARLIJKSE ALGEMENE VERGADERING der aandeelhouders van de vennootschap die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap te 9240 Zele, Lokerenbaan 237, op VRIJDAG 30/03/2001, OM 17 UUR, en b) de BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING der aandeelhouders van de vennootschap die zal gehouden worden in het kantoor van notaris Patrick Lemmerling, te 9240 Zele, Raakstraat, nummer 8, op VRIJDAG 30/03/2001, OM 18 UUR.

Agenda GEWONE JAARVERGADERING.

- a) Goedkeuring jaarrekening.
- b) Bestemming van het resultaat.
- c) Kwijting aan de bestuurders.
- d) Varia.

Agenda BUITENGEWONE VERGADERING.

a) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met 2.895 BEF om het te brengen van 10.001.400 BEF naar 10.004.295 BEF en dit door inlijving van beschikbare reserves ten belope van 2.895 BEF.

b) Vaststelling dat de kapitaalverhoging daadwerkelijk is geschied.

c) Afschaffing van de nominale waarde (5.925 BEF) van de bestaande 1.688 aandelen en vervanging door een fractiewaarde : elk aandeel vertegenwoordigt voortaan 1/1.688e deel van het kapitaal.

d) Conversie van het kapitaal van de vennootschap van 10.004.295 BEF naar 248.000 EUR - aanpassing van de tekst van artikel 5 (kapitaal) van de statuten.

e) Aanpassing van de statuten van de vennootschap aan de recente codificatie van het vennootschapsrecht (wet van 7 mei 1999 - BS van 6 augustus 1999).

f) Verlenen van machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen ten uitvoer te brengen en de statuten te coördineren.

Om deze vergaderingen te mogen bijwonen, zullen de aandeelhouders zich gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen terzake.

De raad van bestuur. (41869)

**Selcom, naamloze vennootschap,
Bollinckxstraat 15, 1070 Brussel (Anderlecht)**

H.R. Brussel 469596 — BTW 413.937.996

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaatshebben op dinsdag 27/03/2001 om 18 uur, ter studie van notaris Astrid De Wulf te 9200 Dendermonde, Sint-Christianastraat 17, met volgende agenda :

1. Verhoging van het kapitaal met een bedrag van 50.985 BEF om het te brengen van 6.000.000 BEF op 6.050.985 BEF, door incorporatie van een deel van de overgedragen winst zonder uitgifte van nieuwe aandelen.
 2. Omzetting van het kapitaal in een bedrag van 150.000 EUR.
 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten.
 4. Wijziging van artikel 2 van de statuten betreffende de zetel van de vennootschap, om het in overeenstemming te brengen met het huidige huisnummer.
 5. Wijziging van de datum van de jaarvergadering naar de eerste maandag van de maand maart om 14 uur, en overeenkomstige aanpassing van artikel 19 van de statuten.
 6. Wijziging van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de taatwetgeving, de Wetten van 7 en 13 april 1995 en de codificatie van het nieuwe Wetboek van Vennootschappen (Wet van 7 mei 1999, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus daarna, pagina 29.440 e.v.).
 7. Machtiging coördinatie statuten.
 8. Volmacht handelsregister. (41870)
- De raad van bestuur.

**Siccard & Co, naamloze vennootschap,
Lombardenveld 63, 1785 Merchtem**

H.R. Brussel 573484 — BTW 450.690.209

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 27/03/2001 te 20.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Aanvaarding van de wijze van samenroeping. 2. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 4. Décharge aan de bestuurders. 5. Varia. Verder dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (41871)

**Sowaco, société anonyme,
rue Brassine 43, 4120 Neupré**

R.C. Liège 22554 — T.V.A. 406.425.743

Assemblée générale ordinaire le 28/03/2001 à 15.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires. Divers. (41872)

**Stoomketels Rudolf Moortgat, naamloze vennootschap,
Industrieweg 118, 9032 Wondelgem**

H.R. Gent 157987 — BTW 440.556.083

De algemene vergadering zal gehouden worden op de zetel op 26/03/2001 om 17.00 u. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (41873)

**Taelman-Regency, naamloze vennootschap,
Kustlaan 153, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brussel 64863 — NN 430.651.690

Bijeenroeping jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Kustlaan 153, 8300 Knokke-Heist, op maandag 02/04/2001 om 9 uur. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening, afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Benoeming bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Diversen. (41874)

**Tanimo, société anonyme,
chemin de Nivelles 27, 7060 Soignies**

R.C. Mons 128044 — T.V.A. 420.800.648

Assemblée générale ordinaire le 28/03/2001 à 19.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 30/09/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en Euro. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (41875)

**Tennis Borgerweert, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 287, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 208035 — BTW 416.994.189

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 28/03/2001 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (41876)

**Teumonjar, société anonyme,
rue Royale 35, 1000 Bruxelles-1**

R.C. Bruxelles 421215 — T.V.A. 419.618.238

Le quorum de présence n'ayant pas été réuni lors de l'assemblée générale extraordinaire dd 06/03/2001, une seconde Assemblée générale extraordinaire se tiendra le 29/03/2001 à 18.30 H., au siège social. — Ordre du jour : Nomination de deux nouveaux administrateurs. Dépôt des titres : se conformer aux statuts. (41877)

**Timber Holding and Finance Company,
in het kort : « Timholfin », naamloze vennootschap,
Zierenbosstraat 2, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 65949

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 30/03/2001 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/10/2000; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht te handelen volgens artikel 27 van de statuten. (41878)

De raad van bestuur.

**Tonus, naamloze vennootschap,
Leopold I-laan 141, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 71755

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 25/03/2001 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (41879)

**Transport De Ceulaer, naamloze vennootschap,
Industrieterrein 20, 3290 Diest**

H.R. Leuven 81374 — BTW 446.139.919

Jaarvergadering op 26/03/2001 om 20.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41880)

**UB Management, naamloze vennootschap,
Leliestraat 70a, 2860 Sint-Katelijne Waver**

H.R. Mechelen 77936 — BTW 455.499.627

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 26/03/2001 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000 en bestemming resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diversen. (41881)

**Universal Auto, naamloze vennootschap,
Industriepark Drogen 3, 9031 Drogen**

H.R. Gent 174648 — BTW 453.331.478

Jaarvergadering op 26/03/2001 om 11.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41882)

**Van Zandweghe W., naamloze vennootschap,
Leemweg 34, 9980 Sint-Laureins**

H.R. Gent 159184

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone jaarvergadering, die zal gehouden worden op 28/03/2001 om 14 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Omzetting kapitaal in euro; 6. Rondvraag. Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (41883)

**Vandecasteele Noel en Bernard,
commanditaire vennootschap op aandelen,
Risquons Toutstraat 14, 8511 Kortrijk (Aalbeke)**

H.R. Kortrijk 124691 — BTW 444.475.279

Jaarvergadering op 26/03/2001 om 20.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000.

2. Bestemming van het resultaat. 3. Bespreking kapitaalvorming en kapitaalverhoging. 4. Goedkeuring van het verslag van de zaakvoerders. 5. Ontlasting van de zaakvoerders. 6. Allerlei. Zich naar de statuten gedragen. (41884)

**Vervaeke, naamloze vennootschap,
Neder Mosscher 17, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 102133 — BTW 423.211.097

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op dinsdag 27/03/2001 om 14u op het kantoor van notaris Christian Lambrecht te Kortrijk (Heule), Kortrijksestraat, 136 met de volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met een bedrag van één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig (1.251.074) frank om het kapitaal te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend (1.250.000) frank op twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig (2.501.074) frank, door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Vaststelling van de realisatie van de kapitaalverhoging. 3. Omzetting van de uitdrukkingsmunt van het kapitaal in Euro. 4. Toevoeging van een eerste paragraaf aan artikel 5 ingevolge de hiervoor genomen besluiten en aanpassing van de tweede alinea van de eerste paragraaf van artikel 5 van de statuten met betrekking tot de historiek van het kapitaal aan de hiervoor genomen besluiten. 5. Invoering in artikel 16 van de statuten van de mogelijkheid van twee bestuurders en aanpassing van artikel 18 van de statuten in verband met de doorslaggevende stem van de voorzitter. 6. Invoering in artikel 18 van de mogelijkheid van schriftelijke besluitvorming. 7. Schrapping van iedere verwijzing in de statuten naar wetsartikelen uit de thans vigerende Vennootschappenwet of naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gelet op de codificatie van het Wetboek van Vennootschappen. 8. Aanpassing van artikel 49 van de statuten betreffende gemeen recht. 9. Aanpassing van artikel 30 en artikel 27 van de statuten betreffende de toelating tot de vergadering aan de gewijzigde vennootschapswetgeving en invoering van formaliteiten om toegelaten te worden tot de algemene vergadering. 10. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot coördinatie van de statuten. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten en hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (41885)

De raad van bestuur.

**Vervatrans, naamloze vennootschap,
Neder Mosscher 17, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 114416 — BTW 432.963.260

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op dinsdag 27/03/2001 om 14.30 u op het kantoor van notaris Christian Lambrecht te Kortrijk (Heule), Kortrijksestraat, 136, met de volgende agenda : 1. Kapitaalverhoging met een bedrag

van één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig (1.251.074) frank om het kapitaal te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend (1.250.000) frank op twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig (2.501.074) frank, door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Vaststelling van de realisatie van de kapitaalverhoging. 3. Omzetting van de uitdrukkingsmunt van het kapitaal in Euro. 4. Aanpassing van artikel 5 van de statuten met betrekking tot de historiek van het kapitaal aan de hiervoor genomen besluiten. 5. Invoering in artikel 16 van de statuten van de mogelijkheid van twee bestuurders en aanpassing van artikel 18 van de statuten in verband met de doorslaggevende stem van de voorzitter. 6. Invoering in artikel 18 van de mogelijkheid van schriftelijke besluitvorming. 7. Schrapping van ieder verwijzing in de statuten naar wetsartikelen uit de thans vigerende Vennootschappenwet of naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gelet op de codificatie van het Wetboek van Vennootschappen. 8. Aanpassing van artikel 45 van de statuten betreffende gemeen recht. 9. Aanpassing van artikel 31 en artikel 29 van de statuten betreffende de toelating tot de vergadering aan de gewijzigde vennootschapswetgeving en invoering van formaliteiten om toegelaten te worden tot de algemene vergadering. 10. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot coördinatie van de statuten. (41886)

De raad van bestuur.

Wagemo, naamloze vennootschap,

Nieuwestraat 15, 8880 Ledegem (Sint-Eloois-Winkel)

H.R. Kortrijk 128731 — BTW 449.407.928

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op woensdag 28/03/2001 om 14.00 uur ten kantore van notaris Kathleen VAN DEN EYNDE, te 8800 Roeselare-Rumbeke, Rumbeeksesteenweg 472, met volgende agenda : 1. Aanpassing van art. 1 betreffende de aard van de vennootschap. 2. Schrapping van de eerste par. van artikel 2 betreffende de zetel van de vennootschap en aanpassing van zelfde artikel aan de taalwetgeving. 3. Kapitaalverhoging met een bedrag van 1.241.074 fr., door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen. 4. Vaststelling van de realisatie van de kapitaalverhoging. 5. Omzetting van de uitdrukkingsmunt van het kapitaal in Euro. Aanpassing van art. 5 aan de genomen besluiten. 6. Na kennisname van het verslag van de raad van bestuur overeenkomstig art. 604 W. Venn., hernieuwing van het toegestaan kapitaal tot een bedrag van 250.000 Eur. en vastlegging van de modaliteiten dienaangaande en aanpassing van art. 5 bis. 7. Aanpassing van art. 6 inzake de wijziging van het kapitaal en het voorkeurecht bij kapitaalverhoging. 8. Schrapping van art. 7 betreffende de opraging van fondsen. 9. Aanpassing van art. 9 met betrekking tot de uitoefening van de rechten verbonden aan aandelen bezwaard met vruchtgebruik. 10. Invoering in art. 10 van de mogelijkheid van twee bestuurders. 11. Aanpassing van art. 14 inzake de doorslaggevende stem van de voorzitter en inzake de mogelijkheid van schriftelijke besluitvorming in de raad van bestuur. 12. Aanpassing van art. 15 betreffende tegenstrijdige belangen. 13. Aanpassing van art. 16 betreffende de ondertekening van de notulen. 14. Aanpassing van art. 21 betreffende benoeming der commissaris(sen). 15. Aanpassing van de art. 26, 27, 28 en 29 aan het W. Venn. 16. Schrapping van de tweede par. van art. 31. 17. Aanpassing van art. 33 aan de wettelijke bepalingen terzake. 18. Aanpassing van de tweede par. van art. 34 aangaande de ondertekening van afschriften van notulen van de algemene vergadering. 19. Aanpassing van art. 36 aan de wettelijke bepalingen terzake. 20. Aanpassing van art. 37 aan de wettelijke bepalingen terzake. 21. Schrapping van iedere verwijzing in de statuten naar wetsartikelen uit het thans vigerende Wetboek van vennootschappen of naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gelet op de codificatie van het vennootschapsrecht. 22. Toevoeging in de statuten van een nieuw artikel betreffende de verwijzing naar de wettelijke bepalingen. 23. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot henummering en coördinatie van de statuten. Zich gedragen naar de statuten. (41887)

De raad van bestuur.

Wallecan, naamloze vennootschap,
Hondschotheestraat 250, 8560 Gullegem
 H.R. Kortrijk 128730 — BTW 449.322.113

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op woensdag 28/03/2001 om 15.00 uur ten kantore van notaris Kathleen VAN DEN EYNDE, te 8800 Roeselaere-Rumbeke, Rumbeksesteenweg 472, met volgende agenda : 1. Aanpassing van art. 1 betreffende de aard van de vennootschap. 2. Schrapping van de eerste par. van art. 2 betreffende de zetel van de vennootschap en aanpassing van zelfde art. aan de huidige taalwetgeving. 3. Kapitaalverhoging met een bedrag van 63.793 fr., door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen. 4. Vaststelling van de realisatie van de kapitaalverhoging. 5. Omzetting van de uitdrukingsmunt van het kapitaal in Euro. Aanpassing van art. 5 aan de genomen besluiten. 6. Na kennisname van het verslag van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 604 W.Venn., hernieuwing van het toegestaan kapitaal ten bedrage van 250.000 Eur. en vastlegging van de modaliteiten dienaangaande en aanpassing van art. 5 bis. 7. Aanpassing van art. 6 inzake de wijziging van het kapitaal en het voorkeurecht bij kapitaalverhoging. 8. Schrapping van art. 7 betreffende de opvraging van fondsen. 9. Aanpassing van art. 9 met betrekking tot de uitoefening van de rechten verbonden aan aandelen bezwaard met vruchtgebruik. 10. Invoering in art. 10 van de mogelijkheid van twee bestuurders. 11. Aanpassing van art. 14 inzake de doorslaggevende stem van de voorzitter en inzake de mogelijkheid van schriftelijke besluitvorming in de raad van bestuur. 12. Aanpassing van art. 15 betreffende tegenstrijdige belangen. 13. Aanpassing van art. 16 betreffende de ondertekening van de notulen. 14. Aanpassing van art. 21 betreffende benoeming der commissaris(sen). 15. Aanpassing van de art. 26, 27, 28 en 29 aan het W. Venn. 16. Schrapping van de tweede par. van art. 31. 17. Aanpassing van art. 33 aan de wettelijke bepalingen terzake. 18. Aanpassing van de tweede par. van art. 34 aangaande de ondertekening van afschriften van notulen van de algemene vergadering. 19. Vaststelling dat het boekjaar voortaan zal ingaan op 01 januari om jaarlijks afgesloten te worden op 31 december; met aanpassing van art. 35. Het lopende boekjaar wordt verlengd tot 31 december 2001. 20. Aanpassing van art. 36 aan de wettelijke bepalingen terzake. 21. Aanpassing van art. 37 aan de wettelijke bepalingen terzake. 22. Schrapping van iedere verwijzing in de statuten naar wetsartikelen uit het thans vigerende Wetboek van vennootschappen of naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gelet op de codificatie van het vennootschapsrecht. 23. Toevoeging in de statuten van een nieuw artikel betreffende de verwijzing naar de wettelijke bepalingen. 24. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot hernoemering en coördinatie van de statuten. Zich gedragen naar de statuten.

(41888)

De raad van bestuur.

Wim's Garage, naamloze vennootschap,
Koopvaardijlaan 28, 9000 Gent
 H.R. Gent 138805 — BTW 426.215.624

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering van maandag 26/03/2001 om 13 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslag en benoeming bestuurders. 4. Varia. (41889)

Wivano, naamloze vennootschap,
Vijverstraat 33, 9420 Erpe-Mere
 H.R. Aalst 69544 — BTW 472.570.142

De aandeelhouderes worden uitgenodigd deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 26/03/2001 om 10.30 uur ten kantore van notaris Roosens-Bracke, Margote 75, 9260 Wichelen. Agenda : 1. Voorstel tot het toekennen van een voorkeurecht aan de aandeelhouders bij overgang bij leven en/of overlijden. 2. Voorstel tot het toekennen van een voorkeurecht aan de aandeelhouders in geval van kapitaalverhoging door inbrengen in geld. 3. Aanpassing van de statuten om deze in

overeenstemming te brengen met de wet van zeven mei negentienhonderd negennegentig. 4. Machtiging aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de beslissingen die zullen worden genomen aangaande de voornoemde punten en in het bijzonder coördinatie van de statuten. (41890)

Administration publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Police locale pour la zone pluricommunale de Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq

Recrutement d'un chef de corps (m/f)

Il sera prochainement proposé à la désignation par le Roi, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, du chef de corps (m/f) de la police locale de la zone pluricommunale de Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq.

Peuvent entrer exclusivement en ligne de compte les membres du personnel des polices communales et fédérale qui :

font partie du cadre opérationnel;

répondent aux exigences de profil de chef de corps de la police locale, tel que publié dans la ZPZ 11 du 21 décembre 2000, relative à la mise en place de la police locale, aspects administratifs (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000);

n'ont pas reçu une évaluation « insuffisant » au cours des cinq années précédant l'introduction de la candidature;

se trouvent dans une position administrative qui leur permet de bénéficier de l'avancement et de la carrière barémique;

n'ont pas encouru de sanction disciplinaire grave non effacée;

sont âgés d'au moins 30 ans ou ont une ancienneté de service de cinq ans dans le grade d'officier ou dans l'un des grades qui entrent en ligne de compte pour se porter candidat (ces grades figurent dans l'arrêt royal du 31 octobre 2000, *Moniteur belge* du 4 novembre 2000, fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale, et la zone pluricommunale de Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq, a actuellement un effectif des cadres opérationnel, administratif et logistique réunis de moins de 75 équivalents temps plein);

n'ont pas atteint l'âge de 60 ans.

Ces conditions doivent être remplies et réunies au plus tard à la date d'introduction de la candidature.

Les conditions spécifiques (profil de fonction de chef de corps de la police locale) sont reprises dans la circulaire ZPZ 11 pré-rappelée ci-avant.

Les candidatures doivent être adressées sous pli recommandé à M. Daniel Senesael, président du collège de police, rue de Berne 4, à 7730 Estaimpuis.

Elles seront accompagnées :

a) d'un extrait d'acte de naissance;

b) d'un document officiel émanant de l'autorité dont relève le candidat attestant qu'il est revêtu du grade requis et l'absence de sanction disciplinaire grave non effacée;

c) d'une copie certifiée conforme par le supérieur fonctionnel ou de l'autorité dont relève le candidat de la dernière évaluation de celui-ci, ou, en l'absence d'une évaluation, une attestation qui le confirme;

d) d'un curriculum vitae (avec coordonnées téléphoniques);

e) d'un exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction à pourvoir, eu égard au profil de la fonction.

Pour le calcul du délai (seize jours) visé à l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 précité, est prise en considération la date de la publication au *Moniteur belge* du présent avis officiel.

Renseignements complémentaires au 056-48 13 68. (6197)

Zone de police Ans - Saint-Nicolas

Recrutement d'un(e) chef de corps de police locale

Le président du collège de police de la zone pluricommunale d'Ans - Saint-Nicolas, annonce la vacance de l'emploi de chef de corps de la police locale.

Les conditions et les modalités de la première désignation à cet emploi sont fixées par l'arrêté royal du 31 octobre 2000 (*Moniteur belge* du 4 novembre 2000), modifié par l'arrêté royal du 5 février 2001 (*Moniteur belge* du 8 février 2001).

Le profil de la fonction est défini par l'annexe à la circulaire ZPZ 11 du 21 décembre 2000 de M. le Ministre de l'Intérieur (*Moniteur belge* du 29 décembre 2000).

Les candidatures déposées dans le respect des chapitres 1 et 2 de l'arrêté précité seront accompagnées d'une attestation de l'autorité dont relève le (la) candidat(e) précisant le grade dont il (elle) est revêtu(e), l'absence de sanction disciplinaire grave non effacée, la mention de la dernière évaluation, ou à défaut l'absence d'évaluation.

Un extrait d'acte de naissance, un curriculum vitae détaillé et un exposé succinct des qualités et de la motivation du (de la) candidat(e), pour l'exercice de la fonction à pourvoir, y seront joints.

Ces documents seront adressés par recommandé dans les seize jours de la présente publication, à M. Avril, bourgmestre, président du collège de police de la zone, administration communale de Saint-Nicolas, rue de l'Hôtel Communal 63, 4420 Saint-Nicolas. (6198)

Commune de Wanze — Zone pluricommunale de Meuse-Hesbaye (Amay, Engis, Saint-Georges-sur-Meuse, Verlainne, Villers-le-Bouillet, Wanze)

Le président du collège de police de la zone pluricommunale de police de Meuse-Hesbaye annonce la vacance de l'emploi de chef de corps de la police locale au sein de ladite zone.

Le chef de corps sera désigné pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, sur proposition motivée du conseil de police et après avis motivé du procureur général près de la cour d'appel et du gouverneur parmi les candidats qui seront jugés aptes par une commission de sélection qui sera instituée au sein de zone.

L'effectif du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique réunis de la zone de police, compte au moins 75 et moins de 150 équivalents temps plein.

Les conditions et les modalités sont fixées dans l'arrêté royal du 31 octobre 2000, § 4, fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale (*Moniteur belge* du 4 novembre 2000).

La candidature, mentionnant la zone pour laquelle le candidat postule, doit être introduite par recommandé auprès de M. le président du collège de police, Claude Parmentier, bourgmestre de Wanze, place Faniel 8, à 4520 Wanze, dans un délai de 16 (seize) jours à partir de la présente publication (article 4 de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 mentionné ci-dessus).

Documents que les candidats doivent produire à l'appui de leur candidature prouvant qu'ils répondent aux conditions générales énoncées dans l'annexe de la ZIP 11 du 21 décembre 2000 (*Moniteur belge* 29 décembre 2000) définissant le profil de la fonction de chef de corps de la police locale :

un extrait d'acte de naissance;

un curriculum vitae, et exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction à pourvoir;

un document officiel attestant que le candidat est bien revêtu du grade requis;

une copie des évaluations finales des cinq dernières années ou une attestation qui en tient lieu;

une attestation de l'autorité fonctionnelle établissant l'absence de sanctions disciplinaires graves. (6201)

Zone de police du Plateau de Herve

Avis de vacance d'emploi d'un chef de zone de police pour la zone du Plateau de Herve constituée par les entités d'Aubel, Baelen, Herve, Limbourg, Olne, Plombières, Thimister-Clermont et Welkenraedt.

Les candidats doivent être dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation dans certains emplois de la police locale pour une zone de police dont les effectifs comptent moins de 150 équivalents temps plein (mandat de deuxième catégorie).

Les candidatures sont à introduire, par lettre recommandée, dans les seize jours de la publication au *Moniteur belge* auprès du président du collège de police de la zone du Plateau de Herve, maison communale, rue de l'Ecole 6, 4840 Welkenraedt. Elles seront accompagnées d'un curriculum vitae ainsi que d'un exposé succinct des qualités et de la motivation du candidat. (6202)

Commune de Dison

L'administration communale de Dison procède actuellement au recrutement de moniteurs(trices) à la cure de vacances pendant les mois de juillet et août 2001.

Les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins.

Les conditions de recrutement ainsi que tout renseignement utile peuvent être obtenus au service du personnel, bureau n° 1, tél. : 087-33 01 34, ext. 55.

Date limite pour le dépôt des candidatures : le 13 avril 2001. (6199)

Centre public d'aide sociale de Ganshoren

Le C.P.A.S. de Ganshoren organise examen pour réserve de recrutement de :

assistant social (h/f) bilingue

vérificateur comptabilité (h/f) bilingue

réviseur expert comptable (h/f) bilingue

cuisinier (h/f) pour maison de repos

Renseignements : de 9 à 11 heures, tél. : 02-422 57 04. (6200)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Ganshoren

Het O.C.M.W. van Ganshoren organiseert examen voor wervingsreserve van :

maatschappelijk werker (m/v) tweetalig

verificateur boekhouding (m/v) tweetalig

revisor boekhouding expert (m/v) tweetalig

kok (m/v) voor rusthuis

Inlichtingen : van 9 tot 11 uur : tel. : 02-422 57 04. (6200)

Provinciale Hogeschool Limburg

De Provinciale Hogeschool Limburg wenst een wervingsreserve aan te leggen voor :

Een voltijds administratief medewerker

Functieomschrijving :

De functiehouder zal ingeschakeld worden binnen de administratie van de hogeschool, in de departementen of op de centrale diensten van de PHL.

Kennis en vaardigheden :

grondige kennis van Ms-Office programma's;

taken zelfstandig, snel en accuraat kunnen uitvoeren;

kunnen werken in teamverband en communicatief vaardig zijn;

aantoonbare ervaring binnen een administratieve functie strekt tot de aanbeveling.

Diplomavereisten :

De kandidaten moeten houder zijn van het diploma gegradueerde secretariaat - moderne talen.

Inschaling :

De betrekking wordt bekleed in contractueel verband. Aan de functie wordt de weddeschaal B11 toegekend (BEF 789 225 - BEF 1 158 440 brutojaarwedde aan index 1,2434)

Heeft een vacature voor een deeltijds werkman (50 %)

Toelatingsvoorwaarden :

Kandidaten moeten ervaring in tuinonderhoud hebben.

Functie :

De kandidaat zorgt voor :

het dagelijks tuinonderhoud op de campus;

het wegbrengen van gesorteerd afval vanuit de verschillende gebouwen naar de containers;

het dagelijks ledigen van vuilnisbakken;

andere taken van onderhoudspersoneel.

Profiel :

De kandidaat :

kent technieken van tuinonderhoud;

kan een efficiënt werkschema van tuinonderhoud opstellen en kan zelfstandig werken;

kan de gebruikte werktuigen op een degelijke wijze onderhouden.

Inschaling :

De inschaling is afhankelijk van het diploma.

Beschrijving opdracht :

50 % opdracht in contractueel verband vanaf 17 april 2001 tot en met 16 oktober 2001. Latere uitbreiding van de opdracht en verlenging is mogelijk.

Kandidaturen :

Kandidaturen vergezeld van curriculum vitae uitsluitend sturen naar Chantal Vandijck, hoofd personeel van de Provinciale Hogeschool Limburg, Elfde-Liniestraat 24, te 3500 Hasselt.

Uiterste datum van ontvangst van de kandidaturen : maandag 19 maart 2001, om 17 uur. (6203)

Gemeente Lummen

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat de gemeente Lummen overgaat tot de aanwerving in contractueel verband van een duurzaamheidsambtenaar (m/v).

Hoofddoel van de functie : u staat in voor het opmaken en helpen realiseren van de actieplannen rond duurzaamheid voorzien in het gemeentelijk milieuconvenant.

Functieprofiel :

Kennis : o.a. algemene kennis van de milieuproblematiek.

Vaardigheden : o.a. beschikken over communicatieve en sociale vaardigheden en persoonlijke interesse in milieu en natuur.

Attitude : o.a. zelfstandig kunnen werken en verantwoordelijkheidszin.

Voorwaarden :

beschikken over een diploma van minstens hoger onderwijs van het korte type;

Belg zijn;

Minimum 18 jaar zijn;

slagen in een mondeling aanwervingsexamen.

Verdere inlichtingen en de volledige functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst (R. Nijs). Tel. : 013-53 05 88.

De schriftelijke kandidaturen, samen met een curriculum vitae en een afschrift van het diploma, dienen aangetekend verzonden te worden aan : college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 13, 3560 Lummen, en uiterlijk in ons bezit te zijn op 30 maart 2001. (6204)

Politiezone Roeselare-Izegem-Hooglede

Oproep tot kandidaten voor de eerste aanstelling van korpschef (m/v) van de lokale politie voor de politiezone Roeselare-Izegem-Hooglede

De korpschef van de lokale politie wordt door de Koning aangewezen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van vijf jaar op gemotiveerde voordracht van de politieraad en na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur uit de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

De korpschef is onder het gezag van het politiecollege verantwoordelijk voor het lokaal politiebeleid en heeft de leiding over het lokaal politiekorps.

Het functieprofiel is bepaald door de Minister van Binnenlandse zaken en de Minister van Justitie en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000 als bijlage van de omzendbrief ZPZ 11 betreffende de instelling van de lokale politie, bestuurlijke aspecten, van 21 december 2000.

Voorwaarden :

minstens 30 jaar oud zijn of een dienstanciënniteit van vijf jaar hebben als officier of in de graad die vereist is om zich kandidaat te stellen;

de leeftijd van 60 jaar niet overschreden hebben;

niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eindevaluatie met vermelding "onvoldoende" in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaat noch een niet uitgewiste zware tuchtstraf hebben opgelopen;

titularis zijn, bij een korps van een gemeentepolitie, van de rijkswacht of van de gerechtelijke politie bij de parketten, van één van de volgende graden :

1. voor wat de gemeentepolitie betreft :

(hoofd)commissaris-korpschef;

commissaris;

adjunct-commissaris;

adjunct-commissaris-inspecteur, adjunct-commissaris-hoofdinspecteur;

brigadecommissaris;

hoofdveldwachter;

2. voor wat de rijkswacht betreft :

adjutant en adjutant-chef die de commandotoelage ontvangt, bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende het geldelijk statuut van de leden van de rijkswacht;

luitenant;
kapitein;
kapitein-commandant;
majoor;
luitenant-kolonel
kolonel;
generaal-majoor;
luitenant-generaal;

3. voor wat de gerechtelijke politie bij de parketten betreft :

gerechtelijk inspecteur en gerechtelijk afdelingsinspecteur, laureaat van het examen voor commissaris 1999;

gerechtelijk commissaris;
gerechtelijk afdelingscommissaris;
hoofdcommissaris;
adjunct-commissaris-generaal;
commissaris-generaal.

Kandidaatstelling :

De kandidaturen moeten aangetekend verstuurd worden aan de voorzitter van het Politiecollege, de heer burgemeester Denys, Daniël, Botermarkt 2, 8800 Roeselare, binnen een termijn van zestien dagen die aanvangt op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

- een uittreksel uit de geboorteakte;
 - een officieel document van de overheid waaronder de kandidaat ressorteert ter bevestiging dat de kandidaat :
 - titularis is van de vereiste graad en sinds wanneer hij die graad bekleedt;
 - niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een eindevaluatie met vermelding « onvoldoende » in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaat;
 - geen niet-uitgewiste zware tuchtstraf heeft opgelopen;
 - een curriculum vitae;
 - een bondige uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motiveering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie;
 - het telefoonnummer waarop de kandidaat te bereiken is.
- Bijkomende informatie kan bekomen worden bij de personeelsdienst van de stad Roeselare, tel. : 051-26 22 25 of 051-26 22 26; fax. 051-26 22 80; e-mail : personeelsdienst@roeselare.be. (6205)

Universiteit Antwerpen
Universitaire Instelling Antwerpen

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacante verklaring van :

Departement Farmaceutische Wetenschappen

Een voltijds ambt van zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening op het gebied van de toepassingen van de moleculaire en cellulaire immunologie in het farmaceutisch onderzoek en de ontwikkeling van geneesmiddelen. De kandida(a)t(e) is houder van het diploma van doctor in de farmaceutische wetenschappen, beschikt over een bewezen wetenschappelijke expertise in het betrokken vakgebied, gestaafd met meer publicaties in internationale vaktijdschriften. Buitenlandse onderzoekservaring evenals ervaring met theoretisch onderwijs op universitair niveau, organisatie van practica en begeleiden van thesisstudenten zijn pluspunten.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. A. Ludwig, tel. : 03-820 27 16.

Departement Wiskunde en Informatica

Een voltijds ambt van zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening.

Meer specifiek omvat de opdracht :

het verzorgen van het onderwijs in de vakken 'Optimalisatietechnieken', 'Numerieke Lineaire Algebra', 'Artificiële Intelligentie' en 'Capita selecta van de AI', en partim voor de vakken 'Practicum Programmeren' en 'Seminarie Informatica', alle te doceren in de licenties informatica of wiskunde-informatica;

bereid zijn bij te dragen tot het onderwijs in de kandidaturen informatica en wiskunde-informatica;

het verrichten van onderzoek, op hoogstaand internationaal niveau, door het oprichten van een onderzoeksgroep "Emerging Computational Techniques" rond aspecten van symbolisch-numeriek rekenen, fuzzy technieken, intelligente numerieke softwareselectie, de ontwikkeling van performante numerieke software, computer aritmetiek en dergelijke;

als specialist, bijdragen tot het verlenen van advies aan bedrijven en derden, enerzijds in het gebruik van numerieke technieken en software en anderzijds in de koppeling ervan met technieken uit de AI.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij prof. C. Blondia, tel. : 03-820 24 04.

Departement Rechten

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2004, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 10 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het opleidingsonderdeel "Juridisch practicum zekerheden 1" (20 u.) omvat.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://alv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. A. Van Oevelen, tel. : 03-820 29 32.

Departement Geneeskunde

Een voltijdse functie aan UA/UZA die inhoudt : onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de Endocrinologie en die twee samenhangende aanstellingen omvat :

a) een ambt van lid van het zelfstandig academisch personeel (60 %) (minstens graad hoofddocent) met als opdracht :

inzake onderwijs : coördinatie en essentiële bijdrage in het graduaat- en postgraduaat onderwijs van de endocrinologie (partim schildklier, bijschildklier, hypothalamus, hypofyse, bijnier en gonaden), exclusief diabetes, obesitas en bijzondere stofwisselingsziekten :

binnen het huidige curriculum geneeskunde (academiejaren 2001-2002 tot 2003-2004)

binnen het nieuwe curriculum (vanaf academiejaar 2001-2002) : verantwoordelijk voor essentiële bijdragen in de multidisciplinaire modules, in de capita selecta, de klinische opleiding, het doorstroomonderwijs en in het programma wetenschappelijke vorming.

inzake onderzoek : leiding geven aan het onderzoek in het domein van deze disciplines en deelname aan interdisciplinair klinisch en biomedisch onderzoek;

inzake wetenschappelijke dienstverlening : in het bijzonder het uitoefenen van de functie van diensthoofd (voltijds) Endocrinologie in het Universitair Ziekenhuis, zoals onder *b)* beschreven. De uitoefening van deze academische opdracht is van rechtswege onverenigbaar met de uitoefening van enige geneeskundige praktijk in een andere klinische dienst dan in het Universitair Ziekenhuis (UZA), behoudens uitdrukkelijke opdracht gegeven door de raad van bestuur, met instemming van betrokkene en op eensluidend voorstel van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen en van het Beheersorgaan UZA.

b) een voltijdse betrekking van diensthoofd Endocrinologie in het Universitair Ziekenhuis.

De kandidaat moet beantwoorden aan de voorwaarden van de functie van diensthoofd-ZAP in het Universitair Ziekenhuis.

De kandidaat moet bereid zijn om de uitwerking van het graduaat- en postgraduaatonderwijs te realiseren in overleg en geïntegreerd met de titularis van de functie Diabetologie, Metabole ziekten, Nutritiepathologie.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de decaan van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen : prof. dr. D. Scheuermann, tel. : 03-820 25 27 en bij de hoofdgeneesheer van het UZA : prof. dr. P. Blockx, tel. : 03-821 35 82.

Een voltijdse functie aan UA/UZA die inhoudt : onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de Diabetologie, Metabole ziekten, Nutritiepathologie en die twee samenhangende aanstellingen omvat : a) een ambt van lid van het zelfstandig academisch personeel (60 %) (minstens graad hoofddocent) met als opdracht :

inzake onderwijs : essentiële bijdragen in het graduaat- en postgraduaat onderwijs van de diabetologie, metabole ziekten, nutritie en nutritiepathologie :

binnen het huidige curriculum geneeskunde (academiejaren 2001-2002 tot 2003-2004);

binnen het nieuwe curriculum (vanaf academiejaar 2001-2002) : verantwoordelijk voor essentiële bijdragen met betrekking tot diabetologie, metabole ziekten, nutritiepathologie in multidisciplinaire modules, capita selecta, de klinische opleiding, het doorstroomonderwijs en in het programma wetenschappelijke vorming;

inzake onderzoek : leiding geven aan het onderzoek in het domein van deze disciplines en deelname aan interdisciplinair klinisch en biomedisch onderzoek;

inzake wetenschappelijke dienstverlening : in het bijzonder het uitoefenen van de functie van diensthoofd (voltijds) in het Universitair Ziekenhuis, zoals onder *b)* beschreven. De uitoefening van deze academische opdracht is van rechtswege onverenigbaar met de uitoefening van enige geneeskundige praktijk in een andere klinische dienst dan in het Universitair Ziekenhuis (UZA), behoudens uitdrukkelijke opdracht gegeven door de raad van bestuur, met instemming van betrokkene en op eensluidend voorstel van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen en van het Beheersorgaan UZA.

b) een voltijdse betrekking van diensthoofd Diabetologie, Metabole ziekten, Nutritiepathologie in het Universitair Ziekenhuis.

De kandidaat moet beantwoorden aan de voorwaarden van de functie van diensthoofd-ZAP in het Universitair Ziekenhuis.

De kandidaat moet bereid zijn om de uitwerking van het graduaat- en postgraduaatonderwijs te realiseren in overleg en geïntegreerd met de titularis van de endocrinologie.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de decaan van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen : prof. dr. D. Scheuermann, tel. : 03-820 25 27 en bij de hoofdgeneesheer van het UZA : prof. dr. P. Blockx, tel. : 03-821 35 82.

Departement Geneeskunde :

Een deeltijds ambt van lid van het zelfstandig academisch personeel (10 %) aan UA/UZA, met een aanstelling in de graad van docent of hoofddocent met een opdracht in onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de longziekten en die volgende samenhangende opdrachten omvat :

inzake onderwijs : een belangrijke bijdrage in het graduaat- en postgraduaat onderwijs van de longziekten binnen het huidige curriculum geneeskunde (academiejaren 2001-2002 tot 2003-2004) en binnen het nieuwe curriculum (vanaf academiejaar 2001-2002) met bijdragen in de multidisciplinaire modules, in de capita selecta, de klinische opleiding, het doorstroomonderwijs en in het programma wetenschappelijke vorming;

inzake onderzoek : deelname aan interdisciplinair klinisch en biomedisch onderzoek in het domein van de longziekten en respiratoire oncologie;

inzake dienstverlening : actief bijstaan van het diensthoofd in de leiding van de dienst longziekten van UZA in al zijn aspecten.

De uitoefening van deze academische opdracht is van rechtswege onverenigbaar met de uitoefening van enige geneeskundige praktijk in een andere klinische dienst dan in het Universitair Ziekenhuis (UZA), behoudens uitdrukkelijke opdracht gegeven door de raad van bestuur, met instemming van betrokkene en op eensluidend voorstel van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen en van het Beheersorgaan UZA.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres : <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de decaan van de faculteit medische en farmaceutische wetenschappen : prof. dr. D. Scheuermann, tel. : 03-820 25 27 en bij de hoofdgeneesheer van het UZA : prof. dr. P. Blockx, tel. : 03-821 35 82.

Een deeltijds ambt van lid van het zelfstandig academisch personeel (10 %) aan UA/UZA, met een aanstelling in de graad van docent of hoofddocent met een opdracht in onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de transplantatieheelkunde en endocriene heelkunde en die volgende samenhangende opdrachten omvat :

inzake onderwijs : een belangrijke bijdrage in het graduaat- en postgraduaat onderwijs van de transplantatieheelkunde en endocriene heelkunde binnen het huidige curriculum geneeskunde (academiejaren 2001-2002 tot 2003-2004) en binnen het nieuwe curriculum (vanaf academiejaar 2001-2002) met bijdragen in de multidisciplinaire modules, in de capita selecta, de klinische opleiding, het doorstroomonderwijs en in het programma wetenschappelijke vorming;

inzake onderzoek : deelname aan interdisciplinair klinisch en biomedisch onderzoek in het domein van de transplantatieheelkunde en endocriene heelkunde.

inzake dienstverlening : actief bijstaan van het diensthoofd in de leiding van de dienst Transplantatieheelkunde en endocriene heelkunde van UZA in al zijn aspecten.

De uitoefening van deze academische opdracht is van rechtswege onverenigbaar met de uitoefening van enige geneeskundige praktijk in een andere klinische dienst dan in het Universitair Ziekenhuis (UZA), behoudens uitdrukkelijke opdracht gegeven door de raad van bestuur, met instemming van betrokkene en op eensluidend voorstel van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen en van het Beheersorgaan UZA.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de decaan van de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen : prof. dr. D. Scheuermann, tel. : 03-820 25 27 en bij de hoofdgeneesheer van het UZA : prof. dr. P. Blockx, tel. : 03-821 35 82.

Departement Politieke en Sociale Wetenschappen

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2006, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 10 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het

opleidingsonderdeel "Personeelsmanagement in overheidsorganisaties" omvat. De kandidaten zijn, naast het doceren van het beoogde opleidingsonderdeel, ook wetenschappelijk actief en zijn bereid om eindverhandelingen en/of eindwerken te begeleiden.

Toelatingsvoorwaarden : kandidaten dienen in het bezit zijn van een diploma van doctor in de overeenkomstige discipline, met een aantoonbare gedegen kennis van en een expertise op het meer specifieke wetenschapsdomein, en getuigen van de nodige pedagogische kwaliteiten.

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2006, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 10 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het opleidingsonderdeel "Arbeidsmarkt en beleid" omvat.

De kandidaten zijn, naast het doceren van het beoogde opleidingsonderdeel, ook wetenschappelijk actief en zijn bereid om eindverhandelingen en/of eindwerken te begeleiden.

Toelatingsvoorwaarden : kandidaten dienen in het bezit zijn van een diploma van doctor in de overeenkomstige discipline, met een aantoonbare gedegen kennis van en een expertise op het meer specifieke wetenschapsdomein, en getuigen van de nodige pedagogische kwaliteiten.

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2006, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 10 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het opleidingsonderdeel "Noord-Zuid verhoudingen" omvat.

De kandidaten zijn, naast het doceren van het beoogde opleidingsonderdeel, ook wetenschappelijk actief en zijn bereid om eindverhandelingen en/of eindwerken te begeleiden.

Toelatingsvoorwaarden : kandidaten dienen in het bezit zijn van een diploma van doctor in de overeenkomstige discipline, met een aantoonbare gedegen kennis van en een expertise op het meer specifieke wetenschapsdomein, en getuigen van de nodige pedagogische kwaliteiten.

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2006, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 15 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het opleidingsonderdeel "Multilevel governance" omvat.

De kandidaten zijn, naast het doceren van het beoogde opleidingsonderdeel, ook wetenschappelijk actief en zijn bereid om eindverhandelingen en/of eindwerken te begeleiden.

Toelatingsvoorwaarden : kandidaten dienen in het bezit zijn van een diploma van doctor in de overeenkomstige discipline, met een aantoonbare gedegen kennis van en een expertise op het meer specifieke wetenschapsdomein, en getuigen van de nodige pedagogische kwaliteiten.

Een deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), ingaande op 1 oktober 2001 en eindigend op 30 september 2006, omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 10 % van een voltijdse opdracht, en die wat de onderwijsopdracht betreft, het opleidingsonderdeel "Internationaal cultuurbeleid" omvat.

De kandidaten zijn, naast het doceren van het beoogde opleidingsonderdeel, ook wetenschappelijk actief en zijn bereid om eindverhandelingen en/of eindwerken te begeleiden.

Toelatingsvoorwaarden : kandidaten dienen in het bezit zijn van een diploma van doctor in de overeenkomstige discipline, met een aantoonbare gedegen kennis van en een expertise op het meer specifieke wetenschapsdomein, en getuigen van de nodige pedagogische kwaliteiten.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 9 mei 2001.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. : UIA : 03-820 20 18 of afhalen van het internet op het volgende adres <http://aiv-www.uia.ac.be/d1/>

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. R. Janvier, tel. : 0495-28 06 60 of bij prof. H. Van Pelt, tel. : 03-820 28 54 of bij prof. S. Walgrave, tel. : 03-820 28 76.

E-mailen behoort evenzeer tot de mogelijkheden via : ria.janvier@ua.ac.be; herman.vanpelt@ua.ac.be; stefaan.walgrave@ua.ac.be (6206)

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

Voor de afdelingen heelkunde van de Faculteit geneeskunde zoeken wij een administratief-technisch medewerker (m/v), graad 3 - VB/B/2001/05/W.

Doel van de functie :

Het bieden van logistieke ondersteuning, afhankelijk van het college-rooster, aan de verschillende stafleden.

Opdrachten :

Het intern vervoeren van de patiënten.

Het motiveren van de patiënten tot deelname aan de colleges en het zorg dragen voor patiëntendossiers.

Het maken van afspraken omtrent het college-rooster.

Het zorgen door de praktische ondersteuning en het vlotte verloop van de examenperiode.

Het hanteren van video- en fotografisch materiaal.

Het ophalen en het wegbrengen van fotomateriaal voor de verschillende heelkundige disciplines.

Profiel :

Kandidaten bezitten een diploma hoger secundair onderwijs of zijn door ervaring van gelijkwaardig niveau.

Kandidaten bezitten goede communicatieve en sociale vaardigheden, kunnen nauwgezet werken en zijn in staat om patiëntendossiers uiterst discreet te behandelen.

Kandidaten zijn bereid tot een soepele werkurenregeling afhankelijk van het college-rooster.

Kandidaten hebben notie van courante informaticatoepassingen (Office).

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur ten laste van de werkingsuitkeringen.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de personeelsdienst ATP ter attentie van Monique Aelbrecht, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 13, fax. 016-32 29 98.

E-mail : Monique.Aelbrecht@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de personeelsdienst ATP, uiterlijk op 27 maart 2001. (6207)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Merchtem

Het O.C.M.W. van Merchtem werft aan voor zijn rusthuis met R.V.T.-erkenning.

Een voltijdse gegradueerde verpleegkundige (m/v) (BV1-BV3) in statutair verband.

Functie :

Verantwoordelijkheidsdomein :

De verpleegkundige draagt medeverantwoordelijkheid voor het lichamelijk en geestelijk welzijn van de rustoordbewoners, i.c. is hij/zij verantwoordelijk voor de verpleegkundige handelingen die hij/zij uitvoert.

Bij afwezigheid van de hoofdverpleegkundige draagt de verpleegkundige de verantwoordelijkheid voor de rapportage in verband met en observatie van de rustoordbewoners.

Specifieke moeilijkheidsgraad :

De specifieke moeilijkheidsgraad van deze functie situeert zich in de inhoud van de functie zelf, m.n. noodsituaties zelfstandig en accuraat kunnen inschatten en aangepast kunnen reageren.

De verpleegkundige werkt in continudienst; dit impliceert de nodige aanpassing en flexibiliteit.

Contacten :

De contacten situeren zich op verschillende niveaus :

met de residenten en hun familie;

collega's;

externe hulpverleningsinstanties.

Voorwaarden :

houder zijn van een diploma van gegradueerde verpleegkundige;

slagen in een aanwervingsexamen;

dienstprestaties in de privé-sector komen in aanmerking voor de weddevaststelling;

grondige kennis van de verpleegkundige zorg van de geriatrische bewoner.

Profiel :

vaardig zijn in het verplegen en verzorgen van residenten;

werkzaamheden zelfstandig kunnen plannen en organiseren;

op een vlotte manier kunnen samenwerken met collega's;

zich engageren in de organisatie op een duidelijk zichtbare manier.

Voor deze betrekking wordt een werfreserve van één jaar aangelegd.

Het aanwervingsexamen heeft plaats op donderdag 19 april 2001.

De kandidaturen moeten samen met een *curriculum vitae* en een fotocopie van het vereiste diploma aangetekend verzonden worden naar de heer voorzitter van het O.C.M.W. van Merchtem, Gasthuisstraat 17, 1785 Merchtem. Inschrijven kan tot uiterlijk 4 april 2001 (postdatum).

De algemene en bijzondere aanwervingsvoorwaarden, de functiebeschrijvingen en het functieprofiel kunnen verkregen worden op de dienst secretarie van het O.C.M.W. van Merchtem, tel. 052-38 18 00. (6209)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Merelbeke

Het O.C.M.W. van Merelbeke is een middelgroot openbaar bestuur dat voortdurend streeft naar een kwaliteitsvolle en klantvriendelijke dienstverlening aan de burger. Een moderne en doelmatige bedrijfsorganisatie met gemotiveerde en bekwame medewerkers vormen onze voornaamste troeven om deze doelstelling te verwezenlijken.

Het O.C.M.W.-bestuur wenst zijn medewerkersteam te versterken en richt aanwervingsexamens in voor volgende betrekkingen (m/v) :

Niveau B (graduaat) :

gegradueerd verpleegkundige (full-time);

gebrevetteerd verpleegkundige (half-time/full-time);

kwaliteitscoördinator (full-time).

Derde oproep.

Niveau A (universitair) :

dagelijks verantwoordelijke (full-time).

De vermelde betrekkingen zijn toegankelijk voor onderdanen van de Europese Unie en worden begeven na het slagen in de examens, die in de maand juni van start zullen gaan. Naar aanleiding van de examens zal tevens een werfreserve worden aangelegd met een geldigheidsduur van twee jaar.

Voelt u zich geroepen om het beste van uzelf te geven in onze organisatie, aarzel dan niet contact op te nemen met Ellen Mertens van De Witte & Morel — Ernst & Young Human Resources Services, Vier Winden 1, Rijvisschestraat 118, 9052 Gent (Zwijnaarde), op het nummer 09-243 89 52 of op het e-mailadres : ellen.mertens@ey.be, waar u tevens terecht kan voor het inschrijvingsformulier en nadere informatie omtrent de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden, functieomschrijving en examenprogramma.

Inschrijvingen dienen met inschrijvingsformulier ten laatste op vrijdag 11 mei 2001 aangetekend te worden gericht aan De Witte & Morel — Ernst & Young Human Resources Services, t.a.v. Ellen Mertens, Vier Winden 1, Rijvisschestraat 118, 9052 Gent (Zwijnaarde). Enkel de inschrijvingen ingediend via het speciaal daartoe bestemde inschrijvingsformulier zullen in aanmerking worden genomen. (6210)

Ville de Verviers

La ville de Verviers recrute un(e) aspirant(e) de police.

Conditions de recrutement :

être belge;

âge requis : minimum 18 ans;

taille minimum : 1,63 m;

être titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 2 à l'Etat;

être titulaire du permis de conduire B;

faire partie d'une réserve de recrutement supra-locale ou compter cinq ans d'ancienneté de service à titre définitif dans une autre commune.

Clôture de l'appel : le 31 mars 2001.

Pour tous renseignements : bureau du personnel, tél. : 087-32 52 58.
(6211)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek

Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

Hof van beroep te Gent

Bij arrest van het hof van beroep te Gent, zesde kamer, rechtdoende in correctionele zaken, d.d. 12 februari 2001, op tegenspraak geweest op beroep tegen het vonnis van de correctionele rechtbank te Brugge, van 28 februari 2000, werd Van Loocke, Johan Jozef Leonard Marie, zaakvoerder, geboren te Tielt op 28 oktober 1947, wonende te 8490 Jabbeke, Flamenckapark 28;

beklaagd van :

Not. 78.98.5235/88 :

A. valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 5 augustus 1988;

B. gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 5 augustus 1988 tot en met heden;

C. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 15 maart 1988;

D. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 15 maart 1988 tot en met heden;

E. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 12 april 1988;

F. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 12 april 1988 tot en met heden;

G. valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 3 maart 1988;

H. gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 3 maart 1988 tot en met heden;

I. valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 20 juni 1988;

J. gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 20 juni 1988 tot en met heden;

M. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 27 oktober 1989;

N. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 27 oktober 1989 tot en met heden;

O. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 20 april 1990;

R. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 20 april 1990 tot en met heden;

S. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 15 oktober 1990;

T. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 15 oktober 1990 tot en met heden;

W. als dader of mededader valsheid in geschriften inzake BTW-Wetboek, te Oostende, op 25 september 1990;

X. als dader of mededader gebruik valse stukken inzake BTW-Wetboek, te Oostende, sedert 25 september 1990 tot en met heden;

Not. 75.96.8278/94 :

A.1. als strafrechtelijk verantwoordelijke van de N.V. Caplo, H.R. Oostende 36072, door de rechtbank van koophandel te Oostende, bij vonnis van 23 december 1994 failliet verklaard, die opgehouden had te betalen op 1 augustus 1993 wat blijkt uit de talrijk ingediende schuldvorderingen,

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden :

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen, misdrijf dat verband houdt met het faillissement;

thans strafbaar gesteld door artikel 489ter, 1° SWB, zoals ingevoegd bij artikel 120 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

te Oostende, herhaaldelijk op niet nader te bepalen tijdstippen in de periode van 1 augustus 1993 tot 23 december 1994;

A.2. als strafrechtelijk verantwoordelijke van de N.V. Karmanapolis Promotiemaatschappij, H.R. Brugge 41309, door de rechtbank van koophandel te Oostende, bij vonnis van 14 september 1995 failliet verklaard, die opgehouden had te betalen op 1 juli 1993 wat blijkt uit de talrijk ingediende schuldvorderingen,

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden :

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen, misdrijf dat verband houdt met het faillissement;

thans strafbaar gesteld door artikel 489ter, 1° SWB, zoals ingevoegd bij artikel 120 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

1. te Oostende, op niet nader te bepalen tijdstip in de periode van 1 juli 1993 tot 14 september 1995;

2. te Oostende, op 22 december 1993 en respectievelijk 19 oktober 1993;

3. te Oostende, op niet nader te bepalen tijdstip in de periode van 1 maart 1993 tot 14 september 1995;

A.3. als strafrechtelijk verantwoordelijke van de N.V. Mondial Trading Company, H.R. Oostende 47397, door de rechtbank van koophandel te Oostende, bij vonnis van 1 februari 1996 failliet verklaard, die opgehouden had te betalen op 1 januari 1995 wat blijkt uit de talrijk ingediende schuldvorderingen,

met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden :

een gedeelte van de activa hebben verduisterd of verborgen, misdrijf dat verband houdt met het faillissement;

thans strafbaar gesteld door artikel 489ter, 1° SWB, zoals ingevoegd bij artikel 120 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

te Oostende, op een niet nader te bepalen tijdstip in de periode van 12 oktober 1995 tot 1 februari 1996;

B. beslagene zijnde, goederen waarop tegen hem beslag is gedaan, in zijn belang bedrieglijk vernietigd of weggemaakt te hebben;

te Oostende, op een niet nader te bepalen tijdstip in de periode van 1 maart 1995 tot 7 april 1995;

verwezen wegens voormelde feiten samen tot :

Not. 78.98.5235/88 : A B C D E F G H I J M N Q R S T W X +
Not. 75.96.8278/94 : A.1, A.2-1, A.2-2, A.2-3, A.3, B samen : een gevangenisstraf van vijf jaar met gewoon uitstel van drie jaar voor 2/5 en een geldboete van tweehonderdduizend frank of 3 maanden;

tien frank \times 200 = 2 000 frank (slachtofferfonds);

werd, overeenkomstig artikel 73sexies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, verwezen om te betalen aan de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, de ontdoken BTW, namelijk : hoofdelijk met medeveroordeelden niet meer in zake :

wegens B (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 85 000 frank;

wegens H (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 102 000 frank;

wegens J (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 85 000 frank;

wegens D (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 25 500 frank;

wegens F (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 17 000 frank;

wegens N (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 85 000 frank;

wegens R (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 85 000 frank;

wegens T (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 62 900 frank;

wegens X (Not. 78.98.5235/88) : ten bedrage van 110 500 frank;

werd, overeenkomstig art. 490 van het Strafwetboek, de publicatie van onderhavig arrest bevolen bij uittreksel ten laste van de veroordeelde, in het *Belgisch Staatsblad*, en werd de veroordeelde tot de terugbetaling van de kosten van deze publicatie verwezen.

Voor echt uittreksel, afgeleverd aan de heer procureur-generaal tot inlassing in het *Belgisch Staatsblad*.

Pro justitia.

Tegen dit arrest werd er geen beroep in cassatie aangetekend.

Gent, 2 maart 2001.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) P. De Mey.

Voor de hoofdgriffier, de griffier-hoofd van dienst, (get.) P. De Mey. (6208)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

—
Justice de paix du canton de Binche
—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 5 février 2001, Boulvin, Pascal, avocat, domicilié à 7110 Houdeng-Goegnies, rue Ameye 26, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de Vergauts, Christian, né à Haine-Saint-Paul le 2 mai 1950, résidant à Morlanwelz, rue des Ateliers 47, cette personne étant incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (61903)

—
Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche en date du 5 février 2001, Rubens, Daniel, avocat, domicilié à 7130 Binche, rue Marguerite d'York 8, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Hocquet, Luce, née le 9 mai 1911, résidant à Morlanwelz, rue Dufonteny 13, cette personne étant incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Willain. (61904)

—
Justice de paix du canton de Gembloux
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Gembloux rendue le 6 mars 2001, la nommée Mme Soupard, Laure, née le 20 septembre 1902 à Le Rœulx, domiciliée rue Augustin Romain 7, à 5030 Ernage, résidant à L'Etrier d'Argent, rue Ardennelle 35, à 5140 Sombreffe, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Strebelle, Michel, domicilié rue Auguste Romain 7, à 5030 Ernage.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Denil, Véronique. (61905)

—
Justice de paix du premier canton d'Ixelles
—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Ixelles en date du 9 mars 2001, la nommée Barberi, Santa, née à Calascibetta (Italie) le 28 juillet 1950, domiciliée à Ixelles, rue du Viaduc 68M, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Barberi, Nunzio, ingénieur-technicien, domicilié Klaprozenlaan 5, 1820 Steenokkerzeel.

Pour extrait certifié conforme : le greffier délégué, (signé) Decoster. (61906)

—
Justice de paix du canton de Quevaucamps
—

Suite à la requête déposée le 16 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Quevaucamps rendue le 9 mars 2001, Mme Willems, Joanna, née le 17 octobre 1922 à Sint-Pieters-Leeuw, domiciliée à La Résidence « Le Manoir », route de Mons 38, à 7322 Ville-Pommerœul, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Jean-Philippe Pochart, avocat, rue Childéric 47, 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Gossuin, Martha. (61907)

Suite à la requête déposée le 21 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Quevaucamps rendue le 9 mars 2001, Mme Debaisieux, Marie-Thérèse, née le 28 janvier 1907 à Basècles, domiciliée rue Joseph Wauters, Home Le Badinage 60, à 7972 Quevaucamps, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Jean-Philippe Pochart, avocat, rue Childéric 47, 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Gossuin, Martha. (61908)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 9 mars 2001, en suite de la requête déposée le 5 mars 1999, Mme Pettkus, Maria, née à Rodange le 25 mai 1907, domiciliée à 1180 Uccle, chaussée d'Alseberg 888, résidant au « Home Brugmann », rue Egide Van Ophem 3, à 1180 Uccle, mais actuellement hospitalisée aux Cliniques de l'Europe (site des Deux Alice), Groesenberg 57, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Dominique Jonnaert, domiciliée à 1180 Uccle, chaussée d'Alseberg 886.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61909)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 9 mars 2001, en suite de la requête déposée le 16 février 2001, M. Devas, Nicolas, né le 1^{er} juin 1908, domicilié à 1180 Uccle, rue Colonel Chaltin 68 résidant actuellement à la « Résidence Parc Palace », avenue du Lycée Français 2, à 1180 Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat, dont le cabinet est sis à 1050 Bruxelles, rue de Livourne 45.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61910)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 9 mars 2001, en suite de la requête déposée le 19 février 2001, M. Aslan, Cyriel, né le 25 août 1966, domicilié à 1140 Bruxelles, rue du Bon Pasteur 55, résidant actuellement à la Clinique Fond'Roy, avenue Jacques Pastur 43, à 1180 Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-Luc Burlion, avocat, dont le cabinet est sis à 1190 Bruxelles, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61911)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle en date du 9 mars 2001, en suite de la requête déposée le 19 février 2001, M. Ruwet, Christian, né le 21 mai 1944, domicilié à 1040 Bruxelles, rue Stevin 12, résidant actuellement à la Clinique Fond'Roy, avenue Jacques Pastur 43, à 1180 Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Martine Gaillard, avocat, dont le cabinet est sis à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391, bte 7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61912)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 9 mars 2001, rep. 589, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, la nommée Mme Varvara Lavric, née le 4 décembre 1912, domiciliée à 1200 Bruxelles, rue Th. Decuyper 123, et se trouvant actuellement hospitalisée au Centre de médecine gériatrique, rue de la Charrette 27, à 1200 Bruxelles, a été déclarée inapte à gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Frédéric Lapotre, avocat, ayant son cabinet à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 261/7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (61913)

Vrederegerecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 9 maart 2000, werd Lenaerts, Maria, geboren op 15 maart 1928, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Turnhoutsebaan 457, verblijvende A.Z. Middelheim, Campus Hoge Beuken, Cdt. Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Meerts, Jan, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Mechelsesteenweg 12/6.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 9 februari 2001.

Antwerpen, 12 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Patrick Rietjens. (61914)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 9 maart 2000, werd Anthonissen, Alfons, geboren te Hoboken op 26 juni 1919, wonende te 2260 Hoboken (Antwerpen), Weerstandlaan 61, bus 140, verblijvende te AZM, Campus Hoge Beuken, Neuro 2, Cdt. Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken (Antwerpen), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Meerts, Jan, advocaat, wonende te 2000 Antwerpen, Mechelsesteenweg 12/6.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 februari 2001.

Antwerpen, 12 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Patrick Rietjens. (61915)

Vrederegerecht van het kanton Diest

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 5 maart 2001, werd Spiessens, Maria, geboren te Betekom op 20 juni 1906, verblijvende Rusthuis « Hof ter Heyde », Oude Leuvensebaan 97, te 3460 Bekkevoort, gedomicilieerd te 3130 Betekom, C. Visse-naekensplein 19, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Bosmans, Lodewijk August Paul, technisch leraar op rust, C. Vissenaekensplein 19, te 3130 Betekom.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (61916)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 5 maart 2001, werd Vanhoof, François Theophile, geboren op 30 december 1920, verblijvende en gedomicilieerd Heidestraat 2, te 3460 Bekkevoort, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Van der Velpen, André, advocaat, Wolvenstraat 39, 3290 Diest.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (61917)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 8 maart 2001, werd De Coninck, Vincent Colette Louis Marie Corneille, geboren te Sint-Niklaas op 4 juli 1956, horeca-werker, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Broodstraat 4, bus 2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, met kantoor te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 9 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (61918)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 8 maart 2001, werd De Kocker, Margareta Leonia Marie Antoinette Florence, geboren te Hamme op 28 januari 1914, gepensioneerd, R.V.T. De Plataan, 9100 Sint-Niklaas, Hospitaalstraat 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, met kantoor te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 9 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (61919)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 5 maart 2001, werd Raymaekers, André, geboren te Geetbets op 8 augustus 1935, wonende te 3450 Geetbets, Kwadestraat 50, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopige bewindvoerder: Tirions, Hubert, advocaat, Cabaretstraat 1, 3290 Diest.

Sint-Truiden, 5 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (61920)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 1 maart 2001, werd Michiels, Maria, geboren te Zoutleeuw op 31 maart 1913, wonende te 3440 Zoutleeuw, Ossenwegstraat 73, verblijvende Huize Sint-Jozef R.V.T., Kloosterstraat 26, te 3850 Nieuwerkerken, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopige bewindvoerder: Ruymen, Maria, huisvrouw, wonende te 3440 Zoutleeuw, Ossenwegstraat 73.

Sint-Truiden, 5 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (61921)

Vrederecht van het kanton Wetteren

Beschikking d.d. 6 maart 2001, verklaart Lammens, Roland, geboren te Wetteren op 19 januari 1935, gepensioneerde, wonende te 9230 Wetteren, Oude Aardeweg 19, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Van den Eynde, Dominique, advocaat, wonende te 9230 Wetteren, Florimond Leirensstraat 53.

Wetteren, 9 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Van den Broeck, Noël. (61922)

Beschikking d.d. 6 maart 2001, verklaart Bogaert, Alfons, geboren te Wetteren op 24 juli 1914, wonende te 9230 Wetteren, Gentssteenweg 148, opgenomen in de instelling Schelderust, Wegvoeringstraat 55, te 9230 Wetteren, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: D'Hondt, Kristel, zelfstandig manager, wonende te 9090 Melle, Vossenstraat 9.

Wetteren, 9 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Van den Broeck, Noël. (61923)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 9 maart 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 22 februari 2001, werd aan Christiaensen, Julia Maria Mathildis, zonder beroep, geboren te Rijkevorsel op 2 september 1921, weduwe van de heer Van Loon, Ludovicus, wonende te 2390 Malle, Oude Meirstraat 37, doch thans verblijvende in het Rusthuis De Dennen, Nooitrust 18, te 2390 Westmalle-Malle, als voorlopig bewindvoerder toegevoegd: haar zoon, Van Loon, Freddy Gustaaf Maria, seingever, geboren te Brecht op 21 september 1965, wonende te 2390 Malle, Berckhovenstraat 102.

Zandhoven, 12 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (61924)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Binche

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Binche, en date du 8 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Wery, Alain, avocat, rue Janson 40, 6150 Anderlues, en qualité d'administrateur provisoire de Delassois, Robert, né à Bray le 20 octobre 1932, résidence de son vivant à 7140 Morlanwelz, rue des Ateliers 47.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) M. Willain. (61925)

Justice de paix du canton de Huy

Suite à la requête déposée le 19 février 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Huy, rendue le 8 mars 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 6 juillet 1999, et publiée au *Moniteur belge* du 23 juillet 1999, à l'égard de Mme Sentries, Denise, née le 31 octobre 1920 à Renay, veuve, domiciliée rue Jouette 25, à 4540 Amay, cette personne étant redevenue capable de gérer ses biens, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir: Mme Collignon, Christine, domiciliée rue Joseph Wauters 19, à 4540 Amay.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Gendebien-Gautot, Liliane. (61926)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 5 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Burlion, Jean-Luc, avocat, domicilié à Forest, avenue Brugmann 164, en sa qualité d'administrateur provisoire de: Beugoms, Christian, né le 23 septembre 1966, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue Fernand Brunfaut 35.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Rimaux, Martine. (61927)

Justice de paix du premier canton de Verviers

Suite à la requête déposée le 12 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Verviers, rendue le 12 mars 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 3 mars 1999, et publiée au *Moniteur belge* du 20 mars 1999, à l'égard de M. Detier, Cédric, né le 21 août 1976 à Verviers, domicilié rue Emile Fairon 5, 4860 Pepinster, cette personne étant décédée en date du 3 mars 2001, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Mme Gilberte Jacquet, rue Emile Fairon 5, 4860 Pepinster.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Heinrichs, Chantal. (61928)

Vrederecht van het zevende kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Gent, verleend op 12 maart 2001, werd een einde gesteld aan de opdracht van De Rijck, Frank, administratief bediende, Krommedelle 5/B, 1652 Aalsemberg, als voorlopig bewindvoerder over : D'Haenens, Marie Margriet Elizabeth, geboren te Nederboelare op 5 januari 1917, gedomicilieerd en verblijvende te 9051 Gent/Sint-Denijs-Westrem, Loofblommestraat 4, in het Rust- en Verzorgingstehuis « Zonnehove », ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 6 februari 2001 te Sint-Denijs-Westrem.

Gent, 12 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) M. Van hecke. (61929)

Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 8 maart 2001, werd Boesmans, Viviane, advocaat, wonende te 3000 Leuven, Sint-Maartenstraat 58, in haar hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder over Trentels, Victor, geboren te Wijnegem op 14 oktober 1945, wonende te 2890 Sint-Amands, Lippelo, Koningsvelden 30, met ingang van 8 maart 2001 ontslagen van haar opdracht gezien de beschermde persoon terug zijn goederen kan beheren.

Willebroek, 9 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) D'Haese, Paul. (61930)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Mons

Suite à la requête déposée le 26 janvier 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 2 mars 2001, il a été procédé au remplacement de Me P. Bughin, avocat, dont le cabinet est sis boulevard Sainctelette 46, à 7000 Mons, par Mme Selle, Carla, domiciliée rue P. de Meester de Heydonck 14, à 7031 Villers-Saint-Ghislain, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Thiebaut, Isabelle, née le 20 mai 1964 à Valenciennes, domiciliée et résidant à l'établissement Hôpital Psychiatrique « Le Chêne-aux-Haies », chemin du Chêne-aux-Haies 24, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (61931)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à l'ordonnance de renvoi de la justice de paix du canton de Saint-Nicolas rendue le 17 janvier 2001 renvoyant la cause devant notre juridiction, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Verviers, rendue le 7 mars 2001, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Legrand, Philippe Michel Jean, né le 20 mars 1976 à Cologne, sans profession, domicilié rue des Meuniers 25, 4821 Andrimont, en remplacement de Me Olivier Le Boulenge, avocat à Liège : Me Leroy, Frédéric, avocat, rue des Martyrs 54, 4800 Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Heinrichs, Chantal. (61932)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 8 mars 2001, rep. 570, le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre :

déclare que Mlle Sonia Graff, préqualifiée, désignée par ordonnance de M. le juge de paix du premier canton de Huy en date du 22 septembre 2000, rep. 2278, comme administrateur provisoire des biens de Mlle Sophie Marie Joanne Graff, domiciliée à 1150 Bruxelles, rue du Ciel Bleu 69/102, est déchargée de sa mission;

désigne comme nouvel administrateur provisoire des biens de Mlle Sophie Marie Joanne Graff, domiciliée à 1150 Bruxelles, rue du Ciel Bleu 69/102, Me Frédéric Lapotre, avocat, ayant son cabinet à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 261/7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (61933)

Vrederecht van het kanton Sint-Genesius-Rode

Bij beschikking d.d. 26 februari 2001 :

verklaren Cleemput, Christine, geboren te Ukkel op 12 juli 1969, wonende te 1640 Sint-Genesius-Rode, Gehuchtstraat 26, niet in staat zelf haar goederen te beheren;

stellen ambtshalve een einde aan de opdracht van Willy Cleemput, als voorlopig bewindvoerder over Christine Cleemput;

voegen toe als voorlopig bewindvoerder : Thienpont, Mark, advocaat, wonende te 9500 Geraardsbergen, Meersstraat 32.

Sint-Genesius-Rode, 9 maart 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Rijckbosch, Martine. (61934)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille un, le douze mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Mme Leonard, Paulette Olga Joséphine Marie, domiciliée rue B. Laruth 5, à 4630 Soumagne, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Guebs, Bernadette, née à Longchamps le 5 février 1961, domiciliée chaussée de Wégimont 155, à 4630 Soumagne, agissant en qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs d'âge :

Janssen, Vinciane, née à Liège le 2 juillet 1985;

Janssen, Bénédicte, née à Liège le 8 juillet 1987;

Janssen, Pierre, né à Soumagne le 8 mars 1991,

tous trois domiciliés avec leur mère, et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant Mme le juge de paix du canton de Fléron en date du 14 septembre 2000, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte,

laquelle comparante a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Janssen, Joseph Alphonse Guillaume Pierre Paul, né à Ayeneux le 3 juin 1958, de son vivant domicilié à Soumagne, chaussée de Wégimont 155, et décédé le 12 juillet 2000 à Soumagne.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Meunier, José, notaire, de résidence à 4877 Olne, Falise 1.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (6212)

L'an deux mille un, le neuf mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu : Leonard, Herve, né à Ougrée le 12 avril 1972, domicilié rue du Travail 13, à 4030 Grivegnée, agissant en nom personnel et en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur d'âge : Leonard, Morgane, née à Liège le 20 février 1997, domiciliée avec son père, en vertu d'une délibération d'un conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Grivegnée en date du 20 février 2001, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte, lequel comparant a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Louis, Marianne Dominique Yvonne, née à Seraing le 28 septembre 1975, de son vivant domiciliée à Grivegnée (Liège), rue du Travail 13, et décédée le 9 janvier 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Debatty, Robert, notaire, de résidence à 4020 Bressoux, rue Foidart 53.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (6213)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 12 maart 2001, heeft Meert, Linda Albertine Karel, geboren te Hamme op 26 oktober 1957, wonende te 9200 Dendermonde, Kwintijnpoort 70, handelend in eigen naam.

Tevens handelend als moeder, wettelijke voogdes over de nog bij haar inwonende minderjarige kinderen, zijnde :

Roobroeck, Julie Antoon Marie-Louise, geboren te Dendermonde op 7 juli 1987;

Roobroeck, Mathieu Christiane Guy, geboren te Dendermonde op 28 oktober 1989.

Verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Roobroeck, Jan Oscar Elisa, geboren te Dendermonde op 1 november 1957, in leven laatst wonende te 9200 Dendermonde, Kwintijnpoort 70, en overleden te Berlare op 9 januari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. A. Vander Donckt, notaris, ter standplaats 9200 Dendermonde, Noordlaan 11.

Dendermonde, 12 maart 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (6214)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 9 maart 2001, hebben :

Leemans, Elisabeth Philomena Josepha, geboren te Antwerpen op 2 januari 1937, wonende te 2100 Deurne-Antwerpen, Vosstraat 373;

Leemans, Mariette Augusta Philomena, geboren te Antwerpen op 26 februari 1920, wonende te 2000 Antwerpen, Italiëlei 203;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Leemans, Joanna Jozefa, geboren te Berchem op 2 juli 1932, in leven laatst wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Plantin en Moretuslei 331, en overleden te Borgerhout (Antwerpen) op 19 februari 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Van Ussel, Jean-Paul, te 2470 Retie, Molsebaan 54.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 9 maart 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Daneels, N. (6215)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 26 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a accordé le sursis définitif à la S.P.R.L. Bertrand et Co, R.C. Nivelles 47337, T.V.A. 422.793.306, dont le siège social est établi à 1300 Wavre, avenue Vésale 34.

Le sursis définitif prend cours le 26 février 2001, pour se terminer au plus tard le 17 février 2003.

Le commissaire au sursis : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112, est chargé d'exercer la surveillance et le contrôle de l'exécution du plan et du concordat.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) M.P. Leleux. (6216)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Rubens I, met maatschappelijke zetel te 1930 Zaventem, Vilvoordelaan 110, H.R. Brussel 474134, BTW 427.907.085, handelsactiviteit : drankgelegenheden.

Rechter-commissaris : de heer Ivo Vandeweyer.

Curator : Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal G.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (6217)

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Physical World, met maatschappelijke zetel te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Bergensesteenweg 104B, H.R. Brussel 445448, BTW 423.213.770, handelsactiviteit : aankoop, verkoop, verhuur van sportartikels.

Rechter-commissaris : de heer Ivo Vandeweyer.

Curator : Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal G.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (6218)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Assist Beheer, avec siège social situé à 1020 Bruxelles (Laeken), avenue Emile Bockstael 207, bte 4, R.C. Bruxelles 637500, T.V.A. 441.256.067, activité : étude, organisation et bureau conseiller concernant les affaires commerciales.

Juge-commissaire : M. Ivo Vandeweyer.

Curateur : Me Ilse Van de Mierop, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 18 avril 2001, à 14 heures, à la salle G.

Le curateur, (signé) I. Van de Mierop. (Pro deo) (6219)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Assist Beheer, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel (Laken), Emile Bockstaellaan 207, bus 4, H.R. Brussel 637500, BTW 441.256.067, handelsactiviteit : studie, organisatie en raadgevend bureau inzake handelaarsaangelegenheden.

Rechter-commissaris : de heer Ivo Vandeweyer.

Curator : Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 18 april 2001, te 14 uur, in zaal G.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (6219)

Tribunal de commerce d'Arlon

Le tribunal de commerce d'Arlon statuant sur requête :

Déclare closes, par liquidation, les opérations de la faillite de la S.A. « Zimmer Machinery », située à 6762 Saint-Mard, rue Edouard André 14, R.C. Arlon 19048, T.V.A. 430.348.913;

Dit qu'il n'y a pas lieu à excusabilité;

Extrait du jugement prononcé le 1^{er} mars 2001.

Le curateur, (signé) Lepage, Pierre. (6220)

Le tribunal de commerce d'Arlon statuant sur requête :

Déclare closes, par liquidation, les opérations de la faillite de la S.A. « M. Briquemont-Saisons de la Gaume », située à 6740 Etalle, rue Belle-Vue 56, R.C. Arlon 20104, T.V.A. 437.592.536;

Dit qu'il n'y a pas lieu à excusabilité;

Extrait du jugement prononcé le 1^{er} mars 2001.

Le curateur, (signé) Lepage, Pierre. (6221)

Le tribunal de commerce d'Arlon statuant sur requête :

Déclare closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. « Lavoir automatique des 4 Coins », située à 6740 Sainte-Marie-sur-Semois, rue de la Gare 5A, R.C. Namur 73113, T.V.A. 436.806.638;

Dit qu'il n'y a pas lieu à excusabilité;

Extrait du jugement prononcé le 8 mars 2001.

Le curateur, (signé) Lepage, Pierre. (6222)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par ordonnance du 9 mars 2001, M. Ph. Lardinois, juge-commissaire à la faillite de la S.P.R.L. Wanderpepen Bernard, rue de Forchies 124, à 6140 Fontaine-l'Evêque, déclarée le 30 mars 1998, a ordonné la convocation des créanciers inscrits dans la faillite, à l'assemblée qui se tiendra en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, au palais de justice, local 504, au 3^e étage, le 17 mai 2001, à 14 h 15 m, pour entendre le rapport de la curatelle sur l'évolution de la liquidation.

Le greffier en chef, (signé) G. Vander Jeugt. (6223)

Par ordonnance du 9 mars 2001, M. Ph. Lardinois, juge-commissaire à la faillite de la S.P.R.L. Le Croque Matin, Chaussé de Bruxelles 226, à 6040 Jumet, déclarée le 6 avril 1998, a ordonné la convocation des créanciers inscrits dans la faillite, à l'assemblée qui se tiendra en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, au palais de justice, local 504, au troisième étage, le 17 mai 2001, à 14 h 45 m, pour entendre le rapport de la curatelle sur l'évolution de la liquidation.

Le greffier en chef, (signé) G. Vander Jeugt. (6224)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de Mme Jennifer Jose, dont le siège social était situé place Nicolas Bernimolin 6, à 4030 Liège, R.C. Liège 206829 mais radiée le 31 janvier 2001, avec début des opérations commerciales le 6 octobre 2000, pour l'activité d'intermédiaire commerciale, T.V.A. 603.957.137, faillite sur aveu.

Le jugement ordonne aux créanciers de déclarer leur créance dans les trente jours du jugement déclaratif.

Juge-commissaire : M. G. Brundseaux. Procès-verbal de vérification des créances : le 24 avril 2001, à 9 h 30 m, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce de Liège.

Le curateur, (signé) Me Joëlle Delhaxhe, avocat, rue de Joie 181, à 4000 Liège. (6225)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture, pour absence d'actif, de la faillite de la S.C.R.L. Murat, rue Nicolas Fossoul 54, à 4100 Bonnelles, R.C. Liège 170351, T.V.A. 438.669.533, déclarée par jugement du même tribunal du 16 octobre 2000.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (6226)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture, pour absence d'actif, de la faillite de M. Geoffroy Poupier, graphiste indépendant, rue Louvrex 100, à 4000 Liège, R.C. Liège 204949, T.V.A. 692.297.908, déclarée par jugement du même tribunal du 5 octobre 2000.

Le failli est déclaré inexcusable.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (6227)

Par jugement du 9 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. Etablissements Bouillon, ayant son siège social à 4460 Grâce-Hollogne, rue Sainte-Anne 90, R.C. Liège 44945, T.V.A. 404.399.433, la date du début des opérations commerciales étant le 22 avril 1941, pour les activités suivantes : fabrication et préparation de liqueurs spiritueuses, d'apéritif, commerce de gros en vins et spiritueux, bières, limonades et autres boissons.

Les déclarations de créances doivent être produites pour le 5 avril 2001.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 17 avril 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1^{er} étage.

Le juge-commissaire : M. André Close.

Les curateurs, Me Claude Philippart de Foy, quai des Tanneurs 24, 4020 Liège; Me Jean-Luc Paquot, avenue Blondin 13, 4000 Liège.

Un curateur, (signé) Cl. Philippart de Foy. (6228)

Par jugement rendu le 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de Mme Catherine Frattini, épouse de Dumoulin, Marc, domiciliée à 4460 Grâce-Hollogne, rue Paul Janson 233, R.C. Liège 200025, pour l'exploitation d'un commerce de confection pour dames, à 4000 Liège, Galerie Opéra 28, sous la dénomination « Boutique Frattini », T.V.A. 752.432.364. Dernier délai pour le dépôt des déclarations de créances le 10 avril 2001. Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 24 avril 2001, à 9 h 30 m, au cabinet de greffier en chef du tribunal de commerce de Liège, palais de justice, 1^{er} étage, place Saint-Lambert, à 4000 Liège.

Juge-commissaire : M. Olivier Eschweiler.

Les curateurs, Gaëtane Foxhal, avocat, avenue Blondin 13, 4000 Liège; André Pauquay, avocat, avenue Rogier 28, bte 02/1, 4000 Liège.

Un curateur, (signé) A. Pauquay. (6229)

Par jugement du 9 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Domaine de Large Voie, établie et ayant son siège social à 4633 Soumagne, rue Large Voie 7, R.C. Liège 205924, pour l'exploitation d'un commerce de gros et de détail en boissons (drive-in), T.V.A. 466.825.267.

Date du début de l'activité commerciale : le 1^{er} octobre 1999.

Juge-commissaire : M. Jimmy Bollekens.

Procès-verbal de vérification des créances : se tiendra au cabinet de Mme Muers, greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, 4000 Liège, le mardi 17 avril 2001, à 9 h 30 m.

Le dépôt des créances se fera au greffe du tribunal dans les trente jours du jugement.

Le curateur, (signé) Me Victor Hissel, avocat, rue Duvivier 26, à 4000 Liège. (6230)

Par jugement du 5 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Biscuits de France, en abrégé « B.D.F. », établie et ayant son siège social rue du Tige 13, à 4040 Herstal, R.C. Liège 197713, avec date du début des opérations commerciales le 16 juin 1997, pour l'activité suivante : produits de la confiserie, glaces de consommation, chocolat, alimentation générale et articles de ménage, vente au détail, commerce ambulancier, T.V.A. 460.820.868.

Le juge-commissaire est M. Jacques Thomas.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 17 avril 2001, à 11 heures, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, place Saint-Lambert, 1^{er} étage, à 4000 Liège.

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 5 avril prochain au plus tard.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6. (Pro deo) (6231)

Par jugement du 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, pour absence d'actifs, la faillite prononcée le 29 novembre 1999 à charge de la S.P.R.L. Raja Distribution, rue de l'Abattoir 10, 4020 Liège, R.C. Liège 197996, T.V.A. 460.801.369.

La faillie a été déclarée inexcusable.

Les curateurs désignés dans cette faillite étaient Me B. Versie, avocat, place Cathédrale 16/5, 4000 Liège, et Me Henfling, avocat, rue Ch. Morren 4, 4000 Liège.

Un curateur, (signé) B. Versie. (Pro deo) (6232)

Par jugement du 9 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Crosset Organisation, rue du Mouton Blanc 15, à 4000 Liège, R.C. Liège 164954, T.V.A. 435.116.165.

Date du début de l'activité commerciale : 1^{er} juillet 1988.

Juge-commissaire : M. Luc Jamin.

Procès-verbal de vérification des créances : le 17 avril 2001, à 9 h 30 m.

Les curateurs, Me B. Versie, avocat, place Cathédrale 16/5, 4000 Liège-1; Me Henfling, avocat, rue Ch. Morren 4, 4000 Liège-1.

Un curateur, (signé) B. Versie. (Pro deo) (6233)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 12 mars 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de « Le Vallon des Trois Sources S.P.R.L. », dont le siège social est sis rue du Coron 17, 7040 Bougnies, ayant pour activité l'achat et vente de poissons d'ornement, R.C. Mons 108777, T.V.A. 427.087.733.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 11 avril 2001.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 9 mai 2001, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (Pro deo) (6234)

Tribunal de commerce de Namur

Les créanciers admis au passif de la faillite de la Société coopérative La Mandarine, dont le siège social est sis à Sambreville (Auvélais), rue Charles Heuze 32, R.C. Namur 56977, faillite déclarée ouverte par un jugement prononcé par le tribunal de commerce de Namur en date du 25 juillet 1991 sous la curatelle de Me Philippe Wery, avocat à Sambreville (Tamines), place Saint-Martin 9, sont convoqués à l'assemblée des créanciers le 29 mars 2001, à 14 heures, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, audit Namur, pour entendre le rapport sur l'état de la faillite, les résultats probables de la liquidation et pour formuler leur avis sur l'excusabilité de la faillite.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ph. Wery. (6235)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement prononcé le 6 mars 2001, le tribunal de commerce de Tournai a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de M. Dinatale, Michèle, demeurant et exploitant une entreprise de transports « Transports Dina », rue du Pilon 24, à 7604 Brasmenil, R.C. Tournai 80671, T.V.A. 671.358.675.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (4 avril 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 30 avril 2001, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Pierre Brotcorne, avocat à Tournai, rue des Campeaux 3.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Brotcorne. (6236)

Par jugement prononcé le 8 mars 2001, le tribunal de commerce de Tournai a déclaré ouverte, la faillite de M. Bruno Remelius, intermédiaire commercial, domicilié à 7740 Pecq, rue de Tournai 29, R.C. Tournai 66326, T.V.A. 626.954.847.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (6 avril 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 7 mai 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Brotcorne, Pierre, avocat à Tournai, rue des Campeaux 3.

Tournai, le 9 mars 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Brotcorne. (6237)

Par jugement prononcé le 6 mars 2001 par la première chambre du tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire de Tournai, M. Eddy Genevois, domicilié à 7330 Saint-Ghislain rue Courte Voie 1B52, dont la faillite avait été prononcée par jugement du 23 juin 1997, et clôturée par jugement du 16 octobre 2000 a été déclaré excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Brotcorne.
(Pro deo) (6238)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 18 januari 1994 werd failliet verklaard Flavion, Florence, wonende te 8450 Bredene, Nukkerstraat 40, H.R. Oostende 47761.

Bij vonnis d.d. 1 maart 2001 werd dit faillissement gesloten verklaard wegens ontoereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Paul Daems, advocaat te Oostende, Leopold III-laan 15. (6239)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 7 maart 2001 werd het faillissement open verklaard, op aangifte, B.V.B.A. Icarus, met maatschappelijke zetel te Stekene, Korte Dweersstraat 4, H.R. Sint-Niklaas 51988, BTW 437.055.769.

Staking van betalingen vastgesteld op 7 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 6 april 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 18 april 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Marianne Buyse.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te 9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (6240)

Bij vonnis van 9 maart 2001, van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard het faillissement van Art Graphics Europe B.V.B.A., groothandel in papierwaren en karton, met maatschappelijke zetel te Sint-Niklaas, Mercatorstraat 180, H.R. Sint-Niklaas 55232, BTW 455.074.807.

Rechter-commissaris : Buyse, Marianne.

Curator : Mr. Francine Pauwels, advocaat te Sint-Niklaas, Apostelstraat 29.

Datum van ophouding van betaling door de gefailleerde werd bepaald op 9 september 2000.

De schuldeisers mogen hun verklaring van schuldvorderingen indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, vóór 9 april 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op 18 april 2001, om 15 uur, eveneens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. F. Pauwels. (6241)

Bij vonnis van 9 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Alpine Techniek, schoonmaakonderneming, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Grote Markt 50, bus 8, H.R. Sint-Niklaas 58988, BTW 456.565.241.

Staking van betaling vastgesteld : op 4 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, vóór 9 april 2001.

Afsluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 18 april 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Alain Cleyman, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Parklaan 4.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Cleyman. (Pro deo) (6242)

Bij vonnis van 9 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op aangifte, het faillissement van de N.V. Grossen, groothandel in baby-artikelen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9100 Sint-Niklaas, Rode Kruisstraat 32A, H.R. Sint-Niklaas 26755, BTW 407.869.657.

Staking van betaling vastgesteld : op 8 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, vóór 9 april 2001.

Afsluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 18 april 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Alain Cleyman, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Parklaan 14.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Cleyman. (6243)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis d.d. 5 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, vierde kamer, werd het verzet ingesteld door de B.V.B.A. Kilic Transport, met zetel te 9240 Zele, Durmen 41, H.R. Dendermonde 49443, tegen het door dezelfde rechtbank op 19 februari 2001, bij verstek uitgesproken vonnis waarbij zij in staat van faillissement werd verklaard, ontvankelijk en gegrond verklaard.

Het bestreden vonnis van 19 februari 2001 werd teniet gedaan en de rechtbank zegt voor recht dat de B.V.B.A. Kilic Transport niet in staat van faillissement is.

(Get.) Paul Cooreman, advocaat. (6244)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij beschikking d.d. 9 maart 2001 van de rechter-commissaris van het faillissement van Fabemex B.V.B.A., Kennedylaan 2, bus 602, te 3800 Sint-Truiden, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, d.d. 12 maart 1998 (nr. 3519, A.R. A/98/00742).

Curatoren : Mrs. Berghs, Hubert en Driessen, Herman.

Wordt de vergadering van de schuldeisers, waarop de curatele nopens de vereffening verslag zal uitbrengen vastgesteld op maandag 30 april 2001, te 11 uur, in raadkamer 2, van de rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, gelijkvloers, te 3500 Hasselt.

De griffier, (get.) S. Gentens. (6245)

Bij vonnis d.d. 1 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, het faillissement afgesloten verklaard, na vereffening, van de N.V. Creo Engineering, met uitbating te Hasselt, Leopoldplein 29/2, H.R. Hasselt 87824, BTW 453.826.079, en met zetel gevestigd te Heusden-Zolder, Neerjoutenstraat 9.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Bert Vandereydt. (6246)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, heeft bij vonnis d.d. 7 maart 2001, in staat van faillissement verklaard de heer Martin Jean-Pierre Coffyn, wonende te 8530 Harelbeke, Gentsesteenweg 15, H.R. Kortrijk 98840.

Het tijdstip van de betalingen is vastgesteld op de faillissementsdatum.

De kosteloze rechtspleging werd bevolen.

Rechter-commissaris : de heer Jozef Decorte, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Philip Ghekiere, advocaat te 8500 Kortrijk, Nachtegaallaan 6, tel. 056-20 57 92 - fax. 056-20 57 93.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 27 maart 2001.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen is vastgesteld op vrijdag 4 mei 2001, om 14 uur.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Mr. Philip Ghekiere. (Pro deo) (6247)

Bij beschikking d.d. 12 maart 2001, van de heer I. Gheysens, rechter-commissaris van het faillissement van de B.V.B.A. Vijfse Dakwerken, met maatschappelijke zetel te 8793 Sint-Eloois-Vijve, Emiel Clausstraat 39, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, op 16 januari 1998, worden de ingeschreven schuldeisers overeenkomstig artikel 76 F.W., uitgenodigd op de vergadering die zal plaatsvinden op vrijdag 13 april 2001, te 15 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, eerste verdiep, waarop de curator verslag zal uitbrengen nopens de vereffening.

De griffier, (get.) J. Vanleeuwen. (6248)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Industrial & Packaging Machinery, met zetel te 3210 Tielt-Winge, Motbroekstraat 5, en met activiteiten : groothandel in verpakkingsmachines, import-export, fabricatie, H.R. Leuven 77337, BTW 407.025.361.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Staking van de betalingen : 5 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 23 april 2001, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 16 november 1989.

De curator, V. Missoul. (6249)

Bij vonnis d.d. 7 maart 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Mues, Marc, geboren te Lubbeek op 14 februari 1965, wonende te 3210 Lubbeek, Heide 8, en met als activiteiten : openbare markt en openbare weg met vleesbereidingen, bereide gerechten, gebakken ribbetjes, gebraden spek aan 't spit met bijhorende kruiden en sausen, gebraden kippen, geslacht wild en gevogelte, conserven, groenten en fruit, soep, dranken minder dan 22° alcohol, H.R. Leuven 82192, BTW 733.281.594.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albertlaan 186.

Staking van de betalingen : 7 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 23 april 2001, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 27 juni 1992.

De curator, V. Missoul. (6250)

Bij vonnis d.d. 7 maart 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Algemene Onderneming Piot-Schueremans, met zetel te 3020 Herent, Mechelsesteenweg 614, en met als activiteiten : onderneming voor het waterdicht maken en bedekken van gebouwen, voor warmte- en geluidsisolering, afbraak- en voegwerken, sloopwerken, aannemer schrijnwerker-timmerman, H.R. Leuven 73760, BTW 436.586.211.

Rechter-commissaris : de heer F. De Baerdemaeker.

Curator : Mr. V. Missoul, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Koning Albert-laan 186.

Staking van de betalingen : 7 maart 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 30 maart 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 23 april 2001, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf : 15 februari 1989.

De curator, V. Missoul. (6251)

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001 werd door de rechtbank van koophandel te Leuven het faillissement uitgesproken, op dagvaarding, van de heer Wouters, John, geboren te Aarschot op 8 mei 1972, wonende te 3120 Tremelo, Maria-ter-Heidelaan 1, H.R. Leuven 91467, BTW 636.592.885, met als activiteiten : aannemer van zinkwerken en metalen dakbedekkingen, sanitair, installateur-loodgieter, waterdicht maken en bedekken van gebouwen met asfalt en teer, binnenhuisdecoratie en kleine herstellingen, grondwerken, plaatsen van afsluitingen, parketvloeren, ramen en deuren in aluminium en pvc, ijzerwerk, metalen luiken en aanbouwkeukens, algemene bouwonderneming.

Curator : Mr. Philip Stiers, advocaat te 2800 Mechelen, Willem Geetsstraat 25.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen werd vastgesteld op de zitting van 9 april 2001, te 15 u. 30 m., zittingszaal rechtbank van koophandel te Leuven, Smoldersplein, te 3000 Leuven.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Leuven : uiterlijk vóór 30 maart 2001.

De datum van staking van betaling werd bepaald op 6 maart 2001.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, Mr. Philip Stiers. (6252)

Bij vonnis d.d. 6 maart 2001 werd door de rechtbank van koophandel te Leuven het faillissement uitgesproken, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Mandarin, met zetel te 3001 Heverlee, Geldenaaksebaan 1, H.R. Leuven 100665, BTW 459.277.380, met als activiteiten : groothandel in horecamateriaal.

Curator : Mr. Philip Stiers, advocaat te 2800 Mechelen, Willem Geetsstraat 25.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen werd vastgesteld op de zitting van 9 april 2001, te 15 u. 45 m., in de zittingszaal rechtbank van koophandel te Leuven.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Leuven : uiterlijk op 30 maart 2001.

De datum van staking van betaling werd bepaald op 6 maart 2001.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, Mr. Philip Stiers. (6253)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Op datum van 8 maart 2001 werd, op bekentenis, geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Mithras, in vereffening, H.R. Mechelen 74864, BTW 451.691.881, voorheen met zetel te 2220 Heist-op-den-Berg, Lostraat 38.

Curator : Mr. Geert Van Deyck, advocaat te 2800 Mechelen, er kantoorhoudende Lakemakersstraat 42.

Rechter-commissaris : de heer Valckenaers, P.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen werd vastgesteld ter zitting van 23 april 2001, te 9 uur, gewone zittingszaal rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, uiterlijk op 20 april 2001.

De datum van staking van betaling werd bepaald op 8 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Geert Van Deyck. (6254)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 26 februari 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. Omnium, met maatschappelijke zetel gevestigd te Mechelen, Vlietje 14, H.R. Mechelen 54308, BTW 421.251.204, gesloten verklaard.

De rechtbank heeft beslist dat geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Bert Verdoodt. (6255)

Op datum van 8 maart 2001 werd, op bekentenis, geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Bubbles, H.R. Mechelen 77752, BTW 455.211.892, voorheen met zetel te 2800 Mechelen, Borzestraat 20.

Curator : Mr. Geert Van Deyck, advocaat te 2800 Mechelen, er kantoorhoudende Lakenmakersstraat 42.

Rechter-commissaris : de heer Valckenaers, P.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen werd vastgesteld ter zitting van 23 april 2001, te 9 uur, gewone zittingszaal rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, uiterlijk op 20 april 2001.

De datum van staking van betaling werd bepaald op 8 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Geert Van Deyck. (6256)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van 22 februari 2001 werd het faillissement van de heer Donckerwolke, Pascal, te Schorisse, gesloten verklaard door vereffening en werd er gezegd dat er geen aanleiding toe bestaat de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator, (get.) M. Manderick. (6257)

Bij vonnis van 22 februari 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. Vershalle Hemelsoet, te Drongen, met uitbatingsetels te Zottegem en Herzele, gesloten verklaard door vereffening en werd er gezegd dat er geen aanleiding toe bestaat de gefailleerde vennootschap verschoonbaar te verklaren.

Een curator, (get.) M. Manderick. (6258)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 8 maart 2001, werd het faillissement van de N.V. WBC, met maatschappelijke zetel te 3680 Maaseik (Neeroeteren), Ketelstraat 77, voorheen H.R. Mechelen 72106, uitbating van restaurant, café en catering, niet ingeschreven in het H.R. Tongeren, BTW 447.617.881, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Mrs. R. Miguet & L. Cuypers. (6259)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. City Tax Turnhout, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2300 Turnhout, Graatakker 115-117, H.R. Turnhout 74944, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout van 12 mei 1998.

Bij beschikking van de rechter-commissaris worden de schuldeisers in vergadering opgeroepen in de rechtbank van koophandel te Turnhout, de Merodelei 13, op dinsdag 15 mei 2001, te 8 u. 45 m., om het verslag van de curator te horen nopens de vereffening van het faillissement.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) L. Verstraelen. (6260)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis d.d. 7 november 2000 werd de gerechtelijke ontbinding en vereffening van de vennootschap Triangle N.V., thans Belgiëlei 87, 2018 Antwerpen, H.R. Antwerpen 277415, uitgesproken bij vonnis van 9 mei 2000, in toepassing van artikel 177sexies van de vennootschapswet, terug ingetrokken.

Voor eensluidend uittreksel: de gerechtelijke vereffenaar, (get.) Luc Houben. (6261)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 18 janvier 2001, M. Dechamps, Michel Alexandre Victor, employé, né à Uccle le 4 février 1963, de nationalité belge et son épouse, Mme Csernok, Valérie Georgette Lucette, employée, née à Leuven le 1^{er} mai 1971, de nationalité belge, demeurant ensemble à Forest, place Constantin Meunier 2, bte 18, ont introduit devant le tribunal de première instance de Bruxelles, une requête en homologation du contrat de mariage modificatif de leur régime matrimonial dressé aux termes d'un acte reçu par le notaire Paul Dauwe, à Auderghem le 12 janvier 2001.

Le contrat modificatif comporte l'adoption du régime de la séparation de biens pure et simple.

Le notaire, (signé) Paul Dauwe. (6262)

Par requête en date du 1^{er} mars 2001, les époux M. Pierre Jean Gérard Hauben, entrepreneur de pompes funèbres, né à Lanaye le 18 avril 1945 et son épouse, Mme Rose Marie Jeanne Marguerite Thérèse Nihant, aidante, née à Visé le 20 novembre 1946, domiciliés ensemble à Hermalle-sous-Argenteau, rue Vallée 21, ont introduit devant le tribunal civil de première instance à Liège, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Mathieu Ulrici, d'Argenteau, en date du 1^{er} mars 2001.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation des biens pure et simple.

Pour le notaire, (signé) J. Lhoest. (6263)

Par jugement rendu le 17 janvier 2001, le tribunal de première instance de Neufchâteau, a homologué l'acte modificatif du régime matrimonial des époux Louis, Yvan Serge-Félicien, ouvrier, né à Bastogne le 20 janvier 1972, et Mutschen, Geneviève Marylène Denise, assistante en pharmacie, née à Bastogne le 29 juillet 1976, domiciliés à 6640 Vaux-sur-Sûre, Assenois 17/H, acte reçu le 22 novembre 2000, par le notaire Michel Lonchay, à Sibret.

Le contrat modificatif comporte maintien de leur régime de communauté avec apport d'un immeuble à celle-ci par M. Yvan Louis.

Le notaire, (signé) M. Lonchay. (6264)

Par requête datée du 6 mars 2001, M. Buyse, Philippe André Daniel, professeur, né à Uccle le 30 décembre 1951 et son épouse, Mme Biset, Christine Marie Colette Jacqueline, psychologue, née à Jemappes le 27 février 1955, domiciliés ensemble à Soignies, rue du Champ du Moulin 11, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons, une demande d'homologation de l'acte reçu par le notaire Etienne Hachez, à Soignies ce 6 mars 2001, visant à apporter au patrimoine commun existant entre eux un immeuble sis à Soignies, rue du Champ du Moulin 11, appartenant en propre à Mme Biset.

Les époux, (signé) Philippe Buyse; (signé) Christine Biset. (6265)

Suivant jugement prononcé le 5 février 2001 par la première chambre civile du tribunal de première instance de Charleroi, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Desclin, Raymond Georges Ghislain, employé, né à Obaix le 7 octobre 1942 et son épouse, Mme Roch, Maggy Madeleine Eugénie, ouvrière, née à Nivelles le 5 janvier 1951, domiciliés et demeurant ensemble à Pont-à-Celles (Obaix), rue de Scoumont 16, dressé par acte du notaire Jean Labenne, de Gouy-lez-Piéton, le 23 novembre 2000, a été homologué.

Le contrat modificatif modifie le régime de communauté par l'apport d'un bien appartenant à M. Raymond Desclin.

Pour extrait conforme, le notaire (signé) J. Labenne. (6266)

Par requête datée de ce 9 mars 2001, M. Tamigniau, Bernard Charles Léonce Eugène Jules Ghislain, employé, né à Tournai le 10 avril 1947, et son épouse, Mme Sourdeau, Jacqueline Claude Marie Ghislaine, infirmière, née à Tournai le 12 septembre 1953, domiciliés ensemble à Herseaux, rue des Frontaliers 58, ont introduit devant le tribunal de première instance de Tournai, une demande en homologation du contrat modificatif de régime matrimonial dressé par acte du notaire Alain Henry, à Estaimbourg le même jour.

Le changement consiste notamment en l'apport par M. Bernard Tamigniau, d'un immeuble à la communauté en raison des aménagements à faire audit immeuble par le travail et les ressources de chacun des époux.

Le notaire, (signé) Alain Henry. (6267)

Par jugement rendu le 9 mars 2001, le tribunal de première instance de Tournai a homologué l'acte modificatif reçu par le notaire Jean-Luc Hachez, à Tournai, en date du 4 janvier 2001, visant à modifier le régime matrimoniale entre M. Christian Léon Ghislain Hayon, retraité, né à Wiers le 3 mars 1926, et son épouse, Mme Germaine Louise Madeleine Ghislaine Deplechin, retraitée, née à Rumillies le 18 avril 1926, demeurant et domiciliés ensemble à Tournai (Kain), rue de l'Eglise 14. Il en résulte que les époux restent mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts mais modifient l'article 3 de leur contrat de mariage et souhaitent faire apport à la communauté Hayon-Deplechin chacun d'un bien propre.

(Signé) J.-L. Hachez, notaire. (6268)

Par requête en date du 8 mars 2001, les époux Michel Josse Maurice Ghislain Duquesne, agriculteur, né à Ath le 12 juillet 1957, et Marie-Claire Picron, employée, née à Belœil le 17 mai 1959, domiciliés à Chièvres (Huissignies), rue de la Corne 5, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons une requête en homologation

de leur contrat modificatif reçu par Me Bernard Degrève, notaire à Chièvres le 8 mars 2001, comportant apport au patrimoine commun d'un bien appartenant en propre à M. Michel Duquesne.

Pour les époux Duquesne-Picron, (signé) Bernard Degrève, notaire à Chièvres. (6269)

Par requête en date du 12 mars 2001 :

1. M. Edouard Henri Albert Marie Joseph Ghislain Demeure de Lespaul, ingénieur civil des mines retraité, né à Sirault le 6 janvier 1928, de nationalité belge;

2. Mme Myriam Colette Alice Alberte Ghislaine van Cutsem, sans profession, née à Soignies le 2 février 1933, de nationalité belge, domiciliés à 1050 Bruxelles, avenue des Courses 16A;

Mariés par-devant l'officier de l'Etat civil de la ville de Soignies, en date du 27 mai 1953, après avoir fait précéder leur union d'un contrat de mariage reçu par le notaire Jacques Brahy, alors à Mons, en date du 5 mai 1953, et ayant adopté comme base de leur union, à l'article premier : le régime de la séparation de biens et à l'article deux dudit contrat une communauté d'acquêts : régime non modifié à ce jour ainsi qu'ils le déclarent;

Ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte du notaire Guillaume Hambye, notaire à Mons, en remplacement de son confrère, Me Fabrice Demeure de Lespaul, notaire à Mons, légalement empêché, en date du 12 mars 2001;

Que le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens.

Mons, le 12 mars 2001.

Pour les requérants, (signé) Me Guillaume Hambye, notaire à Mons. (6270)

Par acte reçu par le notaire soussigné le 9 mars 2001, dont une expédition sera déposée sous peu au greffe du tribunal de première instance de Tournai, M. Marbach, Bernard Christian, menuisier, né à Roubaix (Nord-France) le 31 janvier 1951, époux de Mme De Grave, Anita, sans profession, domiciliés tous deux à 7700 Mouscron, rue de l'Eglise 29, 31, a apporté au patrimoine commun l'immeuble lui appartenant en propre et servant de résidence principale aux époux Marbach-De Grave, savoir : une maison à usage d'habitation avec toutes ses dépendances et jardin sise à Mouscron, rue de l'Eglise 29, cadastrée deuxième division, section C, numéro 692/L, pour une superficie de deux cent septante-quatre mètres carrés et d'un revenu cadastral de dix-sept mille deux cents francs, ainsi que la dette hypothécaire y relative, objet d'une inscription hypothécaire prise au bureau des hypothèques de Tournai le 16 novembre 2000, volume 5253, numéro 59, pour sûreté de la somme de un million neuf cent mille francs en principal et de cent mille francs en accessoires, au profit de la Banque Bruxelles Lambert, à Bruxelles, en vertu d'un acte reçu par le notaire Manuel Stévenart résidant à Mouscron, en date du 24 octobre 2000.

Mouscron, le 12 mars 2001.

(Signé) M. Stevenart, notaire. (6271)

Par jugement du 22 juin 2000 rendu par le tribunal de première instance de Dinant, a été homologué l'acte modificatif de régime matrimonial contenant apport dans la communauté existant entre les époux, Marion, Luc Marie Nicole Willy Jules Ghislain, peintre en bâtiment, né à Namur le 14 janvier 1964, et Frédérique Bourguet, secrétaire, née à Dinant le 12 juillet 1971, tous deux demeurant et domiciliés à 5362 Achet (Hamois), Monin 75.

L'acte modificatif a été reçu par Me Patricia Van Bever, notaire de résidence à Ciney, substituant son confrère le notaire Jean-Pierre Misson, de résidence à Ciney, soussigné, en date du 17 avril 2000. Aux termes de cet acte, M. Luc Marion a déclaré apporter dans la communauté un immeuble sis à Achet (Hamois).

(Signé) Jean-Pierre Misson, notaire. (6272)

Par requête en date du 11 mars 2001, les époux Schoonyans, Raoul Arthur Ghislain, électricien chauffagiste, et Pagliosa, Assunta, sans profession, domiciliés à Lasne, rue de la Gendarmerie 21, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Benoît le Maire, en date du 26 mars 2001.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la communauté légale et attribution du patrimoine commun à l'époux survivant.

(Signé) B. Le Maire, notaire. (6273)

Bij vonnis uitgesproken op 16 januari 2001, van de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel werd de akte, verleden voor notaris Eric Thibaut de Maisières, te Sint-Gillis (Brussel), op 9 mei 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel door inbreng in het gemeenschappelijk vermogen, tussen de heer Norbert Kempnaers, geboren te Kraainem op 1 juli 1930, en Mevr. Frieda Vanhooren, geboren te Oostende op 26 september 1935, samenwonende te Kraainem, Trilpopulierlaan 6, gehomologeerd.

Voor de verzoekers, (get.) E. Thibaut de Maisières, notaris. (6274)

Bij verzoekschrift van 4 januari 2001, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 13 maart 2001, hebben de echtgenoten Van Ooteghem, Jean Lucie Jules, zaakvoerder, geboren te Aalst op 14 oktober 1938, en zijn echtgenote, Mevr. Mareels, Maria, huisvrouw, geboren te Aalst op 28 maart 1946.

Samenwonende te 9150 Bazel, Eikenlaan 29, de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Patrick Pien, te Bazel, op 23 november 2000, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door wijziging van de samenstelling van het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de verzoekers, (get.) Patrick Pien, notaris. (6275)

Uit een verzoekschrift, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, blijkt dat de heer Meuleners, Mathieu Servatius, gepensioneerd, geboren te Ophoven op 18 juni 1931, en zijn echtgenote, Mevr. Schepers, Leonie Joanna, huisvrouw, geboren te Zonhoven op 27 maart 1942, samenwonende te 3520 Zonhoven, 't Zant 11, bus 2, gehuwd onder het stelsel van scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten blijkt huwelijkscontract, verleden voor notaris Van Cauwelaert, te Maaseik, niet gewijzigd tot op heden, op 29 maart 1969, de homologatie gevraagd hebben van de akte, verleden voor notaris Hougaerts, Joseph, te Tongeren, op 30 januari 2001, waarbij hun huwelijksvermogensstelsel werd gewijzigd naar zuivere scheiding van goederen.

Tongeren, 12 maart 2001.

Voor de verzoekers, (get.) Joseph Hougaerts, notaris. (6276)

Bij verzoekschrift van 30 januari 2001, neergelegd op 13 maart 2001, hebben de heer Vermeersch, Paul Eli Corneel, en zijn echtgenote, Mevr. Behey, Francine Marie, samenwonende te 8647 Lo-Reninge (Noordschote), Middelstraat 40, voor de rechtbank van eerste aanleg te Ieper een vraag ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Patrick Donck, te Reninge (Lo-Reninge), op 24 januari 2001, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel (wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen) wijzigen in een scheiding van goederen.

Voor de verzoekers, (get.) Patrick Donck, notaris. (6277)

Bij verzoekschrift van 4 januari 2001, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 13 maart 2001, hebben de echtgenoten, Broes, Patrick Jozef Ludovica Anna, geboren te Lier op 2 januari 1940, en zijn echtgenote, Londot, Marie Hélène Régina Gisèle, regentes, geboren te Charleroi op 16 maart 1944, samenwonende te 2500 Lier, Kanunnik Davidlaan 5, de homologatie gevraagd van de akte

verleden voor notaris Patrick Pien, te Bazel, op 11 november 2000, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door wijziging van de samenstelling van het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de verzoekers, (get.) Patrick Pien, notaris. (6278)

Met vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 27 februari 2001, werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, Van Keymeulen, Monty en De Wannemaeker, Rita Delphine Albertine, samenwonende te 9420 Erpe-Mere, Bossestraat 74, verleden voor notaris H. Bracke, te Wichelen, op 24 mei 2000, gevolgd door een akte-aanpassing, verleden voor notaris H. Bracke, te Wichelen, op 21 december 2000, en inhoudende inbreng van een onroerend goed met hypotheek in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) H. Bracke, notaris te Wichelen. (6279)

Met vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 27 februari 2001, werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, Rombaut, Robert Leon en Monsecour, Yvonne Josephine Maria, samenwonende te 9260 Wichelen, Rimeir 17, verleden voor notaris Ariane Van Nieuwenhuyse, te Schellebelle, vervangende notaris H. Bracke, te Wichelen, op 14 november 2000, en inhoudende inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) H. Bracke, notaris te Wichelen. (6280)

Met vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 27 februari 2001, werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, De Maesschalck, Jaak Leopold Leonie en Van Daele, Sonja Albertine Irene, samenwonende te 9340 Lede, Albrecht Rodenbachstraat 62, verleden voor notaris H. Bracke, te Wichelen, op 19 oktober 2000, en inhoudende inbreng van een onroerend goed met hypotheek in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) H. Bracke, notaris te Wichelen. (6281)

Bij vonnis van 28 februari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, gehomologeerd de akte, verleden voor notaris Jan Michoel, te Hoogstraten, op 8 januari 2001, waarbij de heer Jozef Verdonck, burgerlijk ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Angèle Thijs, arbeidster, samenwonende te 2323 Wortel, Poeleinde 30, een wijziging hebben aangebracht in hun gemeenschappelijk vermogen overeenkomstig artikel 1394, 5°, van het Belgisch Burgerlijk Wetboek.

Voor de verzoekers, (get.) Jan Michoel, notaris te Hoogstraten. (6282)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de heer Geudens, Willy Ludo Maria, dakwerker, geboren te Geel op 21 juli 1948, en zijn echtgenote, Mevr. Van Dael, Christina Maria Francisca Carolina, huisvrouw, geboren te Geel op 16 juni 1957, samenwonende te Geel, Zandhoefstraat 76, de homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Tom Verbist, te Geel, op 16 januari 2001, gevraagd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten Geudens-Van Dael verzocht het stelsel van de wettelijke gemeenschap van goederen te behouden maar met inbreng door de heer Geudens, Willy, van onroerende goederen, en door Mevr. Van Dael, Christina, van onroerende goederen en met inbreng van beide echtgenoten van roerende goederen in de gemeenschap.

Voor de echtgenoten Geudens-Van Dael, (get.) Tom Verbist, notaris te Geel. (6283)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de heer Vangeel, Siegfried August Maria, apotheker, geboren te Geel op 8 juli 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Hoeyberghs, Diane Jeanne Jozef, kapster, geboren te Mol op 27 december 1965, samenwonende te Geel, Leeks 16, de homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Tom Verbist, te Geel, op 5 februari 2001, gevraagd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten Vangeel-Hoeyberghs verzocht het stelsel van de wettelijke gemeenschap van goederen te behouden maar met inbreng door de heer Vangeel, Siegfried, van onroerend goed en waarbij de echtgenoten een aanpassing van het beding van verdeling van het vermogen hebben aangebracht.

Voor de echtgenoten Vangeel-Hoeyberghs, (get.) Tom Verbist, notaris te Geel. (6284)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, hebben de heer Spoormans, Jan Jozef Leo, regent, geboren te Geel op 21 februari 1953, en zijn echtgenote, Mevr. Verstrael, Carinne Jeanne Simone, geboren te Geel op 12 januari 1955, samenwonende te Geel, Lebonstraat 144, de homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Tom Verbist, te Geel, op 17 januari 2001, gevraagd.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten Spoormans-Verstrael verzocht het stelsel van de gemeenschap van aanwinsten te behouden maar met inbreng door de heer Spoormans, van onroerend goed en waarbij de echtgenoten een aanpassing van het beding van verdeling van het vermogen hebben aangebracht.

Voor de echtgenoten Spoormans-Verstrael, (get.) Tom Verbist, notaris te Geel. (6285)

Bij verzoekschrift d.d. 9 februari 2001, hebben de heer Herman Johan Eric Van Impe, geboren te Gent op 2 augustus 1969, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Ilse Gabriëlle Désiré Van den Abeele, geboren te Gent op 15 april 1967, bediende, samenwonende te Destelbergen (voorheen Heusden), Lodries 9, gehuwd onder het stelsel van gemeenschap van goederen bij ontstentenis van huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent de homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijkscontract, verleden voor notaris Virginie Bostoën, te Gent, op 9 februari 2001, houdende de inbreng van onroerende goederen in de gemeenschap.

Namens de echtgenoten Herman Van Impe-Van den Abeele, Ilse, (get.) V. Bostoën, notaris. (6286)

Bij verzoekschrift van 6 maart 2001, hebben de heer Van Rompaey, Paul Alfons Martha, industrieel ingenieur, geboren te Lier op 21 februari 1955, en zijn echtgenote, Mevr. Kelber, Liliane Celine, onderwijzeres, geboren te Grobbendonk op 23 augustus 1957, wonende te Grobbendonk, Eikenlei 24.

Gehuwd onder het wettelijk stelsel van het gemeenschappelijk vermogen bij ontstentenis van huwelijkscontract, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, waarbij Mevr. Kelber, Liliane, een inbreng doet van een toekomstig onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Michel Nolens, notaris te Lille. (6287)

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 28 november 2000, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Alex De Wulf, te Gent, Oostakker, op 3 december 1999, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Van Heghe, Jos Anton Eugeen, ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. De Wilde, Leentje Lieve Paula, leerkracht, samenwonende te 9420 Erpe-Mere, Leedsesteenweg 165.

De wijziging van het huwelijksvermogensstelsel omvat het behoud van het bestaande huwelijksstelsel, met een inbreng door de echtgenote van een eigen onroerend goed in de huwelijksgemeenschap, de inbreng door de echtgenoten van een hypothecaire schuld in de huwelijksgemeenschap en een toebedeling van het geheel of een deel van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende van de echtgenoten.

(Get.) Alex De Wulf, notaris. (6288)

Bij vonnis, gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 14 september 2000, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Alex De Wulf, te Gent, Oostakker, op 3 mei 2000, houdende wijziging van het huwelijkscontract tussen de heer Devriese, Danny Marcel André, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Duyck, Nathalie Yvonne Romanie Marlène, bediende, samenwonende te 9080 Lochristi, Zaffelare, Moleneinde 24, verleden voor de voornoemde notaris Alex De Wulf, op 7 november 1996.

(Get.) Alex De Wulf, notaris. (6289)

Verzoekschrift tot homologatie van de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Kurt Geysels, te Aarschot, op 5 maart 2001, inhoudende uitbreiding van het gemeenschappelijk huwelijksvermogen door inbreng van een eigen goed door de echtgenote.

Voor de echtgenoten, de heer Roelandts, Mario Maurice Gilbert, geboren te Lubbeek op 27 december 1972, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Berings, Els, bediende, geboren te Diest op 11 augustus 1974, samenwonend te 3390 Tielt-Winge, Sint-Annastraat 61.

Dit verzoekschrift zal neergelegd worden ter homologatie op de rechtbank van eerste aanleg te Leuven.

(Get.) K. Geysels, notaris. (6290)

Bij verzoekschrift van 6 maart 2000, gericht aan de heren voorzitter en rechters van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, hebben de echtgenoten, de heer Duym, Rudi, geboren te Sint-Niklaas op 19 oktober 1964, gepensioneerde, en zijn echtgenoten, Mevr. Abbe- loos, Fabiola Urbain Sabine, geboren te Dendermonde op 27 juni 1970, huishoudster, samenwonende te 9112 Sint-Niklaas, voorheen Sinaai, Dries 21, gehuwd onder het stelsel der scheiding van goederen blijkens huwelijkscontract, verleden voor notaris Léon De Brabander, te Lokeren (Eksaarde), op 23 maart 1993, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Anne Vander Donckt, te Dendermonde, op 6 maart 2001. In deze akte werd het stelsel van de scheiding van goederen volledig teniet gedaan en werd het wettelijk stelsel der gemeenschap aangenomen met inbreng van de hierna beschreven onroerende goederen in de gemeenschap :

1. Door de heer Duym, Rudi, met er op rustende hypotheek :

Stad Sint-Niklaas (voorheen Sinaai).

Een woonhuis met afhangen en grond, staande en gelegen te 9112 Sint-Niklaas, voorheen Sinaai, Dries 21, bekend ten kadaster onder Sint-Niklaas, tiende afdeling, sectie B, nr. 22/02C, voor een grootte van zes aren zeventig centiareen.

2. Door Mevr. Abbe- loos, Fabiola :

De naakte eigendom van :

Gemeente Stekene, eerste afdeling.

Een perceel bos, gelegen te Stekene, Meulevijvers, bekend ten kadaster onder Stekene, eerste afdeling, sectie B, nr. 534/B/2, voor een grootte van tien aren achtentwintig centiareen.

(Get.) A. Vander Donckt, notaris. (6291)

Bij verzoekschrift van 5 maart 2001 hebben de echtgenoten, Strobbe, Josef Aloys Florent, op rust, geboren te Beveren-Waas op 1 juni 1922, en Van Caekenberghe, Cyrilla Maria Thérèse, op rust, geboren te Sint-Gillis-Dendermonde op 18 juni 1929, beiden wonende te Dendermonde, Breestraat 74/2, een verzoek ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Luc Eeman, te Lebbeke, op 5 maart 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, zijnde het wettelijk stelsel, met als enige wijziging de inbreng in de huwgemeenschap van eigen onroerende goederen van de heer Strobbe, Josef, zijnde : 1. een huis, op en met grond, te Dendermonde (Sint-Gillis), Camiel Marchant-plein 40, thans ten kadaster bekend sectie C, nr. 168/e, groot 5 a 21 ca; 2. een eigendomscomplex te Dendermonde (Sint-Gillis), bestaande uit woonhuizen gelegen Breestraat 74-78, oud magazijn, een deel garages, op en met grond, thans ten kadaster bekend sectie C, nr. 171/m, groot 1 a 70 ca; 172/a/2, groot 88 ca; 169/1, groot 11 ca, en deel van nr. 168/k, groot bij saldo 9 a 10 ca 6 dm².

(Get.) Luc Eeman, notaris te Lebbeke. (6292)

Bij verzoekschrift van 5 maart 2001 hebben de echtgenoten, De Smedt, Patrick, arbeider, geboren te Dendermonde op 31 mei 1966, en Ost, Griet Petrus Julia, ambtenaar, geboren te Hamme op 27 juli 1969, beiden wonende te Hamme, Doorn 2/A, een verzoek ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Luc Eeman, te Lebbeke, op 5 maart 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, zijnde het wettelijk stelsel, met als enige wijziging de inbreng in de huwgemeenschap van eigen onroerende goederen door Mevr. Ost, Griet, zijnde : 1. een perceel bouwgrond, te Hamme (Sint-Anna), met erop staande hoevegebouwen, gelegen ter plaatse Sint-Anna 104, ten kadaster bekend sectie E, deel van nrs. 332/b en 335, groot 13 a 79 ca 18 dm²; 2. een perceel achtergrond te Hamme (Sint-Anna), gelegen achter voorgaande, ten kadaster bekend sectie E, deel van nrs. 392/n en 335, groot 18 a 68 ca 33 dm², belast met een levenslang zakelijk recht van gebruik op een deel van de er zich op bevindende stalling.

(Get.) Luc Eeman, notaris te Lebbeke. (6293)

Bij vonnis gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 1 februari 2001, werden de akte, verleden voor notaris Fabienne Fevery, met standplaats Gent, op 5 oktober 2000, tussen de heer Taeldeman, Ludo Marc, zelfstandige, geboren te Gent op 26 februari 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Jacobs, Nancy Rachel, meewerkende echtgenote, geboren te Gent op 5 december 1966, samenwonende te Gent, Gentbrugge, Gontrode-straat 74, gehomologeerd.

Ingevolge deze akten hebben de echtgenoten Taeldeman-Jacobs verklaard het stelsel van de zuivere scheiding van goederen als huwelijksvermogensstelsel aan te nemen.

(Get.) Fabienne Fevery, notaris. (6294)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 19 januari 2001 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 01/115/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 12 december 2000 voor notaris M. Verlinden, met standplaats te Westerlo (Tongerlo), waarbij Vangorp, Geert Jos Elsa, arbeider, geboren te Geel op 29 augustus 1970, wonende te Westerlo, Boerenkrijglaan 10A, en zijn echtgenote, Van Loy, Ils Frans Maria, arbeidster, geboren te Herentals op 11 april 1971, wonende te Westerlo, Bosbessenstraat 13, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 22 februari 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (6295)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 25 januari 2001 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 01/160/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 19 mei 2000 voor notaris M. Verlinden, met standplaats te Westerlo (Tongerlo), waarbij Verreydt, Marcel Denis Melania, boekhouder, geboren te Herentals op 3 juli 1953, en zijn echtgenote, Van den Eynden, Liliane Rosa, huisvrouw, geboren te Herentals op 14 december 1953, samenwonende te 2260 Westerlo (Tongerlo), Prelaat Hamuslaan 4, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 22 februari 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (6296)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 5 februari 2001 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 01/232/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 6 september 2000 voor notaris M. Verlinden, met standplaats te Tongerlo, waarbij Vermeulen, Yves Arlette Jean, beenhouwer, geboren te Leuven op 10 september 1969, en zijn echtgenote, Mens, Marie Anna Francis Gerarda, huisvrouw, geboren te Mol op 2 juni 1969, samenwonende te Westerlo, Lange Nieuwstraat 34-36, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 21 februari 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (6297)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 25 januari 2001 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 01/162/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 21 december 2000 voor notaris

M. Verlinden, met standplaats te Westerlo (Tongerlo), waarbij Biesemans, Carl Alfons Maria, arbeider-lasser, geboren te Geel op 19 april 1971, en zijn echtgenote, Vangheel, Annick, arbeidster, geboren te Geel op 28 juli 1974, samenwonende te Westerlo (Tongerlo), Wimpstraat 19, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 21 februari 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (6298)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance rendue le 1^{er} mars 2001 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé au rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été nommée en qualité de curateur à la succession vacante de M. Richard Lebrun, né le 21 décembre 1943 à Belœil, divorcé de Mme Gisèle Dufour, domicilié à 7500 Tournai, rue Childéric 32/12, décédé à Tournai le 29 août 2000.

Les héritiers ou éventuels créanciers sont priés de prendre contact avec le curateur.

Le curateur, (signé) Catherine Vraux. (6299)

Par ordonnance rendue le 1^{er} mars 2001 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été nommée en qualité de curateur à la succession vacante de M. Charles Betremieux, né à Lys-lez-Lannoy (France) le 28 décembre 1919, veuf de Mme Gisèle Bierler, domicilié à 7501 Orcq, Résidence Charles Lelubre 8, et décédé à 7500 Tournai le 16 septembre 1999.

Les héritiers ou éventuels créanciers sont priés de prendre contact avec le curateur.

Le curateur, (signé) Catherine Vraux. (6300)

Par ordonnance rendue le 1^{er} mars 2001 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été nommée en qualité de curateur à la succession vacante de M. Alain Castel, né le 25 mars 1948, domicilié à Pottes, place de Pottes 21, divorcé en premières noces de Mme Carmen Gauthiez, et en secondes noces, époux de Mme Carine Lebailly, décédé à Celles le 3 décembre 1998.

Les héritiers ou éventuels créanciers sont priés de prendre contact avec le curateur.

Le curateur, (signé) Catherine Vraux. (6301)

Par décision du tribunal civil de Liège du 6 mars 2001, Me Jean-Jacques Germeau, avocat, juge suppléant, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège, a été désigné en qualité de curateur à la succession réputée vacante de Larbuisson, Pierre Victor, né à Housse le 3 février 1920, de son vivant domicilié à 4041 Milmort, rue des Martyrs 72, et décédé à Liège le 24 octobre 2000. Les créanciers sont invités à envoyer leur déclaration de créance au curateur endéans les trois mois.

(Signé) Jean-Jacques Germeau, avocat. (6302)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 19 februari 2001, heeft Mevr. Ophals, Martine, wonende te Brugge, Sint-Kruis, Dampoortstraat 159, handelende in haar hoedanigheid van moeder voogdes, over de bij haar wonende minderjarige zoon, Verhaeghe, Jonas, geboren te Brugge op 28 april 1986, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen, zijn vader, de heer Verhaeghe, Luc Marcel, geboren te Varsenare op 5 januari 1954, gescheiden, laatst wonende te Brugge, Wilgenstraat 55, en overleden te Brugge op 9 januari 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Els Van Tuyckom, te Brugge, Sint-Kruis, Prins Leopoldstraat 2.

(Get.) E. Van Tuyckom, notaris.

(6303)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Op 1 februari 2001, door Mevr. Neven, Marleen, advocaat te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24.

In hoedanigheid van : volmachtdraagster krachtens een hierbijgevoegde onderhandse volmacht, gedateerd van 29 januari 2001, en gegeven door de heer Beelen, Robert, advocaat te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24, handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder van Mevr. Delvaux, Agnes, geboren te Elisabethstad (Congo) op 12 februari 1931, wonende te 3000 Leuven, Capucijnenvoer 35, Instituut Rafaël, hiertoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven 1, op datum van 29 november 2000.

Toelating : beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven 1, op datum van 17 januari 2001.

Voorwerp verklaring : aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving, van de nalatenschap van Schell, Leon Céline Joseph, geboren te Leuven op 18 november 1928, in leven wonende te Jette, Carton de Wiartlaan 1/RCBV, en overleden op 11 oktober 2000 te Ganshoren.

De griffier, (get.) Vera Aerts.

(6304)